LE MONDE diplomatique Algérie : 5.00 DA Marco : 5.00 cir. Canada: 1,50 Sc. Roy.-Uni: 30 p. Espagne: 100 p. Suisse: 3 P.S. Italia: 900 lires Tunisie: 500 mil.

JUILLET 1978 Nº 292 - 25° année

(Pages 17 à 19.)

Publication mensuelle

5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

Par CLAUDE JULIEN

ERTAINS vieux réflexes jouent de moins en moins, bien que les organi-sations politiques tardent à en prendre conscience. Ainsi le meeting du l'Eurodroite à Paris u'u réuni que deux mille participa ets, survivants d'uu courout eu déclin. Ses dirigeauts italiens, espaguols et français unt pourtout fait ua effort pour renuveler leur pensée — à tol point que M. Giorgio Almicante a mêmu reprit à soa compte les quotre libertés jadis prônées par Fraukliu D. Roosevelt. C'est oublier que la droite voyoit dans le New Deal un daugereux socialisme et que les thèmes rooseveltians, tronsposés à une uutre échelle pour revitaiser la capitalisme, s'uppliqueut unjourd'hui dans la stratigie des Gemes parkingtiantes du l'activate des la stratigie des Gemes parkingtiantes des l'activates des la capitalisme, s'appliquent su particular des la capitalisme des la capitalisme de la capitalisme de la capitalisme des la capitalisme de la capitalisme d dans la stratégic des firmes multinationales dunt l'extrême droite redoute les tionales ».

Mêmes nostalgles et mêmes décalages dans le comp opposé. Bien que les urganisations de gauche ulent évoque l'« extrême gravité » de la situation, leur uppel à manifester contre l'Eurodroite n'u pas mobilisé plus de quelques milliers de personnes. Les mots magiques ent perdu leur pouvoir d'untrefois : parce qu'ils aut été usés jusqu'à la corde, parcu qu'ils un correspondent plus u ux dungers présents. Parler unjourd'hui de menace « fasciste » un « péonazio > est uussi pou exact que d'avair, voilà dix uns, identifié C.R.S. et S.S.

A gauche camme à droite, des dirigeants déphasés, trop ages ou prématurément vieilles, croient encore pouvoir jouer sur des ressorts désormais bien incopables de remuer les foules.

CES dirigeants ne veulent pourtant pas comprendre que leur vocabilaire les dessert doublement: parce qu'il appartient à une liturgie politique uussi pou compréhensible que le pouvre latiu d'église, et parce que malgré tont il traduit fidèlement leurs habitudes mentales et leurs comportements les plus inquiétuats. L'appel laucé por la gauche coutre le meeting de l'Eurodroite est, è cet égard, porticulièrement révulateur. Cette réunion, il la sééronce avec vigueur », comme depuis trente uns taut d'autres malheurs jamais évités. Formules rituelles, semblables à colles qui émaillent les discours du papa ser lu paix, tout aussi inefficaces. Ce meeting, poursuit le texte, « est à rapprocher > de toute une série d'assassinats, de manifestations racistes, d'attentats; coutre ces crimes réels, que signifie cette uccusation un plus par association mais par « rapprochement » ? Cela peut condains loin et, un bout de compte, de « proche » en « proche », il n'y nura bientôt plus d'innocents. Tout l'appareil répressif de tous les totalitarismes est en germe dans cette mentalité-là.

Mentalité heureusement moi tolérée, cor elle éveille une métionce croissonte — et justifiée. C'est bien pourquoi de tels appels sont si spal entandes, si peu suivis. D'untant que leurs autours pritemient parier arismoir des organisations démocratiques » : intelérable à bux de langage paisqu'il suppose que les organisations non signataires ne sont pus démocratiques, qu'elles doivent être rejetees dans la même poubelle uvoc le foscisme et le stalinisme. Etrange conception de la démocratio, au nom de laquelle on demande l'inter-diction d'une réunion politique... tout en jetant l'exclusive sur des mouve-ments d'extrême gauche qui n'unt pas l'hour de plaire.

TETILLES que tout cela si les libertés et la démocratie se trouvaient à l'abri réclament pau législation européonae contre le terrorisme : M. Giscard d'Estaing u'u pas uttendu M. Tixier-Vignancour pour précouiser un « espace judiciaire européen », et M. Almirante doit bien savoir que des policiers ouest-allemends opérent se Italie, ou que le rideau de fer lui-même ne protège pas les terroristes. De même, les gouvernements ouest-européens u'ent uucun besoiu de l'appui de l'Eurodroite paur « défendre l'ormée » uu pour « briser le carcan syndical ».

Lorsque, saus grand succès, la gauche tente du se mobiliser contre le « fascisme »,elle lai offre une publicité inesperée et, surtout, elle se trompa de cible. Ce qu'elle invite à pourchasser, c'est une espèce de Bête du Gévaudan, ulars que les monstres modernes sont à la fois moins repoussants et plus redoutables. S'ugissait-il ulars, comme le suggère l'uppel de la gauche, d'ettaquer por ricochet un pouvoir « complaisant » et « passif » devent des crimes intolérables? Mais ces ricochets-là ne font jamais très mal ; leur principal mérite est de détourner l'attention des véritables abjectifs poursuivis par le pouvoir.

Nostalgies et fascisme— L'ITALIE EN SUSPENS

La sagesse d'un peuple entre le débordement et la «normalisation»

L'Italie ne pourra oublier de si tôt les deux plus éminentes victimes d'un même drame : Aldo Moro, déclaré « politiquement mort » par ses amis politiques avant d'être assassiné par les Brigades rouges, et Giovanni Leone dont les malversations trop longtemps tolèrées équivalaient à un véritable suicide politique en même temps qu'elles minaient le respect qu'un peuple peut avoir pour la République. Comme le rappelle fort opportunément une

ancienne déclaration d'Aldo Moro, que cite ci-dessous Ferdinando Scianna, les deux affuires appartiennent en effet au même scénario moral et politique. L'élection d'un nouveau président de la République peut-elle apporter l'espoir d'un redressement? La réponse dépend moins de la sagesse d'un peuple que de la rigueur dont sauront jaire preuve le parti démocrate-chrétien et le parti communiste, atteint par une crise qu'analyse (page 3) Percy Allum.

DEPUIS des mois, l'Italie ne parvient pas à respirer. Après la terrible agonie imposée pendant cinquantecinq joure à Aide Moro et eu pays par les Brigedes rouges, le président de le République, M. Giovanni Leone, e été liquidé à con tour. Non pas physiquement, mals politiquement et moralement, ce qui l'e contraint à ee démettre après deux années de scandales sordides, et à six meis de le fin de son mandet,

En dehors de sa dimension personnelle et familiale, le pénible aventure de Giovanni Leone montre à quel point est errivée en Italie la dégradation d'une classe dirigeants, le classe démocrate-chré-tienne. Ses habitudes de pouvoir et de corruption ont tellement infecte le pays pendant trente ans que même la plus haute charge de l'Etat n'a pu éviter la contamination. Des six personnalités qui secsont succèdé à la maglatrature sugrème, seules les trois laïques (De Nicola, Einaudi et Saragai) n'ont pas été affectées par des attaintes maraies ou politiques plus

des staintes mersies ou postiques plus par monte de la République des fonctions.

La Constitution italienne confie eu président du la République des fonctions des soudres pour seul pouvoir célul de dissoudre le Perlement, prérogative, fondamentale, mais qui est limitée par une clause très discutée : pendant les aix derniers moie de son mandat, le président ne peut de son mandat, le président ne peut plus dissoudre les Chambres ni organiser des élections. C'est le semestre blanc qui, selon de nembreux juristes et spécia-listes des sciences politiques, constitue une période inutile et dangereuse de vide

du pouvoir. M. Giovanni Leone s'était exprime en ce sens eu cours de son septennat interrompu. Un de ses proches avait même laissé entendre que M. Leone pourrait se démettre à le veille du semestre blanc pour inviter à résoudre cette contradiction législative: hypothèse qui a eu le tort d'être émise quand les scandales commençaient à jeter des ombres eur le président et sa famille et qui, de ce fait, ressemblait plus à une échappetoire qu'à un geste politique. Et, Par FERDINANDO SCIANNA *

en effet, M. Giovanni Leone n'est pas

parti : il e été centraint à e'en aller. La pluie d'accusatione est devenue tempéte : scandele Lockheed, spéculetiun immobilière, évasion fiscale, emité pour les plue corrompus et les plus corrupteurs avec trafic de chèques... Au début de l'année, la journaliste Camille Cederne e ressemblé dans un livre, Giovanni Leone, le carriera di un presidente, les trop nombreux motifs de la campagne menée par quelques rares journaux et par des forces de le geuche sociellste et radicale et de l'extrême gauche. C'est une

enquête passionnée et amère, un acte d'accusation courageux et documenté, et nen un pamphiet composé d'un recueil de ragots et de coupures de presse comme il e trop couvent été présenté, y comprie dans certains journaux internetionaux autorisés. Il montre, avec un luxe d'arqu-

allence, mur de caoutchouc démocratechrétien traditionnel présenté comme une digne réserve. Puis, après, par exemple, la publication par le Stampa d'un

ments, le figure de Leone osciller entre la pire folklore napolitain, où le président répond eux étudients contes-tataires de Pise en leur laisant les

comes (1), et le misérable comédie de

mœurs et d'intrigues ; figure qui n'appa-raît absolument pas à la hauteur de le dignité et de lu valeur symbolique de

M. Leone répondit d'aberd par le

article de Vittorio Gorresio sur l'essal de Camilie Cederna, intitulé ; « Un livre qui ettend son procès », il fut clair que ce slience appravait la situation, et les eccusations de diffametion et d'eutrage à l'Etat commencerent à pleuvoir contre le journaliste. Mais, en Italie, le prévenu Leone était déjà pour l'epinion publique, sinon pour le justice, au-delà de toute

Une accusation infamante>

E N attendant, pendant que la campagne se deroulait, les ladicaux et l'extreme gauche demandalent sa démission. Le président du parti républicain, M. Ugo La Malfa, qui pourtant souteneit le gou-vernement démocrate-chrétien, l'invita ner. Soutenu par l'appui des démocrateschrétiens, qui pariaient de calemnies, at la neutralité bienveillante des communistes, qui voyalent derrière les ettaques des manœuvres obscures pour compromettre l'actuel cadre politique et institutiennel du pays », M. Leone teneit ben et méditait des contre-offensives.

Avec ce sauvetege du président, le P.C.i. sacrifialt une lois de plue eu mythique . cadre pelitique ., c'est à dire au compromie plus ou meins historique avec la démocratie chrétienne.

L'eccord D.C.-P.C.I. parmit à le commission d'enquête d'envoyer eux erchives, evec dix-neuf voix contre une, le dossier ouvert sur M. Leone eprès l'accusation de corruption dans l'affaire Lockhood, présentée par les radicaux. La seule voix contre fut celle du sénateur socialiste Guide Campepiane qui, depuis, e publié le - Mémoire d'accusation contre l'honorable Gievenni Leone - qu'il avait présenté à le commission parlementaire. Selon le sénateur accialiste, il y avait suffisamment d'éléments pour ouvrir l'enquête contre le président, mais 1' fut le seul de cet evis. Toujours à l'occasion de l'affaire

Lockheed, en mars 1977, Alde Mero monta

* Journaliste italien.

personnellement à la tribune pour défendre les siens lors de la mémorable séance du Parlement aur le vote des poursuites judiciaires contre les ex-ministres Tanassi. social-démocrate, Gul et Rumor, démocraice-chrétiens (pour M. Rumor, la iête de le déférer eu tribunai constitutionnel fut repoussée). Dans sa défense de M. Laene, M. Mero atigmetise les «Indices inconsistents qui devraient fon-der une eccusation infamente centre un homme qui n'a jamais prêté au moindre soupçon, qui n'e jamais été effleuré, je ne die pas per l'incorrection, male même par les commérages. Maie le plaideirie de M. Moro e'élargit à la défense de tout le parti et du régime : - Nous défendens le démocratie chrétienne... Neus formons réellement le carré tace à l'accusation que tous et tout chez neus sont à condamner... Nous n'ecceptons pas d'être des corrompus parce que ce n'est pas vral... Pour toutes ces raisons, honorables collègues qui nous evez annoncé le procès sur le place publique, nous vous disons que nous ne nous laisserons pas mettre en procès. »

Il nu s'egissalt pas de feire le procès du régime, mais à des hommes indivi-duellement s'ile étaient corrompus. Ce procès manqué et tous ceux qui n'ont paz eu lleu, einon de menière dérisoire, unt conduit l'italie à cette impasse de la violence dens lequelle elle est bloquée.

(Lire la sutte page 2.)

(1) N.d.T. : pour conjurer le « mauvais ceil » que lui jetalent les étudiants.

LE POING INVISIBLE

Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles diverger?

VEC le recul, on peut considérer que le vingtième siècle aura vu l'arrivée à maturité de la démocratie libérale puis son effondrement. L'extension du droit de vote et les progrès des libertés civiles constituent incontestablement un des succès les plus brillants de la demière période capitaliste. Un de ses plus précaires aussi. La dynamique du capitalisme démocratique libéral nous a projetés vers une croisée des chemins fatidique : dans une direction, l'élargissement de la démocratie, dans l'autre le développement du capitalisme. Ce choix ini-même amonce le crépuscule de la tradition libérale qui, depuis le début du dix-neuvième siècle, affirme la compatibilité du capitalisme et de la démocratie libérale.

Si dans la mentalité populaire il

Dans ce numéro:

M. Barre et les recettes du capitalisme (Page 4.)

L'enjeu africain

(Pages 5 à 9.) Les trois échecs de M. Begin

Par SAMUEL BOWLES et HERBERT GINTIS *

existe une association étroite entre capitalisme et démocratie libérale, ocia s'explique par leur développement historiquement parallèle et par le fait que, de tous les systèmes, le capitalisme est le seul à avoir coexisté avec la démocratie libérale. Vollà décidément un argument de poids. Ce n'est pas pour autant que cette thèse de la compatibilité soit universellement admise. Depuis Tocqueville jusqu'à Robert Dahl (1), les analystes de tradition libérale de la démocratie américaine unt moniré la possibilité de contradictions entre le processus de croissance capitaliste et le maintien des institutions libérales démocratiques. A leur tour, quelques marristes ont vu dans le fascisme une issue probable du processus de croissance capitaliste. L'influence des événements récents du Chili et la poussée électorale de grands partis de gauche en Europe ont conduit, chez beaucoup, à une remise en question des represents entre le démocratife libé.

de gauche en Europe ont conduit, ches beaucoup, à une remise en question des rapports entre la démocratie libérale et le capitalisme.

Une étude plus minutieuse des données historiques est de nature à susciter une telle révision. De toutes les sociétés capitalistes, seule une petite minorité — moins d'un quart selon Dahi — relève, même approximativement, de la démocratie libérale. En dehors de l'Europe, de l'Amérique du Nord et du Commonwealth, on n'en compte qu'une demi-douzaine, contre une douzaine au début de la décennée

* Professeurs au département des acien-ez économiques de l'université du fessachusette à Amberst.

précédente. De plus, les maux de l'économie capitaliste, tant aux litats-Unis qu'en l'aurope, sont de plus en plus fréquemment attribués à ce qu'un rapport de la commission trila-térale qualifie d'« excès de démocra-

qu'un rapport de la commission trilatérale qualifie d' « excès de démocratie ».

Ne peut-on penser que la thèse de
la compatibilité est erronée, du fait
que les conditions de reproduction à
long terme d'une société capitaliste de
démocratie libérale seraient contradictoires ? Cette thèse de la compatibilité souffre de trois failles d'envergure qui rendent compte de octte
instabilité dynamique. La première
procède de l'instabilité même d'une
situation de concurrence parfaite :
c'est le jeu de la concurrence qui a
entraîné la naissance de son autithèse, la société géante. La concentration dans les mêmes mains du
pouvoir de décision sur les investiesements, des moyens de façonner et
d'exprimer l'opinion publique, et,
d'une manière générale, de concevoir
des solutions de rechange et de faire
vivre des courants politiques coustitue une violation flagrante du principe d'égal accès à la discussion publique des problèmes de la cité. Les
relations entre les grandes sociétés et
le reste de la société ne sont médiatisées ni par la concurrence du marché ni par la concurrence du marle reste de la sociate na sont mena-tisées ni par la concurrence du mar-ché ni par les processus électoraux de la démocratic libérale. Ces grandes sociétés se constituent ainsi en centres de pouvoir économique et po-litique ne rendant de comptes à per-sonne.

(Lire la sutte page 12.)

(1) N.D.L.B. Politologus américain

Les Grandes Routes Aériennes Europe - Algérie 103 Vols Par Semaine



Londres . Barcelone - Genève _ Bruxelles_Alicante .Toulouse _ Francfort_Rome_Palma_Nice Madrid Paris Lyon Marseille -

Alger _ Oran Constantine - Annaba



An sylime in yes affaires,

annonger: se, ne par

Simple:

dal process Fondation

e Persons ... ate: 1 Acr. condition...

l ne prim. adict.co.

ethnology

mann

DEFO. SEMISSION TO TO TO

rial ma

Miller Str.

TWO PATES OF STREET, AND STREE

1 0

. .

m de

-

###

. . .

eme. 28 17

L'ITALIE

La sagesse d'un peuple entre le débordement

(Suita de la première page.)

Aldo Moro a peut-être acellé son terrible destin en ce chargeant symboliquement ce jour-là de toute la pourriture démocrete-chrétlenna, qui na lui incombelt sûrement pas parsonnellement. Les procès des pulssants corrompue na doivent certes pas sa dérouler eur qu'on e'arroga la droit de célébrer des « procès » dans d'obscure tribunaux da le vidience, avec des condamnetions qui ne sont pas des sentences, male des lynchages crimineis, Cependant, lorsqua les puissants refusent mêma d'êtra jugés et tournent en dérision le ldi qu'ils imposent eux faibles, aouvent evec dureté, aucun compromis ne peut faire considérer ca pevs comma démocratique, ni même comme un Etat digne d'être défendu à tout prix ; et moins ancore eu prix da es liberté, ta seul bien qui ne soil pas encora complétement détruit.

Après evoir échangé de justesse au acandale Lockheed, M. Leone a étá littéraiament renversà par « les soupçons, les incorrections, les médisances, les eccusations graves - qui l'evalent - effleuré -.

Tout a change l'après-midi du jaudi 15 Juin, vere trole heures, alore qua le président se préparait à una médiocre communiste décidait alors da damender se démission, et la démacratia chréprenante de la liquidar. Il ne restalt plus à M. Leone qu'à s'en eller après avoir résisté pendent des mola, contra tout ban send, an a'ettachant désespérément à sa carrière et à aes privilères.

Comment les démocrates-chrétiens ontils pu, cetta fols, renoncer aussi facides leure, comma d'habituda ? En aurait-il élé ainsi si Aldo Moro avait encore été vivant? L'ex-directeur du Carriare delle Sera, meintenant sénateur républicain, M. Glovanni Spadolini, na la croit pas. « Dans la logiqua d'Aldo Maro et étant donnée son arguellleusa concaption du parti, l'épilogua de l'affaire tal qu'il s'ast concrètament déroulé un jour de l'êté romain n'auralt pas été, la ne dis pas tolērable, mais pas mēme concevable.

Et les communistes ? Après avoir tant parlé des risques institutionnels at des risques pour la cadra politiqua, comment ant-la pu laire cette marche errièra

En réalité, personne ne croll qu'un aussi brutal changement ell pu avoir lieu sare un accord préalable entre démo-crates-chrétiane et communistes. Il faut, pour la comprandre, sa rappalar tous les falts dramatiques survenue antre févriar et juin at leurs répercussions sur le panorame politique du pays. L'épleoda et l'assassinet du président da la dâmocratia chrétienne, Aida Maro. Male l'enlèvemant est intervenu le jour dù la Par-

lement devalt voter la conflance au nouveau gouvernement formé après una longue crise qui avait été ouverte par les communistes. Le grave mécontenlement syndical et le participation de millars d'duvriars da le métallurgia à una très importanta manifestation enti gouvernementale à Rome avalent contraint la direction du P.C.I. à faire tomber la gouvernement Andreotti. Mais le basa du parti montralt auest qu'ella supportait de moins en moine la ligne du « parti de lutta et da gouvernament », en mêma lemps » conservateur at révolutionnaire », comma l'evait défini M. Berlinguer ; ligna qui signifiait moins de lutte et toujours plus d'eppui à un gauvernement inerte et réfractaire à taute réforme at action qui affronteralent la crise ; un gouvernament qui révélait eussi ea tendence à répondre par une répression toujoure plus dure à toute menifestation d'opposition, esna pour autant réussir à arrêter la vague de violence croissante. Soue la règna incomparable d'Aldo

tour pour le base communiste et puvrière qui l'avait imposée : le gouvernament resteit pratiquement le mêma — toujoure dirigé par M. Andreotti et composé exclumêmes ou presque que ceux que tes incapables d'affronier la situation. Mala la P.C.I. sans entrer dans la «majorité de couvernement » à ceuse des vetos américains et aliemands, était accueilit dans la « majorité da programma », ce qui e suffi à l'Unita pour parier « pas en avent historique ». Un tour de prestidigitation, en somme, qui permettait eu P.C.I. de calmer es base, à la démocratie chrévenna de rassurer l'opposition da droite, et surtout évitait la recours à des élections anticipées qui » euraient risqué da .compromettre la cadre politique, seule garantie de auve-garde da la démocratie, en amenant le psys à l'attrontement ».

Mdro, la crisa gouvernementale se résol-

valt, an fait, par una corte de mauvais

Les messages déchiffrés

M AlS l'anièvement d'Aldo Moro donnaît aux événements un tour neuveau. Il provoqua la plus impressionnante mobilisation policière de l'histoire de l'Italia. Au coure de ces deux mols, d'eprès les chiffres du minietère de l'intérieur, anire sept et dix milliona da parsonnes ant été contrôlées en Italia, c'est-à-dire la granda majorité da la population edulta, eane pour autant que cela all permis d'identifler les terroristes et de découvrir teur cechette. La conflanca fut votés au gouvernement sans débat; et, manée par le P.C.t. - qui assuma un rôle identique à l'affaire Schleyer, — une très dure campegna ee déchaîna contre l'extrêma gaucha et contre les intellectuels accusés da complicité morale » evec le terrorisme

et les Brigades rouges-On passe des peroles aux actes. La C.G.I.L. n'héalte pas à dissoudre les sections syndicales de certaines universités, comma cella da Cosenza, accusées d'être des repaires de sympethisants et la création da « milices duvrières » antitarroristes dans les usines. On demandelt la loi marilale, le peina de mart. l'intarvention de l'armée : l'ex-président Saraget proposa même da recourir aux para-chutistes, mais an n'e pas très bien compris aù Il comptait les envoyer. La presse écrita at pariée fit una gigantesque campagne en favaur de l'intran-algaance dans la défense de l'Etat et contre toute négociation oul viearait à libérer Alda Moro en échange de

Au centre de le campagne, le P.C.I. parmi les intransigeants. La dâmacratie chrétienne, aussi, resta ferme dans la refue des négocialions, blen qu'elle fût déchirée par les damendes toujours plus

pressantes de la famille d'Aldo Moro. C'est là un fail neuveau pour un parti catholique qui a toute una tradition da défense de le vie humaine. Seule certains secteure de l'extrême gauche el quelques personnalités catholiques, queiques communistes même et da nombreux intellectuals étalant favorables aux négaciations. Des pertie qui soulsnellent te gouvernement, seul le parti socialiste adopte une attitude ouvertement en feveur da négociations à buts humanitaires. En réalité, dans la consterneban générale, la P.S. essayalt de se démar-

chrétienne at du P.C.I., par qui il craianait d'êtra politiquement étoutté. En ettendant, Aldo Maro continualt à Des lettres embarrassantes, dures pour

ses compagnans da parti, tellemant dures que besucoup da ses » emis » ont pu avoir la lâcheté da dire qu'elles n'étaient pas da lui, ni moralement ni intellectuellement, ce qui le liquidalt comme dirigaant politiqua mais aussi comme fou. Certes, l'enjeu da ces lettres du grand médleteur » était aussi sa via. mais nous pensons qua le eouci d'Aldo Moro était plus vasta et qu'il a anvoyé dans ces écrits de numbreux message qui attendent d'être complétement déchil-

De nombreux partis, et pes ceux qui lui étalent les plue proches, considéralent Aldo Moro comme l'homme qui conduireit le pays et la démocratie chrétienna au compromie historique sans douleur. Le P.C.i. surtout a fait da lui un martyr event as mort an indiquant clairement qua la mailleure manière da l'hanorer étail d'accepter son « escritice » pour la noble cause. Mais ce du'Aldo Moro

Leonardo Sciascia a comparé Aido Maro au général Koutouzov da Guerre et Peix de Toistoi, qui n'engaga jamais la batailla contre Napoléon at l'attire sur un territoire Immense ou'll croit conquérir alors qua c'est la terre brûlée sur laquelle li aare plégé. Mais Aldo Mara n'avait pas calculé evec les Brigades rouges et avec sa mort, et le tarre brûlée l'e brûlé lut, le premier. Prisonniar, Aldo Moro a sans daute beaucoup réflécht et compris bezucoup da choses. Mels son eventure et ils semblent avoir compris certaines choses, melgré la bombardament de mensonges et de métorique des mess

Une semaine après l'assassinat d'Aldo Moro, quatre millions d'électeurs eont aliée aux umes en Italie. Un test potitique à chaud extrêmement important. Les résultats ont été inattendus et unt marqué une nette défaite du parti communista : calul-ci a pardu neuf points an pourcen-

taga, jusqu'à anze paints dana certaines régions du Sud. Si an voulait en tirer des conséquances rigoureuses, ce la devrait signifier la fin de la politique da compromis historique.

» Naturellament, nous sommes devenus pomplers avec la classe ouvrière et policiers sur les problèmes de l'ordre public -, commentalt un dirigeant communiste en apprenent lad résultets. M. Enrico Berlinguer e talt son autocrifique en disant que la P.C.I. avait été, avec les démocrates-chrétiens, « généreux au point de trôler l'ingénuité ». Un dirigeant communiste Ingénu !...

L'élactorat n'a pas eu peur da l'ingénulté du parti communiele, mais de sa dureté, da son intraneigeance aur !' « ordre evant tout - dens laquelle || a vu refleurir la etalinisma. Et an échanga de quol 7 Le eacréteire da la C.G.LL, la communiste Luciano Lame, a liquidé dans quelques interviews bruvantes les difficiles luttes ouvrières et leurs conquêtes des années passées comma étant una accumulatio d'arreurs ; continuer à les défendre, a-t-il dit, équivaut é manter le garda suprès d'un tas de cendres. Ce n'était pas là la changement politique et eocial que besucoup d'Italiens demandalent aux communistes, pas plus qu'ils n'exigeaient un alignement sur les thèses de M. Agneill et da la contédération petronala, pour qui, pour résoudre la crise. Il suffit da renvoyer la classe ouvrière Italianna é l'exploitation capiteliste dauvaga des ennées 50 at 60.

Quant à l'arrivée eu pouvoir des communistes par la porte de le répression, c'est un film déjà vu dens trop de pays pour que les Italiens alent envia da le voir projeté sur les écrana da laur propre histoire nationale.

Le euccès de la démocratie chrétienne n'est pas surprenant el on considére que les cammunistes l'ant absaute da toutes ees faules passées an échanga de la gerantia de pouvoir continuar é pécher avec alle. Les démocretes-chrétians, quant à eux, na as sont pas privés d'eccuser le P.C.I. d'être la pare du tarrorisme.

Les électeurs, au fond, ont mantré qu'ils préféralent un Etat faible et corrompu à un Etat policier dont les préoccupations da justice et da réforme edni douteuses.

Le parti socieliste a obtenu un euccès Inattendu. Les Italiens ant repéré une préoccupation prolande et justifiée dernère l'humaniame un pau apportuniste du P.S.I. dans l'affaire Aldo Maro. Le vote paur les socialistes e été un vote contra le compromis histarique; des larces modarées et des forces de la gaucha libartaire y oni cantribué, appasées à la rencontre antre les deux Eglises, catholique et communiste, et préoccupés par le visage néo-stalinien

Les déceptiona causées autreials par les socialistes rendent prudant quent à laure capacités et abjectifs réels : Il est paurtant certain qua beaucoup da choses pourralant changer dans la politique Itelienne al laur renforcement se

L'orgueil et la conscience -

A LA veille du référendum, dans l'Unite du samedi 10 juin, le célèbre Fortebraccio, qui répond au courrier des lecteurs, s'appuie sur une lettre qui parle de la mort d'une militante dévouée pour inciter à

voter «non»:

«Voilà une camarade qui, si elle était encore parmi nous, n'aurait pas eu besoin de mes paroles. Parcc que, depuis longtemps, elle n'interrogeait plus sa conscience, depuis qu'elle l'avait écoutée, un jour lointain, pour accomplir son choix libre, irrévocable et décisif, et de ce choix était né un militantisme fait seulement de travail, d'engagement et de fidélité.

» Elle ne faisait pas comme certains malades imaginaires ou soi-disant imaginaires qui passent leur temps à se tâter le pouls...

» Elle, qui, pourtant, au fond de son ame, aurait pu avoir quelque hésitation, savait que le premier devoir à observer consiste à ne jamais trahir, en aucun cas, le parti des travailleurs, et aurait voté « non » avant tout et surfout parce que ce parti le demande. Toutes les autres raisons, aussi suggestives qu'elles soient, viennent après...

» Vous et naus, camarades, nous comporterons comme elle se servit

comportée, accomplissant un devoir de fidélité et d'obéissance pour lequel, nous le disons avec orguell, nous n'avons aucun besoin d'interroger notre conscience personnelle, qui cède la place à celle plus profonde et plus grande du parti qui nous rassemble.»

HISTOIRES DU PARTI COMMUNISTE DES ETATS-UNIS

Entre le rêve américain et le mythe soviétique

Paris de la fois, sur l'expérience communiste américaine ont été publiés ces derniers mois aux États-Unis. Ecrits par d'anciennes militantes du parti communiste, des ouvrages comme Autohiography of an American Com-munist, par Peggy Dennis (1), ou A Fine Old Conflict, par Jessica Mitford (2), constituent une uouveauté dans le domaine de l'édition

Ces témolgnages mettent en relief les tensions et contradictions entre les aspects natio-uaux et internationaux d'un mouvement complexe — entre ses efforts pour promouvoir des changements sociaux et économiques à l'intérieur de la société américaine et les contraintes de la diplomatie soviétique é laquelle le petit P.C. des Stats-Uuis a teujours été llé d'une façou particulièrement étroite. En effet, heaucoop de ses membres foudateurs (comme les parents de Pèggy Dennis) étalent des juifs qui avaient fui la Russie tsariste à l'époque des pogromes mais restalent très attachés à leur pays d'origine,

Le livre de Peggy Dennis — militante du parti depuis sos urigines, veuve ca son secrétaire général Eugene Dennis — retrace tout l'itinéraire du parti communiste ces Etats-Unis et coutredit l'opinion largement répandue en Europe selou laquelle ca parti u'a jamais eu le moindes impact sur la vie sociale et politique du pays. Elle sonligne, par étremple, le rélie central qu'il a inné en pleine crites. le rôle central qu'il a joué en pleine crise économique des années 30 dans le dévelop-pement du mouvement syndical ainsi que dans l'agitation massive qui a fini par arracher, sous le goovernement réformiste de Booseveit, une série de mesures sociales jusque-là incon-unes dans cette a citadelle de l'entreprise

Les Dennis ont vécu tout cela intensément comme permanents do parti, mais ils out aussi appartenu, à un moment de leur car-rière, ao cercle privilégié des communistes dui voyagealent ê un continent à l'autre pour le compte du Komintern. Dans un monde dui vivait sous la menace du fascisme mootant, vivalt sous la menace du fascisme mootant, ils ont parcouru l'Espagne, l'Allemagne, la Chine, l'Afridos ĉo Sod. Elle a aussi travallié à Moscou dans les bureaux ĉe l'Internationale, coupée ĉe la vie soviétique, us voyant que l'industrialisatiou rapide d'un pays arrière, la suppression du chômage et de la prostitution. « Nous ue comnaissions pas l'étandus des purges... nous lisions des comptes rendus des procès publics... nous considérions tout cels comme faisant partie des dures réalités de (...) la construction d'une casis du socialisme a,

Peggy Dennis Insiste à plusieurs reprises sor l'impact du centre moodial, Moscou, sur l'orientation et les activités des communistes américains : le désarrol Jeté dans leors ranga par le pacte germano-soviétique, la transfor-mation soudaine des mots d'ordre entimilitaristes en alogans antifascistes après l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'U.E.S.S. Après l'entrée des Etats-Unis dans la guerre aux Un congrès extraordinaire allait bientôt décider la reconstitution du parti américain sur les bases d'un marxisme militant.

VINT ensuite la chasse aux sorcières dans les syndicats, l'enseignement, le cioéma. C'était une vaste éparation anticommuniste à l'intérieor des Etata-Unis, coincidant avec une politique étangère de provocation antisoviétique et d'interventionnisme militaire dont le soint, colominant ent la source de Conference. point culminant fut la guerre de Corée.

Cette période est dépeinte avec beaucoup de réalisme et un humour mordant par Jessica

Par SCHOFIELD CORYELL

cètés de l'Union soviétique, les communistes américaine ont fait preuve d'un patriotisme absolu, accordant leur plein soutien au gouvernement Rosseveit — à tel point do'lls ont fini par se comporter presque comme da pure et aimples démocrates, oubliant momentantment les luttes sociales et la dénonciation

C'est à cotte époque — vers la fin de la guerre — que le président eu parti, Earl Browder, était allé jusqu'à décider la dissolution do P.C. et sa conversion en organisation purement éducative : l'Association politique communiste. Pour lut, la déclaration anglocommuniste. Pour lui, la declaration anglo-soviéto-américaine de Tébéran eur les pers-pectives d'barmonie et és coopération futures entre les trois grands valudueurs de fascisme reudait cadudues les cooreptions traditiou-uelles sur la lotte des classes aossi bien aux Etats-Unis que sur la scène internationale.

Peggy Dennis explique due cette décision — dui a treublé beaucoup d'esprits commo-nistes aux Etats-Unis — u'a pu être rectifiée et anuulée due grâce à l'interventiou directe et anualée due grâce à l'interrentiou directe du mouvement international, par le truchement de Jacques Duclos du P.C.F., dul, dans un article du numéro d'avril 1845 des Cahlers du communisme, critiquait sévèrement les thèses de Browder. Le prestige do P.C.F. était tel à l'époque, chez les communistes américains, que la publication de la tradoctiou anglaise de cet articla dans le presse do partiprovoque une crise profonde et immédiate.

Mittord dans A Pine Old Conflict, on elle Mittord dans à Pine Old Conflict, où elle relate sa propre expérience de militante du P.C. américain à un moment où les communites étaient à l'avant-garde du combat pour les libertés démocratiques. « Il m'est difficile d'imaginer qu'on pouvait vivre en Amérique en ce temps-là sans être mambre (do parti) », couclot es transfuge de l'aristocratie britannidoe, naturalisée américaine en 1943. Un autre témoignage valable est celui de la dramaturge Lillian Hellman qui, dans Scoundral Time (3), décrit avec simplicité et indignation la terrenr intellectuelle et le chantage économique renr intellectuelle et le chantage économique dul s'abattit alore sur les a libéraux a consé-doents, comma Hellman elle-même, a ut a u t

due sur les « rooges ». Si le parti communiste a en — maigré son isolement et sou sectarisme — tenix tête à la chasse sux sorcières, il a littéralement éclaté la chasse sux sorcières, il a littéralement éclaté en morcesux sons l'effet du fameux rapport Khrocchtchev, avec sou train de révéistious accablantes sur les crimes et les mensouges de Staline et du stalinisme. Les membres du parti — comme l'expliquent P. Dennis et J. Mutford — étalent divisés à l'époque entre les partissus d'un radicalisme spécifiquement américain, incépendant des impératifs de la diplomatie soviétique, et les partissus d'un alignement étroit sur les positions de l'U.R.S.S. Ces denniers l'emportèrent, co qui provoque l'exode massif de tous ceux dui, comme Jessica Mittord, cruyalent à la possibilité et à la nécessité d'one organisation soople, sutonome

et adaptée aux réalités de la vie américaine. Ce fut une fois de plus Jacques Doelos, ao nom du P.C.F., qui intervint en envoyant au congrès décisif du parti, en février 1957, un loog message sontenant les thèses des corthodoxes a.

Réduit alors à un petit cercle de doelques milliers de fidèles plutôt âgés — dout bon nombre de ses fondateurs — le parti américain u'z Joué qu'un rôle mineur dans l'agitation tumultueuse de la jeunesse et des Noirs dul a seconé les campns et les ghettos américains dans les années 50. Les commonistes américains out participé aux côtés de milliers d'antres personnes au grand mouvement de protestation coutre la guerre du Vietnam, mais — comme l'explique Peggy Dennis dans sa lettre de démission adressée à la direction do parti en 1975 — la P.C. a réagi avec médiance et incompréhensien envers les nouveaux mouvements de révelta

a réagi avec métianco et incompréhension en vers les uouveaux mouvements de réveita contre le racisme et le serisme.

A l'heure actuelle, le parti américain u'est pourtant ni mort ni moribond, maigré son sectarisme pro-soviétique. Après la fin de la guerre du Vietnam, les groupes contestataires les plus dynamiques se sout affaiblis considérablement, lorsqu'ils n'out pas disparu, et le parti communiste — dui a récamma u tretrouvé quelques milliers de recrues che les jennes, les Noirs, les femmes — resta, avec ses seise mille membres (selon ses propres estimations), la plus grande organisation de la gauche sméricaine dans cette périods de a conservatisme triomphant a et de désillusion généralisée.

Le parti communiste américain — qui compte

sion généralisée.

Le parti communiste américain — qui compte parmi ses dirigeants une personnalité aussi populaire du'Angela Davis — est particulièrement actif en ce moment dans la lutte autiraciste. Ses membres animent notamment l'Allianco nationale coutre la répression raciste et politique, qui mobiliss en mars deraler, à Washington et dans d'antres villes, des miliers de manifestants pour soutenir dix militants noirs emprisonnés depuis 1972 à Wilmington, en Caroline du Nord, pour un crime du'il n'out pas commis.

(1) Peggy Dennis, The Autobiography of an American Communist, Westport, Lawrence Hill. 1977.
(2) Jessica Mitford, A Fine Old Conflict, Alfred Knopf, New-York, 1977.
(3) Lillian Hellman, Scoundrel Time, Little Brown, Boston, 1976.

la crise struc

.

111 22.1 117 22.2

77 2272 73 2 7772 7327777778

the service of the large

The second secon

1 2 4 4 4 7 12 2 9 13 12 12 2 9 11

A THE PROPERTY OF

71V21 7.4 (2 7.4

7.4

1

EE: 345 - 1

1 Harwa 1

Strate .

25 (12) (45 (47)

State of the state of Barren

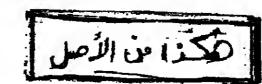
A water

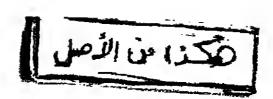
ist. the

Agains :

State Land

FONDATION DE L'ÉCOLE LA GRANDE-BOISSIERE 12. 12. 13. 13. 13. 24.44. 14. 15. 15. 15. 15. 24.24. -70 35 71.33 BACCALAUREA





1.3

- - - _{(\$1}).

.

7.1

:: .

. :

1236 -51 193 07F :

April 1975 - Grand

FF FF

The second of

dominiary.

금타 그렇게 되

2527 (200 25777 (200 25777 (200) 24 (200)

tulia ili e

24177 ()

5.571

10 to 1 -

tion of the

1_5 :: _.

14-7-15

25 V 1 5 1 3 2 1 3

F471... 5

f f ...

140417.1

4.5 ... • *.

2.7

~ .

21 32 7

 $f = \mu_{ij} = -1$

4-243-54

3 354

4 9 3 1 1 1

• NA1 1 g

EN SUSPENS

et la «normalisation»

Un autre avertiazement sérieux a élé celui des résultets des deux rélérendums du 12 juin dernier. Les Italiens devaient se prononcer sur l'abrogation da deux lois, abrogation qui evatt été proposée par les ra0icaux avec la soutien de plus da cinq cent mille signetures. D'autres rélérendums auraient du evoir lieu, meie le gouvernement a tout fait pour les eviter, antre autres celul sur l'evortement.

Des daux lois en question, l'una concerneit le finencement public des perlie, l'autre était la fameuse loi Reale eur l'ordra public, accuséa de compromattre certaine Oroits civils et libertés garantle per le Constitution.

Le P.C.I., prenant un ton epocalyptique, invitait à voler » non », c'est-à-oire pour le meintien de la loi Reale, soue prétexta que la démocratia éleit en jeu, et ne a'embarrassalt pas la moins du monde d'evoir volé contre cette loi lors du scrutin au Perlament, Tous les partis de gouvernement falsalent cem-pagne pour le « non » (les eocialistes ayant laissé liberté de conscience] ; sur le pepler, l'addition de leurs forces aureient donc do assurer une majorité acrasante au - non - evec 90 % des voix. Or ce ne lut pas le cas : pour la loi Reale, Il y eut presque 24 % de « oui » el pour la loi sur le finencement des pertis, 44 %.

 Duelunquisme i = ont eussitôt jugé les pardants-valaqueurs, combinant einst leur mépris pour presque le moitlé de l'électoret à une grave erraur de jugement politique. La vérité est que ceux des electeurs qui ont refusé de suivre la consigne des partie ont manifesté alnsi leur inquiétude devent la détérioration du climet démocratique compromis d'un cœur lèger, les limitatione de la liberté décidées eu nom de le défense de la démocratie n'étant pas considérées comme entilibérales. Quent su finencement des partis, les Italiens n'avalent pas oublié le vote préciplié de la loi lors de l'énorme ecendele, élouffé régulièrement ensuite, des tonds occultes epportés per les compagnies pétrollères aux hommes et eux partis politiques. jul conliant le coffre-fort », dit-on alors,

et on l'e répété au moment du vote le 12 tuin. Un vote qui est eussi symptôme d'intolérance aux relents de moisi du régime qui se met en plece; symptôme de rage devant la crise économiqu aggravéa et toujoure pas résolue, et ce n'est pae un haserd al le mejorité dee oul - vient de le poudrière du Sud. toujours plus sous-développée, et das grandes villes ouvriéres du Nord. Un vote qui marque le distance croissante entre la classe dirigeente et un paya qui rassemble désormais dene le mépris tous les pertie politiques.

» Les partis ne sont pas toua pareits, proteste le P.C.I., cette incitation eu queunquisme est trèa dangereuse. - Il e reison : le denger est grand face é une offensive réectionnaire qui se profile à l'horizon. Meie qui est à l'origine d'une déception qui devient désintérêt et fai-blesse ? Le mépria global ne neit pas de rien. Beaucoup des Iteliens qui evalent feit conflence à le volonié de changement des communistas en leur donnent 35 % des volx n'ont pes comprie pourquol à eccorde evec certains personnages démocrates-chrétiens qui sont soudein réhebililés eprès avoir été présentés comme des examples da corruption at de meuvale gouvernement. Ila n'ont pee comprie pourquoi en Sicile, é Pelerme, le dialogue est engagé avec les plue disqualifiés des dirigeante démocrates-chrétiens, impliquée notoirement dene toutes cortes d'intrigues n'ont pag compris comment certaines pratiques de répertition du pouvoir à la télévision, dans les régies d'Etat, dans l'informetion, etc., eutraloie qualifiées du nom infàmant de - lot/ssement - deviennent soudain - perticipation démocratique - -

quend le P.C.i. y est pertie prenante, Toux ces glissements et compromissions, qui ont déjà coûté cher eu pays, commencent à être payée aussi per les communistes. Les mauvale résultats des élections et des référendums sont é l'origine du brusque chengement d'ettitude du P.C.I. dans l'effaire Leons. Les munistes ont craint que les ettaques contre M. Leone ne continuent pendant le semestre blenc, en falsant pourrir encore plus la cituellon, et its en auraient fait les

trais en cas de dissolution des Chambres par le nouveeu président. Les socialistes étalent eccusés de menœuvrer cette ellaire. On e voulu en prendre le contrepled, tout en en prolliant aussi pour redorer le blason de pureté devant una base toujours plus inquiéte et une opinion

publique toujours plue eceptique. La démocratie chrétienne, de nouveau sur la crêta de la vague graca à ta gênérosité communiste, n'a pas de problèmes et eure très probablement conclu evec le P.C.I. un accord pour l'élection d'un de ses hommes eu Quirinal. Il était d'allieurs encore préférable pour le P.C.I. d'organiser sane tardar, eur des positions ancore fortes, l'élection d'un président de la République fevorable su compromie historique. Et e'il dolt y evoir des élections, étant donnée la façon dont les choses se passent, il vaut mieux les affronter tout de suite, avant qua ta situetion n'empire

C'est pourquoi les socialistes trépignant, craignent un complot et réclament un présidant socialiste en tout cee leique. Le choix du nouveau président de la République donnera des indications utiles eur la direction dans lequella s'angega l'eventure politique Italienne, Mais, en attendant, le terrorisma a recommence semer le mort eprée la pause incompré-hensible qui eulvit l'assassinat de Moro. Les Interrogations sur l'avenir restent dramatiques dens une elitretion intérieure et internationele qui ne tend pas à s'emè-

L'Italie est un peys dont les ressources d'équilibre et de sagesse sont grandes, même dans les moments les plue désespérés. A l'observer aujourd'hul, pourtant, elle sembla osciller entre deux destina amera; soil un débordement réactionneire, que désormeis on peut vraiment craindre et qui profitere des erraurs communistes pour éliminer, en même tamps que le P.C.I., des dizaines d'ennêce de luttes et de conquêtes populaires; soit le compromis historique qui précisément réussire é « normeliser » tout débet et toute opposition en enfonçent lentement le pays dene un régima médiocre e

FERDINANDO SCIANNA.

A propos de «l'Affaire Mori» et «Un juge en danger»

UNE NOSTALGIE D'ETAT

- EST de l'Elat que souttre l'Italie, de con enémie, de son manque de pouvoir, et du grippage humiliant de ses appareils », semblent nous répéter depuis un certain tempe les films politiques italiers (1). Face à la penzer-démocratie allemande et eu libératisme musclé trançale, cetta situation décrépite, ramoltia, aurait de pourtant réjouir tous les cinéestes qui, syant lu Lénine, considérant, comme hui, que l'État conetitue « un appareit profésie de coepition » (2) En blon l'onc ceuvité précisérates les cinéestes spécial de coercition » (2). En bien i non, ceux-lé précisément, les cinéastes de gauche, estimant Indiapensabla (comme le P.C.I.) d'étayer et de soutenir le machine étatique l'ellenne, seul gage, persent-ils, d'un tonctionnement démocratique égalitaire

A cet égard, l'Atleire Mori, de Pasquale Squittieri, est exemplaire; male aussi préoccupant car, à trop evoir le nostaigle d'un Elat fort et respecté, on tinit par regretter le tamps où Banho Mussolini et son parti tenalant d'une mein de lar l'Italie tasciste. Partant da faits euthantiques, enveloppés dans les etructures nerratives d'un western sicilien, Squittieri reppalla l'afficacité d'un incorruptible prélet mussolinien qui parvint é démenteler, dans les ennées 20, une meurtnere organization escreta (le Malie). Probe, moral, la prélat Mori tire ee lorce de son - sens de l'Etat -, et euriout de eon epolitisme (il n'est

Le petit policier qui e peur dans Un juga en danger (de Damiano Damiani) est lui aussi apolitique, maie cele constitue par contre sa principale falbless Dans l'Italie actuelle (le film de Damiani, tourné en 1976, fait référence à la période récente où l'extrême droite pretiquait le «terronisme noir»), où l'Etat n'est plus qu'une institution flesque, un policier sans parti qui apprend (par hesard) que le chef de la D.S.T., des généraus er des juges respectables sont à le têle d'un réseau terroriste, devient pour ceux-ci un homme é abattre, et pour la geuche, appelée é le rescoussa, un homme peu crédible, un adangereux

Afnsi, quelque part, ces deux tims nous disant la même chose : é sevoir que al tout le monde choisit son parti, le camp de l'Etat restere désert et deviandra lui-même l'enjeu da rivalités dengereuses dene lesqualles sombrera le démocratie. En creux, ils formulent le vœu de voir les ionctionnairee pratiquer un epolitisme energique qui pourra entic fortiller l'Etat et garantir son action. Un tel vœu équivaut é regretter, en réalité, qua ne solent guère appliquées en Italie des pratiques déjé an vigueur dans d'autres Etals européene of l'appartenance

à cartains partis politiques est incompatible avec la fonction publique. Curieux regret, curieuses lictions de gauche.

(1) Ct. également : Todo Modo, O'Elio Petri, et Cadavres exquis, de (2) Linine, l'Etat et la répolution.

La crise structurelle et politique du P.C.I.

ES récentes consultations populaires (les deux référendums eussi blen que les diverses élections pertielles) ont révélé une crise latente eu sein du parti iste Italian. Un premier indice en a élé fourni par la surprise evec laquelle les dirigeants du perti ont appris l'importance des péries qu'ils subissaient (pr 10 % des voix) eux élections municipales pertielles le eoir du 15 mai - cela démontrant clairement que la reletion bese - cedres - direction (traditionnellement un des points forts du P.C.I.) ne fonctionna plus eujourd'hui eussi blen que dens le passé.

On paut enelyser cette crise en s'attachent d'abord eux problèmes structurels. En premier lieu, il convient alors de uer qu'une des conséquences du succès communiste eux électione mu cipetes précédentes (15 juin 1975) e été d'obliger le P.C.I. (comme pour le P.C.F. après lea élections municipales françaises de mars 1977) é relever un grend nombre de cadres de leurs cherges d'organisation du parti pour leur feire essumer des resconsebilités dans l'edminietration locale. régionala, communele et provinciele, ce qui a leissé la parti dangereusement é oecouvert à la périphérie. En effet, dans un moment eussi difficile, tent pour le crise économique que pour son accès éventual au pouvoir, la P.C.I. a manqué de cadres en mesure de représenter les nouvelles aspirations venent de la base.

En deuxième fleu, pendant les ennées 70, un chengement considérable est intarvenu dens les directione régionales et provincialas, comme l'ont démontré Barbegil el Corbetta dane une très importenie etuda eur le structure du P.C.I. entra 1968 et 1979, publiée dans la revua inchiesta (nº 31, janviar 1979). Ils montrent, chiffres à l'appui, que las cadres d'origine estudiantine et intellectuelle ont remplecé les cedres d'origine ouvrière et paysanne dana les comités fédéraux et da section. Ainsi, la contact que la parti aveit autrelois evec la base e'est considérablement affaibil. En outre, les vieux cedres eyent une longue expértenca militanta dans le » partito di lotta » (c'est-àdire dans l'opposition) se sont trouvés

Par PERCY ALLUM *

désemperés devant les nouvelles tâches de - partito di governo -.
En trojejème ileu, l'analyse de Barbagli et Corbette Indique, evec l'aide des indices d'orgenisetion, que le croissance

une inversion de tendence, pour le pre-mière tois depuie 1968, dans lee mois qui ont sulvi le victoire communiste aux électione législatives du 20 juin 1976. Cela auggére que l'origine de cette inversion est presque corement d'ordre politique : l'incapacité du parti à traduire dans les faits la nouvelle situation politique créée par son propre euccès. Dans ce sens, les récents résultats électoreux n'ont felt que traduire ca phénomène en termes de euffrages. C'est le raison pour tequelle la sévère eutocritique de M. Berlinguer devant les escrétaires provinciaux du parti à la fin du mola de mal, où ll a réaffirmé le validité générale du compromis historique, a été jugée plutôt décevante. Il est dénué de sens de réclamer davantage de perticipation si l'on considére que la ligne stratégique est immuable.

En quetrième lieu, en perlant des insuo-cès électoreux du P.C.I., il faut tenir comple d'un élément nouveeu en Italie : la mobilità électorale. Jusqu'eu référendum sur le divorce de mai 1974, l'électoret Italian s'était distingué par sa stabilité : les geine et pertes des partie se uraient en décimeles. Depuis quatre ans, tout cela a bien changé, et l'électoret italien a démontre une mobilité semblable à calle des eutres pays européens. On en déduit qua l'élactorat, plus instruit at plus conscient, est devenu plus Indépendant des pertis et ne peut pes étre geré avec des méthodes essentiellament manisatrices, comme le faisait jusqu'alors le P.C.I.

Méme el des problèmes structurels sont é l'origine de le crise du P.C.L. ils ne peuvent pas masquer le fait que cette crise est aussi, et aurtout, politique. Au centre da l'analyse de te crise politique. se trouve la formula communiste de » la

* Centre de recherche sur la sociééé tulienne contemporaine, université de Reading.

nouvelle laçon da gouverner » qui était le justification explicite de le stratégia « compremis historique ». En effet, c'est eur le base de cette formule que le parti e axé ess deux demières campagnes électorales. Ces euccès ont été interprétés comme un vote pour le chanare al tal pat la can tout é fait légitime de se demander ce qui a chengé en deux ans. C'est le question qu'ont dù se poser bon nombre d'électeure et même de militants. Pendent ces deux années, le P.C.L. a donné l'impreseion d'être plus préoccupé de se rep procher du pouvoir que de définir le substance de tout eccord poildque; il parut dono evoir perdu de vua le fait que, tandis qu'un parti conservateur peut se permettre le luxe de gérer le siatu quo, même s'il s'agit d'una crise économiqua greve (c'est son métier), un parti progreselste, pour ne pas dire révolutionnaire, ne le pouveit ebsolument pas, sous peine de perdre en raison d'êtra.

ti est assez facile d'accuser la direc-tion nationale du P.C.I. d'une prudence excessive dans l'exploitation de son auccès du 20 juin 1976, où il fut le premier perti communiste au monde à gegner plus de 30 % des euffrages dane una élection aveit trop peur pour être capable d'an tirer profit. En fall, cette prudence excessive das chefs communistes traduisel l'absence d'un projet crédible pour une autre société et d'un plan précie d'action gouvernementale ; et le fait qu'ils n'evalent pas compris qu'au-delé de 30 % des suffrages, c'était un tout autre jeu politique qu'il e'agissait désormais de

S'il est juste, eu moins eur le plan analytiqua, de formuler de telles critiques, Il est tout aussi juste de remarquer que l'absence d'un projet crédible pour une « eutre société » n'est pas certainement un problème propre à l'italie. C'est, en teit, la trapédie de toute la geuche européenne d'aujourd'hul. Ella manque totalement d'analyse edéquate d'où es dégageraient les transformetions réaliseb semble que les six prochains mois seront crucieux pour l'evenir de la geuche en

Le P.C.I. semble l'avoir compris tardivement avec l'elde de l'électorat d'où son intervention pour obliger le président Leone é se démettre. En felt, la partie se joua oillaurs, en ce moment même, et non pas tant, comme on pourrait se l'imaginer, dans l'élection du nouveeu président que dans les mesures de reconversion industriella où le démocratie chrétienne, sous la conduite du ministre Donat-Cattin, fait tout pour repousser les propositions de le gauche et des syndicata. Si la P.C.I. n'a pes gein de cause, It vaudraît mieux pour lui qu'il ciequat le porte. Le « compromis historique » sans contenu n'est bon pour personne, et surtout ous pour le P.C.I. Il débuirait ses demiers vestiges de crédibilité, et le parti risquerali de es retrouver rapidement dens la situation qui était le sienne avant le 23 Juin 1978.

Concilier passion de l'authentique et confort du XX siècle.

32 rue Saint-Guillaume



A l'emplacement de l'ancien Hôtel de Beaumont.

Dans le noble Faubourg Saint-Germain, une adresse prestigieuse au 18° siècle qui vit s'y construire l'Hôtel de Beaumont. Une adresse prestigieuse au 20° siècle qui voit renaître ce bel hôtel particulier : la façade rue est conservée et le jardin redessiné à l'ancienne.

32, rue Saint-Guillaume, un hôtel du 18° siècle retrouve sa raison d'être, grandeur, confort et raffinement : de très beaux studios et deux pièces et des duplex de trois à six pièces dont les plus grands offrent des surfaces d'une rare majesté.

Appartement-décoré ouvert sur place tous les jours sauf mardi de 13 h 30 à 19 h. Tél. 544,21.35



Le Monde réalise chaque semaine UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

Réservée oux lecteurs résidant à l'étranger

Numéro spécimen sur demande 5, rue des Italiens, 75427 PARIS cedex 69

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE

1297 FOUNEX (Voud) (Suisse) Tél.: 022.76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Moturità tédérale suisse Baccalouréat trançais Internal et externat pour filles et garçons Sports d'été at d'hiver

M. RAYMOND BARRE ET LES RECETTES DU CAPITALISME

TEN ne devrait nous étonner d'un système qui repose sur ce qu'il y a de plus fort et de plus vil dans le nature humaine, l'orguell et la cupidité, et qui met l'argent au premier rang de son échelle des valeurs. Et ponrtaut quand M. Barre, nouveau premier ministre, succède à M. Chirac et aunones d'une voix forte qu'avec lui tout allait changer, que toute la vérité devrait être dite eux Français, que som prédéceaseur par une politique de facilité evait laissé galoper l'inflation sans enrayer le chômage, certains parmi les cadres moyens, les employés et mème les ouvriers se laissèrent impressionner par ses arguments. Il faut dire à leur décharge que la pression sans cesse renouvelée de l'idéologie dominante par radio et télévison interposées réalise aujourd'hui un bourrage de crâne dont on se demande encore comment il peut être tolèré et qui rappelle de blen fâcheux souvenirs. Mais le temps est passé. Les chiffres sout là, implacables. Le bilan est désastreux. Non seulement M. Barre a fait plus mal que son prédécesseur, mais il nous a chetimenent trompés. Quatre indicateurs résument la situation : celui de la production industrielle, bâtiment et travaux publics inclus, celui des prix à la consommation, celui de sprix à la consommation, celui du chômage et celui de la parité de notre monnaie par rapport eu mark (voir tableau I) :

— la production stagne aussi bien sous M. Chirac que sous M. Barre. La grande crise amorcée en 1965 eux Etats-Unis et vers 1970 en Europe déroule implacablemeut ses effets. Il n'est plus possible de trouver de débouchés « rentables », c'est-à-dire permettant au capital mis en œuvre de réaliser des taux de profit satisfaisants;

— l'inflation continue au rythme de 10 % l'an en moyenne, et M. Barre.

faisants;

— l'inflation continue au rythme de 10 % l'an en moyenne, et M. Barre, en deux ans, n'aura pas fait mieux que M. Chirac, alors que celui-el gouvernait eu moment où les contrecoups directs de la hausse des matières premières se faisaient pleinement sentir. mières se faisaient pleinement sentir.
C'est peut-être dans ce domaine que les mensonges sont les plus graves, car de nombreux Français ont cru que les sacrifices qui leur étaient demandés serviraient au moins à enrayer la hausse des prix. Comme toujours, on a trompé les plus faibles, les moins bien informés;
— conséquence de la stagnation de la production, le châmage e'est développé. Là cneore, rien ne permet de constater un changement, la situation s'aggrave même ces derniers mois. Avec la politique dits libérale, de grands secteurs de notre économie vont être sacrifiés. Au lieu de laisser à un Plan le soin d'organiser les mutations nécessaires, on s'en remet

mutations nécessaires, on s'en remet

à la « loi du marché » international, c'est-à-dire à celle des grandes firmes

à la « loi du marché » international, c'est-à-dire à celle des grandes firmes multinationales;
— enfin, sur le plan de la monnaie, coutrairement à ce qui est dit, M. Barre n'e pas empêché la déveluation de notre monnaie. Certes, nous avons suivi le dollar dans sa chute, mais la parité du franc par rapport au mark a haissé de 15 % de 1976 à 1976, contre seulement 3 % de 1976 à 1974.

Faut-il pour eutant en conclure que, malgré les epparences, M. Chirac était un bien meilleur économiste que le « premier économiste de France » ? Ce serait raisonner de façon simpliste. Contrairement à l'epparence, M. Barre u'imove en rien. Il met tout simplement en application, à un moment donné de notre histoire, les seuls moyens que le système capitaliste connaisse pour essayer, compte tenu de sa base sociale, de soctir de la crise : faire payer la note aux travailleurs. Comment ? En restaurant les

Par CHRISTIAN GOUX *

la valeur ajoutée. S'il fallait donc choisir un seul indicateur permettant de connaître la bonne ou la mauvaise santé du système capitaliste, ce serait celui donnant la part des salaires dans le valeur ajoutée (corrigée de l'incidence du mouvement de salarisation croissante) qu'il faudrait retenir. Quand cette part augmente, cela signifie que les salariés dans leur ensemble arrivent à améliorer leur situation; quand elle diminue, c'est le chômage et la régression du pouvoir

d'achst.
Or, an cours des vingt dernières années, cette part était restée relativement stable, oscillant entre des limites très étroites : aux environs immédiats de 48,5 %.
Cela tient à deux raisons : d'une part, le lutte entre les deux classes était relativement équilibrée, ce qui était rendu possible par la permanence

TABLEAU I. - LES CHIFFRES D'UN BILAN DESASTREUX

	1974	1976	1978
Production industrielle, bâtiment et travans publics inclus (°) Prix à la consommation (°) Demandes d'emploi non satis-	115 136	117 167	116
faites	498 000 1.85 F	934 000 1,90 P	1 200 008 2,20 F

(*) Base 100 en 1970.

(*) Base 100 en 1970.

profits au détriment des salaires. Est-ce possible ? Cela dépend de la résistance des travailleurs. Est-ce la solution pour sortir de la crise ? Non sur le plan intérieur français, peut-être à l'échelle internationale. La bataille à mener aujourd'hui est donc vitale pour notre pays. La politique pratiquée, si elle réussissait, conduirait à la ruine de l'économie française. Sous prétexte de concurrence internationale, la France entrerait dans le cercle vicieux du sous-développement et son économie comprendrait deux secteurs : l'un, celui des très grandes firmes, implantées sur notre territoire mais en fait isolées du reste de la nation, comme on le constate dans les pays sous-développés, et l'autre secteur en voie de sous-développement accéléré connaîtrait les has salaires, le chômage et la misère. Paraphrasant un livre célèbre (le Désert français), es serait demain a les grandes firmes multinationales et le sous-développement français ». français ».

Quel que soit le vocabulaire utilisé, le fondement de la politique actuelle est le rétablissement de la rentabilité des entreprises, qui ne peut se réaliser que par l'amélioration relative des profits au détriment des salaires dans

d'une forte croissance, d'autre part la salarisation de très hants revenus masquait en fait l'exploitation (qui se continuait) des classes modestes. Cer-tains hauts salaires n'étaient pas en fait des salaires. Mais, quoi qu'il en solt, un équilibre s'était réalisé.

solt, un équilibre a'était réalisé.

Arrivent la crise et ses bouleversements. Frappés de plein fouet, les entreprises comme les salaries en suhissent les contrecoups mais, contrairement à ce que certains ont dit, ce sont les entreprises qui, dans la première phase de la crise de 1970 à 1975, ont subi le choc le plus fort. Et la part des salaires dans la valeur ajoutée a augmenté de 2 % sur la tendance moyenne, ce qui est considérable. Toute la politique de M. Barre consistera à revenir du niveau de 50 % atteint et dépassé en 1974, 1975, 1976 au niveau moyen de 48,5 %, et même en deçà, pour compenser autant que faire se peut les pertes antérieures. Il fait tout pour y arriver. En 1977, la part des salaires est revenue à 50 % et la politique d'austèrité redoutable, actuelle, amènerait ce niveau à 49 % en 1978 et à 48 % en 1979. Du moins

* Professeur à l'université da Paris I, membre du parti socialiste,

si deux conditions sont remplies : tout d'abord que les salariés acceptent de faire les frais de ce rééquilibrage, ensuite que la réduction de la produc-tiou par suite de la atagnation ne vienne, en diminuant le valeur ajoutée elle-même, rendre impossible le rêta-hissement souhaité.

vienne, en difficultation de l'ememe, rendre impossible le rétablissement souhaité.

Quoi qu'il en soit, tout doit être analysé dans cette optique pour comprendre la politique actuelle : rétablir les profits suppose la liberté des prix, on la donne : l'assainissement des comptes d'exploitation par le licenciement massif, ou le permet ; la réduction du pouvoir d'achat par la hausse des tarifs publics, ou la provoque ; enfin l'encadrement draconien des salaires, on l'impose aux grands groupes. Quant aux petites et moyennes entreprises, exsangues, incapables de faire face à la restructuration industrielle sauvage, elles u'ont plus qu'une solution : disparaitre. On le souhaite sans oser le dire.

Mais cette politique du pire va-t-elle permettre à la France de s'en sortir en restaurant un règne capitaliste implacable et bien vivant? Sans craindre de nous tromper, nous pouvons être assurés que uon, car, dans la logique de ce système où les forts écrasent les faibles, la France, puissance moyenne, devra s'effacer pour laisser la place è d'eutres. La sidénurgie, le textille, la construction navale, la construction aéronautique sont menacés de disparaître si les pseudo « règles du jeu » de la concur-

rence internationale e'appliquaient. Car ces règles sont celles des grandes firmes qui dominent le monde et, en fait de concurrence, imposent leurs lois par des mécanismes qui ne s'appellent pas le marché mais le monopole, le dumping et, e'il le feut, la contrainte militaire. Ou en tout cas la domination financière par l'intermédiaire du dollar.

Tout comme dans la tragédie grecque, le ressort est bandé, il n'a plus qu'à se dérouler tout seul, le capitalisme e mis en place un scéuario hien huilé pour nous autres Français et, à moins d'un sursaut, nous serons laminés.

Demain on nous expliquera que l'Europe même est trop petite pour faire face eux prohlèmes de ce monde et qu'elle est, comme la nation, dépassée.

dépassée.

Sommes-nous condamnés à subir le mécanisme impiacahle et aveugle d'un capitalisme triomphant, emportant tout sur son passage dans sa uouvelle mutation? Ce serait faire de l'économisme que l'on reproche bien souvent eux hommes de gauche qui ettendaient que le capitalisme succombe de luimème à ses propres contradictions. Mais il est nécessaire d'ntiliser cellesci pour créer eu temps opportun la rupture salvatrice. Elle viendra de ceux qui se révoltent car, pour eux, la vie est devenue insupportable parce que les rapports de production actuels ne peuvent plus être... supportés.

Les insupportables rapports de production actuels

S I la deuxième crise économique et soctale de l'Occident peut être datée comme commençant en 1965 aux Etats-Unis, les événements de mai 1968 ont joué en Europe, et particulièrement en France, un rôle capital comme révélateur des contradictions profondes du fondement du mode de production capitaliste.

Prenons un exemple simple : eu 1978, le travail posté à la chaîne dans une grande entreprise est la forme moderne du bagne. Tous les sociologues seront d'accord pour le

TABLEAU II. -- PART DES SALAIRES DANS LA VALEUR AJOUTEE (Corrigée de l'incidence du mouvement de la salarisation croissante)

_ 1971	48,6 %
- 1972	48,6 %
_ 1973	49,1 %
- 1974	50,4 %
- 1975	50,4 %
- 1976	50,5 %
- 1977	50,0 %

dire. Et pourtant ce bagne existe. C'est la loi commune des travailleurs d'usines. Tout ue craque pas encore parce que ce sont les travailleurs immigrés qui assurent en majorité ces tâches, mais ils se révolteront demain. Ils se révoltent aujourd'hui. De plus en plus, grâce à l'introduction de l'autometisation, apparaître une coupure profonde entre un travail de plus en plus déqualifié et un encadremeut surqualifié. Mais si cela est vrai dans les usines, cela l'est encore plus en plus déqualifié et un encadrement surqualifié. Mais si cela est vrai dans les usines, cela l'est encore davantage dans les bureaux. L'ordinateur introduit lui aussi une nouvelle division du travail, créant deux catégories d'emploi : au sommet, l'analyste et le programmateur ; à la base, les opérateurs, dont uotamment les perforateurs, exécutent des tâches précises, spécifiques et ne requérant presque aucune qualification.

Un processus de production inhumain, au sens fort du terme, est donc en train de se mettre en place. Il transforme la grande majorité des salariés en robots, en machines ou en personnel déqualifié et, demain, en chômeurs, L'homme devient chaque jour plus schizophrène, non seulement à cause de la coupure temps de travail lui-mème.

Cela pourra-t-il effectivement se réaliser? Tout dépend, là encore, de la capacité de résistance de ceux qui subissent cette exploitation. A ce niveau, la crise est la, au sens gramscien du terme, car le vieux est en train de mourir alors que le neuf n'arrive pas à naître.

De tout cela, il ne faudrait pas croire que le président de la République et son gouvernement ne sont pas conscients. Mais la base sociale qui les soutient, les minorités agissantes qui les maintiennent au pouvoir,

The second of th

Lire pages 6 a 9:

Te Barry Conen

Borack Christophe

Vos. M'Eokele'. -

CA.

Ca: --

10

SAL TO CHOOL CHOOL

PAGES 6 :- -

PAGES 8 cr 7

Botsch.

qui les soutents. Mais la base sociale qui les soutent, les minorités agis-santes qui les maintiennent au pouvoir, ne peuvent pas vouloir une mutation qui les condamnerait.

qui les condamnerait.

Aussi demain, malgré les blocages,
malgré les mensonges, les divisions, la
réalité économique et sociale imposera
des bouleversements décisifs. Cela peut
être le socialisme, mais eussi la
barbarie.

LOCATION **DE VOITURES**

Publicité -

Lorsque vous allez en Frence, le location d'une voiture est certeinement le meilleur dent votre séjour. Elle vous permet de disposer du modèle de votre choix lusqu'eu moment de reprendre l'avion. Vous pou-vez sinsi consecrer la totalité de votre lemps à vos affaires ou à vos loisirs.

EN FRANCE

Dans 50 villes de France MATTEI offre toujours une for-mule adaptée aux différents besoins et vous permet de dis-poser d'une voiture dans les meilleures conditions, à des prix traditionnellement très ré-

Exemples:

la journée + le km R5 TL F 55,27 0,45 SIMCA 1307 F 61,15 0,54 Prix T.T.C. en F français. Pour des locations da 4 mois consécutifs, le tarif LONGUE OUREE représente une décense journellère de :

F 65,46 pour une R5 TL F 63,90 pour une SIMCA 1307 Ces prix T.T.C. en francs français comorennent 100 km par jour, l'entretien compiet de le volture et les assurances. Pour recevoir nos brochures, retournez ce coupon à :

MATTEI 121, Avenue du Prado 13266 Marse0le Cédex 2 - France

Prénoms : Adresse : __

Critique de trente ans de politique industrielle—

La France et l'impératif mondial

E précis de géo-économique appliquée qu'est le dernier livre d'Alain Cotta (1) développe de hout en beut une thèse limpide : affrontée aux processus d'intégration croissante arrontes aux processus d'intégration croissante qui mondialisent l'économie longtemps appelée, d'un qualificatif désormais désuet, « internationale », l'économie française est condamnée au « transfert ». Ce concept central se prêcise progressivement au fil de la démonstration. Il désigne l'extension au niveau mondial d'une partie de la capacité d'action de l'économie partier de la capacité d'action de l'économie nationale sur elle-même comme sur l'économie mondiale en voie de se faire. Ni la «construc-tion européenne» ni le «dialogue Nord-Sud», encore moins les compétitions commerciales entre pays riches, ne sont les lieux adéquats de la définition et de la mise en œuvre d'une politique économique extérieure adaptée aux contraintes de la géo-économie actuelle, dont Alain Cotta analyse la nature et l'évolution probable en les situant, comme il convient, dans une perspective historique remontant aux dans une perspective historique remontant aur lendemains du second conflit moudial. De ce point de vue, on lira aussi son livre comme une critique magistrale de la politique Industrielle de la France depuis trente ans. De là sans nui doute le choix d'un titre qui se veut aussi écho à un livre naguère publié sous celui de « l'impératif industriel » (Lionel Stolèru, 1969) et fit à l'époque quelque bruit. Ce que montre aujourd'hui Alain Cotta, o'est qu'il n'y a pas d'impératif industriel en

soi : « Dans un monde en mutation très rapide, il ue suffit plus, avec évidence, de favoriser indistinctement l'activité industrielle pour

Par ANDRE-CLEMENT DECOUFLE

réussir notre intégration, pas plus qu'il ne suffit d'avoir des "projets" pour être "indépendant". (p. 171). Les voies et mayens de ce qu'implique tont transfert, à savoir «une redistribution des ressources nationales à l'avantage des autres uations» (p. 150), sont à définir et à mettre en œuvre dans le cadre d'une stratégie globale. On soulignera, entre autres perspectives ouvertes par le livre, l'insistance avec laquelle l'anteur met en avant l'importance décisive d'une politique agro-alimentaire conque en d'autres termes que ceux de marchandages hruxellois à la petite semaine. Rien n'éclaire mieux sans doute que ce chapitre si longtemps négligé de notre politique économique le contraste essentiel entre une optique « européenne » de plus en plus étriquée et une vision mondiale des problèmes, laquelle n'est, rappelle à juste raison Alain Cotta, « développée sur notre sol que par les soclétés muitinationales » (p. 189).

sur les autres, l'anteur n'entretient aucun excès d'illusions : « tant d'intérêts sout en jeu et tant de carrières en cause», observe-t-il au passage, que les changements, à supposer qu'ils soient décidés, seront longs et difficiles. L'intégration mondiale, quant à elle, se fera avec ou sans la France : « Le monde, éurit-il en une formule dont on espère n'avoir pas à se souvenir dans une génération, peut fort se souveair dans une génération, peut fort bien se passer de la France, mais la France ne le peut pas du monde » (p. 225). D'où la dénonciation inlassable des teutatives protec-tionnistes dont on sait qu'elles ont inspiré plusieurs exercices de prospective économique des années récentes.

DARCE qu'il ue biaise jamais avec son sujet. qu'il repose sur l'analyse d'une information sûre, qu'il exprime des jugements d'autant plus remarquables qu'ils sont toujours nuancés, le livre d'Alain Cotta sera ici et là — partout où il va déranger — considèré avec l'indulgence où il va déranger — considéré avec l'indulgence obligée de l'homme d'action à l'égard de l'économiste en chambre. Sonhaitens pour ant qu'il soit mieux que lu : médité. Et gardons-le à portée de main. Il pourrait bien s'avèrer, après-demain, prophétique. On pense en particulier aux pages terminales du livre, où Alain Cotta plaide en faveur d'un ralentissement et d'une réorientation de la politique de croissance elle-même, qu'il considère comme une perspective cà la fois inévitable et besucoup pius souhaitable qu'on ne se plait aujourd'hui à l'envisager > (p. 282). Plaidoyer, du reste, le moins malthusien du monde, au moins pour qui en accepte une lecture sans préjugés. Et qui n'ignore pas l'indétermination consubstantielle à toute prospective ouverte, de celles qui, pour recopier Alain Cotta, mettent en déroute les prévisions monotones. C'est une autre façon de parier d'espérance. de parler d'espérance.

(1) La France et l'impératif mondial, per Alain Cotta, P.U.P., Paris 1978, 232 p., 49 F.





Douzième colloque ou C.E.R.E.S. : exigence démocratique et rupture avec le capitalisme.

-000-

Prix du numéro : 20 F. En vecte dans les klosques ou au 13, bd Saint-Mortin. 75003 PARIS. Tel.: 887-76-42. ABONNEMENTS :

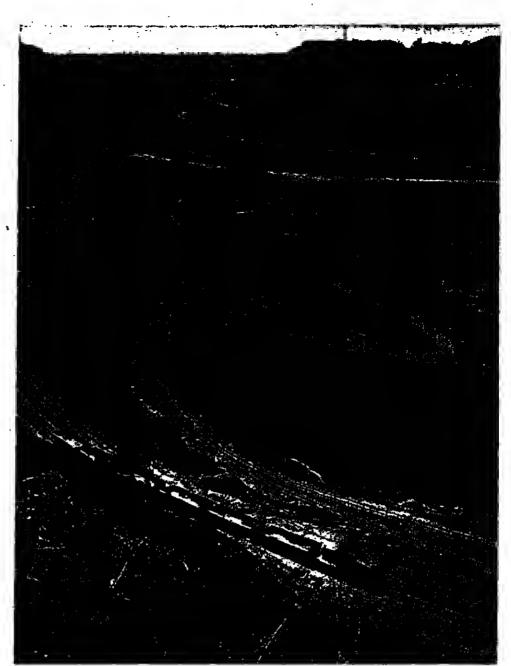
France et pays de l'ex-Cemmusuté française (sauf Aigèrie) Etranger Etranger (par avion) C.C.P. 34,875,30 J - LA SOURCE

TALISME

L'enjeu africain

La nouvelle tentative de rébellion au Shaba en mai dernier se traduit finalement par une aggravation de la tutelle étrangère au Zaïre, désormais soumis au contrôle direct du Fonds monétaire international et à l'assistance d'une force interafricaine d'intervention. La province du Shaba, où stationnent les soldats africains, assure à elle seule, grâce à ses richesses minières, près de 65 % des revenus d'exportation du pays. L'enjeu est évident : il s'agit de préserver l'accès de l'Occident aux gisements de matières premières — vitales pour la prospérité du monde riche. A cet égard, la nouvelle étape qui vient d'être franchie dans la mise en condition du Zaîre ne concerne pas ce seul pays et a paleur d'apertissement pour l'ensemble du continent atricain. seul pays et a valeur d'avertissement pour l'ensemble du continent africain.

Elle correspond aussi à une stratégie pour l'Afrique qui, progressivement, est en train de prendre forme dans les chancelleries occidentales à l'initiative de Washington. C'est ce qu'expose ci-dessous Barry Cohen tandis que Christophe Batsch montre les incertitudes qui pèsent encore sur le projet de force d'intervention africaine, du moins tel qu'il a été conçu de Paris. Un universitaire zaïrois, Elikia M'Bokolo, rappelle un aspect essentiel, souvent mal interprété, dans ce conflit : l'héritage historique des populations du Shaba (ex-Katanga), qui pourtant avait défà été considérablement exploité lors de la « crise congolaise » vollà plus de quinze ans. Pierre de Vos évoque à ce propos les premières années de l'indépendance de l'ancien Congo belge, marquées par l'intervention des troupes de l'ONU.



Face à la faiblesse des régimes en place et aux tentatives de pénétration soviétique

L'ébauche d'une stratégie occidentale

A rapidité et la vigueur avec lesquelles les pays occidentaux ont réagl à la menace qui pesait sur le régime Mobutu tra-duisent l'anniété qu'is éprouvent pour l'avenir de leurs intérêts sur le continent. En réalité majoré l'imoctaneer. En resute magte im-portance économique et stratégique du Zaire en Afrique, l'intervention occidentale a pris une tournure bien plus complexe que ne l'exigeait le réglement d'un simple conflit africain. Ce fut l'occasion de pren-dre le pouls de la « détente », et les chefs d'Etat qui se sont unis à ce propos dans les capitales occi-dentales ont trouvé des accents de dénonciation qui évoqualent l'atmos-phère caractéristique du temps de la « guerre froide ». Mais la nature des relations internationales a beau-coup changé depuis lors, et l'on voit aujourd'hui l'Occident faire voit aujourd'hui l'Occident faire cause commune avec la République populaire de Chine, et avec une large gamme d'Etats conservateurs de l'Afrique et du Proche-Orient. De nouveau, un spectre hante l'Europe et si ce n'est pas tout à fait celui du communisme, du moins est-ce bien celui du bloc soviétique.

est-ce bien ceiui du bioc sovienque.

Le système impérialiste ne s'est pas encore complètement remis du choc causé par la défaite des forces auxqueiles il svait accordé son soutien dans la guerre d'Angola. Avant l'indépendance de ce paya, il est vrai que les Etats-Unis et les anciennes puissances coloniales tenaient leurs intérête pour acquis. Depuis ciennes puissances coloniales tenaient leurs intèrêts pour acquis. Depuis la chute de N'Erumah en 1966 et la défaite du panafricanisme militant, l'Afrique, au sud du Sahara, restait solidement confinée dans le cadre des relations néocoloniales, Les Etats occidentaux se sentaient suffisamment en sureté pour se livrer compétition dans les anciennes sphères d'influence coloniale. Les Etats-Unis, en particulier, tentalent de pénétrer en Afrique francophone où de temps à autre, ils se heurde pénétrer en Afrique francophone
où, de temps à autre, ils se heurtaient à l'hostilité des Français (1).
Dans la zone vitale de l'Afrique
australe, les minorités blanches
exercaient leur pouvoir en toute
tranquillité, aux côtés du régime
colonial portugais — pourtant un
peu moins assuré.

C'est le coup d'Etat au Portugal et ses conséquences sur l'équilibre régional de l'Afrique australe qui évellèrent la vigilance de l'Occi-

Lire pages 6 à 9 :

PAGES 6 et 7 : Suite de l'article de Barry Cohen. — Les racines d'un drame national (Pierre

PAGES 8 et 9: Le projet de force interafricaine (Christophe Batsch). — Ethnicité, régionalisme et nationalisme au Shaba (Elikia M'Bokolo). — Fin de l'article de Pierre do

dent. Si les prissances occidentales voulaient ménager leur monopole d'accès aux sources présentes et futures de matières premières, il devenait évident qu'il leur faudrait mettre un frein à leurs rivalités pour affronter ensemble la menace des mettre un frein a leurs nivalités pour affronter ensemble la menace des nouveaux régimes radicaux et des mouvements de libération. Pour les Américains, la défaite du Vietnam avait laissé une double plaie : non seulement leur hégémonie incontestée depuis la seconde guerre mon-

Une aide intéressée

L'ORS de la deuxième rébellion au Shaba cette année, le bain de sang semble avoir été bien plus grave qu'en 1977, et l'intervention occidentale plus substantielle. Sane doute les enjeux sont-lis considérables pour l'Occident au Zaîre. C'est un immense pays de près de 2345 000 kilomèires carrès, situé au cœur du continent et limitrophe de neuf autres Etats aux régimes politiques divers. Ses richesses natures cœur du continent et limitrophe de neuf autres Etats aux régimes politiques divers. Ses richesses naturelles et son potentiel agricole sont énormes. A supposer que le Zafre tombe aux mains des rebelles e katangais »; les responsables de la politique occidentale se verraient confrontés à une succession d'Etats favorables à Moscou, de l'Atlantique à l'océan Indien, coupant l'Afrique en deux. Du point de vue des intérêts occidentaux, le continent serait destabilisé du Cap à l'équateur. La Zamble pro-occidentale, partageant avec le Shaba, dans la Ceinture de cuivre, le même complère géologique et ethnique, serait soudain isolée. Le président Kaunda s'est d'ailleurs rendu aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne au mois de mai et il a obtenu l'aide économique nécessaire pour faire face à une détérioration de la situation économique de son pays (2). En outre, après la rébellion au Shaba, il a donné l'assurance au président Mobutu qu'il déplacerait une partie de est troupes de la frontière rhodésienne vers celle du Nord pour empêcher de nouvelles incursions des « Katangais ».

empêcher de nouvelles incursions des « Katangals ».

Depuis que le président Mobutu a accédé au pouvoir en 1965 à la suite d'un coup d'Etat fomenté avec le soutien de la C.I.A. (3), le Zaire s'est fidèlement acquitté du rôle géopolitique qui lui étatt assigné. Non seulement il envoya ses soldats combattre aux côtés du F.N.I.A dans la guerre d'Angola, mais encore il servit d'intermédiaire pour le transfert de 60 millions de dollars à la coalition du F.N.I.A et de l'UNITA. A l'Organisation de l'unité africaine et dans d'autres forums du tiers-monde, il a pris forums du tiers-monde, il a pris fait et cause pour les points de vue américains dans les problèmes vue américains dans les problèmes du Proche-Orient et du nouvel ordre économique international Depuis 1960, il a reçu plus de 800 millions d'aids militaire et économique américaine, destinés à affermir sa « stabilité ». Un fonctionnaire du département d'Etat précisait au New York Times, le 4 janvier 1976, que « les Etats-Unis

Par BARRY COHEN * diale venait de recevoir une cuisante défaite, mais encore d'importantes restrictions étaient apportées par le pour entreprendre de nouvelles aventures militaires. S'ils voulaient inter-venir avec succès dans les crises africaines, il leur faudrait se concerter bien plus étroitement avec leurs alliés européens.

envisageaient la position du Zaire en Afrique à peu près comme celle du Brésil en Amérique du Sud (_) Il y avait au département d'Etat un courant en javeur du soutien au Zaire, dans l'espoir qu'il pourrait étenare son hégémonie sur le conti-

nent. >
Le Zaïre est le premier producteur mondial de diamants industriels et de cobaît. Il produit aussi d'importantes quantités de cuivre, d'uranium, de zinc, d'or, de nickel, de chrome et de manganèse (voir le tableau de la page 7). Les investisseurs étrangers se sont naturellement efforcés de participer à l'extraction de ses richesses minérales (4). En tant que métal essentiel à la fabrication des moteums à réaction, le cobaît est rangé dans la gamme des produits stratégiques et l'Occident en importe au moins 65 % de ses importe au moins 65 % de ses

. Journaliste canadien.

L'ancien sous-secrétaire d'État américain Chester Bowles évoqua dès 1955 la future importance des richesses minérales de l'Afrique : « Si nous étions privés de l'accès aux matières premières nous serions sérieusemen pes mais nous pourrions encore maintenir notre croissance écono-mique. Mais si nous étions en même mique. Mais si nous étions en même temps coupés des ressources naturelles inépuisables de l'Afrique, en l'espace d'une décennie nous terions confrontés à des difficultés considérables, même à supposer que noispuistons encore disposer des ressources du Canada et de l'Amérique du Sud. » (5).

Cette détendance dans laquelle se

Cette dépendance dans laquelle se trouvent les économies solidaires des Etats-Unis et de l'Europe à l'égard des importations de minerais africains a de tout temps joué en faveur d'une politique d'intervention. Ces dernières années, les pays occidentaux ont fait savoir qu'une instabilité permanente dans des instabilité permanente dans des régions telles que l'Afrique centrale et méridionale finirait pas décourager les sociétés multinationales de continuer à investir dans l'industrie extractive du tiers-monde. Il en résulterait une délocalisation du développement minier vers des Etats politiquement plus sûrs comme le Canada, les Etats-Unis et l'Australie, et, éventuellement, une exploitation à grande échelle des gisements coésniques.

océaniques. En fait, l'argument ne tient guère. C'est un fait largement admis dans

et équiper une mine avant que son produit puisse être commercialisé. Récemment, Sir Ronald Prain, an-cien président de Roan Selection Trust, déclarait ainsi qu' « il ne désastreuses » si des pénuries ou des hausses de coûts advenaient en raison d' « événements sérieux » en

(Lire la suite page 6.)

(1) CL les Mémoires des anciens ambassadours sinéricains en Afrique : The Reds and the Blacks, par William Attwood, Hasper and Row, New-York, 1987, et African Betruyal, par Charles et Alice Darlington, David McRay & C' Inc., New-York, 1963.

(2) Financial Times, 9 juin 1978. La réunion à Paris, du 27 au 28 juin, d'un consortium de pays occidentaux et d'organisation internationaics, a approuvé le principe d'une alde considérable à la Zamble, en échange de son acceptation des conditions poeées par le Fonds monétaire international pour la mise au point du budget de l'année 1978.

(3) CL in Seuren of Enemics — A C.I.A. Story, par John Stockwell, W.W. Norton & Co Inc., New-York, 1978. La C.I.A. maintiendrait toujours à Kinebasa sa station la plus importante d'Afrique, selon l'International Bulletin, de San Francisco, daté du 28 mars 1977.

(4) Cl. « la Dépendance et la Fragilité », par Daniel Bonehill, dans le Monde diplomatique de juin 1978.

(5) Cf. Africa's Challenge to America, par Chester Bowles, University of California Press, Loe Angeles, 1986, p. 56.

(6) Cl. « Safeyuarding Tomorrow's Mineral Supplies », par Paul Cheeseright, dans le Financial Times du 16 juin 1978.

les sociétés minières qu'il faut de dix à quinze ans pour planisser automobiles PEUGEOT

 aux Nemores du Corps Diplomatique et des Organisations Internacionales • adv Cliente se rendant en Franço. Austrement immatriculation, speciales CB et .T RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • 🛣 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

g(1,0)EN FRANCE

2

Mariotan II.

WATE:

(Suite de la page 5)

(Suite de la page 5)

De la part de l'Occident, le chantage à l'abandon des gisements du tiers-monde au profit d'autres sources d'approvisionnement — plns coûteuses certes, mais plus sûres — fait partie du jeu de marchandage qui se poursuit pour décourager la formation de carteis de pays producteurs et la conclusion d'accords sur les matières premières. Mais, surtout, il ignore délibérement les règles de la réalité capitaliste imposant une maximalisation des profits. Une division internationale du travail qui a ses racines dans profits. Une division internationale du travail qui a ses racines dans l'exploitation coloniale garantit aux compagnies minières des activités bien plus profitables en Afrique ou dans d'autres régions relativement sous-développées que dans des Etats capitalistes avancés tels que le Canada.

Canada.

Le Zaîre, quant à lui, est victime de la médiocrité de sa gestion, de son manque de main-d'œuvre qualifiée, de la grande insuffisance de son infrastructure et de l'énorme négligence de l'agriculture dont dépendent 80 % de la population. Tous les efforts se sont concentrés sur le secteur minier et la réali-Tous les efforts se sont concentrés sur le secteur minier et la réalisation de projets de prestige de telle sorte que, d'exportateur de produits alimentaires avant l'indépendance, le pays en est maintenant un gros importateur, s'approvisionnant principalement en Afrique du

Le régime Mobutu, hautement centralisé et extraordise Le régime Mobutu, hautement centralisé et extraordinairement corrompu, a fait échouer toutes les tentatives d'améliorer la gestion de l'économie et le système de planification. Le grand souci des élites zairolses était de s'assurer qu'elles avaient blen l'insigne distinction de disposer de la plus grande part des Mercedes vendues en Afrique. Ou a calculé qu'un tiers du revenu

national zalrois finissait par échoir à la disposition du président Mobutu. Des facteurs externes ont aussi contribué à la détérioration de la situation économique. Ainsi la fermeture du chemin de fer de Benguela, lors de la guerre en Angols, a réduit d'un tiers la capacité d'exportation du Zarre qui dut alors expédier la moitié de ses exportations par l'Afrique du Sud. Mais, surtout, la chute spectaculaire du prix du cuivre, sous le coup de la récession mondiale de 1974, a entrainé une forte baisse des revenus d'exportation. Les produits miniers récession mondiale de 1974, a entralné une forte baisse des revenus d'exportation. Les produits miniers représentent en effet 80 % du total des exportations, et le culvre est au cœur de l'activité industrielle. A lui seul, le Shaba fournit plus de 60 % de la production zaîroise. Au début des années 70, quand le cours du cuivre était au plus haut, le Zaîre s'était lancé non sans témérité dans une politique d'emprunt international à grande échelle. Les banques u'ont pas renâclé pour lui avancer de l'argent, mais, vers le milieu de l'année 1976, le pays s'est trouvé confronté à des difficultés économiques qu'aggravait le problème du service de la dette, d'un poids écrasant. Aujourd'hui, la dette zaîroise à l'égard de ses bailleurs de fonds, tant publics que privés, s'élève à peu prés à 3 milliards de dollars — trois fois plus qu'en 1973. Le Zaîre risque fort d'être le premier des pays sous-développés à se déclarer en défaut de paiement. Les banques et autres institutions de crédit internationales s'en inquiètent d'autant plus que institutions de crédit internationales s'en inquiètent d'autant plus que l'événement créerait un dangereux revenement creerait un dangereux précédent pour les autres nations endettées du tiers-monde. C'est ainsi que le soutien à bout de bras du régime Mobutu a aussi pour but de préserver la stabilité d'un vaste système de prêts aux pays moins développés.

Derrière les contradictions de la politique américaine

O UAND on compare les déclara-tions politiques qui ont été faites aux Etats-Unis lors des deux guerres du Shaba, en 1977 et en 1978, ou remarque qu'un change-ment substantiel est intervenu ces derniers mois. Au début de la pré-sidence de M. Carter, son gouversidence de M. Carter, son gouver-uement se démarquait uettement de la rhétorique en usage du temps de MM. Nixou et Kissinger. Après huit années de pragmatisme et de Realpolitik à la Kissinger, le nou-veau président insistait considéra-blement sur les « droits de l'homme » et parisit de remplaces « la real et parlait de remplacer « la poli-tique d'équilibre des forces par une politique d'ordre mondial ». Repre-nant les conceptions de la Commis-siou trilatérale, des porte-parole de premier plan tel que M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OnU, promettaleut le passage de la politique de confrou-tation dans le style Kissinger à une politique d'accommodemeut dans le style Carter.

Dans une intervention lors de sa campagne électorale en 1976, M. Carter révéla que l'Afrique figurerait bien plus nettement parmi les priorités de sa politique étrangère. Il déclara alors qu' « une bonne part de nos problèmes intérieurs et internationaux seront déterminés par le cours de notre politique en Afrique ».

M. Andrew Young mit eu forme cette nouvelle approche de l'Afrique avec un certain succès. Sa popularité parmi les leaders africains et dans la communauté noire américaine lui permit de se poser en champlou des changements pour plus de justilee et d'équité en Afrique. Et, de fait, durant la première année du gouvernement Carter, ce sont ses conceptions qui prédominèrent dans la politique africaine de l'Amérique. On le sait, elles se fondaient sur le principe essentiel de la « doctrine Nixon » voulant que les Etats-Unis s'abstiennent de tout engage-

Nos précédents articles :-

• LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE:

Le pouvoir absolu d'un militaire d'occasion au Zaire, par Jean Rymenam (numéro de décembre 1975).

- LA FICTION ZAIROISE (numéro de mai 1977) : - L'Afrique aux Africains, une stratégie multilatérale « non
 - coucertée », par Robert A. Manning : Effondrement de l'économie, pouvoir corrompu : comment le régime Mobutu e sapé ses propres fondements, par Jean
 - La grande impuissance des oppositions, par René Lefori :
 - Les trois grands mérites de l'intervention française au Zaire (C. J.):
 - A propos d'un ouvrage de Cléophas Kamitatu-Massemba :
 Du « modèle » faisons table rase, par Micheline Paunet.
- LE ZAIRE PARI PERDU? La dépendance et la fragilité, par Daniel Bonchill (numéro de juin 1976).

ment « à la vietnamienne » en Afrique. Les problèmes africains seraient tenus à l'écart de la grande stratégle américaine s'appliquant aux relations avec l'Union soviéti-que, à la négociation d'un accord de limitation des armements en particulier. En outre, la dette que M. Carter avait contractée auprès de l'électorat uoir et la personnalité M. Carter avant contractes annes de l'électorat uoir et la personnaîté de M. Andrew Young auguralent d'un activisme sans précédent pour faire pression sur les régimes blancs de l'Afrique australe.

M. Zbigniew Brzezinski, conseiller de la présidence pour les affaires de sécurité, a exercé une grande influence sur les vues du président Carter. De 1973 à 1976, il fut le directeur exécutif de la Commission directeur exécutif de la Commission tritatérale, où M. Carter recut une grande part de sa formation en politique étrangère. M. Brzezinski se fait du monde une conception qu'on peut juger assez proche de la vision qu'a M. Kissinger de la politique globale. Pour M. Brzezinski, la guerre froide » u'a jamais réellement pris fin; c'est seulement la nature de la confrontation entre l'Est et l'Ouest qui a changé. Les activités soviéto-cubaines en Afrique seraient donc venues confirmer cette opinion selon laquelle l'Union soviétique est une dangereuse puissance expansionniste, et elles auralent incité M. Brzezinski à misiter pour que l'Amérique ne dissocie pour que l'Amérique ne dissocie pas les différents problèmes dans ses tractations avec l'U.R.S.S.

Interrogé à la télévision américaine le 28 mai dernier, M. Brzezinski répondit à ce propos : « Je ne crois pas que ce genre d'engagement soviéto-cubain doive rester exempt de coût, et il existe toute une gamme de moyens par lesquels les pays intéressés peuvent convaincre les Soviétiques et les Cubains que leur engagement (...) comporte des conséquences qui peuvent tout aussi bien leur être défavorables. »

Les virulents reproches adressés à Cuba, accusé d'être directement responsable de l' « invasion » du Front national de libération du Congo (F.N.L.C.) au Shaba, marquèrent le point culminant d'une iutense campagne de dénonciation de l' « expansionnisme » soviétique en Afrique. La rapidité avec laquelle les Etats-Unia ont mis des moyens en Arrane. La raponte avec raquene les Etats-Unis ont mis des moyens de transport et un soutien logisti-que à la disposition de l'intervention occidentale semble indiquer que les Etats-Unis sont maintenant décidés à jouer un rôle plus actif en Afri-que.

Uu grand uombre de commenta-teurs politiques se sout inutilement interrogés sur les contradictions qui pouvaient exister au sein de l'esta-blishment américain du fait d'une opposition entre les thèses de MM. Vance et Young, d'une part, et de M. Brzezinski, d'autre part, à l'issue de laquelle les dernières auraient fini par l'emporter.

Le discours que prouonça M. Carter le 7 juin à Annapolis devant l'Académie navale a justement fait la synthèse de ces conceptions opposées. Choisissant le ton de la conciliation, M. Carter a Invité les Américains à « se garder des variations d'humeur excessives (...) allant d'un sentiment exagéré de compatibilité avec l'Union soviétique à des expressions d'hostilité ouverte ». expressions d'hostilité ouverte ».
D'une part, il a dit sans équivoque qu' « il est d'une importance fondamentale » de uégocier un accord SAIT; d'autre part, il a affirmé que les Etats-Unis étalent « profondément concernés par la poursuite et l'accroissement de l'engagement militaire des Soviétiques et des militaire des Soviétiques et des Cubains en Afrique » et par la a menace (qui en découle) contre la paix dans la région ».

Blen que les crises en Afrique semblent affecter profondément les relations américano-soviétiques, il est évident que la course aux armements a une importance encore plus grande que l'intérêt stratégique du continent africain. Ce sont des considérations de politique intérieure qui ont obligé M. Carter à manifester sa volonté de contenir les ambitions soviétiques : la nouvelle vague cou servatrice aux Etats-Unis (7) verrait sans faveur un Unis (7) verrait sans faveur un président en état de faiblesse, qui

serait incapable de répondre aux déceptions de l'électorat à l'égard de la « détente ». Ses conseillers en matière de politique intérieure ont donc incité M. Carter à adopter une ligne plus dure en politique internationale, de manière que ses candidats u'aient pas à risquer une défaite lors des élections au Congrès à l'automne prochain.

à l'automne prochain.

L'affirmation péremptoire du président selon laquelle Cuba a encouragé la guerre au Shaba doit donc être interprétée en fonction des nécessités de politique intérieure.

Malgré l'absence de preuves suffisantes quant à l'ampleur d'un engagement cubain, l'administration a refusé de modérer ses critiques à l'emcontre du régime Castro. Pourtant, même M. David Owen, le secrétaire d'Etat britannique, a exprimé des doutes à ce sujet et laisse entendre que l'Occident avait peut-être réagi de manière excessive. M. Carter a refusé de prendre eu compte les efforts inhabituels faits par le président Castro pour disculper son pays en annonçant à une délégation de représentants an Congrès qu'il avait même pressé le président Neto d'empêcher la rébellion.

« Katangais » en échange du soutien qu'ils ont accordé an gouvernement du M.P.L.A. à Luanda. Cependant La Havane souhaite sérieusement améliorer ses relations avec les Riats-Unis pour obtenir la levée de l'em-bargo, ouvrir aux marchandises enbaines l'accès du riche marché

bargo, ouvrir aux marchandises cubaines l'accès du riche marché américain et arriver ainsi à rédnire la dépendance à l'égard de l'Union soviétique. Il est peu probable, dans ces conditions, que les Cubains se soient engagés dans une politique aveutureuse d'intervention directe au Shaba. En revanche, le président Castro a confirmé récemment (6) que les Cubains entraînaient des guérilleros de la SWAPO en Namibie, ainsi que des forces de la ZAPU (Zimbabwe African People's Union), l'organisation de maquisards rhodésiens de M. Joshua Nkomo. Sans doute la vigueur des attaques américaines signifie-t-elle alors, à l'adresse du président Castro, que l'Amérique est à bout de patienne et qu'il doit s'abstenir d'envoyer ses soldats participer à la lutte en Rhodésie. Dans le cas coutraire, les Sud-Africains seraient inexorablement incités à intervenir et il en résulterait une dangereuse extension du conflit. Voilà un type d'évolution qui pourrait sérieusement contra-rier la détente.

A coup sûr, Cuba a formé les

L'Europe divisée

QUANT à l'Europe, blen que la Communauté économique européenne att tenté de s'exprimer officiellement d'une voix unanime, les intérêts spécifiques des diverses puissances européennes en Afrique out rendu ce « front uni » bien fragile. Pour la France, l'Afrique reste la dernière zone d'influence où la notiou gaulliste de « grandeur » peut encore teuter de perdurer. Comme dans la précédente guerre du Shaba en 1977, la France a pris la tête de l'interveution occidentale avec un empressement que peu de nations occidentales oseralent aujourd'hui manifester de crainte de se faire accuser d' « impérialisme ». Certes, le président Ciscard d'Estaing voulait offrir aux Etate francophones conservateurs des assurances sur la détermination de la France à combattre les intrusions communistes sur leur continent. Et pourtant, sou actiou au Zaïre a montré que la rivalité interimpérialiste avec la Belgique, l'ancienne puissance coloniale, u'avait pas cessé. Depuis la visite du président français au Zaïre en 1975, lorsqu'il fit part de son plaisir de se trouver « dans le plus grand des pays francophones après la France », cette dernière s'est efforcée de dèvelopper ses intérêts politiques et économiques au Zaïre. Cherchanté videnment à se procurer de l'uranium pour mener à bien son programme unclèaire, la France souhaite nium pour mener à bien son pro-gramme uucléaire, la France souhaite avoir accès aux réserves encore largement inexploitées qui se trou-vent au Shaha.

Le président français doit certes compter, à l'intérieur, avec l'opposition de la gauche et des gaullistes, qui l'ont accusé de se livrer à une entreprise d'« otanisation » de la politique française. La France ayant des accords de coopération militaire avec vingt Etats africains, entretenant environ quatorze mille militaires sur le continent africain, et se trouvant engagée dans des opérations trouvant engagée dans des opérations militaires plus ou moins avouées dans les régions allant du Sahara occiden-tal aux zones tenues par l'UNITA au Sud de l'Angola, la dénonciation à Paris des interventions étrangères en dit long sur la signification du slogan « l'Afrique aux Africains ».

Mais, surtout, l'incapacité dans laquelle la France s'est trouvée de transporter rapidement ses légionnaires au Zaîre et la nécessité pour eile de faire appei au concours des Etats-Unis ont révélé un point faible dans la stratégie française. Pour parséguer dans se multique autipersévèrer dans sa politique acti-viste, Paris dépend du soutien américain.

17.00

£...

£:: :---

TO THE PROPERTY OF THE PROPERT

1 - - -

- --

La Grande-Bretagne s'est montrée plus prudente dans son appréciation du rôle de l'Occident au Zaïre. Le premier ministre, M. Callaghan, Le premier ministre, M. Cailaghan, a évoque le spectacle de « Christophe Colomb s'embarquant des Etats-Unis à la découverte première de l'Afrique », voulant signifier par là que l'Amérique ue se soucle des problèmes africains que lorsqu'ils affectent ses intérêts internationaux plus vastes. Particulièrement censible à l'opinion des chefs d'Etat africains anglophones, la Grande-Bretagne recueille un autre son de cloche en réactiou à l'intervention occidentale. Des responsables comme occidentale. Des responsables comme les présidents Nyerere, de Tanzante, ou Obasanjo, du Nigéria, envisa-gent évidenment cette interventiou gent evidenment cette interventiou d'une autre manière que les présidents Senghor, du Seuegal, ou Bongo, du Gabon. Il u'en reste pas moins que M. David Owen a reconnu récemment que l'opération de secours à Kolwezi avait incité la Grande-Bretagne à considérer d'un œil neuf les plans d'urgence pour une opération militaire de secours en Rhodésie. Il ajouts que les forces ratiou militaire de secours en Rho-désie. Il ajouta que les forces britanniques « pourraient certaine-ment s'assurer de disposer d'un aéroport africain » (9). Après les opérations d'Entebbe et de Kolwezi, vollà qu'éclate à uouveau l'impuis-sance de l'Afrique face à la puis-sance militaire occidentale sance militaire occidentale.

Élargir la sphère de l'OTAN ?

L A crise du Zaîre a aussi donné l'occasion à l'OTAN en tant que telle d'exprimer son souci de combattre les activités soviétiques combattre les activités soviétiques en Afrique. Depuis quelque temps déjà, une tendance conservatrice se manifestait au sein du conseil de l'Organisation pour réclamer un rôle plus actif de l'alliance sur ce continent. En particulier, c'est depuis le début des années 70 que les responsables de la planification à l'OTAN s'inquiètent du sort de l'Afrique australe et de la sécurité de la route du Cap. L'Afrique du Sud elle-même u'a pas ininagé ses efforts de propagande pour répandre l'anxiété quant aux intérêts stratégiques de l'Occident. Dans un livre publié le 25 mai sous le titre No Soft Options - The Politico-Military Realities of NATO, Sir Peter Hill-Norton, qui, l'an dernier encore, présidait le comité militaire — la plus haute instance où s'élabore la politique de l'OTAN, — accuse les responsables de l'OTAN de u'avoir pas su faire échec à l'avance des Soviétiques en Afrique. Sir Peter défend la thèse selon faquelle l'OTAN doit étendre le

(7) Cf. P. Dommergues, & Une droite triomphante aux Etets-Unis 3. le Monds diplomatique, mai 1978.
(8) Cf. International Herald Tribune, 15 juin 1978.
(9) Cf. Figancial Times, 16 juin 1978.

Dix-huit ans

d'une fragile indépendance

LES RACINES D'UN DRAME NATIONAL

Par PIERRE DE VOS

E premier ministre belge aura été mon nègre. » Patrice Lumemba ricees, l'après-midl da 30 juin 1960 à Léepaldville, dans les conlairs de Palais da la Netion : M. Gasten Eyskens, son homolegue de Bruxelles, vient de lni écrire en discoers d'hammage à le Belgique pour réparer l'affront fait aa roi Baadenia le matia, et le premiar ministre congalais a accepté d'en lire le texte

Le ral s'est reedn eux fêtes de l'indépeudacco, meis le cérémonie officielle ee Parle-ment e « dérapé ». Après le disconts de Bandaale et celei, lénifient, da nouveau pré-sident de la République, M. Jaseph Kesayaba, le premier ministre e bondi à la tribune pons

ece harangue qui e fait blêmir le roi :
« Nul Congolais digne de ce nom ne
pourra aublier que c'est per la lutte que l'indépondance e été conquise, une lutte de tous les jours, e rdente et Idéaliste, dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni netre sang. Une lutte noble et juste, indispensable paur mettre fin à l'humiliant esclovage qui nous éteit imposé par la

torce. > Les Africains, stupéfoits, applaudisseet fréaétiquement. Les Belges sont censternés, et Petrice Lumamba poursuit ielassablement, baussant sa vaix frémissaete :

 Naus avans connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient pas de menger à notre folm, ni de nous vêtir ou de nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devions subir metin, midi et soir, parce que nous étions des nàgres. Qui oubliera qu'à un Noir an disait « tu », nan certes comme à un ami, mais parce que le « veus » honorable étalt

réserve eux seuls Blancs? > La lei n'éteit jamois le même selon qu'il s'egissait d'un Blanc ou d'un Neir, Accommodente pour les uns, inhumaine pour les eutres. Nous avons connu les souffrances atroces des relègues pour opinions politiques ou croyances religieuses : exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que le mort même. Il y evait dans les villes des maisons magnifiques pour les Blencs et des paillotes croulantes pour les Noirs; un Nair n'était edmis ni dens les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magesins dits européens. Un Noir voyageait à même le coque des péniches eu pied du Blanc dens sa cabine de luxe. Qui aubliera les fusillades aù périrent tant de nos frères et les cachots eù furent jetés ceux qui ne voulaient pas se soumettre à un règlme d'injustice, d'opposition et d'exploitation? >

Un long silence, use avatien sans fie. « Cette minute de vérité, disent les Congolais, naus paie de quatre-vingts ans de domino-

lis viennent de vivre an rêve extraerdineire, mais le réveil sera terrible... peedent dix-heit ans. Les lampions de le fête è peine éteints, sopt joers plus tard le Ceege ve sombrer dens l'enerchie et payer l'addition d'ece indépendence acquise sans préparation. Toujours, les Belges avaient pratique le « poli-Taujours, les Beiges avaient pratique le « poli-tique du ventre plein et du cerveau vide ». Leurs réalisatiens socialns étaient ramarquables, leur édecation, ebandonnée eux seels rais-sionneires, absolument nulle. Le jour de l'indé-pendeace, il n'y e qu'en seul eniversitaire coegolais, Thomas Kenza, formé à Louvein.

Les Belges, cependeet, n'ent pas peur. Ils sent satisfaits de lear palltique, sent coevalucus que le Congo indépondant fonctionnera comme par le passé, dirigé par des Européans essistés d'Africeins en peu mieux payés qu'avant le

Lumumba face aux mutineries

C'EST d'ailleurs ce qui provoque l'explasian. Le lendemain des fêtes de Léopoldville, le général Jenssens, cemmondeet en chef de le force publique (il e été meinteau por Petrice Lumumba à la tête de l'armée), réunit les cadres africalns et, sur le tableau noir, il écrit ane formale lapidaira : « Après l'indépendonce = evant l'indépendance. > Le

Massu » belge ejeute, panr ceux qui ne l'eeraient pas compris : « Le premier qui ne marchera pas droit

aura de mes nouvelles. > Est-ce l'étincelle gei met le fea eex poudres? Le S juillet, la mutinerie commence dans le Bas-Congo, à Thysville, et les saldats mercheet sur la capitale. Ils voulent des promotiaes et le départ des officient le saldats mercheet sur la capitale. ciers blaccs. Le vialeace commence et ee s'arrêtera plus. Les militaires massacrent les Européens, violant leurs femmes, meis s'en prennent eussi eux papulations efricaines, assiègent les missions, pillent et volent. Les Belges fuient è Brazzaville, la premier ministre Lamnmba se cache : les soldats veulent le taer parce qu'il « o vendu l'ermée eu général Jens-sens ». Le commandaet en chef belge, déguisé

en coporal, s'est réfugié de l'autre côté de fleuve Congo, chez l' « côbé » Fulbert Youlou. Patrice Lumumba décide de faire face. Il efricanise son ermée d'an canp da bagaette. La président de la République est nommé cemmendant ee chef: l'encle de Lumambo. le sergent Victor Lundula, devient lieuteneet général. Mais il est trop terd, rien n'arrêtera plus l'anarchie.

Patrice Lamumba tanrne comme une toupid falle, ne sait plus en denner de la tête. Il est désespérâmeet seel, il n'a pas d'entourage et poe d'emis. Le tribalisme se déchaîne et achève de détraire l'anité du Coage imposée par les Belges. Lumumba ne dort plus, parcourt la pays, mais taut est vain. Soa courage ne suffit plus, il ve s'effondrar — d'eutant plus que ses derniers canseillers belges eat pris le fuite, et qu'il n'a pas la farmetiea vécessaira pour diriger an Etat. Patrice Lumemba est ne génie palitique, ce qui n'est pourtent pas suffisant.

Fils d'un poysan Mutetele, il est ne ee 1925

Katako Kombo un serie ilias: du le tie eleve char ist mittenneires, qui rest state chir ist missionnesses, se-test qu'il devienne proces su saides. Television de l'action de cimaloye dux contacts it see inter tertle des evoluet : ca Kirca st e ne la politique su landamain de la e ingians, quant il a constate que les mortient ou Congo liurs quartiler in institute, philosophique: 1 avnaicales. It is plus reaction in formations beign, parse que le marcolonies, M. Russell, parse que le marcolonies de marcolonies d estations beignt parse que le monte colonies. M. Burntons en chart en ma la colonies. M. Burntons en chart en ma la colonies. En 1952 i est vice-priside. helf liberal de Stantiantille and Stantiantille telepoldville. Il v desente directes come telepoldville.

CENTEU AFRI

to Brasserie C. . Isade la Mera committe la Brasserie C. . Isade la Mera committe de la Brasserie C. . Isade la Mera committe de Committe la Committe

champ de ses operations au-delà du tropique du Cancer pour faire face à l'expansion navale soviétique.

AFRICAIN

atenças is one en MP.LA

H-7.

morer series

4 peur .

aries:

Ethernáli,

entrade :

Ship. In 177

. ALTERNIE ALE

Australia Transport

anti-

with more and a second second

Manager 1

•

100

**** . . .

da di

20.72

24

1944 2 B * 1

200 (Alice 10)

1190

......

.

41.00

2.0

 $z=e^{iR^{2}B^{2}}$

70 17

 $\left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \left(\frac{1}{2} \right)^2 \right)^2 \right)$

1000

1.4

(x, T)

.

...

1.5

27.2 1271

er gas in men.

\$ 27. F

270 I

growth and the

4.

2-4 Bus

1 14 141 2 1 32

. . . - -

t Carrolle 19 1

128.00 (3.77)

....

N.22 No. 1

PER STATE OF

19 ST V

S 4 2 5

5.6543

. - - -

Latester- T

Property of

A. .

Be 용: 14: 11 -

400-1703

.... 34.0 4 - 1

;=t ex . .

gelteate.

1 / 11

sargett ----

visee

The state of the s

.....

. .

Ce désir d'élargir la sphère tra-ditionneile d'interventiou de l'OTAN trouve une nouvelle impuision dans les plans conçus actuellement pour revitailser l'alliance a près une période de stagnation relative. Et ceux qui partagent ce point de vue trouveront des arguments supplé-mentaires en faisant valoir le sou-tien sans équivoque que les Chinois ont prèté au Zaire comme preuve de la gravité des intentions sovié-tiques. tiques.

Dans son discours devant les chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres de l'OTAN réunis à Washingtou le 30 mai dernier, le président Carter a lancé une mise en garde : « Notre alliance est centrée sur l'Europe, mais notre vigilance ne peut se limiter à ee continent (...) Tundis que je parle aujourd'hui, les activités ourquelles l'Union soviétique et Cuba se liment en Afrique sont en train d'empêcher des notions particulières de en Afrique sont en train d'empê-cher des nations particulières de suivre leur propre cours (...). Nous ne pouvons être indifférents à ecs événements (...). » Ensuite, il se féli-cita des « efforts des alliés indivi-duels de l'OTAN pour l'aide qu'ils apportent aux nations et aux peu-ples qui en ont besoin — to ut récemment au Zaire. »

La Belgique et la France u'ont pas caché leur enthouslasme devant ces déclarations de M. Carter, mais des pays de l'OTAN plus libéraux, comme le Danemark et les Pays-Bas, ue manqueraient pas de s'opposer fermement à une intervention ouverte de l'Organisation dans les affaires affaires lest donc plus ouverte de l'Organisation dans les affaires africaines. Il est donc plus vraisemblable qu'une aide éventuelle de la part de l'OTAN emprunterait des voles déguisées, comme il advint avec le Portugal lorsqu'on hul fournit généreusement les moyens militaires qui allaient lui permettre de mener ses guerres coloniales en Afrique (10). Flutôt que d'avoir à utiliser les structures de l'organisation militaire de l'OTAN, les principaux pays européens pour-

pourra qu'exacerber le conflit le long de la frontière avec l'Angola.

Pour le moment, les leaders occi-dentaux savent gré au président Mobutu d'avoir su maintenir l'unité

du Zaîre au coms des treise der-nières années. Aussi le tiennent-ils pour la seule solution valable entre

Espoirs sud-africains

P OURTANT le programme de sauvetage du régime Mobutu mis en place par l'Occident ne saurait avoir d'autre effet que de permettre de gagner du temps. Car les problèmes de structure qui ont précipité le Zaire dans cet état désastreux ne disparaîtront pas tant qu'une bourgeoisie corrompue et inefficace demeurera au pouvoir lnei neace demeurera au pouvor, laissant s'exacerber les contradic-tions de classes et de régions. Les Européens du Shaba, dont dépend l'industrie minière, hésiteront à reprendre leurs postes en nombre suffisant si la même instabilité per-

La force interafricaine pourrait hesiter à rester au Zaire si l'accom-pissement de sa mission doit entraîner un grand nombre de victimes. Maigré l'adoption au sein de l'O.U.A. d'une convention interde l'O.U.A. d'une convention inter-disant le recours aux mercenaires sur le continent, le président Mobutu a déjà entrepris de recruter une armée d'Européens et de Sud-Afri-cains dont la solde est financée à l'aide de sa fortune personnelle (11). Cette opération est coordonnée par le colonel Mike Hoare, l'ancien commandant du fameux sixième commando qui avait aidé le président Mobutu à asseoir son auto-rité après le coup d'Etat de 1965 qui le porta au pouvoir. Des offi-ciers français sur le point de prendre leur retraite loueront leurs services pour assurer la formation des mercenaires. Il est dans les intentions du président Mobutu de faire de ces soldats le uoyau de sa « force de frappe » chargée de lancer des opérations de revanche coutre l'Angola. Concu pour prêter main forte au F.N.L.A., un tel dispositif ne

(10) Cf. l'Afrique australe — De Kissinger à Carter, par Barry Cohen et Howard Schissel, éd. L'Harmettan, Paris. 1977 (et, à propos de ce livre, le Monde diplomatique de janvier 1978.) (11) Cf. The Observer, 11 juin 1978. (12) Cf. New York Times, 1er juin

raient fournir une aide économique et technique importante en tant que membres de la C.E.E. Dans un sens, l'OTAN aurait ainsi exploité l'inquiétude suscitée par les événements d'Afrique pour en tirer argument afin d'obtenir un renforcement de ses dispositifs en Europe. Et le bloc soviétique n'aurait gnère avantage à s'engager dans une « déstabilisation » de l'Afrique, si tel était le cas.

a déstabilisation » de l'Afrique, si tel était le cas.

Le 5 juin, des représentants officiles de la Belgique, de la France, des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne de l'Onest se sont rencontrés à Paris pour discuter du soutien militaire à apporter au Zaire. Pour relayer les forces occidentales, on s'est mis d'accord pour organiser une force de maintien de la paix africaine principalement composée d'un contingeut marocain, le Maroc étant devenu le principal partenaire de la France en Afrique. Des unités supplémentaires devaient être fournies per le Sénégal, le Togo et le Gabon, la Côte-d'Ivoire devant quant à elle envoyer des conseillers. envoyer des conseillers.

Côte-d'Ivoire devant quant à elle envoyer des conseillers.

Une autre réunion, qui a eu lien le 14 juin à Bruxelles, a envisagé une opératiou de transfusion financière pour sauver l'économie zairoise de l'effondrement. Outre les pays réprésentés à la précédente rencoutre de Paris, les Pays-Bas, le Canada, le Japon, l'Iran, l'Arabie Saoudite ainsi que la Commission européenne et le Fonds monétaire international y participèrent. On avait là un échantillonnage assez vaste des forces capitalistes qui se chargent généralement de réparer les accrocs qui se produisent à l'intérieur du système impérialiste. Les créditeurs du Zaire y ont décidé que la mise en tutelle complète du système financier zairois serait le prix à payer pour de nouvelles attributions d'aide. En particulier, un délégué du Fonds monétaire devait prendre les fonctions de directeur principal de la Banque centrale du Zeire. A-t-on déjà vu, depuis la fin de l'ère coloniale, un Etat souverain consentir aussi librement à un tel carean de domination êtrangère ?

le chaos et le communisme.

Mais il est possible qu'à terme
l'Occident le trouve trop encombrant
et cherche des éléments plus
e progressistes » avec les quels
collaborer. Le procès intenté au
début de cette année à des officiers

collaborer. Le procès intenté au début de cette année à des officiers saccusés de completer pour renverser le régime Mobut u a révélé l'existence d'un proford sentiment de mécontentement dans le corps des officiers. Les différents groupes d'opposants elvise au régime étant désunis, si un changement doit intervenir dans le pouvoir il se pourrait bien que les instigateurs en soient des militaires dégus par le président Mobutu.

Finalement la crise du Zaîre pose aussi la question de la future stratégie de l'Occident à l'égard de l'Afrique australe. Le climat politique régnant actuellement à Washington pourrait encourager les responsables à mettre un frein aux pressions exercées contre les régimes de MM. Smith et Vorster afin de fevoriser la conclusion d'un règlement politique en Rhodésie et en Namible et pour inciter l'Afrique du Sud à desserrer chez elle l'étau de l'apartheid Réunis à Copenhague le 12 juin, les miniatres des affaires étrangères de la C.E.E. mit décidé de ne pas imposer de nouvelles sanctions à l'Afrique du Sud.

Cette demière s'est vue confortée dn Sud. Cette demière s'est vue confortée

Cette demière s'est vue confortée par la réaction des occidentaux dans la guerne de Shabs. Le premier ministre Vorster a loué l'Occident, pour s'être « révellé » devant le danger des desseins communistes. Le ministre des affaires étrangères, M. Pik Botha, a exprimé l'espoir qu'il en résulterait une « révision réaliste » de la politique d'embargo sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. En même temps, les Sud-Africains espèrent que la dépendance extrême de l'Occident dépendance extrême de l'Occident à l'égard de la production sud-africaine de minerals essentiels, comme le platine et le chrome, sera de nature à l'amener à compo-

Les débordements du racisme dans les médias occidentaux à la suite des informations relatant le mas-sacre des Blancs au Shaba ont monsacre des Blancs au Shaba ent mon-tré à quel point le préjugé racial obérait encore la perception du fait africain en Europe. Depuis lors, on sait mieux, peut-être, quelles réac-tions instinctives de sympathie raciale se déclencheraient dans de larges couches des sociétés occi-dentales si l'effondrement de s défenses militaires rhodésiennes devaient entraîner de nombreuses pertes parmi les colons européens. pertes parmi les colons suropéans. Et sans nui doute est-ce là une éventualité dont les responsables

KIVU Olumbia ASAI Danba Kanonga Kabalo KASII OCC Mantro Ħ Kapanga Lac Sandoa Majonga KOLWEZI JESS R. LUBUMBASHI Bangweuh Kapombo Limia NG OLA Churgolao CEINTURE DE CUIVRE km - 200 ZAMBIE

LA PROVINCE ZAIROISE DU SHABA.

politiques s'efforceront de tenir politiques s'efforceront de tenir compte.

Mais, dans l'ensemble, le cours de la stratégie occidentale ne peut pas changer d'une manière fondamentale. Spécialement aux Etats-Unis, les pouvoirs d'intervention da président restent limités par la législation qui a été adoptée après la guerre du Vietnam. De récentes informations en Amérique ont fait la guerre du Vietnam. De récentes informations en Amérique ont fait état du désir du président Carter d'accorder de nouveau un soatien substantiel aux guérllleros de l'UNITA dans le Sud de l'Angola (12). Mais une telle décision nécessiterait une abrogation de l'amendement Clark, qui actuellement empêche le gouvernement d'accorder une alde clandestine, sans avoir reçu auparavant l'approbation du Congrèa.

Les responsables politiques du département d'Etat, qui se font une

idée plus complexe des événements africains que M. Brzezinski, fini-ront probablement par faire pré-valoir leurs conceptions favorables ront probablement par laire prevaloir leurs conceptions favorables
à une stabilisation politique du
conflit en Afrique australe. Ils
feront valoir que la crise du Zaire
a prouvé qu'il était plus que jamais
nécessaire de faire progresser une
solution allant dans le sens de
l'accession de la majorité noire au
pouvoir, de manière à éviter de
nouveaux emplétements soviétocubaine sur les intérêts occidentaux
en Afrique. Et parce que la situation en Afrique australe est d'une
importance cruciale pour l'évolutiou
politique de l'ensemble du continent, e'est bien ce problème qui
continuera de déterminer l'ordre des
priorités dans les casculs politiques
de l'Occident.

BARRY COHEN.

LES PRINCIPALES MATIERES, PREMIERES PRODUITES EN AFRIQUE DU SUD, AU ZAIRE, EN ZAMBIE, EN NAMIBIE ET EN RHODESIE

MATIERES PREMIERES	AF	PRIQUE DU SUL							NAMIBIE .		RHODRSIB			ENSEMBLE			
Production (an milliers de tonnes, sauf spécif. diff.)	Production 1977	% Production mondiale	% Réserves mondiales		ZAIRE			ZAMBI	H		NVESTR	106		HODE		%prod. mond.	mond
METAUX COURANTS	209	3	ĭ	494	6	g	622	9								. 18	13
METAUX D'ALLIAGES: Antimoine (métal) Chrome Cobalt Manganèse Vanadjum	18,7 2450 5440 29	16 38 23 35	3 74 37 19	13,6	50	32	2,45	8	8		•		\$10	7	22	16 37 58 23 35	3 96 40 37 19
METAUX PRECIEUX Or (millions d'onces troy) Groupe du platine (millions d'onces troy)	22	57 47	50 71.					_								57 47	50 72
CIESTANCES ENERGETIQUES CIRCUlar	3,6	. 12	10							1,35	5_					27	24
SUBSTANCES NON METALLIQUES Diamant industriel (millions de carats, av. prod. Botswana) Amiante (fibres) Spath figor	5,5 369 317	19 7 7	13 6 17	n	38	74										57 7	89 5 17
Valeur de la production minière en 1374 (en millions de dullara des Etats-Unis)		5 905		1 280		970			500			E1.5					
Part de la production minière dans la P.N.B. en 1974		17 %-		33 %		44 %		50 %		7 %							

- Source: Bureau of Mines, U.S. Department of the Interior.

**Commodity Summeries (janvier 1978): Productions en 1977.

**Mining Industry in Africa: Valeurs des productions en 1974 rapportées aux P.N.B. de 1974.

N'ont été retenues pour chaque pays que les matières premières dont la production nationale excède 5 %

- Pour chaque pays et par produit les colonnes donnent:

- Production 1977. % de la production mondiale,

- Production 1977.
- Part de la production nationale dans la production mondiale en 1977.
- Part des réserves nationales dans les réserves mondiales, estimée en 1977.
- La définition des réserves est la suivante : tounage du mineral identifié dont l'exploitation serait économiquement possible dans les conditions de prix actuelles.

ù Kutaku-Kumbe, un petit village du Kasaī. Il u été élevé chez les missionnuires, qui voukrient qu'il devienne prâtre ou soldat. Il n'a voula ni l'an ai l'autre, il est devenu a clerc », employé aux écritures, il s'est inscrit au « cercle des évulués » de Kindu et u découvert la politique aa lendemain de la guerre, à vingt uns, quand il a canstaté que les Belges exportaient na Congo leurs querelles linguis-tiques, philosophiques et syndicales. Il s'est inscrit uu porti libéral, la plus réactionnaire des formations belges, porce que le ministre des colonies, M. Buisseret, en étuit un membre influent. En 1955, il est vice-président du parti libéral de Stanleyville, puis il « monte » à Léopoldville. Il y devient directeur communul de la Brasserie et y fonde le Mouvement nutiunul congulais. Il découvre le nutionalisme, Kwume Nkrumab, du Ghanu, devient son idole. Il suit les événaments du Brazzaville, uù le général de Gaulle aunonce en 1958 l'iudépendance des territoires ufricains.

Il exploite la moindre occesion. Quand des émeutes éclatent à Léopoldville, le 4 janvier 1959, il en tire tout le parti voulu. Il se déclara solidaire de Joseph Kusovubu, le président de l'Association des Bakongos, accusé par les Belges d'être responsable du soalevement. Kesavuba et Lamumba a'ont cependaut tien en commun. Autaut Lumumba est généreux, autant Kasavubu est méficat. On l'appelle « M. Kasa »; il ne croit qu'aux Bakongos, méprise les untres ruces du poys et rêve d'un fédéralisme, on de la reconstruction d'un « royaome da Bakongo » qui s'étendroit sur l'Angola, le Congo bolge et le Congo ex-

français. Les deux hommes se combattront jusqu'ao baut. Mais on attendant, ensemble, après les emeutes du 4 janvier, ils obtiennent l'independance par intimidation. Le 13 janvier 1959,

le roi annonce l'autonomie da Cougo « sans atermolements funestes et sons précipitation inconsidérée ». C'est une première victoire pour Kasayubu et Lumumba. A partir de co mament. Lumumbo ne laissera plus une seconde de répit à la Belgique : il urganise systématiquement le désordre dans la colonie jusqu'à ca que les Belges, excédés, jettent l'indépen-duuce à la tête des Congolais, lors de la « table de » de Bruxelles en junvier 1960. Ce zera, sur le papier, l'indépendance totale, sons la moindre restriction — mais le gouvernement de M. Eyskens compte bien que rien ne chan-gera pour les gigautesques offeires développées

en quotre-viugts uns de colonisation. En un clin d'œil, débat juillet 1960, tout celu uussi est menucé. La frêle ulliance conclue en juin entre Kasayubu et Lumamba pour le partage da pouvoir un résiste pos à l'anarchie. La mésentente s'installe, ne s'estompe que devant l'intervention des parachutistes elges, qui viennent évacuer les Européens ussiéges dans plusieurs centres et qui peuvent garantir la sécession du Kotunga proclamée par Moïse Tshombe. La Belgique soutient colui qu'on a baptisé « M. Tirair-Calus », parce qu'il a évité les viulences contre les Européens à Elisabethville, Judotville et Kolwezi, mais nussi porce que 75 % des intérêts belges sout cuncentrés dans sa région. Le Kotangu a été dès le siècle dernier, qualifié de « scandole géologique », parce que, avec son cuivre, son cobalt et son nauium, il est le plus riche ter-

ritoire mi nier da monde. Ayant l'indépendouce déju, divers milieux d'affaires ont envisage de provoquer la séces-siou katangaise et d'installer à Elisabethville un regime à leur solde qu'aurait dirige Moise Tshombe, un notionaliste « moderé », commercant manipulé par les colons de l'endroit. Parfaitement obéissant à la Belgique, il n'a

cesse de contrecurrer les projets de Lumumba et de Kasayubu. Joviul, roudouillard, il est l'Image do « boa Noir ». Quaud l'aparchie embrase le Cango, ciuq jours après l'indépen-dance, il foit sécession immédiatement. Le contraste est saisissant : tandis que la viulance se déchuine duns toute l'aucienne colonie, l'ardre règne au Katonga, et la production minière reprend, intacte, sous la pratection des balonnettes belges et des gendormes kotan-gais. Rapidement, quand les Notiuns unies condamnerant l'intervention belge, les premiers a gendarmes » katangais — formes par des techniciens beiges et français (comman-dés par les colonels d'Algèrie Faulques et Trinquier) - prendrout le relais des soldats annds et wallons. Les « casques blens » de l'ONU ne réussirunt à voincre le sécassion que deux uns plus tard, ea prix de botailles songlaates, avec l'eide d'une armée nationale reconstituée. Mais Lumumba sera mort depuis lougtemps.

L'ascension de Mobutu

LA sécessium katauguise, en joillet 1960, fait tache d'huile. La Kasaï, autre proviuce minière, riche en diamunts, suit l'exemple quend Albert Kalonji, untre adversaire du premier ministre, so proclame empereur sons la titre d'Albert 1".

Les événements se précipitent. Lumumbe fait appel wax Russes et wax Americains eu même temps. Les « easques bleus » ramènent uu peu d'ordre, et l'urmée, ivre de violeuce, retrouve un embryon de discipline sous les ordres d'un nouveau veuu, le colonel Joseph-Détiré Mobata.

Mobuta est un ancien sergeet-comptable

de la force publique, fils du cuisinier blanc de l'évêque de Lisala et brillaut élève des missionnaires qui lui unt uppris le français et le football. N'ayant pas voolu être prêtre, il est dunc devenu soldut. Mois il u uussi la passiou da journalisme et est devenu collaborateur à Léopoldville de l'Avenir coloniel belge. C'est dans les bureaux de ce journul qu'il u rencontre Patrice Lumumba, et les deux hommes se sont uppréciés, surtont porce que Mobutu, colma et réfléchi, prodigue na trop bouillant nutionaliste des conseils de prudeuce, de patience et de diplomutie. Quand il constitue son gouvernement, fin juin 1960, Lumumba presd Mobutu comme secrétaire d'État à la présidence, pais, lorsque éclute le motinerie dans l'urmée, il le not Mobutu prend cumme udjuiut son uncien chef, un Belge, le colonel Marlière, qui devieudra pendant des nuuées son principal conseiller, avec le général murocain Kettani, un sointcyrien commandant des « casques bleus » de LONU.

Le colonel Mobutu jouit pormi ses soldets d'un prestige certain et, uvec l'uida de Kettani et de Morlière, il rétablit un minimum de discipliue. Pur contre, sou iufluence sur Lamumbo fléchit, et quaud, en septembre 1960, la querelle entre le premier ministre et le pré-sident de la République éclate un graud jour, ils se démetteut mutuellement de leurs fonc tions. Mobutu décide alors d'interveulr. Le 14 septembre 1960, il munte sur une toble de la terrasse de l'hôtel Regina à Léopoldville pour uunoacer qu'il « neutralise » Kasavubu et Lumumba et qu'il « fait appel à des techniciens congolois et des spécialistes étrangers pour sauver le pays du choos s.

(Lire la suite page 8.)

Property & San

Accueil mitigé et risques de nouveaux clivages au sein de l'O.U.A.

Le projet de force interafricaine

PARMI les chefs d'Etat qui vont se réunir à Khartoum du 18 au 24 juillet sous l'égide da l'O.U.A., l'inter-vention trançaise au Zaire ne suscitera pas la même unanimité dens la condamnation que celle de l'Afrique du Bud en Angole il y e troia ans. De même na verra-t-on sane doute pas sa reformer le division de l'O.U.A. en deux camps - progressistes - at - madérés - d'égale

La dennée principala da l'affaire angolaise résidalt dens l'intervention de l'armée sud-africaine à l'appei de l'UNITA, qui, par là, se discréditait. Pour l'ensemble des Etets africains, la condamnation da cette initiative était acquise, mâme eux yeux da ceux — les modàrés = regroupés eutour du Sénégal et du Zaïre — qui regrettaient l'eppel du gouvernament angolais à ses

Dane l'affaire du Shabe, la donnée able reste l'intervention française, dont les cenditions ont Indigné l'opinion efricaine. La prolongement que ui a donnà la conférence de Paris avec la projet de force interafricaine d'intervention a également euscité l'inquiétude. Sur un point essentiel, pourtant, le en Angola. On peut juger fondée l'action du F.N.L.C.: la corruption du régime Mobutu est un lait avéré, et le président Neto reppetalt il y a quelques mole que deux cent vingt mille Zairols avalent du chercher refuge en Angola. Il reste qu'nn pénétrant au Zaire le F.N.L.C. s'est mis dans une eltuation délicate pulsqu'il riequ, d'atra assimilà à ce que le président Glacard d'Estaing a dàfini comme Auoun des Etats membres de l'O.U.A. ne peut à l'heure ectuelle edmettre de tels franchissements de frontières par un groupe de cembattants armés, quels que solent ses motifs. Le problàme est crucial pour les gouvernements africaine qui voient là une menace et craignent per-dessus tout la remise en cause du principe de l'intangibilité des frontières. Les affinités et les mouvances ethniques constituent presque partout encore un obstacle à l'émergence d'une conscience nationale que les dirigeants cherchent par tous les moyens à faire surgir. L'in-tervention eu Shabe de Lunde dont f'aire de peuplement e'étend eur trois pays de langues et de régimes différente (Zaïre, Angola, Zambie), a ainel suscité la plus large réprobation.

La mesure en a été donnée par le voyage à Kinshasa du président de le Zambie, dont les troupes du F.N.L.C. ont traversé le territoire. L'Angola et Cuba, directement mis en cause en raison de llena anciens ainsi que dans un souci de propagande, ont pris leure distances et démend toute participation à l'opération du Shaba. De eorte que l'Intervention française pourrait bien se trouver justifiée par forfalt des critiques.

Le projet de force d'intervention interefricaine pourrait se heurter à bien d'autres difficultés. Déjà évoquée l'an rence franco-africaine à Dakar, l'Idée a progressá dequis. Le communiquà final Paris le mois demier, insiste eur « le droit à la sécurité de tous les Etats atricains à l'intérieur de leurs trontières « et exprime le souhait qu'une « concrétieation de laur solidarité intervienna à bref délai ». Conque comme une alliance antimarxiste en Afrique, ealuée à ce bire evec enthousiasme par la premier ministre Vorster, la lorce interafricaina na risque-t-ella pas d'aggraver la « rivatité de bloca » au sein du continent ?

Trole pays connaissent un début d'application du principe - poltrines efricaines/armes occidentales «. La Zaīre, où les troupes marocaines constituent l'ossature de la force commune de sécurité au Shaba. La Mauritanie et le Tchad. où les Jaguar et parfois les troupes Irançaises bennent à bout de bras des régimes chancelante. On rappellera aussi que Djibouti entretient quetre mile eina

Fermeté de la < ligne de front >

A u sud du continent, le réaction de M. Voraier eux événemente du Shaba, derrière ses glacis de Namible et de Rhodésie, n'était évidemment pas de nature à railler les suffraces des Etats de la « ligne de front ». Dans une région où Cube ne se cache pas de l'aide qu'il apporte à l'Angole et eux mouvemente de fibération, y comprie dans la très modérée Zambie qui

dont ils ont obtenu la non-participation à l'offensive éthiopieone en cours. Blen que l'O.U.A. considère toujours le lutte de l'Erythrée comme une entreprise séparatiste du type Biefra, la question des frontières se pose lci de façon partioulière, en raison des modelités du rattachement de cette province à l'empire du Négus. Parie est-il favorable à une sécession ? Déjà, le plus modéré a Indiquà que la France et les Etats africains qui fui sont ilés devraient entrer en lice pour Imposer une solution négociée ». Les inquiétudes égyptiennes et ecudanaises devant la présence cubaina dans la région cont par tagées à Paris, où l'on e remarqué avec satisfaction [< appul total < apporté

par le président Sadate au général

Mobutu. En tout état de cause, on entend

ici garantir l'indépendance da Djibouti,

qu'une Ethlopie forte et réunifiée na

manquerait pas de convolter.

Par CHRISTOPHE BATSCH

cente coldeta françale sur con territoire.

donc militairement présents dans les

nent : Coma. Afrique australe et bande

eaherienne. On ne e'étonnera pas que

les réactions les plus vives eux projets

confirmer la point de vue de l'ambas-

sadeur américain Andrew Young eur

l'anlisement soviétique en Afrique : le

per des troupes oubaines, affronte des

mouvements érythréens qui affirment

garder conflance en ces mêmes Cubains

trançais solent parties de là.

La France ou ses partenaires cont

héberge l'un des mouvements nationailstes du Zimbabwe, l'initiative de la conférence de Paris a surtout centribué à affermir la solidité du front. Provoquant l'initation du gouvernement britennique, elle e en même temps ravivé l'imege d'une France fer de lance de l'impérialisme que les voyages du ministre des affaires étrangères et de récentes déclarations s'étalent efforcés

de dissiper. Beaucoup, dans cette région, dépendre des choix du président Carter pour sa politique africains :

 volonté de «répondre « énergiquement eux menées soviétiques sur la continent : la force interafricains de sécurité pourrait alors au mains compter sur une « assistance économique « des Etats-Unis:

- eouci d'assurer de la manière la plus pacifique les indispensables transferts de pouvoir aux populations noires: la voie des négociations serait elors ouverte et la présence cubaine « dédra matisée »

A maine que Washington ne poursuive ses etermolements actuols, qui ne cont peut-être qu'une forme élaborée du pragmatisme anglo-saxon. La position du Mozambique, qui mêne achiellement campagne en faveur de la

reconnaissence du Front Policario, pourrait ee révaler de quelque importance à la prochaina réunion de Karthoum : c'est le président Samora Machel qui, en 1976 déjà, avait défendu le position des pays tavorables à l'Angola, dont le Nigéria, face eu président Senghor.

Craintes algériennes

A question saharienne rieque, en offet. de se trouver au cœur des débats da la prochaina assemblée de l'O.U.A. Elle constitue en même tempe le point faibla de la politique française qui pourrait se trouver à nouveau mise en

Bien qu'il n'y ait pas de soldats cubaine au Sahara, c'est à propos de ce problème qu'ant été formulées les critiques les plus vives contre le projet de sécurité cellective. L'Algérie et la Libye. rapprochant Jeurs positions, ont dénonce de soncert le « néo-colonialism un masque africain » et affirmé leur coutien à la lutte menée par le Front Polisario. Alger souhalte que l'O.U.A. occidental, ou alors qu'elle y renonce officiellement, efin de pouvoir la porter devant l'ONU. L'Intervention des Jaguar français dans une zone où, jusque-là, l'Afrique disposait d'une complète liberté de mouvement lui était apparue comme une menace pour sa sécurité. La mise eur pled au Shaba d'une force communo d'intervention dont les contingents maro-cain et sénégalais fournissent l'essentiel Illustre à ses yeux la menace d'ancerl'appui verbai du roi Khaled eux initiatives françaises et le soutien égyptien aux régimes zaïrois et tchadien ne sont Au Tched, l'intervention des mêmes Jaguar et de parechutistes français n'e pas contribué à rapprocher Tripoli d'Alger. Combien de temps le France pourra-t-elle maintenir le fiction d'une

présance uniquement destinée à garantir le cessez-le-feu ? Elle na pourra guère compter à Khartoum qua sur ses aillés ies plus fidèles, autour da la Côte-d'Ivoire, du Gebon et du Sénégal, dont le crainte de voir e'inetaller à ses frontiàres une Mauritanie dominée l'Algérie n'est pes étrangère à sa détermination en faveur de la force Interafricaina. Tripoli et Alger ont délà obtenu des gouvernoments mallen et nigérien, riveraine du Sahara, qu'ils se maintiennent dans une prudente expectative quant au projet français. D'eutres pays francophones, tels le Bénin ou le Congo, sont restés sur le réserve. Quant aux pays angiophones, pour le plupart. ils regardent toujours avec méfiance des tentatives qui leur semblent trop marquées du sceau de Paris. Quolque très lià eux Elate-Unis, le plue important d'entre eux, le Nigàrie, pratique volontiers une politiqua extàneure progres siste. La majorité des Etats africains préfèrent einsi s'en tenir eu wait end see

à l'égerd du pacte de sécurité collective. La France na paraît pes offrir de garantles suffisantes face au danger d'éclatement de l'unità africaine sous l'effet de la transposition sur le continent des rivalités Est-Ouest. Le recours systématique à la torce, mame el les moyene financiers saoudiens permettent da l'assurer durablement, no seroit payant qu'à court terme. Il risque de coûter très cher e'il consiete à ne soutenir que des régimes dont le nature provoque d'incessants mouvements de

Les populations du Shaba dans le jeu des intérêts divergents et des idéologies contradictoires

rebaptisé Shaba par le régime rebapilsé Shaba par le régime du général Mobutu Sese Seko — durent depuis près de vingt ans et se sont exprimées sous les formes les plus variées : sécession territoriale pure et simple dirigée par Moise Tshombe, « Monsieur Tiroir-Caisse », entre 1960 et 1963 ; en 1967, révolte jumelée des « gendarmes katangais », anciens soldats de l'Etat séparatiste, et des « Affreux » ; et aujourd'hui, incursions militaires menées par des « rebelles » qu'on menées par des «rebelles» qu'on présente comme des «gendarmes katangais» et qui, de l'avis unanime, katangais » et qui, de l'avis unanime, trouvent dans leur province d'origine la complieité agissante de la
masse de la population. Devant des
troubles eussi persistants, on est
tenté de recourir à des clichés
commodes. On évoquo ici lo « régionalismo katangais » sans on préciser
le contenu, les contours idéologiques ou les bases sociales; on
agite ailleurs le « séparatisme lunda », pour indiquer aussitôt que les
ches de ce mouvement out four junte.

chefs do ce mouvement out toujours

'AGITATION et l'instabilité été des pautine irresponsables, politiques du Katauga — manipulés naguère par le capita-rebaptisé Shaba par le régime lisme mondial et aujourd'hui par la main diabolique de l'internationale rouge.

Les troubles du Shaba epparais-sent au contraire comme un terrain privilégié où l'ou peut observer de quelle manière, dans une conjonc-ture de crise prolongée — crise du régime colonial d'abord, crise de l'Etat indépendant ensuite, — la conscience ethnique et le sentiment récionaliste peuvent servir de suprégionaliste peuvent servir de sup-port à des idéologues et à des intérets profondément différents.

Il feut d'abord détruire le très tenace e mythe lunda » qui assimilo avec une facilité étonnante « katangais » et lunda. En effet, commo le Zaire, dont on dit qu'il est composé de « plusiours centaines de tribus », lo Katanga u'est à vral dire qu'e une expression géogra-phique « qui laisse à peine deviner l'extraordinaire complexité des grou-pes ethniques répartis sur ce terri-toire. On a du mal, aujourd'hui

Ethnicité, régionalisme et nationalisme

Par ELIKIA M'BOKOLO *

encore, à en proposer un chiffre encore, à en proposer un chiffre précis : les estimations varient de vingt-cinq à cinquante environ. La difficulté ne vient pas seulement de l'imprécision des notions telles que « tribus » ou « etimies » : elle tient aussi au fait que ces diffé-rents groupes se sont constamment mêlés les uns aux autres, au cours de l'histoire, les dominateurs pré-tant et empruntant eux dominés uombre de traits culturels, technitant et empruntant sux domines uombre de traits culturels, techniques ou sociologiques. L'actualité politique des vingt dernières années a jeté au devant de la scène quatre de ces groupes, plus importants par leur rôle que par leur nombre : les Luba, les Lunda, les Tshokwe ot les Yeke.

Contrairement à certaines allé-gations, les Luba, installés eu nord

* Historien zairois, maître-assistant à l'E.H.E.S.S., directeur du Centre d'études africaines.

do la région, ne sont pas venus en bien plutôt leur pays d'origine. Toutes leurs traditions situent leur berceau dans un endroit proche de 1a base militaire actuelle do la base militaire actuelle do Kamina. Le royaumo luba, fondé au XVI° siècle par le héros légendaire Kongolo, devait couvrir, au moment de son apogée, l'immense territoire qui va de la rivière Bushimal, au Kasal, jusqu'au lac Tanganyika et du Maniéma jusqu'au sud du Katanga. Malgré les démembrements successifs, la personnalité luba resto très accusée : une languo communo; de nombreux traits do communo; de nombreux traits do civilisation, tels que le culte do Kongolo assimilé au serpent arcen-ciel; en flu, l'institution des bulopue (chefs) à qui leur sang sacre donne droit à l'exercice du pouvoir. Plusieurs groupes qui ent pouvoir. Plusieurs groupes, qui ont jadis fait partie du roysume des Luba, se sentent très proches de ces derniers : Il e'agit notamment des Kaonde, des Senga ot des Hemba. La civilisation lunda, qui s'est

développée au sud après celle des Selon les traditions, l'empire lunda aurait été fondé peu avant 1600 par une femme rweej mariée à par une femme rweej mariée à Kibinda Ilunga, le fils du deuxième grand rol des Luba; pour cette raison, les institutions lunda comportent un héritage lube impressionnant. Cet empire, dirigé par un souverain qui prit le titre de Mwata Yamvo, recouvrait, au moment de sou apogée (1760-1850), le nord-est de l'Angola, le sud du Zaire du Kwango eu Katanga et le nord de la Zambio. Comme l'empire semblait lourd à administrer, lo souverain confia la partie est, en gros le Katanga et la Zambie, à une sorte do vice-empereur eppelé une sorte do vice-empereur eppele le Mweta Kazembe. Il y eut donc, au début du XIXº sièclo, un antagonisme crotes aut et plusteurs guerres entre les Etats luba, alors en difficulté, et les Lunda en poline expansion. Le souvonir de ces conflits, habilement ontretenu, est l'uno des composantes du e pro-blème katangais » depuis 1957-1958.

(Suite de la page 7) En fait, le coup d'État un vise que Lumamba, placé en résidense sorveillée, tandis que Kasavubu reprend bientôt ses preregetives et qu'un douveou gouvernemen est formé soos la présidence de Cyrille Adoula. Lumumbo, après une tentative d'évasion, est repris et insorcéré dans le Bas-Coago. Le 18 janvier 1961, il est livré aux Katangals en guisa de cadeaa de réconciliation. A son orrivée à l'oéroport d'Elisabethville, il est assassiné par les hammes de Tshambe. On affirme même qu'un Belge lui a dauué le ceup de grâce. Son cerps ne sera jamais retrouvé. A Léopoldville, le pouvoir de nouveau

sommoedont en chef de l'ormée un cesse de se développer. Avec l'aide des Belges, Mobutu réargonise tout, et il devient la « belle-mère un gaavernement ». Rinn ae so décide plus sans son occord. Il est devenu l'homme fort da régime. Peu à peu, le Cougo se réédifie, et les rébellions s'achèvent. C'est sur les conseils de Mobuta que le président Kasavuba charga Moise Tshombe, lu sécessiganiste kataagais en exil à Modrid, de diriger le gouvernament ceutral Les trois bammes accepterant en 1964 l'opération parachutés -américaine sur Stonleyville, où Christophe Gbenye meucce de massacrer des cen-taines d'otages blages.

La situation politique et économique, cenendant, s'oggrave. Kasayubo redoute des élecdant, s'oggrave. Kasayubo redoute des élec-tions qui pourraient porter Maïse Tschambe à la présidence da la République. Pour écarter son soacurrent, il le révoque le 13 octobre 1965, et le Katangais report pour ua neuvel exil à Modrid. Mobutu a laissé faire. Mais, qualques somainus plus tard, le 25 novembre 1965, le commandant en chef da l'armée asticule to agalaire avenue con second cours actionala so agalaise organise son second coup d'État. il illimine Kasayuba et le premier

ministre Kimbo. Kasavubn est assigné à résidence et Evariste Kimba sera exécuté avec ses compognons, quelques mois plus tord, ea pablic, oprès « le procès de la Pentecôte ». Plas tord encore, ou 1967, Maise Tshombo l'exilé trop actif, sera enlevé en plaiu ciel. L'avian so pose à Alger. Moise Tshombe mourra dans les prisons de Baamediène.

Pas de solution ?

CHEF de l'Etot, le géaéral Mobutu tentere ovant tout de redrasser l'économie, mais l'expérience échage. Il actionalise les grandes compagnies, comme l'Union minière, pois « zaïrianise » tout le commerce et l'industrie pour mettre fin aux privilèges exorbitaats des Belges, Quand il constate l'échec de l'opératian, il fait marche arrière, en reconnaissant auvertement l'erreur : « Connaissez-vous beaucoup de chefs d'État qui ont le courage d'admettre qu'ils se sont trompès? », rétorque-

Il lance aussi l'outhenticité, et afrisoaise les nams européens. En 1972, le Cougo devient Zaïre ; le Katongo, Shaba ; Léopoldville, Kin-shasa ; Staaleyville, Kinsaugaui ; Elisabethville, Lubambashi. Il ne s'appelle plus Joseph Désiré, le nam que lai ont donné les missiannoires, mais Sese Seko Kuku Ngbendo wa za Baoga,

 l'intrépide guerrier terreur des poules >.
 Mais le tribolisme aussi ressurgit et pro-lifère à la favear de la crise économique. Lo Zaîre résiste moins bien que les pays euro-péens à la criso du pétrole, compliquée por ane boisse considérable des cours du cuivre. Les événements de l'Angola aggravent eocore la situation puisqu'nn régime hostile à Mobutu s'installe à Luauda, et la route da cuivre est soapée : la minerai était exporté por la port

aagolais de Lobito, mais la frontière est formée parce que la président Neto reproche au chef de l'Etat zoïrois l'aide qu'il apporte à Holdea Reborto, son adversuire, dirigacut do Frent cational de libération de l'Angola.

Par représailles, Neto soutient les « gendarmes katangais » réfugiés dans son poys depuis lo sécession avortée des années Battus en mars 1977 par le corps expéditionnaire du roi du Maroc, les Katongais rééditeat l'opération ou printemps de 1978 et échouent ane nouvelle fois quand les porachutistes français et belges so portent au secours du pré-sident Mobutu.

Y aure-t-il une troisième tentative kataggaisa? Deux cont cinquante mille habitaats de la région, réfugiés en Angola, ae renan-cerout pas de sitôt au retour, et lls constituent pour Mobutu unn mneace censtante.

Mais, poradoxalement, lo situation s'est brusquoment oméliorée pour le président, Son conflit, intérieur jusqu'ici, s'est internationalisé avec l'intervention franco-beige et la mise en cause de Cuba. L'Occident yeut maintenant le soutenir ponr sauver son pays de « l'agression des Soviétiques et des Cubains ». On découvre l'ietérêt stratégique da Zaïre à la suite de la présence des Cubains nou seulement on Angola, mais en Ethiopie at dans d'autres poys africaius. On veut proteger la bose de l'OTRAG dans l'Est, sur les bords du lac Tanganyika, où les Allemands ont construit aa tauganyika, où les Anemanas our construit au petit « Peenemindo » qui pourrait na jour se transformer en « Cap-Keanedy africaia » et braquer ses fusées sur l'océaa ludien an les Occidentaux perdent leurs bases les unes après les autres.

On ne voot pos con plus perdre les richesses da Zaīre, son cuivre, son cebalt, sou diamont, son uraniam. Dės lors, les pays industrialisės n'ant plus le choix : ils daiveut e'euir pour sortir le Zaire da marasme et faire appliquer d'argence la « plao Mabatu » mis au poiet avec le concours d'exports étrangers ao lecdemain de la première invasion du Shoba. Il fout retablir les equilibres fondamentoux, relancer la production agricale, mettre fin anx difficultés de tronsport qui poralysent les exportations, orrêter la sorruption, la fraode et la contrebonde : la cofé sort por toutes les frantières, et 65 % de la production de dismants du Kasoï au moins sont détouraés. La mennaie dait être soutenne : le cours officiel de zaïre est fixé à 43,5 francs belges, mais an l'acbète à 10 francs. L'inflation atteint ou dépasse le toux de 80 %, et la dette extérieure oscille antour des 2 milliards de dallars.

Ponr redresser cette situation désastreuse, il faudre de nouveaux experts (la Fands manétoire international proposa de les mettre à la disposition de Kinshaso), meis surtout and aide financière massive et un maratoire pour les dattes contractées en Amérique, ea Bel-

gique, ea France et en R.F.A. Il faudra aussi rétablir le stabilité politique et assurer la sócarité des techniciens et coopérants européens, que ce soit avec la sonçours d'ane force interafrisoiae aa autremeat, Sons

d'ane force interafrisoine au autrement. Sons poix, il a'y aure pas de production. Certains pays occidentaux ant perde l'euvie de soutenir le régime de Kinshasa et critiquent avec sévérité le président de la République. Mais, aussitôt, ils recannaissent qu'il n'y a pas de solution de rechange, pas de perso ea mesure de le remplacer. Aucna apposant de l'intérieur ou da l'exil ne possède une stature suffisante, et tous les mouvements de contestution se disputent la soccession. C'est stature sufficiente, et concontestation se disputent la soccession. L'expourquoi l'Occident se résigne : « Après
Mobutu, ce ne peut être que pire. »
PIERRE DE VOS.

1

5 30 m s

Walter State of the State of th

With Riving

A Area

The state of the s

unior is

Distruit

Maconida

THE AFR

à la colonisation belge.

/ AFRICAL

1 2 mg

A might be a

. . . - . . .

1.0

1575: 174 <u>-2 52512 €</u>

-3.77.11

10-mmil 1215 .

71-1-1-1-1 . a. 1.1 samal on ...

20 20 15:15

iennes

372 713 \$195 Line

. .

----** ¢ .. * .

12. 25

3.192

3.2

 $(a_{\underline{\beta}},$

\$400 m

22-1-

31.

. .

lisma

W Isha -

ESC / C . .

a ...

e- .5 : '-

::: *== ×

121 ETF 41 4

percent (* -

A Common Common

64675

 $z^{(1)} \in \mathbb{R}^{2^{n-2} \times 2^{n-2}}$

6 C C HRT4 15 COL

F 7117 -

1.0 13.00

10 **:

engine in the with the first 7 200

grading the second Çm^T (-) / (

3 3 21 5 27

recommended to the

, ig. 10 14 1 4.42.4

45 - 5 --

and the second of

.

.

. .

Wateries ... Programme and the second ೨೯೯೮ - - ∞ 3 5 4.

Ces faits d'histoire ne sout pas des plèces de musée, délaissées dans un coin obscur de la mémoire collective : ils continuent d'informer des comportements contemporains Au Katanga comme dans d'autres régions du Zaîre, la conscieuce historique fut le prélude à la conscience politique. Beaucoup de politicien de la première génération (c. 1955-1965) se sout fait connaître d'abord comme historiens amateurs : Jason Sendwe, asassiné en 1964, écrivit sur les Luba ; et Godefroid Munongo, anjourd'hui retiré de la politique, s'attacha aux Yeke. Par ailleurs, chaque groupe ethnique cherche à préserver son identité et multiplie, pour des rai-sons qui seront invoquées plus bas, les marques de solidarité entre ses

IL existe pourtant, au-dessus de ces particularismes ethniques, un sentiment régionaliste typiquement katangais. Ce fut Moke Tshombe qui lança le premier, en 1989, une expression appelée à un riche avenir : relle de «Katangais authentiques par continues nir : relle de a Katangais authen-tiques » par opposition aux immigrés «ètrangers » ve n us des autres régions du Zaire. Ce régionalisme est un héritage de la colonisation belge : il se caractérise par une très grande méliance à l'égard du pouvoir sentral de Kinshasa et par une intolérance extrême euvers les groupes ethniques nou katangais. groupes ethniques nou katangais. Comme on ne prête qu'aux riches, les premiers nationalistes ont accusé les Reiges d'avoir crée de toutes pièces ce particularisme. Les choses sont beaucoup plus complexes.

Ce sentiment trouve ses racines dans le système économique mis en place sous la colonisation. L'Union minière du Haut-Katanga, fondée en 1906, a précipité cette région dans la voie du capitalisme industriel. L'industrialisation, basée au départ sur l'exploitation exclusive du capitalisme métres de la constitue de la co du cuivre, des autres métaux non ferreux associés au cuivre et des minerais strategiques, commença dans le sud-est du Ratanga (Lubum-bashi) pour gagner ensuite le centre (Likasi et Kolwezi — voir la carte page 7). L'activité minière entraina l'apparition d'une métallurgie diffé-renclée et des industries d'équipement ou de grande consommation. Au moment de l'indépendance, le Katanga était de loin la première région industrielle du pays. Cette situation et ses conséquences sociales (50 % de salariés, en majorité des ouvriers) auraient pu faire du Katanga le fer de lance de la lutte sociale et politique. En réalité, l'avance économique sur le reste du pays avait pour contrepartie un

L'héritage de la colonisation

retard idéologique et politique, qui s'exprimait par le régionalisme.

S'exprimait par le régionalisme.

Economiquement, le Congo ne pouvait pas vivre sans le Katanga: or la réciproque n'était pas vraie. La province minière exportait ses minerais par l'Angola et, à travers les deux Rhodéales (Zamble et Zimbahwe), par l'Afrique du Sud et par le Mozambique: le B.C.K. (chemin de fer du Bas-Congo Katanga) ne jouait qu'un rôle d'appoint. Ainsi, sur le plan économique, le Katanga était plus intégré au glacis blanc d'Afrique australe qu'au Congo. Les Européens de la province, environ trente-deux mille en 1960, représentaient 2,1% de la population totale : c'était la proportion des Blancs du Kenya et de la Rhodésie, encore que les colons proprement dits (quelque trois millo) fussent beaucoup moins nombreux prement dits (quelque trois mille) fussent beaucoup moins nombreux que les fonctionnaires de l'administration coloniale et le personnel employé par les firmes privées. Mais, jusqu'à l'indépendance, tous ces Européens demandaient l'autonomie du Katanga et luttaient contre la centralisation réalisée au profit de Kinshasa; la petite bourgeoisle noire de la province reprit à son compte ces idées autonomistes; c'est le schéma assez classique duns lequel on voit des groupes dominés lequel on voit des groupes dominés faire leur, totalement ou partielle-ment. l'idéologie des groupes domi-

Dans la masse du peuple, le régionalisme, sous sa forme intolérante, eut une autre origine. Avec une densité inférieure à deux habitants au kilomêtre carré, les régions minières du Sud étaiant incapables de fournir les nomineux travailleurs recherchés par les entreprises industrielles : après quelques opérations de recrutement dans le

Sud-Katanga, on fit venir la main-d'œuvre du Nord-Katanga (Luha) et surtont du Kasal (Luha et Songe). Ces derniers arriverent dans les villes industrielles après la seconde guerre : c'était l'époque où, à l'exemple de l'Union minière, les firmes soucleurs de diminue leur guerre : c'était l'époque oû, à l'exemple de l'Union minière, les firmes soucleuses de diminuer leurs charges salariales renonçaient à embaucher des Européens au-dessous du grade d'ingénieur et lançaient une politique e libérale e vis-à-vis des travailleurs noirs : formation professionnelle, hausse des salaires. Il y avait ainsi, au selu du proiétariat katanguis, deux fractions distinctes au moment de l'indépendance. La minorité était composée des travailleurs les plus anciens, recrutés dans le Sud, engagés dans les tâches exigeant le moins de qualification, mai rémunérés : ces ouvriers vivalent le plus souveut dans les camps construits par les entreprises, soumis au paternalisme le plus rétrograde, à la surveillance tatillonne des milices patronales et uu contrôle discret des émissaires des «cheis coutumiers». Les travaileurs venus du Kasai, sorte d'aristocratie ouvrière, vivaient librement en ville grâce à leurs meilleurs regroupés des 1955 dans une organisation culturelle en principe, mais politiquement liée aux groupes nationalistes de la Rhodésie du Nord (Zambie). Ce deuxième groupe est devenu la bête noire de l'administration et de la chafferie coutumière, qui sut mobiliser contre lui la masse des manœuvres et des chômeurs des villes, ainsi que le petit peuple des campagnes. vres et des chômeurs des villes, ainsi que le petit peuple des campagnes.
On imagine la complexité des forces politiques susceptibles de voir le jour sur la base de cette multitude de particularismes, de groupes sociaux et d'intérêts en présence. Ne retenons lci, par souoi de clarté, que les deux épisodes les plus significatifs.

ficatifs

Le premier correspond aux années de l'indépendance (1959-1964). Les regroupements politiques auxquels on a assisté alors se sont faits apparemment sur une base ethnique ou piuri-ethnique. Deux coalitions se partageaient alors, presque à égalité, les suffrages populaires:

— Le Cartel katangais (23 sièges sur 60 à l'Assemblée provinciale en 1960) regroupatt : la Balubakat (association des Baluba du Nord-Katanga), l'ATCAR (Association des Tabokwe du Sud-Katanga) et la Fedeka, qui rassemblait les tra-vailleurs originaires du Kasal;

Federa, qui rassemniati les tra-vailleurs originaires du Kasai; — La Conakat (25 sièges sur 60) réunissait plusieurs associations tri-bales du Sud-Katanga, principale-ment les Lunda et les Yeke, ainsi que l'Union katangaise, parti des petits colons européens.

Derrière cette apparence ethnique, les deux mouvements véhicu-laient une idéologie beaucoup plus

♣ La Halubakat était dirigée par la petite bourgeoisie urbaine et ses troupes rassemblalent la jeunesse profétarienne des villes et les paysans : les gchefs coutumiers » du Nord-Katanga, affaiblis par l'émiettement politique survenu avant la colonisation et par la politique des autorités beiges, n'intervenalent pas comme force politique. La Balubakat hésita longtemps entre une idéologie particulariste et hyperethnique proche de Kalondil, à l'époque chef des Luba du Rasal, et une idéologie nationaliste unitaire incarnée par Lumumba. Il n'est pas étonnant qu'après l'élimination physique de ce dernier l'alle gauche, si l'on peut dire, de ce parti ait évolué vers des positions plus radicales : ce fut elle qui dirigea en 1964 la rébellion qui embrasa le Nord-Katanga; dans sa direction figurat notamment Laurent Kabila, fondateur et principal responsable du PRP. (Parti révolutionnaire du peuple), qui contrôle enjourd'hui, selon certaines sources, des maquis dans l'est du Zaire; • La Balubakat était dirigée par

● La base sociale de la Conakat était différente : sa direction, re-crutée elle aussi dans la petite

bourgeoisie des commerçants et fonc-tionnaires, se réclamait néanmoins des «chers coutumiens» demeurés assez puissants au Sud-Katanga; Moise Tshombe mettait en avant ses liens familiaux avec le mwata. Yamvo, le grand chef lunda, tandis que Godefroid Munongo était accla-mé comme le petit-fils du fameux Mstri et comme le frère du «roi» des Yeke. Le soutien des colons et de l'Union minière scheva de don-ner à la Conakat son caractère de mouvement conservateur et reacner à la Conakat son caractère de mouvement conservateur et reactionnaire. Son régionalisme exacerbé, qui ails jusqu'à la sécession (juliet 1960 - janvier 1963), répondait à une double aspiration : c'était d'une part la revanche des «Katangais authentiques» sur les travailleurs immigrés des autres provinces; pour les grandes firmes, effrayées par le régime « rouge » de Lumumba, c'était un moyen de pression irrésitble pour imposer un changement à Kinshasa et l'avènement d'une équipe modérée. Ce fut à ces canditions que le Katanga réintégra le Congo et, ironie suprème de l'histoire, l'ancien chef sécessionniste se retrouva au poste de premier ministre de l'Etat réunifié (1964-1965).

Face à l'Etat central

L A conjuncture actuelle impose la plus grande circonspection. Deux questions an moins se poseut, sur lesquelles on risquera quelques hypothèses. Que reste-t-il des particularismes ethniques et régionalistes au Shaba, nouveau nom du Katanga? Ces particularismes, au cas où ils existeraient, sont-ils la base des ns existeratent, sourcis la base des mouvements de contestation actuels? Il ne fait pas de doute que le régime actuel, instanté en 1865 par le général Mobutu, s'est efforcé de réaliser l'un de ses objectifs majeurs: briser les tendances cen-trifuges et forger une « nation zairoise ». Mais on n'efface pas en si peu de temps des sentiments aux racines aussi profondes. Beaucoup de mesures prises pour lutter contre les nertionierismes contribuent persmesures prises pour lutter contre les particularismes contribuent paradoralement à les entretenir : c'est le cas en particulier de la règle des quotas, qui fixe par régions, sinon par ethnies, les places disponibles dans les emplois publics et dans l'enseignement supérieur ; c'est le cas aussi de la pratique selon laquelle le commissaire d'une région (gouverneur de province) doit être originaire d'une autre province. La persistance des particularismes, unanimement recomme aujourd'hui, est bien sûr particulièrement nette dans la région où ces sentiments ont été les plus vits.

Il est plus difficile de répondre à a deuxième question. Dans un

message publié récomment par le F.N.L.C., son chef Nathanaë! Mbumba explique que la plupart des égendarmes katangais e sont morts, dans des conditions controversées, entre 1963 et 1967 : ses troupes seraient formées de « müitants (...) originaires de toutes les régions et ethnies du Congos, et ses objectifs seraient la prise du pouvoir dans l'ensemble du Zaire, contrairement à l'opinion de ceux qui croient ou qui veulent faire crotre qu'il s'agit de la continuation de la sécession katangaises. Ces déclarations semblent cependant contre dites par l'isolement du F.N.L.C. au sein de ce qu'il est convenu d'appeler l'opposition zairoise et par l'achamement des trouroise et par l'acharnement des troupes de Nathanaël Mbumba à s'emparer du Shaba.

Quol qu'il en soit, il faut retenir comme une constante de la vie politique au Shaba le fait que le particularisme ethnique ou regionaliste est une forme creuse : il sert presque toujours à véhiculer une idéologie globale. Peut-il être aujourd'hui le support d'un mouvement révolutionnaire comme il a été dans le passé la base d'une machination typiquement néo-coloniale?

ELIKIA M'BOKOLO,

Dans les revues....

El Daos la REVUE DES DEUX-MONDES, M. Constacun Caramaniis exprime est idées sur l'Europe et fait un acte de foi dans une timité dont le principe existe, fondamental et le seul incontestable : la communanté de suiture. Idée qui fut dévaloppée tout récomment en Crèce même, par des intellectuels et des poli-tiques, au symposium inaugural du Centre culturel européen de Delphes. (Juin. men-snel, 12 F. – 15, rue de l'Université, Paris-9*.)

El FAIRE, qui agit comme stimulant à l'intérieur du parti socialiste, notamment par son militantisme autogestionnaire, donne à ce ouméro deux pôles plus liés qu'opposés : « refuser la faeilité » et « comment rompre avet le capitalisme ». Ce qui sous-enteod — et même, sur le dernier point, est entendu très explicitement — qu'il pourrait y avoir tentation de facilité et locilnation à coopèrer avec la « société présente » pour « gérer le crise ». (N° 31, mensuel, 12 F. – 43, rue Salote-Anne, Paris-2°.)

E DOCUMENTS, a revue des questions allemandes », consacre son dernier numéro à l'Autriehe, on : e une manière d'âtre neutre ». L'économie tient une large piace dans ces études ; non sans qu'il en soit fait une, non négligable, à la littérature. (Juin, trimestriel, 18 F. – 50, rue de Laborde, Faris-8".)

de Laborde, Paris-8".)

El HUMANISME, revue du Grand Orient de France, ouvre son dossier sur la marginalité. Notion — comme celle d'anormeuité — plus aizée à formuler qu'à définir, car elle répond à des attitudes on à des cétaits plus que divers; contestation de la société — bourgeoise, ou entre, — associabilité ou rébellon, homosexualité, drogue, droit à la paresse, évangélisme vècu, retour à la nature, etc. Ce numéro passe en revue ces formes principales, les analyse, produit des témoignages. Sans s'arrêter, tontefois, sur ce qui est, eu bont du compte, le critère et la limite de la marginalité, ou plutôt de la non-maginalité : l'argent, Aussi non conformiste ou insurgé qu'il puisse être (reis arrive), quels que soient ses modes de vie, même délirants, le riche n'est jamais e marginal ». (N° 123, maljuin, himestriel, 14 F. – 16 bis, rue Cadet, Paris-9".)

4 10

· ·

10.79

. . . :

. . .

₩.

El C'est une « émergence de nouvelles pratiques sociales dans la jeunesse marginale » que discernent deux sociologues dans RECHERCHES ECONOMIQUES ET SOCIALES; et, ce qui est plus significatif encore, après es qui fut essentiellament la marginalité d'une jeunesse bourgeoise: l'apparition d'une marginalité ouvrière autonome. (N° 12, fuin, trimestiel, 25 F. – La Documentation française, 29-31, quai voltaire, Faris-7°.)

El avec son second numéro, L'HISTOIRE tient les promesses du premier. E. Le Boy Ladurie dresse un état de la recherche historique dans les dix années écoulées. L'article de F. Veyne, professeur au Collège de France, révèle ce que fut en réalité la gladiature dans le monde romain : non pas un jen brutal, mais un phènomène social effrayant et... très e humain » mais qui, sous cette forme, n'a heureusement jamais ett d'équivalent. M. Widock donne une interprétation socio-politique de l'incendie du Barar de la Charité, (N° 2, mensuel, 15 F. – Elitions scientifiques, 57, rue de Seine, Paris-6°.)

Dans son premier numéro, la belle et très pugnace revus DISCORDANCE présente — sans légends on commentaire soperfus, — un magnifique tableau. On y a « paint », grâce à l'objectif, le couronnement de l'empereur Bokasse I et en surimpression d'un autre extre câlèbre :

coluit do Nupoléon, par David. (N° 1, tri-mestriel, 68 P. – Editions do la Différence, 22, ruo Saint-Paul, Paris-4°.)

Pour la REVUE FRANÇAISE D'ETU-DES FOLLTIQUES AFRICAINES, Moshs Ammi-Os saigit l'occasion de même événement historique et fastueux pour écrire l'histoire de coup d'Etat du colonel Bokassa en 1966. L'auteur samble prévoir pour le nouveau régime une précarité à peine moindre, sans l'éclat, que celle de l'empire napoléonien. (N° 149, mensue), 29 F. - 32, rues de l'Echiquier, Faris-10°.)

E Publice par la Consail pour la développement de la recherche économique et sociale en Afrique, la revus AFRICA DEVELOPMENT (Dilingue) consacre un article aux effets de la migration rurale eur la révolution urbains au Nigèrie, l'uo des problèmes les plus urgents an Nigèrie, dit l'anteur (M. Ochombe Imoageme) à juste tière. Outre l'étude de Samir Amin sur le développement outocentré, on signalera aussi au sommaire celle de B. Founou-Tehulgous sur les travailleurs saisonniers dans la région de la Gnezireh au Boudan. (Vol. III, n° 1, 1978, trimestriel, 17,58 F.F. - Codesria, B.P. 3364, Dakar.)

E Dans le JOURNAL OF PALESTINE STUDIES, M. George Ball — qui écrivait récemment dans FOREMEN AFFAIRS qu'il fallait e sauver luraél de lui-même ; — répond à des questious aur la politique américaine au Proche-Orient aux lendemains de l'initiative de paix égyptienne. mains de l'initiative de paix égyptienne.
D'autre part, deux universitaires de
l'università hébralque de Jérusalem, ainai
qu'un universitaire angiais, exposent les
problèmes des Palestinieus en Iraël.
(Vol. VII. n° 3, printemps 1978, trimestriei,
4 dollars ou 7 livres libanaises. – F.O. Box
11-7164, Beyrouth.)

II-7184, Beyrouth.)

E Le REVUE EGYPTIENNE DE DROIT INTERNATIONAL, publiée au Caire (et dont le dernier huméro portant une date assez ancianne vient de nous parvenirl, analyse le rôle de la Ligue arabe dans le règlement des conflits inter-arabes, sous la signature du Dr S.J. Al-Kadhem.
J.G.O. van Aggelen traite, dans le même numéro, de la protection des droits de l'homme dans les territoires occupés par Israël à la lumière de la quatriame convention de Genève. (Vol. 52, 32 année, 1976, en anglais et eu arabe. - 16, avenne Ramses, Le Ceira.)

E L'ARCHE consaire, en quelque sorte, le regain d'intérêt que euscits en Israël la communauté des juifs éépharades avec deux articles consacrés, l'un à la personnalité du nouveau président de l'Etat, M. Itrhak Navon, l'autre au rôle que l'on envisage soudain dans certains milieux pour les juifs demaurés au Maroc dans l'amélioration des rapports avec les Arabes. (N° 258, juillet, mensuel, 7 F. – 14, rue Georges-Berger, 75017 Paris.)

Si L'idéologie de l'Allinnes israélits uni-verselle au dix-neuxième siècle, les sources de es philosophie, ses méthodes puis es remise en cause sous l'effet de trois facteurs principaux (nationalismes, renoufacteurs principaux (nationalismes, renourasu de l'antisémitisme, naissance du
aionisme) font l'objet d'une intéressante
étude de Georges Well dans LES NOUVEAUX CAHLERS, revue publiés sous
l'égide de l'Alliance. Au même sommaire,
des articles de Carol Isnen sur les juile
roumains e de l'idéal sioniste à la révointion socialiste 1878-1916 »; d'Elis
Elmaleh (« Errance du signe juil' »);
d'Alexandre Adler, Guide Bugini, etc.
(Ne 52, printemps 1978, trimestriel, 15 F. 45, rue La Eruyère, Paris-3°.)

El Avec l'aide de la Communauté indianne mondiale, le bulletin trimestrial INFORMATION ET COMMENTAIRES fait parafire un numéro entièrement consorté

an mouvement de libération indianne cù l'on troovera cotre soures, l'exposé des programmes politiques actuels. (N° 23, avril-juin, trimestriel, 7 F. - J.-L. Her-bert, Le Corbusier, 7° rue 380, 42708 Fir-miny.)

miny.)

If a Décoloniser l'information » : avec une participation très variée, TRIMEDIA, revue éditée par l'Ecole supérieure de journalisme de Lilie, tente sous ce titre une synthèse des problèmes qui se posant sur pays du tiere-monde dans la recherche d'un nouvel ordre de l'information. (N° 4, juin, trimestriel, 25 F. - 67, bon-levard Vauban. 59616 Lilie Cedex.)

Salors que l'Europe — et le France en particuller — c'intèressalent plus particulièrement au potentiel militaire chinois, FROBLEMES FOLITIQUES ET SOCIAUX saisissait cette occasion, fin mal, pour consacrer un numéro très complet à e la défense nettooais de la République populaire de Chine et ses moyens en 1878 », réalisé à l'aide d'études et d'articles publiés en Occident. (N° 337, 25 mai, bimestriel, 8 F. – La Documentation française, 29, quai Voltaire, Paris-7°.)

El Le rôle assigné aux forces armées ltaliennm en cas de catastrophe naturelle fait l'objet d'une analyse critique dans la revue Italienne QUALE DIFFESA, qui vient de publier son deuxième numéro. Celui-ci comprend aussi des études sur la crise de l'officier aujourd'hul, les femmes ot les forces armées, la politique militaire de M. Carter, etc. (N° 2 et 3, six numéros par an, abonnement : 6 600 lires. – 10, via Cavour, 10123 Turin.) 6 600 lires. - 10, via Cavour, 10123 Turin.)

El « L'armée a besoin da certitudes qu'elle ne peot accepter de voir constamment remises en cause. L'Université a pour sa part une vocation critique... Il faut... établir des rapporta réallement nouveaux et dénués de tout préjugé entre « gens de pensé » et « gens d'épée » : telle est, définie par son directeur Michel Schneider, la vocation d'une nouvelle revus consacrée aux prohièmes de défense et qui se déclare d'emblée e non conformiste » : STRATEGIE ET DEFENSE. Pour le premier numéro, nn large évantail de directures (allant du général Becam an général Galleia) et de thèmes. (N° 1, mai 1978, trimestriel, 15 F. - Association pour les recherches et les études de défense, B.P. 359, 75064 Paris Ceder CL)

CINÉMA

Of Une nonvelle revue de cinéma latino-américaine vient de naître : FILM/ HISTORIA An sommaire, très riche, on trouve un texte de J. Sanjinés sur le einéma bolivien ; une analyse de O. Ge-tino sur e la mémoire populaire à l'écran »; une réflexion sur le cinéma colombien par Marta Rodrigues et un dossier, écrit per A. Oumuelo Dagron, sur le cinéma mozambicain (Nº 1, prin-temps 1978, trimestriel, 35 pesos. -Carilla 5528, La Paz, Bolivie.)

M Henri Micciolo propose, dans CINEMA 78, une très intéressants étude sur le cinéma Indien. Dans le même numéro : fin du grand entretien avec Luigi Comencini, et réflexions de Gordon Reid sur le cinéma indépendant britannique. (N° 234, juin 1978, mensuel, 12 F. - 6, rue Ordener, 75018 Paris.)

E Nagisa Oshima, actsur de « l'Empire des sens », publis une partie de ses passionnants « gerits » dans le dernier ouméro de POSITIF qui propose aussi un dossier sur le réalisateur américain Bob Rafeison, et deux antretians de Michal Cimant avec les cinéstes soviétiques O. Iosellani et A. Mikhalkov-Kontchalovaki. (N° 286, mai, mensuel, 15 F. – 19, que Turgot, 75805 Paria.)

-- En argentine ---

Le «Mundial» terminé, la terreur demeure

CRACE à le victoire de son équipe nationale, le junte militaire argen-tine e lergement réussi son opération « Coupe du monde » ; le délire d'une l'absence de tout incident notable pendant le déroulement des épreuves ont quelque peu éclipsé les démaiches des courageuses • lolles de mai - demandant des nouvelles de leurs proches portés disparus.

Après la fête, toutefole, le facture à payer sera très lourde : sept cent millions de dollars. L'appareil répresalt n'est donc pas à le veille de relécher son emprise. Les projec-teurs s'étant anfin détournés d'eux, les militaires ont bon espoir que l'opinion internationale voudra bien les laisser sévir en paix. Raison de plue pour lire et méditer l'accabiant dossier (1) établi per le Commission argentine des droits de l'homme. Pes seulement pour les témolynages atrocas qu'il comporte et auxquele on linirait, hélas, par e'habituer, mais pour le description détaillée de la etructura de l'État répresell et l'analyse de le elgnification politique du terrorisme d'Elat. Sous une lorme condensée, on trouvers là l'essentiel de ce qu'il leut savoir sur le régime du général Videla.

Plusieura revues ont consacré une large piece à l'Argentine. Nous en algalerons trois. Urgent Amérique letine (2) étudie le situellon de « l'eprès - Coupe », cependant que l'écrivein argentin Osvaldo Soriano évoque le premier but qu'il e merqué

(1) Argentine : dossier d'un génocide, Flammarion, coll. «Textes»,
244 pages, 58 P.
(2) Urgent Amérique lutine, n° 4,
mai 1878, 8, rue an Maire, 75003 Paris;
abonnament annuel 60 P.
(2) Notre combat, juin 1878 (numéro
publié simultanèment avec Echanges),
49, rue du Paulourg-Poissonnière,
75009 Paris; abonnement annuel 60 P.
(4) Croissone des fetures nations,
numéro spécial Argentine, juin 1878,
163, boulevard Malesharbes, 75849 Paris
Cedex 17; abonnement annuel 70 F.

et dont le souvenir le poursuit encore. Notre combet (3) consecte l'intégralité de son numero de juin à l'Argentine. François Simon s'interroge sur le difficulté qu'il y a à fixer un seuli au-delà duquel le boycottage se justitie alors que, dans les pages sulvantes, la COBA se prononce pour l'isolement total de la dictature argentine. On trouvere également une analyse du terrorisme d'Etat par Hipolito Solari Yrigoyen, un dialogue entre Julio Cortazar et l'universitaire chilian Miguel Rojos Mix sur «Foi et idéologie au secours des dictatures », et l'émouvante lettre ouverte adressée à is junte militaire par l'écrivain Rodotto Waish et qui valut à son auteur d'être enlevé le 25 mars 1977. Il n'a pas reparu depuis et sa malson e été

détruite à coupe de canon...

Crolssance des jeunes nations (4)

publie un témolgnage recueill par

Thérèse Nailet sur le dreme d'une femme argentine qui a perdu ses trole enfants et leurs conjoints, dieparue à qualques mois d'intervalle. On lire également une analyse approtondle d'Alain Rouquié sur la « logique de le terreur d'Etat » et le génocide cultural auqual sa livra la junta at qui vise à remener l'Argentine aux structures sociales et aux mentalités du siècle dernier. A signeler également une étude des étonnents repports de tolérance mutualle — voire de compisieance — entre la junte militaire, l'Union soviétique et le P.C. argantin ainsi qu'un portrait robot collectif de le caste des officiers généraux tracé par Pierre Castel.

Dénongant les « terroristes » pourchassés par la junte, M. Henry Kis-singer a déclaré le 26 juin à Buenos-Aires que les Etats-Unis et l'Europe « ne sont pas conscients des pro-blèmes » posés à l'Argentine et qu'il ne faut pas utiliser les droits de l'homme comme « prétexts à des attaques contre les pays amis »...]

The second second second

Négritude, Francophonie, Langues africaines

LES JEUNES GÉNÉRATIONS AFRICAINES CONTRE SENGHOR

Dans le nº 3 (mai-juin) de PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

25 F (+ 4 F de port) 341, rue des Pyrénées, 75020 PARIS C.O.P. 21 691 92 Y PARIS (Abonnement annuel six numéros : 120 P)

Des élections arrachées par l'action des femmes, des syndicats, de l'Église

E 28 décembre 1977, à 18 heures, quatre femmes accompagnées de leurs enfants commencent une grève de la faim illimitée dans les locaux de l'archevêché de La Paz. Venues do centre minier Siglo XX, elles réclament une amnistie générals et sans condition; la récintégration des mineurs licenciés par le régime nilitaire; la reconnaissance des syndicats; le retrait de l'armée des centres miniers. Trois semaines plus tard, le 18 janvier 1978, les grévistes de la faim sont plus de mille dans tout le pays. Un accord est signé entre leurs représentants et ceux du gouvernement militaire du général Hugo Banzer, qui cède sur les trois premiers points. Les douze derniers prisonniers politiques, parmi lesquels des theis de l'organisation de guérilla ELN.-P.R.T. (1), sont libérés le 14 février à 13 heures. Les dirigeants de l'opposition rentrent en Bolivie ou quittent la clandestinité. Des élections syndicales sont organisées dans les centres miniers.

Les protagonistes de cette lutte

miniers.

Les protagonistes de cette lutte (grévistes, membres de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, militanta syndicaux et politiques, prêtres progressistes) ont été abasourdis par l'ampleur de leur victoire. Comment l'initiative de quatre mères de famille a-t-elle pu faire céder une des dictatures militaires les plus stables de la région, jouissant de la confiance des investisseurs étrangers (2)?

des investisseurs étrangers (2)?

Il s'agit, en réalité, d'une évolution complexe dont l'origine remonte à novembre 1977, lorsque le géuéral Banzer a brusquement annonce que les élections générales (présidentielles et législatives), initialement prévues pour 1980, se dérouleraient le 9 juillet 1978. Le sens de cette décisiou apparant dans un rappel rapide des évènemeuts qui se sont déroules en Bolivie durant les deux dernières décennies.

En mal 1951 le Mouvement pational

En mal 1951, le Mouvement national révolutionnaire (M.N.R.), dirigé par Victor Paz Estenssoro, remportait, les élections. Un conp d'Etat militaire l'ayant frustré de sa victoire, une révolution populaire éclatait le 9 avril 1952 cous l'impurises des mineres de l'étair de l'étair de l'étair de l'étair de l'étair de l'étair des mineres de l'étair de l' sous l'impulsion des mineurs de l'étain. En trois jours d'émeutes, ils défont l'armée et remetteut le pouvoir au

Sous les présidences de Victor Paz Sous les présidences de Victor Par Estenssoro et de Hernan Siles Zuszo (3), le Mouvement réalisa d'abord de profondes transformations (nationalisation des mines, réforme agraire, introduction du suffrage uni-versel) avant que des difficultés éco-nomiques et les pressions des Etats-Unis ne provoquent un virage à droite du régime.

Unis ne provoquent un virage a droite du régime.
En novembre 1964; les généraux Ovando et Barrientos, ce dernier vice-président de la République, prennent le pouvoir. Barrientos se fait élire en 1966 grâce au vote paysan et à la répression violente de l'opposition des

La Bolivie connaît alors une période d'instabilité : en 1967, la guérilla du « Che » Guevara, liquidée en octobre, puis, en juin, un nouveau massacre des mineurs (4). En avril 1969, René Barrientos trouve la mort dans un acci-dent d'hélicoptère, qualifié à l'époque de « suspect ». La présidence est assu-mée par Luis Siles Salinas que renverse le 26 esptembre le général Ovando. Ce dernier réalise quelques réformes, dont la nationalisation de la compa-gnte américaine Guil Oil

dont la nationalisation de la compa-gnie américaine Gulf Oil.

En octobre 1970, un coup d'Etat militaire provoque une réaction de la gauche de l'armée, dirigée par le géné-ral Juan José Toures. Il proclame son gouvernement « nationaliste et résolu-tionaritée » En juin 1971 une Assem-

son virage à l'extrême droite.

Le caractère répressif du régime a été dénoncé en particulier dans une publication d'octobre 1977 de l'Assemblée permanente des droits de l'homme, dirigée par l'ancien président Luis Siles Salinas : entre 1971 et 1977, 14 750 personnes out été déteunes : une vingtaine d'entre elles ont été sommairement exécutées ; un grand nombre de celles qui ont été libérées ont été ensuite assignées à résidence. La torture est systématiquement utilisée dans les prisons. Près de 20 000 personnes ont quitté le pays pour des raisons politiques.

L'Université a été fermée un an en 1971-1972, puis à nouveau trois mois en 1973. Une disaine de stations de radio appartenant aux syndicats de mineurs ou à l'agilse ont été occupées par l'armée et leurs installations détruites. Le gouvernement a-affronté l'Eglise à plusieurs reprises : en 1974 et en 1975 en particulier, quand les militaires s'en sont pris à la commission épiscopale Justice et Paix.

En janvier 1974, à la suite d'une des de la site d'une de la commission de la commission de l'apparent la commission épiscopale Justice et Paix.

En janvier 1974, à la suite d'une hausse de 100 % des prix alimentaires, 10 000 paysans bloquent les routes dans la région de Cochabanha. La répression fait plus de cent morts.

En juillet 1974, le général Banzer rompt avec la Phalange et le M.N.R. et forme un cabinet exclusivement militaire. Le 9 novembre, une série de décrets « institutionnalise » la dictature : suspensiou des activités politiques et ayndicales, interdiction des grèves, création d'un service civil, ce qui permet de mobiliser les opposants. L'armée occupe à nouveau les mines en juin 1976, à la suite du congrès de la Fédération des mineurs (F.S.T.M.B.), à Corocoro, qui exige du gouvernement une augmentation de 110 %. Le syndicat décrète alors une grève qui se prolonge pendant un mois. Des centaines de travailleurs sont arrêtés ou perdent leur emplot; cinquante-trois dirigeants sont exilés dans le sud du Chili. En janvier 1974, à la suite d'une

Croissance sans développement

T ES Indicateurs économiques parais-L sent traduire une situation relati-vement favorable. En 1977, le taux de vement favorable. En 1977, le taux de croissance est voisin de la moyenna 1973-1977: 6.8 %. L'inflation u'a été que de 15 %. La balance commercialé est en équilibre. Le déficit de la balance des palements (150 millions de dollars) est dû pour l'essentiel à l'amortissement des prêts très importants consentis à la Bolivie au cours des dernières années. Un plan quinquennal ambitieux a été lancé en 1976, qui prévoit entre autres le développement de la métallurgie, la création d'une industrie pétrochimique et la mise en valeur des importants gisements de fer de Mutun.

Ces données économiques cachent

Ces données économiques cachent mal la misère de la plus grande partie de la population. Avec un revenu moyen de 390 dollars par an, les Boli-viens appartiennent au groupe des cinq pays dont les habitants sont les plus pauvres d'Amérique latine et devancent seulement Halti. Un tra-reillem excelle par conscerne que vailleur agricole ne consomme que 1800 calories par jour ; le salaire d'un mineur de fond est de 1 dollar et demi par jour.
Alors que la part de la production

de matières premières et de la production industrielle est, depuis 1965, en diminution constante à l'intérieur du P.I.B., le secteur des services passe de 37 à 45 %. Les gratte-ciel surgissent dans le centre de La Paz — en opposition avec les logements insalubres qui s'accrochent aux pentes de la cuyette dans la grelle est située le la cuvette dans laquelle est située la capitale : manifestation la plus visible de cette économie de croissance sans

de cette économie de croissance sans développement (5). Le secteur tertiaire tend à monopo-liser les investissements improductifs au prix d'un endettement croissant du pays. Le débat sur la dette extérieure, lancé par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), est deveno le cheval de bataille da l'opposition. La dette est passée de 670 millions de dollars en 1970 à 2500 millions en 1977. Son amortissement à représenté à la Son amortissement à représenté, à la fin de l'année écoulée, 176 millions de dollars (27 % dn produit des exporta-tions), soit 483 dollars par habitant.

Alors que des élections présiden-tielles étaiant prévues pour 1980, le général Banzer anuonçait le 9 novembre qu'elles se tiendraient le 9 juillet 1978, et qu'elles seraient pré-cédées d'une amnistie politique. Ce

gouvernement «nationaliste et révolu-tionaire». En juin 1971, une Assem-blée populaire se réunit dans la but d'accélérer la radicalisation du régime. Mals, en acût 1971, un soulèvement militaire appuyé par l'Argentine, par le Brésil et — en sous-main — par les Etats-Unis porte au pouvoir le général Hugo Banzer. Il forme un premier gouvernement, au sein du que el on retrouve des membres de la Phalange bolivienne, de caractère fascisant, et le MN.R., qui institutionnalisait ainsi son virage à l'extrême droite.

Si le régime pouvait se targuer de certains succès dans sa politique éco-nomique, seule une infilme partie de la population en bénéficials.

DOMITILA. SI ON ME DONNE LA PAROLE...

TL est rare que la paroie soit donnée è una femme du peuple, qui lutte pour le L pain quotidien, se politise et prend l'envergure d'un leader populaire. Ce livre (1) devient alors une sorte de Germinal du tiers-monde qui aurait été écrit

La vie de Domitile Barrios, épouse Chungara, se confond depuis quinze ans avec la lutte des mineurs boliviens. Il était naturel que le cinéaste Jorge Sanjinès lui demande de jouer son propre rôle dans le film le Courage du peuple. A le mine, ce sont les femmes qui souvent décident du début de la grève, eque le buffet est vide et que la pulperie (magasin d'État) refuse da faire crédit. Elles ne sont pas les dernières à effronter le police et l'ermée. Domitile en eait quelque chose, elle qui e avorté une lois sous le torture et qui a mis eu monde un enfant mort-né, intoxiqué par les gaz lancés à l'Intérieur des pults de mine. Plus récemment, elle e pris une part décisive dans l'organisation de le grève de la falm qui a obligé le dictature militaire à reculer.

Mais ce témolgnage prend une dimension supplémentaire lorsqu'elle reconte son expérience à la tribune da l'Année internetionale de la temme, à Mexico en 1975. Une cinéaste l'ayant fait inviter maigré l'opposition du gouvernement bolivien, elle s'y stironte aux léministes américaines : sans acus-estimer le machisme, elle estime que l'ennemi principal, c'est le système. Afronter l'homme, oui, mais pour obtenir de pouvoir lutter comme lui.

Quelle est dans ce livre la part de Moeme Viezzer, journaliste brésilienne qui, pendant des semaines, a suivi Domitila pour recullir ce témoignege irrempleçable? Il suffit de l'evoir entendue dans un meeting syndical, de l'evoir vue présider une séance de l'assemblée des droits de l'homme à Siglo-XX, où elle réalde. Le doute n'est pas permis : elle parie comme een livre.

(1) Le Vie d'une femme de la mine bolivienne, témoignage recueilli par ema Viezzer, éditions Maspero, « Actes et mémoires du peuple ».

revirement a surpris; les raisons u'en apparaisseut pas clairement.

Les pressions exercées par l'administration Carter sur les dictatures d'Amérique latine sont indiscutables : le département d'Etat se félicitait des le 15 novembre de la décision du général Banzer.

L'échec des négociations avec la Chili sur l'accès de la Bolivie à la mer a également pesé sur cette déci-

sion.

Le prestige du général Banzer a souffert de cet échec aux yeux de l'opinion publique, ainsi qu'à ceux des « jeu u as officiers » qui trouvaieut humiliante l'acceptation par la chef de l'Etat de la proposition chilienne de couloir démilitarisé. Ils vont jusqu'à

Par ALAIN LABROUSSE

proposer un transfert des pouvoirs politiques aux civils, afin que l'armée puisse se consacrer à préparer un éventuel affrontement avec le Chili en 1979 pour le centenaire de la guerre du Pacifique... Plusieurs scandalas, enfin, ont affaibli le régime. Celui, surtout, pro-voqué par les malversations ilées à la construction d'une autoroute reliant

voque par les malversations ilées à la construction d'une autoroute reliant le centre de La Paz aux hauteurs de la ville. Des ministres et des proches du président y ont été compromis.

L'annonce des élections était donc pour le général Banzer le moyeu d'affermir sa position et de donner une légitimité uouvelle à son régime. La proscription d'une partie da l'opposition et le « contrôle » par l'armée du vote paysan rendaieut l'opération sans risque. Elle était, en outre, facilitée par une situation économique favorable, qui risqualt de se détériorer ensoite, et par un afflux d'investissements étrangers, investissements susceptibles de se tarir.

Si le général Banzer a finalement renoncé à présenter sa candidature pour soutenir cells do ministre de l'intérieur, le général Juan Pereda Asbun, c'est que les militaires ont exigé qu'il quitte l'uniforme et se pré-

sente en simple citoyen afin d'éviter que l'armée ne soit éclaboussée par les retombées de la campagne. Craignant sans doute de perdre le contrôle de la situation, le général Banzer a alors préfére lancer un de ses proches dans la mêlée.

Restait la question de l'amnistie. Depuis l'annonce des élections, l'Assemblée permanente des droits de l'homme, présidée par M. Luis Siles Salinas, multiplieit les pressions pour qu'elle soit générale et sans condition. La Conférence épiscopale se prononcait dans le même sens le 2 novembre. En l'absence de toute autre possibilité En l'absence de toute autre possibilité d'expression, l'Assemblée permanente devint bientôt un vaste front regroupant tous les secteurs de l'opposition : partis, syndicats, bourgeoisle libérale, secteurs progressistes de l'Eglise... Le gouvernement commit l'erreur de négliLe 17 janvler, à 3 heures du matin, la police et l'armée investissent la plopart des locaux où sont installés les grévistes, un certain nombre d'églises en particulier. Deux prêtres et une religieuse sont arrêtes. Ces mesures entraîneut un durcissement de la position du clergé. L'évêque de La Paz suspend jusqu'à nouvel ordre la célébration des offices et menace d'excommunier tous ceux qui s'en prendraient aux grévistes. A bout de forces, ces derniers poursuivent cependant leur mouvement dans les locaux de l'hôpital de la police.

mouvement dans les locaux de l'hôpital de la police.
L'attitude de l'évêque de La Paz a
un impact considérable, et le gouvernement traverse la crise la plus grave
qu'il ait connue jusque-là. Un secteur
de l'armée dénonce le « vida du poupoir » at menace d'intervenir si le
problème n'est pas rapidement réglé.

LE PAYS DE L'ÉTAIN

- POPULATION : 4 790 800 habitants (4,3 hab, eu kilomètre carré), dont 60 % d'Amérindiens, 30 % de métis et 10 % de Blancs; la population est rurale 2 65 %.

CAPITALE : Sucre (100 000 hab.), mais le siège du gouvernement est à La Paz (650 000 hab.). REGIONS NATURELLES :

e Hants plateaux andins et montagnes : 16 % de la superficie ;

55 % de la population.

Hautes valiées :13 % de la superficie;
30 % de la superficie;
71 % de la superficie;
15 % de la population.

- STRUCTURE DES EXPORTATIONS :

L'exploitation des mines, du pétrole et du gaz naturel, qui u'occupent que 5 % de la population active, fournit 18 % du produit intérieur brut et 90 % des exportations. L'agriculture et l'exploitation des forêts, qui fournissent 15 % du produit intérieur brut et 3 % des exportations, occupent 65 % de la population.

ger ce phénomène, et de sous-estimer la force d'une campagne en faveur d'une véritable démocratisation de l'Etat.

La grève de la faim

A INSI, le 21 décembre, il libérait A 33 détenus et amnistiait 284 exilés, mais, en même temps, était rendue publique une liste de 348 citoyens auxqueli on interdisait de rentrer en Bolivie, en raisou de crimes com n'is contre la tranquilité et la paix de la nation ». Figuralent sur cette liste des leaders syndicaux comme M. Juan Lechin, président de la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.), un des principaux chefs de la gauche, l'ancien président Hernan Siles Zuazo, et l'un des dirigeants de la Phalange, M. Carlos Valverde. Mais la liste comportait aussi les nome de personnes mortes, d'enfants en bas âge et de gens sans aucune activité politique... gens sans aucune activité politique... Cette mesure eut pour effet de mécontenter les opposants de tous bords. Une grève de la faim déclenchée une

Une grève de la faim déclenchée une semaine plus tard commençait donc dans un contexte politique favorable à son succès.

L'a s e m b l é e permanente avait approuvé le principe d'une g r é v e de la faim. Mais son déclenchement fut le fait de quatre femmes de travailleurs de Siglo XX. La période des fêtes de fin d'année était, en effet, considérée comme peu propice à la sensibilisation de l'opinion publique. Le gouvernement partageait sans doute ce point de vue car il négligea de proposer aux quatre premières grévistes une solution à leurs problèmes individuels.

Quatre jours plus tard, une série d'organisations syndicales et cultu-relles appuyaient cette initiative ; surtout, un second groupe de grévistes, au uombre de onze, avec à leur tête nombre de onze, avec a leur tête Domitila Chungara, épouse de mineur et présidente du comité des femmes de Siglo XX (6), s'installait dans les locaux dn journal catholique d'opposition Presencia. Dès lors, le mouvement fit boule de ueige: mouvers étudiants, paysans, prêtres, intellectuels, occupaient des églises, des facultés et même les bureaux des Nations unles à La Paz Le 10 janvier, les grévistes de la faim étaient plus de cinq cents dans tout le pays.

A la suite de Presencia, la presse écrite et un certain nombre de stations de radio progressistes (Fides, Cruz del Sud, avec son émission « Facetas ») del Sud, avec son émission « Facetas ») contribuèrent à populariser cette lutte. Les grévistes reçurent alors un appoint qui donna une dimension nouvelle à leur combat. La Fédération clandestine des mineurs (F.S.T.M.B.) lança un premier mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures : il fot massivement suivi. Lourde découvenue pour le gouvernement, qoi pensait avoir démantelé l'organisation cuvrière la plus puissante du pays. Il tente alors de négocier. Le cardinal Mauer, arche-

(1) Parti révolutionnaire des travali-leurs, fondé eu 1875 eur le modèle du P.R.T. d'Argentine, et dont la branche militaire est l'E.L.N. (Armée de Ubération nationale), fondée par Che Guevara. (2) Un film super-8, la Grève de la jaim des l'emmes de mineurs boliviens, réalisé par Jean-Luc Chéron, est distri-bué pr AUDIO-PRADIF, 14, rus de Nan-teuil.

toue pr AUDIO-PRADIF, 14. rus de Nanteuil.

(3) Respectivement présidents en 1952-1956 en 1960-1964 et en 1954-1960.

(4) Sujet du film de Jorge Sanjines, le Courage du peuple.

(5) D'eprès une formule d'Aisin Mouleir dans « Formes initiales de l'industrialisation bolivienne » in Problèmes d'Amérique latins, Documentation française XIVI. 12 décembre.

(6) Organisatrice de la grève des femmes (voir l'eucadré ci-coutre).

(7) Du nom du chef indieu qui combattit les Espagnois sur le territoire de l'actuelle Bolivie, tandis que le cacique Tupac Amaru menait la révolte an Fèrou. Il fut exécuté en 1781.

vêque de Sucre, signe avec lui un accord prévoyant l'amnistie, sauf pour les syndicalistes qui auralent commis des délits de « droit commun ». Les grévistes désavouent le cardinal et exigent l'application des quatre points de le ur mémorandum initial. Au vinctième icur de private print de millo de leur mémorandum initial, Au vingtième jour de grève, près de mille trois cents personnes se sont jointes au mouvement. La Fédération des mineurs a appelé, avec succès, à une seconde grève de guarante-huit heures. Les travailleurs de l'industrie de La Paz obligent leurs entreprises à fermer à tour de rôle. Les étudiants manifestent dans les différentes villes du pays. Lasse de la corruption et de l'arbitraire l'originm mublique sygural'arbitraire, l'opinion publique sympa-thise, dans son ensemble, avec la

Le gouvernement oblige alors les fonctionnaires à cesser le travail durant une journée, en signe d'opposition à la grère. Mesure impopulaire qui achève de le déconsidérer. Dépassé, le général Banzer commet alors l'erreur de recourir à la manière forte.

Le général Banzer cède douc sur les trois premiers points : amnistie sans condition, réintégration des travail-leurs, libre exercice des activités syn-dicales. Mais l'armée continuera d'occuper les centres miniers les plus importants La victoire découie en définitive de l'ampieur d'un mouvement d'opinion

Will IVEZ 50 ANS ET

Alone deci yous car

ARAIS près pi

SORBOL

- 7-15 A

LIVEABLE ed annertements so 1.45 9.960

10 10 10 71 Men 215

PIERRE

THO WITH CREMCY "LE

Acres - Francisco

2 settes (mmeubles de 15 Appartemente (:

-- 1 57 0 - 4 5 . - 4e ts Tei. 984.25.47

748 TABLES 1949

RESIDENCE TESS

l'ampieur d'un mouvement d'opinion auquel la grève de la faim a donné l'occasion de s'exprimer de manière unitaire. On a pu vérifier une fois de plus l'extraordinaire consclence politique des mineurs, qui, privés de structures et de cadres syndicaux, ont unanimement appuyé les mots d'ordre de leurs fédérations clandestines. La petite bourgeoisle urbaine, qui a bénéficié, dans une certaine mesure, du développement du secteur tertiaire, aspire maintenant a une véritable ouverture démocratique. L'opposition de l'Eglise, enfin, a Joué un rôle déterminant en permettant au secteur de la presse qui lui est lié de contrecarrer la propagande offide contrecarrer la propagande offi-clelle. Des facteurs extérieurs ont pu jouer aussi : pressions des Etais-Unis d'une part (des observateurs américains out participé aux tracta-tions des derniers jours), échec des négociations avec le Chili d'autre part, qui, en suscitant des coutradictions à l'intérieur de l'armée, a affaibli le gouvernement du général Banzer.

Une opposition en liberté surveillée

G BACE à la vigilance constante de l'Assemblée permanente des droite de l'homme, aux pressions de l'Eglise et des syndicats, les accords signés le 18 janvier ont été dans l'ensemble respectés. Les dirigeants syndicaux et les chefs de partis sont rentrés dans le pays sans être inquiètes et ont pu participer à la campagne électo-rale. Les mineurs renvoyés au cours le pays sans être inquietes et ont pu participer à la campagne électorale. Les mineurs renvoyés au cours de ces dernières années ont peu à peu retrouve leur travail. Les élections syndicales consacrent partout l'écrasante victoire des listes de ganche sur les candidatures officielles.

Cependant, l'oppositiou est en liberté surveillée. L'armée continue d'occuper les centres miniers les plus importants. L'arsenal juridique de la dictature (loi de sécurité de l'Etat, loi de service civil obligatoire) est toujours en vigueur. Les étudiants prétendant rétablir l'autonomie universitaire, l'armée occupa le 28 avril l'université de La Paz. Celle-ci est fermée et de nombreux étudiants out été arrêtés.

La répression dans les sones paysannes reste très forte. Or 65 % de la population, indienne et rurale, étroitement contrôlée par des caciques tout dévoués à l'armée, décide traditionnellement des élections. Jusqu'à uns date récente, le président et son candidat, le général Pereda, ne paraissalent guère redouter l'opposition sur le terrain électoral.

Mais des éléments nouveaux sont intervenus depuis peu. Le mouvement Tupac Katari (7), qui lle les luttes syndicales aux revendications ethniques, connaît un extraordinaire développement et vient d'adhèrer an front de la gauche-U.D.P. (Unité démocratique populaire).

D'autre part, la démocratic chrétienne, petit parti, mais qui reçoit une aide importante de ses homologues latino-américains et européens, a, elle aussi, lancé une candidature militaire : celle du général René Bernal, ex-ministre de la défense du général Banzer, qui parle les langues indisers.

Les contradictions à l'intérieur de l'armée se tradusent encore par la

Banzer, qui parle les langues indi-gènes.
Les contradictions à l'intérieur de l'armée se traduisent encore par la candidature du colonel José Patino Ayoroa, pour la Phalange bolivienne, at par le retour du général Ovando, qui a gardé des appuis dans les secteurs « nationalistes » de l'armée. Face à cette triple candidature militaire, la gauche se présente, elle

aussi, divisée. L'Unité démocratique populaire (U.D.P.) regroupe la Mou-vement révolutionnaire de gauche (M.N.R.L.), le P.C. orthodoxe, le M.L.R., (MNRL), le P.C. orthodoxe, le MIR., le parti socialiste et le mouvement de la gauche nationale (MNI). Se voulant une sorte d'unité populaire à la chillenne, l'U.D.P. soutient la candidature présidentielle de M. Hernan Siles Suazo. Plus radical, et moins « électoraliste », le Front de la gauche révolutionnaire (F.R.L) regroupe le parti révolutionnaire de la gauche nationaliste (P.R.I.N.) du leader syndical Juan Lechin, le P.C.M.L. (maoîste), et un secteur du P.O.R. (trotskiste). Il présente symboliquement la candidature d'un leader paysan, Casanio Amurro, à la présidence, et à la vice-présidence celle de Domitila Chungara, organisatrice de la grève des femmes.

Mais, au-delà des élections, chacun

Mais, au-delà des élections, chacun est conscient que l'armée reste mai-tresse du jeu. Et l'on volt mai com-ment elle pourrait remettre le pouvoir ment elle pourrait remettre le pouvoir à une équipe civile qui s'attaquerait fondamentalement à la politique suivile depuis 1971. Et ce la d'autant moins que les syndicats réorganisés ne vont guère tarder à lutter avec vigueur pour l'amélioration de conditions d'existence qui, dans la plupart des cas, restent infra-humaines. Les contradictions ne peuvent que s'eza-cerber entre les deux vrais partis de Bolivie : l'armée et le syndicat des mineurs. Seules les divisions de la première rendent encore incertaine l'issue de tels affrontements.

LES ELECTIONS EN EQUATEUR. — Des élections présidentielles se dérouleront en Equateur le 18 juillet. Dans notre numéro de juin, un article intitulé : e La fréquence des élections (en Amériqoe latine) n'élargit pas le champ de la démocratie » signalait que « deux candidats ont jusqu'tei rempli les conditions requises » pour entrer dans la compétition. Il s'agit en fait de six candidats qui se disputeront les faveurs de quelque deux millions d'électeurs. La presse fait largement écho à la campagne, qoi paraît extrémement active, dans laquelle s'affroutent les représentants du parti libéral, de la droite, de la social-démocratie, du front de gauche, de la démrocratie-chrétienne et d'une scission du parti libéral.

Les to

Non-Name-Name:

MACHINER CHAUNTRE

(107 m² habitable sur sour-sol) - tout confort et tous
équipements - 8 km Sad-ext de MONTARRES

Secteur agreable et calme - Aménagements de goute et qualité s'
executés par Compagnon du Tour de France,
Sur 1000 m² clos. Libre à la venila
Prix: 530,000 F [pascibilités resid.], Valte sur rendez-veus.

Agence J. GREGOR F. N. A.L.M. 75 rue de Mercy, Ste Catherine—
45700 PANNES [pres Montarges] - Tel.: (38) 93,04,29

pendances, jardin S 000 m². Prior justiffié Pour renseignements et rendez-volts : téléphoner à M. PINGANAUD

VEXIV — 45 mir. de PARIS TRES RELLE DEREURE ANCIENNE Récemment réservée - Ede récept., 2 baltos, 5 ches-brus, mis, amismaje, firing évotée avec entranduc

Entre RAMBOULLET et MONTFORT-L'AMAURY EXCEPTIONNEL ! 35 PARIS OUEST

PROPRIÈTÉ de qualité en pierre de taille dans parc boisé dos 4 ha, améragement Intérieur luce, récapt 200 m²s mezanine, 5 ch., 4 s.d.bns, ptres, cheminée, s/soi aménagé en bar club, logt gardien, interphone.

Pour tous renseignements et visite :
78, evenue R. Poincaré ~ 75016 PARIS Tél. : 251.51.95.

qui animo Stalino dans su bataille pied à pied pour le gouvernement du Lublin, bataille qui sera gagnée en jain 1945. Qu'à l'époque. Rossereit ait eu du mai à le comprendre, c'est naturel. Mais aujourd'hui c'est uu pro-blèmo blen exploré et dont chacun conuaît

lo sens.
A cela est lié le débat sur les « zones d'in-fluence » que Vergin évoque à de nombreuses reprises. Fourquol, dit-il en substance, n'avoir pas laissé à Staline la zone qu'il revendiquait : Mals, répondra-t-on, qui la lui disputait ?

Par JEAN LALOY

La paix a-t-elle été manquée en 1945 ?

soviétiques » (les Orientaux guère plus, peui-on ajonier). Il en résulto un grand déséquilibre. Mais s'il n'y a pas d'archives disponibles, il existe beaucoup do documents, discours, occords, articles, à travers lesquels ou peut apprectoir quelquo choss. Pauts de les uvoir approfoudis, Yergin u'étudie guère la politique soviétique. Il la pose d'emblée commo une politique fondée sur la défense des lutéréts d'Etat et dunc aute au compromis. Mais cela politiquo fondee sir la defense des juttrets d'Etat et dunc apte au compromis. Muis cela aurait mérite au molus une discussion. A défaut, la thèse du malentendu (qui est loin d'être entilérement fausse) répose sur un malentendu (ou un mal vu) ot risque d'eu susciter pas mai d'antres. Prenone queiques exemples.

u'est pas toujours assez critique. Par rapport aux concepts directeurs, la méthoda pourrait être pins élaborée. Qu'est-ce qu'un c Etat révolutionnaire mondiel » ? Est-il vrai que

révolutionnaire monciol » ? Est-il vrai que les Étais n'alent d'antre tâche que de c faire progresser » leurs intérêts ? L'équilibre des forces, les sphères d'influence, la politique de puissance sont-ils vraiment, comms le pense H. Morgenthau, « l'essence de la politique mondiale » ? A ces dantes, ajontoas une constatation que Yergin fait lui-même : e Les Occidentaux n'out pas occès aux archives

«SHATTERED PEACE», de Daniel Yergin

ANS un gros unvrace, qui est sa thèso universitaire, un joune historien américain, D.H. Kergin, s'eserce les dents sur un vieil os : les origines de la o guerre frolde e

un vieil os : les origines de la o guerre frolde e (1). Ou connaît la multiplicité des ét n de s publiées aux Etats-Unis sur ce sojet dopuis plus de vingt ans. Aux premiers travaux, plutôt durs sur l'Union soviétique, ont succédé des livres très sérires à l'égard de la politique américaine. Aujourd'hui, la guerre du Vietnam terminée, les analyses sout mieux èquilibrées. Le livre de Yergib en est un exemple. Il no considére pas commo l'après-guerre. Il chercho à les comprendre et en donne d'excellents portraits. Mais il ne se fait pas leur avocat.

Résumons sa thise : la a guerre froide a est due à un malentendu. Les successeurs do Roosevelt out eru que l'Union soviétique était un c Etat révolutionnaire mondial » représentant pour le monde une menace c militaire ».

tis ont done édifié une théorie et une struc-ture, « l'Etat de sécurité nationale », et out ainsi multiplié les motifs de conflit an lien de les réduire par la négociation et le compra-mis. Opposant les « axiomes do Riga » (la tendance des diplomates américains qui ont

appris le russe dans les pays balles orant 1933) aux « axiomes de Yalta » (la tendance de Rossevelt), Yergin pense que l'école de Riga conduit à la tension, l'écule de Yalta à nue coexistence o incommode ».

Nou moins importante que la thèse est la méthode. Alors que les téuors du révision-nismo (2) s'inspiraient d'un certain degré de marxisme ou de léninisme, Yergin ne port d'ancune vue idéologique précouçue. Il ramène à leurs justes proportions les jagements de

l'école révisionniste. Mais il travaille dans les conditions de lu recherche américaine d'anjour-

d'hul, c'est-à-dire uno incroyable richesse do documents et un appareit conceptuel plus à l'aise dans la déduction quo dane l'induction.

Les documents sont les archives officielles onvertes jusqu'au début de 1949, et surtout les Papers, les collections laissées par la plupart des responsables, journaux personnels, correspondances, notes, êtc., a lu si que les archives orales. Devaut une telle masse, il

fout à la fois des critères très affinés et une méthode sure permettant de déconvrir les vrales questions. Ce n'est pas facile.

Considérée eu elle-même, la méthode de Yer-gin est objective et raisonnable. Par rapport à l'ensemble des matériaux qu'elle brasse, elle

MARAIS près place des Vosges 4, rue de Birague, 75004 Paris

Propriétaire vend dans immeuble rénové

6, me to L SORBONNE - PARIS V

SIRS Burens de vente sur piace 033.99.15 hand, wardt joed, wandred de 142 18 h

RESIDENCE TESSON PARMENTIER

L'immouble est situé au 3 et 5, rue Tesson, Paris Xº

Dans une rue calme, quartier en plein centre de Paris, à 100 m du mêtre Goucoure, à 100 m également de la ligne bas 46.

Bonnes isolations thermique et phonique, ascenceur, vido-ordures à chaquo étage, garage,

LIVRABLE DE SUITE 25 appartements du studio au 4 pièces

Prix à partir de 6.500 F le m2 - Crèdit 80%

Renseignements et ventes: PIERRES et BRIQUES - 307.38.89

MONTMORENCY "LE MONT DES POSES"

2 pezits immetales de três grand standing

12 Appartmeents (3 - 4 - 5 pièces)

HABITABLES IMMEDIATEMENT A 15 km de PARIS - A 3 km de în Forêt at du Solf da DOMONT Parc S.OQD m² - Piacine - Tannis

T&L 384,25,47 - 994,24,02

Visite our place : Meuredi de 11 h & 17 h. Samodi et dimanche de 14 h & 18 h.

115, rue des Grands - Champs, 75020 PARIS

is bel immerbio P de T seigneussment récoré — secretar — Vide-orders: STUDIOS — 2 PIÉCES 3 et 6 PIECES en duplex au demior étage Selle de bain marbre — cuisite é deplée — vastes placards — prêts à habiter —

APPARTEMENTS entièrement relaits, tout coulort Visité sur Rendez-vous : 485.92.86 (le matin)

A Yalta, la questinu de Pologne est la plus importante. Elle surgit à pen près à chaque séance. Yersin la traite brièvement. Selon lui, il cogissait de savoir si le futur gouvernement polonais eeralt « le gou-vernement de Londres soutenu pas l'Ouest ou le gouvernement de Lublin, qui n'était suèra qu'une marionnetts soviétique ». La question qu'une marionnetts sovietates s. la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si le gonver-uement polonais sera un gouvernament nouveau ou un gouvernement dérivé do celui de Lublin. Personne en 1945 no sontient plus le gonver-nement de Loudres quo du bont des lèvres. Or cette dispute revèle une part du problème d'après-guerre : gouvernements (plus ou moins) représentatifs on gouvernements désignés par eux-mêmes siuon par l'armée qui les a mis au pouvoir ? Ce n'est pas la même choso et ce n'est pas seulement le réalisme classique

Le problème, lei encore, n'est pas celui-là. Il était de savoir si l'influence serait relative on exclusive. En Italie, en France, en Beigique, Anglais et Américains avaient une influence relative importante, mais l'Union sociétique n'y était ut sans influence ut sans morens. En Pologue, les partisans d'une entente avec les Occidentaux out été pourebassés des 1915 et l'influence soriétique était exclusive des l'influence soriétique était exclusive des et l'influence soviétique était exclusive des l'origine. Pourquol ? Eutre nutres raisous, parce que Staline, soiu de ménager ses amis polo-nais, exigeait d'eux qu'ils acceptent, à quel-ques kilomètres près, la frontière définle eu 1939 entre Mitier et Inl-même. Pas d'autre solution quo de placer tont le monde sous le boissean. Est-ce une politique de compromis et d'intérêts d'État ? Cela ne conduit-il pas à des tensions profondes dont l'effet est eucoro sensible aujourd'hui, trente-trois ans après les événements ? Metternich, Talleyrand on Bismarch étaient d'une autre école. Bismarck étalent d'une autre école.

Bismarck étalent d'une autre école.

A partir de là, ou peut apercevoir quelque chose du problème allemand. Staline l'a posé sans détours à Potsdam, lorsque dans un aparté il a dit à Philip Mosely: « Tout gouvernement librement élu serait antisoviétique, et cela nons ne pouvous le permetire » (3). Fallait-il donc accepter pour diviger l'Allemagne un gouvernement non éin on en tout cas un gouvernement miste ? Sinon, comment éviter la division, quels que soient les ariomes, ceux de Riga ou de Valta. Quand Júanov déclars en septembre 1947 devant les futurs membres du Kominform que e l'Allemagne cceidentale sara la pomme de discorde entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne of

is Franco > n'annonce-t-il pas ce qui est l'nn des objectifs possibles do l'U.R.S.S., uno Allemagne maintenue dans la division mais entrainée pen à peu tout entière dans l'orbito soviétique : mi-soviétique, mi-finlandaise ? C'est peut-être na signe de modération. C'est peut-être une tactique à finalité révolutionnaire. Peu importe. Car, de tonte façon, pour les voisins européens de l'Allemagne, ce n'est pas

Si l'ou redresse ainsi certains jogements, Si l'ou redresse ainsi certains jogements, le livre prend sa valeur. Il espose avec des références nouvelles les conclusione exagérées qui out été tirées à Washington des maximes dites de Rigo. Croire, comme le faisaient vertains, que l'U.R.S.S. allait lancer ses forces armées vers le côté atlantique était simpliste. Il l'aurait été autant de peuser qu'aucun danger n'existait dès lors que, l'ogre repu, o l'ordre régnait à Varsovie ». Il est vrai que le général Clay était parfois impulsif on tranchant et que Forrestal manquait d'équilibre. Mais, dans l'ensemble, les réactions du convernement américain au blocus de Berlin des lights des lights des lights des lights de la principal de l'enternant de la principal de l'enternant de l'enternant au blocus de Berlin de la principal de la princip gouvernement américain au hlocus de Berlin Iréplique à la réforme monétaire, mais oussi premier test de la capacité de résistance des Occidentaux) out été fermes et prodentes. Un mélango de Riga et do Yalta. Il faut se métier des explications massives. L' c Etat de sécu-ltir prétangle a ou le compilere military. rité nationale » ou le « complexo militaro-industriel » sout certes de lourdes machines. Il est excellent d'en démouter les rounges pour en prévenir les excès, Mais il fondrait ponvoir le faire des deux côtés.

Daniel Yergin en est lo premier conscient, ini qui écrit à la dernière page de sou livre : « La guerre froide est toujours nvec nous comme le sont la question jamnis résolne du rôle de l'Union soriétique dans les affaires du moude, et celle des moyens, du sens et des dimensions de la sécurité des Etais-Unis. »

(1) D.H. Vergin, Shattered Peace, The Origins of the Cold War and the National Security State, Honghton Mifflin Company, Boston, 1971, 528 pages, avec bibliographie of index.

12) G. Kolko, The Politics of War, New-York, 1968; G. Alperovitz, Atomic Diplomacy: Hisoshima and Potsdam, New-York, 1865; D. Fleming, The Cold Wur and its Origins, 1917-1969, New-York, 1961.

(3) Ph. Mosely, The Kremliu in World Politics, New-York, 1960, p. 214. Cet excellent currage dum universitaire, devenn export gouvornemental de 1941 à 1946, ne figure pas dans la bibliographie du livre du Vergin.

Semaine - quinzaine

flatotel international

Renseignements: 43 rue St-Charles

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

PENSEZ A L'AVENIR

INVESTISSEURS CECI VOUS CONCERNE **VOUS AVEZ 60 ANS ET PLUS** Alors ceci vous concerne Un placement de choix Vone pouvez selon votre age payer 30 à 55% de la valeur d'un appartement neul, récent ou ancieu à PARIS ou dans la proche Banliere.

Your pouvez alors jouit d'un droit d'usage et d'habitation

En effet, le montant de la nue-propriété dépend de l'age du ou des béat
Tél. 286,19.00

En effet, le montant de la nue-propriété dépend de l'âge du on des béaé-liciaines du droit d'usage et d'usultuit

VIAGERS-F, CRUZ SA

LE CONSUL 139, avenue d'Italie

PARIS 13°

Dans un immeuble de ?1 étages habitable immédiatement

restant disponibles: 3,4 et 5 pièces.

Visitez l'eppartement modèle : 584.63.96

MÉTO EDGAR-QUINET Le cobut au com de MONTPARNASSE

Propriétaire wood grands deplox rex-de-chaestés/1 °°. cir jerdie letérieur, 3 claudres, 2 bahrs, tout context, Visite sur place les hand, necernal, venérad de 14 h 30 à 17 beures-4/8, Impessor de la Bellé, 75014 PARIS - TAL 322,45.85

RENOVATEUR vend:

 35, rue Copernic (Paris 16^c) Imm. P. de T., ascenseur. Bureau de vente sur place 704.99.76 F2 libres : 320.000 F - occupés : 200.000 F F3 libres: 370.000 F - occupés: 250.000 F

of, rec de Vauguard (Paris 6) Rénovation complète
studios: 255.000 F - 2 pièces: 450.000 F

Grande sélection de 2 p. et 3 p.: 14, 15, 16et 17 arrondis.

Pour tous renseignements écrire à : S.A. SAINT-BRICE 43, avenue de Suffren - 75007 PARIS - 567.66.77

Téléphone sur place 745,49.67 Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaine parution le 14 septembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

انا اردتم الحمول مجانا على عدة مراجع ، اشطبوا هذهالقسيمة وارسلوها الي : MULTIMEDIA 19 14 17 17 10 15 17 17 11 1. 9 4 7 7 0 5 7 7 1 اللقب العنوان : . البلدي (France)

Très besu Duplex - Plein solesi Maurillique inchin - Belle ricoppien avec thermode - Saile a manger, cuisine.

A PARIS

NEUILLY-SAINT-JAMES Immeuble sur le bois. Il ne nous reste que quelques apparte-ments de très grande classe ou a pied-barre », à visiter au 57, boulevand Comman-dant-Charcot. Le samedi de 11 h à 18 h 391-66-44 - 747-66-59 14

12

NEUILLY RESIDENTIEL

Claude Achard, Conseil Immobilier à NEUILLY - 637.14.56

NEUILLY Linguistic hôtel particulier - Construction remarquable dans terrain 1000 m². 340 m² habitables, possibilità d'agrandisse-

Adossée à la forêt de MARLY Très jolle maison récente 300 m² habitables 20 km de l'Étolle MARLY sur terrasse plein Sud. Aménagement

raffiné. Nombreux éléments rares et anciens. Jardin 1400 m².

ment + grand s/sol. Vaste garage. Mervellleux Jardin.

Vendu entierement MEUBLE - Décoration exceptionnelle 843-76-42 15 MAZEL IMMOBILIER

RESIDENCE du 57, Bd de la SAUSSAYE à NEUILLY-sur-SEINE

DEUX PETITS IMMEUBLES DE QUALITE (Réalisation COPIMO)

DISPONIBLES:

3 grands studios de classe exceptionnelle de 35,50 m² à 39,50 m² 4 appartements de 3 pièces de 80 m² 1 grand appartement de 5 pièces de 127 me

Prix moyen ferme et définitif : 9.200 F le m2

Visite tous les jours 10 h 30 à 12 h et 14 h à 18 h sauf Samedi après-midi et Dimenche

13, rue des Minimes, 75003 PARIS.

المدينة

Adresse-Address-Adresse:_ Code postal - Zip code - Postleitzahl :-

Pour recevoir disciensement plusieurs documentations, cochez et retournez ce compon répérés à : lo order to receive further free information, check and return the attached coupon to : Una weitere Unterlagen kostenies zu bekonenen, schneiden Sie bitte cliesen Antweisischelo ab und schicken ihn an :

1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 15 -

Ville-City-Start:

__ Prénom-First name-Vomame:. Pays-Country-Land:

الرمز البريدي : .

Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles diverger?

LE POING INVISIBLE

(Suite de la première page.)

La seconde fafile dans la thèse de la compatibilité est la contradiction entre les conditions idéologiques nécessaires à la reproduction de la démocratie libérale et les conditions de préservation du contrôle capitaliste sur le procès de production. Cette faille, tout comme la première, peut être attribuée à une erreur de la théorie économique libérale.

L'économie capitaliste, même sous sa forme concurrentielle, ne saurait être correctement formalisée comme un système de relations volontaires d'échanges. Le « domaine de ... Bentham » (2) ne recouvre pas la totalité des relations économiques ni même les plus centrales. Ce que les travailleurs vendent an capitaliste le n'est pas leur travail lui-même les plus centrales. Ce que les travailleurs vendent an capitaliste le n'est pas leur travail lui-même les profit du capitaliste ne dépend pas de la force de travail, c'est-à-dire leur force de travail, c'est-à-dire leur force de travail sous une forme productive déterminée. Or, si l'achat et la vente de la force de travail constituent une relation médiatisée par le marché, le processus visant, à obtenir de l'ouvrier un travail concret, lui, ne l'est pas. Sauf dans des circonstances exceptionnelles, la quantité de travail à accumplir ne peut être erprimée sous forme contractuelle : ele est le résutat d'un conflit permanent et jamais complètement résolu entre l'ouvrier et l'employeur. En considérant à tort le travail concret comme une marchandise, l'économie libérale est passée à côté du rôte essentiel joué par l'exercice direct du pouvoir du capitaliste sur le travailleur. « L'économie a gugné le titre de reine des sciences sociales, remarquait à juste titre Abba Lerner (4), en choisissant pour domains les problèmes politiques de refus des économistes néo-classiques d'explorer les relations non contractuelles qui se situent au cœur du fonctionnement de l'entreprise capitaliste.

Des libéraux plus anciens comme Adam Smith (5) et Alexis ce Tocque-

fonctionnement de l'entreprise capitaliste.

Des libéraux plus anciens comme Adam Smith (5) et Alexis de Tocque-ville soutenaient l'idée que la division du travail au sein de l'entreprise capitaliste était antithétique avec la démocratie. Et pourtant, si le contrôle hiérarchique sur le procès de travail, cest-à-dire sur une fraction considérable de la vie de la plupart des adultes, ne constitue pas en soi une violation formelée de la démocratie libérale, il n'en donne pas moins naissance à une contradiction dans la reproduction de l'ordre social capitaliste démocratique et libéral. De John Stuart Mill (6) à Gahriel Almond et Sidney Verba (7), les théoriclens politiques de diverses écoles ont affirmé que des engagements démocratiques toujours plus larges ou, d'une manière générale, une culture démocratique, constituaient une condition nécessaire à la préservation d'une forme de gouvernement démocrati-

que. Dans les sociétés capitalistes avancées, le fossé entre, d'une part, une idéologie libérale et démocratique et d'autres, Schumpeter argue de de domination hiérarchique, entraîne des luttes populaires pour étendre le domaine de la prise de décision démocratique au procès de travail lui-même. Cependant, une contestation démocratique généralisée des structures et du pouvoir au sein du procès de travail metrait en péril les conditions de reproduction du capitalisme. En fait, on peut même

dire que toute extension de la démo-cratie sur le lieu de travail — qui ne se limiterait pas à des mesures purement symboliques — mettrait vraisemblablement en marche un processus d'érosion progressive non seniement du pouvoir capitaliste sur la production, mais également des bénéfices. Ainsi, les valeurs démo-cratiques essentielles à la reproduc-tion de la démocratie libérale créent un climat idéologique qui sapé les conditions essentielles de reproduction du capitalisme.

L'Etat, les classes et la production

L'État, les classe.

La troisième faille dans la thèse de la comptabilité, tout comme la seconde, s'explique par la non-prise en compte par les théoriclens libéraux des conditions politiques de reproduction du système capitaliste. La question de savoir si un régime de démocratie libérale est compatible avec la reproduction d'une société de classes a été étudiée à des fins diverses par des auteurs anssi diffèrents que James Madison (8) et Antonio Gramsci. On peut avancer deux conditions qui facilitent une telle reproduction : l'existence d'un grand nombre de groupes, classes ou couches politiquement différenciées, et l'étimination, an seim du débat politique, des questions qui divisent l'opinion sur des clivages de classe. La juxtaposition de différentes formes de production — petite exploitation agricole, artisanat, entreprise capitaliste — et l'imparfatte intégration régionale, avalent permis l'apparition de regroupements politiques ne recoupant pas des classes sociales et réduit la polarisation politique artisulée sur le conflit capital-travail. Par affleurs, l'Etat, même lorsqu'il menait une politique économique dirigiste, n'était pas impliqué de manière significative dans la relation capital - travail salarié. Les relations de classe dans le domaine de la production étaient très largement médiatisées hors de la sphère étatique. En conséquence, les conflits engendrés par l'exploitation directe d'une classe par une autre pouvaient être présentés comme étrangers an cadre du dissours et du débat politiques. On peut même dire que la plus importante intervention économique de l'Etat libéral, la fixation des tarifs douaniers, contribua à renforcer l'unité politique de tous ceux qui étaient engagés dans une production donnée. C'étaient des régions entières, ou la population rurale dans son ensemble, qui en tiraient profit, plutôt qu'une classe particulière.

C'est le succès même du processus d'accumulation capitaliste qui a fon-

C'est le succès même du processus d'accumulation capitaliste qui a fondamentalement modifié les de u x conditions mentionnées plus haut. L'intégration des économies nationales et l'élimination des formes de production non capitalistes a réduit l'importance des regroupements politiques à base régionale, paysanne ou petite-bourgeoise. La classe capitaliste elle-même, en tant que fraction de l'ensemble de la population, a

considérablement diminué. Dans le même temps, le processus d'accumu-lation a, quelque critère que l'on retienne, créé des majorités salariées dans tous les pays capitalistee

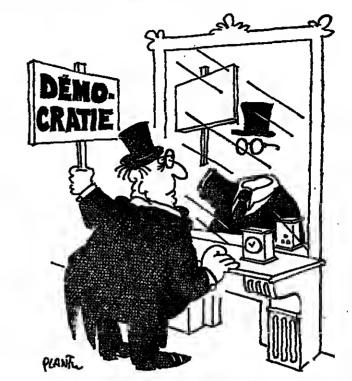
dans tous les pays capitaliste e avancés.

La classe capitaliste, de son côté, s'efforçant de perpétuer les conditions nécessaires à la préservation du processus d'accumulation, a concédé, voire encouragé, une intervention plus directe de l'Etat dans les reissions capital - travail salarié. En outre, les confilits engendrés par le processus d'accumulation, l'incapacité du marché à fonctionner correctement en raison de l'urbanisation, de la concentration industrielle, des cycles économiques où alternent prospérité, crise et reprise, etc., ont fait perdre à la loi de l'offre et de la demande son rôle de mécanisme essentiel de répartition des biens : l'Etat est ainsi devenu le plus important des agents économiques en s'impliquant directement dans la production, dans la coordination de l'activité économique, dans la médiation des relations de classe et dans la distribution des récompenses économiques. Les problèmes de classe sont ainsi devenus ouvertement politiques et la lutte des classes s'est partiellement déplacée à l'intérieur de la sphère de l'Etat.

Cette mutation est de mauvais auxure pour la recroduction à long

classes s'est partiellement déplacée à l'intérieur de la sphère de l'Etat.

Cette mutation est de mauvais augure pour la reproduction à long terme du capitalisme libéral et démocratique. Les mouvements populaires, centrès antour des problèmes de droits civiques et d'écologie, ont imposé des restrictions au concept de proprièté privée des moyens de production. La reconnaissance légale des syndicats ouvriers et le développement de vastes systèmes de garantie des revenus ont radicalement modifié le marché du travail et fait accèder l'échange de la force de travail contre un salaire au statut de relation quasi politique. Une fraction importante du niveau de vie ordinaire de la classe ouvrière — entre la moitié et le tiers des revenus salariaux dans tous les pays capitalistes avancés, à l'exception du Japon — est maintenant assurée sous forme de couverture médicale, de garantie Jes revenus, d'enseignement public, etc. Ce qui est peut-être encore plus significatif, c'est que les conquêtes démocratiquement arrachées en matière da dépenses sociales — ce que le magazine Fortune appelle, de



manière exquise, le « boulet social »—
semblent constituer un o bstacle
d'importance au processus de croissance capitaliste. Aux Etats-Unis, la
redistribution des revenus par le
canal de la fiscalité, des transferts
de dépenses et des budgets sociaux
aux différents niveaux (fédéral,
d'Etat et local) a conduit à une
situation de plus en plus franchement égalitaire au cours des années
1950-1970. Dans l'ensemble des pays
capitalistes avancés, les deux dernières décennies ont vu évoluer de
façon inversement proportionnelle le
taux d'investissement et la fraction
dn P.N.B. consantèe aux dépenses

sociales. Il en va de même du rapport entre le taux de croissance de l'éco-nomie et la fraction du P.N.B. consacrée aux dépenses sociales.

Ces données se prêtent blen entendu à différentes interprétations, mais elles ne sont nullement de nature à corroborer la thèse de la comptabilité de la démocratie libérale et du capitalisme. Elles donnent au contraire à penser que son processus de croissance — partie intégrante de sa reproduction — a engendré une série de forces politiques qui, tout en n'étant nullement révolutionnaires, poussent à la stagnation économique.

Deux courants

Deux con Dans une large mesure. l'évolution des théories sociales d'inspiration libérale, et ce depuis un stècle, peut être perçue comme une réponse à ces contradictions. Deux courants sont particulièrement frappants. L'un est une extension naturelle de la théorie libérale démocratique connue chez les économistes, principalement au travers de l'œuvre de Joseph Schumpeter (9). S'inspirant des analyses autérieures de Mosca, Pareto (10) et d'autres, Schumpeter argue de l'incapacité supposée de l'électorat à prendre des décisions pour réduire la démocratie à une compétition entre des élites. L'expertise remplace la participation comme principe de base de cette nouvelle these de l'électorat se limite à ratifier ou à sélectionner un nouvean groupe d'experts.

L'autre courant est l'effort persévérant pour parvenir à une définition satisfaisante d'une sphère privée de relations économiques et sociales qui sersit à l'abri des revendications démocratiques et de l'intervention légitime de l'Etat. Le processus d'accumulation n'a nullement favorisé cet effort, comme le montre l'histoire récente. L'évolution du climat intellectuel n'a guère été plus propice. A l'inveuse des idées de Locke en matière

tuel n'a guère été plus propice. A l'inverse des idées de Locke en matière de droit de propriété, les théories utilitaires qui dominent maintenant utilitaires qui dominent maintenant les aciences sociales, la morale et la jurisprudence, ont constitué un rempart blen fragile contre l'Etat. La thécrie du moindre mai, la sécurité sociale et les transferts globaux de revenus indiquent que l'économie moderne, intégrant la protection sociale, a pratiquement abandonné le claisser-faire » et le droit de propriété. On pourrait même dire que, pour répondre aux conflits sociaux et aux irrationalités du capitalisme avancé, la théorie économique a, dans l'ensemble, plutôt justifié que villpende l'intervention de l'Etat.

L'instabilité dynamique du capitalisme à démocratique et libéral contribue à la décomposition du corpus de la libérale qui, blen que moribund acuste de la les des des la libérale qui, blen que

à la décomposition du corpus de la théorie sociale libérale qui, blen que moribond, occupe encore une position dominanta. Elle doit faire face à un défi : élaborer une formalisation plus adéquate de la relation entre démocratie libérale et capitalisme. Deux éléments de cette théorie paraissent essentiels.

eléments de cette théorie paraissent essentiels.

En premier lieu, il faut admettre que la relation entre capitalisme et démocratie libérale n'est pas de nature logique, qu'on ne pent pas inférer la démocratie libérale de la structure économique. An contraire, ce système politique doit être perçu comme le résultat historiquement contingent d'un rapport de forces — dont les classes sociales ne sont pas la seule composante — engendré dans une large mesure par le processus d'accumulation capitaliste. A l'exception éventuelle des Etats-Unis, le triomphe de la démocratie libérale date de la fin du XIX° siècle et du début du XX°, c'est-à-dire de la période de la montée du prolétariat et non de la domination de la bourgeoisie. Le suffrage universel n'a jamais été un objectif de la bourgeoisie mais, tout au contraire, une concession durement arrachée par les paysans et les ouvriers. Par analogie, on peut raisonnablement supposer qu'une démocratie socialiste ne surgira pas toute prête des projets de conseils ouvriers et de transformation des relations de propriété, mais naîtra — si elle doit naître — d'un rapport de forces de classe qui engendreront le socialisme et lui communiqueront sa propre dynamique. dynamique.

En second lieu, l'extension du suf-frage et la garantie des libertés civiles se comprennent mieux ai on les met en parallèle avec les augmentations de salaire dans le domaine écono-mique. Pour l'ouvrier, échanger sa force de travall contre un salaire constitue une conquête en même temps qu'une renonciation; en effet, perce-voir son salaire e'est, pour lui, renon-cer en même temps à ses droits sur

le produit et à sa participation à la décision sur le procès de production; historiquement, l'apparition du salariat représente l'élimination progressive d'un système complexe et varié de droits sur le produit et sur la maîtrise du procès de production. Le phénomène est Mentique en matière de participation an suffrage; l'ouvrier y gagne le droit de vote et celui de participer an débat électoral; il renonce de ce fait à la légitimité du recours à d'antres formes d'expression politique, autrefois tout à fait légitimes et efficaces (grèves politiques, émeutes contre la famine, bris de machines, agressions coutre des agents de douanes, voire déversement des cargaisons de thé dans le port de Boston) (11). L'élargissement du salaire réei sont simultanément des conquêtes de la classe ouvrière et des instruments de son intégration.

Si donc la démocratie libérale n'est nullement l'expression politique logi-que de l'économie capitaliste et si, an contraire, elle sonstitue un compromis tenu sous la pression, ses défenseurs doivent lutter en permanence pour mettre à jour les termes de l'accord. Si notre argumentation est eracte, on peut dire que l'économie capitaliste avancée constitue un des plus mauvais terrains possibles pour une telle entreprise. telle entreprise.

Il se pourrait bien qu'il n'existe, pour la démocratie libérale, aucune stratégie défensive viable. Pour assurer aux institutions de la démocratie libérale un appui de masse, on ne destant de la démocratie libérale un appui de masse, on la lacte de la démocratie libérale un appui de masse, on la lacte de la destant l'écolibérale un appui de masse, on ne pourrait sans donte pas faire l'économie d'une redéfinition du concept lui-même, qui mettrait l'accent sur une substantielle participation populaire en même temps que sur le respect des procédures formelles du système. La défense de la démocratie libérale pourrait impliquer un processus allant bien au-delà de la transformation de l'économie capitaliste. Elle pourrait mettre en marche des forces visant à un dépassement de la démocratie libérale elle-même en direction d'une démocratie socialiste (qui reste à définir) associant l'égalité politique, la loi de la majorité et la souveraineté populaire.

SAMUEL BOWLES et HERBERT GINTIS.

et HERBERT GINTIS.

(2) N.D.L.R. Formule utilisée par Marz dans le Capital, vol. 1, chap. 6.

(3) N.D.L.R. Pour un ouvrier donné, se force de travail est constituée par l'ensemble de ses apitudes physiques (dextérité, acuité physique, endurance, rigueur physique, degré d'instruction, niveau technique, aptitude à matriser les processus naturels, etc.) et intellectuelles (degré d'instruction, niveau technique, aptitude à matriser les processus naturels, etc.) qui le définissent comme un ouvrier d'un certain type (capable de fournir un travail concret déterminé) et non comme houme d'uns manière générals (Dictionnaire deconomique et social. Centre d'études et de recherches marristes, Editions sociales, Paris, 1975).

(4) N.D.L.R. Economiste américain d'origine russe né en 1903.

(5) N.D.L.R. L'auteur de l'Enquête sur la nature et les causes de lo richesse des nations (1776), qui voit dans le fonctionnement du marché ela main intistible » qui permet à la communauté économique de se développer harmonieusement. (un des pères fondateurs de l'économie politique libérale (1808-1873).

(7) N.D.L.R. Politologues américains contemporains.

(6) N.D.L.R. Quatrième président des Etats-Unis et enteur des Federalist Papers, contribution de premier plan à la pensée politique américaine.

(19) N.D.L.R. Economiste tailen (1842-1872) qui occupa la chaire d'économie de l'existence de Lausanne.

(10) N.D.L.R. Allusion à la fameuse sociales qui occupa la chaire d'économie des l'université de Lausanne.

(11) N.D.L.R. Allusion à la fameuse sociales vente du thé en Amérique cette année-là, les négociauts contrebandiers de Nouvelle-Angleterre refusérent d'acheminer les eargaisons de thé on les détruisirent.

- L'ambassadeur de Grande-Bre-tagne et Mme Henderson ont offert une réception le 1st juin à l'occasion de l'anniversaire de la reine Eliza-
- A l'occasion des consultations franco-canadiennes, l'ambassadeur du Canada et Mme Pelletier ont offert une réception le 6 juin.
- M. Sverker Astrom, ambassadeur de Suède, a donné une réception le 8 juin à l'occasion du départ de M. Curt Lidgard, ministre plénipotentiaire, et de l'arrivée de son succes-seur, M. Orjan Berner.
- L'ambassadeur du sultanat d'Oman et Mme Ahmed Macki ont offert une réception le 8 juin à l'occa-sion de la visite à Paris de M. Abdel Aziz Al-Rawas, secrétaire d'Etat à

Le commet des amboissoides

- l'information.

 M. Constantin Atanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a honoré de sa présence le 8 juin le vernissage de l'exposition « Connaissance de la Bulgarie, peinires contemporains bulgares », organisée par le Comité pour le développement des relations économiques franco-bulgares, le comité d'Etat au tourisme et la Société du commerce extérieur Hemus.
- M. Antonio Coimbra Martins, ambassadeur du Portugal, a donne une réception le 9 juin à l'occasion de la fête nationale.
- M. Constantin Atanassov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert un cocktail le 14 juin à l'occasion de la sortie en France d'un recueil d'articles et d'interviews de M. Todor Jivkov, premier secrétaire du parti communiste et chef de l'Etat bulgare.
- L'ambassadeur de Turquie et Mme Orhan Eralp ont donné une réception le 22 juin à l'occasion de leur départ de Paris et de la nomi-nation de M. Eralp au poste de délégué permanent de son pays aux Nations unies.
- A l'occasion de l'insuguration du portrait du président Anouar El Sadate, MM. Mohamed Hafez Ismail. ambazsadeur de la République arabe d'Egypte, et Régis Gabriel Thomas. président-directeur général du musée Grévin, ont offert une réception le 22 juin.
- M. Radomir Radovic, ambassa-deur de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, a douné un cocktail le 29 juin, à l'occasion du départ de M. Budimir Babovic, conseiller de l'ambassade.

- Calendrier des fêtes nationales
- ZI BELGIQUE Fête ad l'indépendance
 ZI BELGIQUE Fête nationale
 ZE REP. POP. DE Fête nationale de Lu Ubération
 D'EGYPTE
 26 LIBERIA Fête
- dance Fite nationale 26 ILES MALDIVES 28 PEROD Fête de l'Indépen-dance
- 1"-15 AOUT 1 SUISSE
- Anniv. de la fonda-tion de la Confé-dération Fête de l'Indépen-dance Fête de l'Indépen-dance Anniv. de l'Indé-6 BOLIVIE 7 JAMAIQUE
- 9 SINGAPOUR Anniv. de l'indé-pendance 18 EQUATEUR Fête de l'indépen-dance 15 REP. POP. DU Fête nationale

La première dame de France.



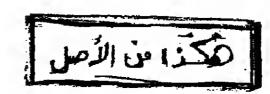
grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaiter. La CX Pallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe. Citroen vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs comme à vos besoins.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

CITROEN CHAMP DE MARS FILIALE DE S.A. CITROËN 640, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télez TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

CITROENA---TOYAL

CITROEN®



EN FR

a dén

ুণ বিধা কৰে। বিধান কৰিব বিধান

*** *. :*.

...

4. 5 - 25 -

7.7

-imges II \hat{a} I

First Clausin .

1.000

1.476

Company Company

do l'appu

nous declare M.

∑ô, avenue

Cen dome. - difference. Since the second control of the second con

unts

ign provided to

matth e 20 priesum t de cas

34. 4.: ***

 $\begin{array}{ll} \partial_{x} u_{x} & \sim \\ \partial_{x} u_{x} & \ldots \end{array}$

30.00

.

de la transition



Le 28 juin 1978, la commission constitutionnelle du Le 20 juin 1978, la commission constitutionnelle du Congrès des députés espagnols a mis un terme à ses travaux. Elle s'était réunie pour la première fois le 22 août 1977, deux mois après les premières élections libres et générales en un peu plus de quatre décennies. Le projet de Constitution, qui comprend cent soixante et un articles et cinq dispositions transitoires, doit être soumls à référendum, sans doute à l'automne, après avoir été étudié par le Sénat puis approuvé par les Cortès en séance plénière. Ainsi prendra fin ce que les Espagnols appellent la transition du régime franquiste à la démocratie.

Transition pacifique et originale, puisque d'un commun accord toutes les formations politiques issues des élections de juin 1977 ent choisi d'établir de nou-velles institutions démocratiques en partant de la légalité des institutions franquistes. Entre la rupture immédiate préconisée avant la mort de Franco par les partis de gauche interdits et la réferme prudente souhaitée par les héritiers de France, les nouveaux dirigeants et les chefs d'une opposition raisonnable out opté pour une voie moyenne. Au bout du chemin, la rupture sera totale. Associés pendant la transition pour tenter de juguler les consèquences les plus graves

et l'opposition reprendront leur liberté d'action. De nouvelles élections générales, et municipales, devront être organisées. Dans le cadre d'une monarchie par-lementaire acceptée par tons, les partis politiques, de la droite à la ganche, engageront le fer sur des grands thèmes sculement esquissés dans la nouvelle Constitution par souci de compromis. Les ambiguïtés constitutionnelles d'aujourd'hui risquent de nouvrir les affrontements de demain.

M. N.

«La démocratie espagnole a besoin de l'appui de l'Europe démocratique»

nous déclare M. Marcelino Oreja, ministre des affaires étrangères

Sollicité par le premier ministre, M. Adolfo Suarez, de prendre le portefeuille des affaires étrangères, M. Marcelino Oreja avait accepté, parce que, conflait-il, il était persuadé que α le second gouvernement de la monarchie conduirait la reforme démocratique à son terme ». En deux ans, M. Oreja, Pun des fondateurs du groupe chrétien et libéral Tacito, a dirigé le palais de Santa-Cruz avec dynamisme. Il a égale-ment la satisfaction de représenter une nation dont le label democratique n'est plus contesté par personne dans les ins-tances internationales. Il expose ci-dessous les grandes lignes de la diplomatie espagnole en 1978.

OTRE politique extérieure, dit-il, est basée
sur quatre grands principes: le respect des normes
du droit international par la
voie des Nations unies, dont nous
avons toujours défendu les principes: la paix et la sécurité par
la détente et le désarmement;
la de jens e des droits de
l'homme; enfin la lutte pour un
ordre économique international
plus juste.

y Voila notre philosophie géné-

» Voila notre philosophie génés voua notre paussopale gene-rale. J'ajouterai que nous avons une projonde vocation euro-péenne non seulement du point de vue économique, mais aussi en ce qui concerne les valeurs spirituelles qui nous unissent à l'Europe libre.

- L'Espagne a officielle-ment présenté sa demande d'adhésion à la Communauté économique européenne. Quels sont les obstacles que le gouvernement de Madrid doit surmonter pour franchir cette étape?

— Il me faut redire une nouvelle fois notre désir d'adhérer pleinement au Marché commun europècn. Je crois que cette adhésion est fondamentale pour la démocratie espagnole. No us avons, à la demande de la Communauté, nommé une commis-sion spéciale d'études, et notre dialogue a été renoué mais il ne peut pas s'agir seulement de

. .

Januar Emi -1/10/25

problèmes techniques. L'affaire est également politique, et les membres de la Communauté membres de la Communante doivent penser que la démocratie espagnole a besoin de l'apput de l'Europe démocratique. Un apput résolu qui permette de surmonter si nécessaire les problèmes techniques qui se ramènent en fait à des questions de
concurrence dans certains secteurs industriels agricoles. Ces
questions-là ne doivent pas
conditionner no tre adhésion.
Nous autres, Espagnols d'aujourd'hul, nous estimons que les
questions techniques sont importantes, mais qu'elles ne doivent
pas être prioritaires. L'Europe
doit nous apporter la solution
que nous cherchons entre le
« oui » politique et le « mais »
économique.

— Le « oni » politique assorti d'un « mais » technique et économique est précisément la position du gouvernement français. Qu'en pensez-vous?

français. Qu'en pensez-vous?

— La position de la France a été maintes jois exposée par le gouvernement français. C'est un point de vue totalement javorable à l'adhésion de l'Espagne et qui prévoit un soutien politique sans équivoque. Du côté français, on a signalé avec réalisme les difficultés pratiques qui ne pourront manquer de surgir avec l'accroissement du nombre des adhérents à la Communauté. Mais le gouvernement jrançais a été catégorique: pour lui, l'interprétation excessive de certaines difficultés ne doit pas être un obstacle à noire adhésion. Paris maintient que les les difficultés, pourront être surmontées, même s'il jaut faire des efforts sérieux. Bien que nous nous trouvions toujours, très loin d'une structure surgranationale. d'une structure supranationale, le gouvernement espagnol et le gouvernement français 20 nt pleinement conscients des intérêts communs et de la solidarité

de tous les pays membres.
En résumé, il u'y a pas de condition préalable à l'adhésion de l'Espayne, mais seulement une de l'Espagne, muis seulement une prise de conscience des difficul-tés et la volonté de les surmon-ter. De ce point de pue, l'attitude de la France est très construc-

reconnaissance du mouvement indépendantiste de l'archipel ?

«Notre nouvelle politique africaine»

— La question des Canaries est l'un des principaux soucis de Madrid aujourd'hui. Vous devez affronter les critiques ou les réserves de nombreux pays africains à la veille de la conférence de Khartoum où se décidera, en principe, la

–Lire pages 14 à 16-

P. 14. - ECONOMIE : une relonce difficile (Rainiunde Ortega). P. 16. - POLITIQUE : le P.C.E., troisième force politique (Fernando Claudin).

— Je suis ennemi de tout triomphalisme mais f'estime que mes derniers voyages en Afrique sont positifs. Beaucoup de points ont été éclaireis à l'occasion de dialogues directs et fai pu expliquer notre nouvelle politique africaine. Pour de vieilles raisons la réalité espagnole n'était pas bien connue et cela est tout à jait évident en ce qui concerne l'archipel des Canaries. Je peux pous dire que f'ai ries. Je peux vous dire que fai découpert apec surprise que certains dirigeants africains reconnaissent qu'il y a un

problème de minorités aux Canaries et par conséquent un sentiment d'apricanité s. Je leur ai dit que notre territoire national est ouvert à tout le monde et que les ambassadeurs atsicates persent se sendre libramonas et que les amoussaseurs africains peuvent se rendre librement aux Canaries. Ils peuvent aller là-bas sans problème et fai confiance dans le résultat de leurs recherches et de leurs informations. Et fespère ainsi que des intérêts étrangers aux justes revendications des peuples

d'Afrique n'interviendront pas au cours de la réunion des chefs d'Etat africains.

vos relations avec Alger?

— Elles ne sont pas satisfaisantes. C'est certain. Elle s

"maissent un moment difficile
is personne ne peut nous
reprocher de ne pas avoir accepté
le dialogue dans le respect mutuel. Il y a quelques jours à
New-York, à la conférence du
désurmement, je me suis longuement entretenu avec M. Boutefilia. Nous avons expliqué en
toute franchiso nos points de vue
et je considère qu'il s'agit d'un
pas en avant. Cela ne veut pas
dire que nous ayons obtenu des
résultats spectaculaires ma i s
simplement que nous avons commencé à metire un peu de
clarté dans nos relations a fin
qu'elles soient plus normales.
Nous avons également envisagé
que des contacts au plus haut
níveau aient lieu entre les deux
pays. — Le roi Juan Carios a effectué plusieurs voyages en Amérique latine et d'autres doivent avoir lieu prochaine-ment. Que recherchez-vous dans ce secteur du monde?

— Quel est l'état actuel de vos relations avec Alger?

— Nous voulons évitet les erreurs qui ont pu être commises jusqu'à maintenant. Notre sensibilité pour les problèmes de l'Amérique latine est naturellement différente de celle des autres nations. Aussi nous avons engagé une action que je qualifierais de rénovairice et le roi a joué un rôle déterminant. N'oublions pas que les pays d'Amérique latine d'aujourd'hui ont vécu en commun sous la couronne espagnole pendant plus de trois siècles. Cela nous permet aujourd'hui de définir un aventr libre et indépendant sans oublier une tradition que les Latino-Américains et nous-mêmes comprenons très bien. Nous adoptons par conséquent un principe d'interdépendance dans tous les domaines. Tout est lié, le culture domaines. Tout est lié, le cultudomaines. Tout est tie, le culti-rel. l'économique, la coopération technologique. Tout doit être dynamisé en même temps et de jaço; équilibrée. Nous ne voulons pas développer des relations bilatérales qui puissent léser un pays au détriment d'un autre.

Propos recuellis par MARÇEL, NIEDERGANG. (Lire la suite page 15.)

-L'Espagne, la France et la C.E.E.--

Un marché ou un ami?

-Par JUAN ANTONIO CREMADES SANZ-PASTOR * 🛶

N s'est récemment étonné dans les milieux officiels français de la position espagnole tendant à « gioballeer » l'ensemble des négociations entre la France et l'Espagne. Pour l'Espagne, en effet, l'achat de centrales nucléaires, d'avions ou d'un procédé de télévision français ne pent être dissocié de l'attitude de la France quant à la sidérurgie ou aux textiles espagnols ou quant à la demande d'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne. curopéenne.

Pourquoi cette volonté de glo-balisation? N'est-ce pas parce que la manière d'aborder les problèmes existant entre les deux pays a conduit les Espagnols à se demander si, pour la France. l'Espagne était un ami ou sim-plement un marché?

Certes, les relations entre les deux pays sont bonnes dans leur ensemble. An plus haut niveau, cela fait même longtemps qu'elles

n'avaient pas été aussi cordiales. Mais cette bonne ambiance ne Mais cette bonne ambiance ne dolt pas nous cacher qu'il existe des prises de position du côté français qu'une certaine susceptibilité espagnole risque de rendre lourdes de conséquences. On peut en donner quelques exemples.

L'Espagne comprend difficilement, par exemple, la réaction
française face à sa demande
d'adhésion aux Communautés
européennes. Sans doute le président de la République a-t-il
déclaré que « la France a toutes
raisons de souhaiter l'admission
de l'Espagne, pays voisin, latin,
démocratique et ami ». Mais
l'Espagnol moyen est désappointé
lorsqu'il entend les déclarations
hostiles des politiciens français:
depuis le P.C.F., qui fait counaiire son «opposition résolue» à
l'entrée de l'Espagne dans la L'Espagne comprend difficile-

Avocat au barreau de Madrid, président de la Chambre officielle le commerce d'Espagne à Paris.

C.E.E., jusqu'an R.P.R., qui, par la bouche de M. Jacques Chirac, proclame qu'« il est exclu que nous puissions admettre la possibilité pour les producteurs agri-coles espagnois d'entrer dans l'Europe verte».

Les industriels espagnols voient également avec stupeur que, lorsque la première fois de mémoire d'homme la balance commerciale entre la France et l'Espagne de vient légèrement favorable à cette dernière, des mesures sont adoptées (contingentements, visas techniques) qui ont pour conséquence de rendre difficles les exportations dans les secteurs les plus importants du commerce extérieur de l'Espagne.

Les pècheurs espagnols n'ad-mettent pas qu'en invoquant des règlements de la C.E.E. on leur interdise les eaux où ils tra-vaillaient' depuis toujours.



NCO DE BILBAO

Fondé en 1857 **EN FRANCE DEPUIS 1902**

29, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Tél.: 261-56-41

L'Espagne, nous croyons à son développement depuis plus de 100 ans.

CREDIT LYONNAIS

Affaires Internationales 16 rue du 4 Septembre, 75002 Paris. Tél. 295.70.00. Télex : 630.200 Credi.

11 agences en ESPAGNE

Slèges principaux à :

MADRID - Paseo de la Castellana, 39 - Tél. 448.38.00 BARCELONE - Calle Londres, 102-104 - Tel. 218.98.00 BILBAO - Alameda de Recalde, 3 - Tél. 442,37.50 SAINT-SEBASTIEN - Avenida de España, 3 - Tél. 42.35.33 SEVILLE - Quelpo de Liano, 7 - Tél. 21,36.06

EUROPARTENAIRES: BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONHAIS

ÉCONOMIE

Une relance difficile

-Per RAIMUNDO ORTEGA-

LA mort de Franco, l'économie espagnole su-bissait la plus grave récessiun qu'elle ait connne depuis 1957. De 1965 à 1974, elle depuis 1957. De 1965 à 1974, elle avait progressé au rythme annuel moyen de 6,6 %, avec un déficit extérieur de la balance des paiements courants qui équivalait à moins de 0,5 % du produit intérieur brut (P.I.B.). En 1974, l'accroissement ne fut plus que de 4,9 % et, parallèlement à la crise mondiale, de 0,8 % en 1975. Au début de 1976, le premier gouvernement de la monarchie s'efforça de promouvoir une reprise fondée sur les exportations et les investissements, tout en essayant de freiner les tendances inflationnistes. Il tenta de fonoriser une relance modérée favoriser une relance modérée qui n'aggraverait pas les désé-quilibres internés, tout en ralentissant l'accroissement du

Le « plan Fuentes »

A U commencement de 1977, alors que le pays vivalt dans nn angoissant climat d'enlèvements et d'attentats criminels, la situation économique n'était pas bonne. La timide relance amorcée dans les derniers mois de 1976 grâce à la reconstitution des stocks et à l'accroissement de la consommation privée s'évade la consommation privée s'éva-nouissait rapidement. Les Espa-gnois semblaient concentrer toutes leurs illusions et leurs efforts jusqu'à l'échéance des élections générales du 15 juin.

Cependant, M. Suarez tint amplement compte de l'économie au moment de former son cabiau moment de former son cabi-net. Il nomma super-ministre de l'économie, avec le titre de second vice-président du gouvernement, nn prestigieux professeur de finances publiques à l'université de Madrid, M. Fuentes Quintana. Celui-ci entreprit immédiatement chômage. En fatt, l'inflation s'accéléra — les prix à la consommation s'accrurent de 17,6 % — et la balance des palements continua de se détériorer — le déficit augmenta de 710 millions par rapport à 1975, soit 42 % du PLB. de 1978.

Cependant, l'Espagne connais-sait d'importantes transforma-tions économiques et sociales. Ainst, la hausse des coûts de production s'est traduite par une redistribution accélérée des reredistribution accelered des re-venus en faveur du travail et à l'encontre du capital : la part des traitements et des salaires bruts dans le revenu national est passée de 49,7 % en 1974 à 51,5 % en 1976. Il s'ensuivit une diminution des investissements, une aggravation du déficit commercial, une stagnation de l'activité et une forte augmen-tation du chômage.

la dure tâche de sauver et de

réformer l'économie en s'atta-quant aux trois déséquilibres fondamentaux intimement ités entre eux : l'inflation, le ché-mage et le déficit extèrieur.

A EN juger par les prévisions afficielles, 1978 sera une année encore difficile pour l'économie espagnole. Le P.I.B. comaîtra un fable accroissement (de l'ordre de 1.5 %), la consommation privée augmentera faiblement et, pour la quatrième année consécutive, les investissements privés seront en baisse. Résultat préviable : une aggravation du chômage qui affectera, selon toutes probabilités, plus d'un million de personnes, soit 7.2 % de la population active. Seule note positive : une neuvelle réduction du déficit de la balance des paiements courants, qui s'établira à environ un milliard de dollars. Les quarante années de dicta-

— les prix espagnois devraient être à nouveau compétitifs, ce qui faciliterait une diminution du déficit de la balance des

Ces objectifs ont été atteints en grande partie : le rythme annuel d'inflation a baissé de 37,9 % au troisième trimestre de 1977 à 14,8 % au premier tri-

mestre de 1978; les augmenta-tions de salaires en janvier et fêvrier de cette année out été de l'ordre de 21 % contre 34 %

mage et le déficit extérieur.

Il convenait tout d'abord de rompre la spirale inflationniste an moyen d'une modération de la hausse des salaires. Pour l'accepter, les syndicats exigeatent logiquement une plus grande contribution des groupes privilégiés à un mellieur équipement collectif. Il fallait donc réaliser ectte réforme fiscale tant de fois promise. Comptant sur cette politique de revenus et menant une politique budgétaire légèrement restrictive, le rouvernement pouvait espèrer une réduction de rythme d'inflation. En outre, grâce à la forte dévaluation de la peseta — 30 % par rapport au dollar en juillet 1977, Les quarante années de dicta-ture franquiste ont poussé à une certaine organisation de la une certaine organisation de la production qui continue de peser lourd sur l'économie espagnole et ses possibilités de transformation. Actuellement, l'Espagne lutte encore pour se libérer d'un système excessivement fermé, très déséquilibré eu ce qui concerne le développement des secteurs et des régions à la suite d'une transformation industrielle désordonnée et d'un abandon de l'agriculture, doté d'un secteur public insuffisant, et comptant

au début de 1977; le déficit extérieur a diminué jusqu'à 1780 millions de dollars l'an dernier. En revanche, le chô-mage est passé de 5.3 % en 1978 è 6.3 % de la population active en décembre 1977.

Le programme du professeur Fuentes comptait, il est vral, une seconde partie, qui n'a obtenu que per ou pas de succès : la modernisation globale du sysla modernisation globale du système économique. Le gouvernement Suarez en rencuvela la promesse dans les « accords de la Monclos », qui constituèrent une habile tentative pour sonstraire les problèmes économiques et leurs solutions à la lutte politique des partis. Toutefois, les obstacles n'ent fait que croître avec le temps. Pour de nombreux observateurs, la démission du professeur Puentes, en février, est due à la conviction qu'il avait de l'impossibilité d'obtenir l'appui du parti gouvernemental pour la mise en œuvre de son plan de modernisatiun de l'économie.

Un système déséquilibre

des limites très fortes au fonc-tionnement efficace des méca-nismes du marché.

nismes du marché.

Quelles sont les solutions présentées par les partis politiques?
Les déclarations n'out pas manqué avant et après les élections du 15 juin, mais, à l'heure actuelle, l'Espegnol moyen se sent perplexe devant des programmes qui promettent simultanément, entre autres, de conjurer l'inflation et de réduire le chômage, de favoriser la croissance et de diminuer le déficit extérieur, de maintenir l'équilibre dn budget et de doubler l'allocation chômage, de réduire la pression fiscale et de financer les autonomies régionales, de les autonomies régionales de restructurer les secteurs indus-triels et de limiter l'intervention de l'Etat. Ces vœux pieux appa-raissent clairement dans les raricles du chapitre VII du pro-jet constitutionnel consacrés à l'économie et aux finances et trouvent leur expression la plus achevée dans l'article 36, aux acheree dans l'article 86, aux termes duquel eles pouvoirs publics s'engagent à promouvoir une politique de concurrence qui assure la stabilité économique, le plein emploi, la formation et le recyclage professionnels... 3

Selon les calculs les plus opti-mistes, la nouvelle Constitution mistes, la nonvene Commistes, la nonvene cara pas appronvée par la Chambre des députés avant le milleu de l'accomne prochain, Jusque-là, les Espagnois devront continuer de se battre avec leurs prochain. continuer de se oatre continuer problèmes économiques quoti-diens. Le gouvernement, une fois passée evec succès la pre-mière phase du « plan Frentes », la plus simple puisqu'elle avait un but stabilisateur, semble un économiques quotipeu indécis sur les moyens les plus appropriés de relancer l'éco-nomie : réorganiser un secteur agricole qui, paradoxalement, ne satisfait pas les aspirations des exploitants et constitue un élément moteur de l'inflation : restructurer une industrie dans laquelle de nombreux secteurs ne pourront que survivre, si on les protège avec la même force qu'à l'époque de la plus grande autar-

Un dur héritage

CEFENDANT, le parti socia-liste, le plus fort parti de l'oppositiun et qui a de grandes chances de devenir un parti de chances de devenir un parti de gouvernement a ux prochaines élections générales, souhaite atteindre rapidement une société plus égalitaire an moyen d'une redistribution générale des revenus, tout en conservant un système social dans lequel les mécanismes du marché constituent l'élèment de base de l'économie.

Il faut craindre par conséquent que, quel que soit celui qui gouverne, l'Espagne ne continue de lutter pendant quelques années encore contre les maux qui ont caractérisé son économie pendant les années 60 et les premières années 70 : l'intervention centraliste, le métange entre secteur public et intérêts privés, le manque d'efficacité dans l'allocatiun des ressources. l'oubli de l'agriculture et la marginal'allocatiun des ressources. l'oubli de l'agriculture et la marginalisation du secteur rural, l'industrialisation et l'urbanisation désordonnées, l'indifférence devant le coût d'un développement anarchique, l'absence d'une véritable satisfaction des besoins
collectifs les plus élémentaires
(éducation, santé et sécurité
sociale), l'emploi artificiel din
système financier comme moyen
de détournement des ressources
vers des secteurs privilègiés, la
protection d'industries inefficaces grâce à un tarif douanier
très èlevé.

Sur cette toile de fond, l'Espa-gne devrait, avant son entrée dans la Communauté européenne, mettre l'accent sur les points

secroître la productivité d'un système dans lequel l'inter-vention de l'Etat est restée jusqu'à présent très forte dans l'allocation des ressour-

ces, tout en demeurant ineffi-cace : - définir correctement les limites des fonctions du secteur public en le dotant, grace à une authentique réforme fis-cale, des moyens nécessaires pour répondre aux besoins

tracer une politique énergéti-que qui tienne compte de la grave dépendance extérieure et explique clairement et explique clairement les choix possibles, de façon que le peuple espagnol puisse choi-sir en connaissance de cause la solution qu'il préfère; établir une authentique liber-

- établir une authentique liber-té dans le marché du travail avec droit de grève et parti-cipation ouvrière aux décisions des entreprises. Si, au droit de grève, répond la liberté de licenclement, la classe ouvrière ne peut accepter une politique de limitation des salaires, sans, en échange, participer, par l'entremise de ses repré-sentants syndicaux à la gespar l'entremse de ses repre-sentants syndicaux, à la ges-tion et au contrôle des déci-sions qui, directement ou indirectement, affectent son niveau de vie ou son emploi :

mette d'atteindre le triple objectif : respect des auto-nomies régionales, développe-ment de la décentralisation administrative et correction des déséquilibres économiques.

Catte énumération, nullement exhanstive, n'est qu'un échan-tillon des immenses difficultés que l'économie espagnole devra surmonter durant les années à venir. Sirr le terrain économique comme dans le domains poli-tique ou culturel, les quarant années de franquisme constituen un héritage dont la société espagnole mettra longtemps à se libérer.

-- (PUBLICITÉ) -

LES «PARADORES» EN ESPAGNE

ES paradores réunissent à la tole l'histoire, l'omement, le confort le plua exigeant, la mise en valeur de nouvelles zones touristiques ainsi que le seuvegarde de la pure essence hispanique quant à la gastronomie et au décor. Tout commence autour des années 20, lorsque le roi Alphonse XIII, grand-père de notre actuel souverain, pressent l'importance que le tourleme va désormais représenter pour l'Espagne et charge le marquia de La Vege Inclan de créer le Patronet national au tourisme. Il choisit dane la elerra de Gredos un emplecement, où es dresse aujourd'hul le premiar parador national, pour faciliter aux rares vialteurs d'alors l'accès à une région attrayante par ses réserves de chasse et ses possibilités de pêche. Pula ce fut eutour de l'Hôtel Atlentico de Cadi, les paradores d'Oropesa, Meride, Ciudad Rodrigo, l'hôteliarie de l'étudiant à Alcela da Hanares, et les relais routiers de Manzanares, Ballén, Aranda de Duero, Quintaner de la Orden et La Bañeza. Les releis routiers sont aussi une création du Patronat national distances roubères qui séparaient alors les noyaux urbains importants, sans un endroit digna pour y reprendre des forces ou se reposer de la poussière du voyage. L'Etat espagnol, par l'intermédiaire du ministère du commerce et du tourisme.

a au bisser, tout eu long de ea géogra-

d'Installetione hôtelières qui, par son originalité, son efficacité, sa quantité sa qualité, peut être considéré comme Unique au monde.

Depuis l'inauguration du premier parador dans le elerra de Grados en 1928 jusqu'è nos jours, plus de quatre-vingt-dix établissements ont été créés et constituent le réseau hôteller de l'Etat. Sa création et son continuel développement pendant cinquante ane correspondent et obélissent encore à des impéretts dont la but est de faire découvrir aux Espagnole et aux étrangers des endroits magnifiques jusqu'alors inconnus. Ceux-ci, situés dans des coins difficiles d'eccès, sont propices à la tranquillité, au repos, ainsi qu'à le pretique de nombreuses activités grâce à le clémence du climat.

Les nouvelles installations hôtellères de l'État surplesent partout. Des plus hautes altitudes eu niveau de la mer, en montagne, sur les plateaux, dans les valiées et sur las plages. On restaure les monuments, les châtaeux et les monastères inoccupés, les eauvant de la disparition. On élève da nouveaux édifices. On mat à profit des altuations géographiques qui permettent de visiter les sommets où les neiges sont éternailes, lusqu'aux dépressions méridionales, où l'on cultive l'avocat et la corosol, en passant par les oliverales, les pâturages et les élevages da taureaux.

Dans le style de la région

Catte chaîne d'hôtels ne constitue pas, quant à l'aspect extérieur de ses constructions, un bloc homogène. Cheque bâtiment est doté da caractéristiques epéciales qui lui donnent sa propra personnalité. Que ce solent ceux installés dans des châteaux chargés d'histoire ou ceux construits dans des monuments riches en art et en culture, tous ont conservé dana leur restauration teur architecturs originelle, Les hôtels récents respecient le atyla de chaque région. Ceux qui ont été conçua pour une ectivité aportive déterminée sont dotés de tous les éléments nécessaires é leur éloignés des centres surpeuplés, et sont propices è la paix et eu repos, sana réclamer le voyageur le plus exigeant. En ce qui concerne la tourisme aportif. le chasse eu arge et au patit gibler offre de grandes possibilités à l'amataur. Des batiuss aux espèces eussi appréciées qua le chamola et le chèvre hispanique peuvent être organisées é partir des peradores de Gredos, Cazoria et Fuentes-Carriones. Quant é le chasse au petit gibier, nous indiquons à titre mple des points d'ettache tals

qu'Oropesa et Manzanares, dans le Manche, où le perdrix rouga ettaint

on développement maximal.
On peut pratiquar le sid depuie les emants touristiques da l'Etat citués dane la vallée d'Aran, la cierra Nevada et Fuente-Dé. Cetta demière enclave, eu cœur des ples d'Europe, est fevorable é l'elpinisme.

Les adeptes du golf trouveront à Torremolinos et è El-Salar de granda et aplendides parcours, considérés par-

mi les meilleurs d'Europe. Quent eux sports nautiques, il va de eol que les côtes espagnoles, baignées par trois mars, offrent d'immensee poscibilités, sans oublier les installations

hôtellères des îles Canaries. Nous indiquerons, enfin, eux amateurs de pácha en rivière. le parador de Ribadeo, sux alsntours duquel ebonde le eaumon, et caux déjé cités de Gredos et de Cazoria, dont lee cours d'eau à

proximité sont riches en truites. A titre indicatif, nous mentionnens rapidement qualques paradores eux édifices riches en tradition, où le visiteur marchera eur les traces d'un passé qui constitue l'histoire mêma du soi bispa-



La villa da Santiliane - del - Mar, à 29 kilomètrea de Santander, authentique cité médiévale, est conservée en parfait état, et chacun des recoins ou das maieons, prie dana leur ensemble ou séparément, est un véritable chefd'œuvre. La collègiele est un megnifique exempla da roman expressif, et en ert rupestre on peut contamplar les

grottes d'Altemira appelées é juste titre « la chepalle Sixtina du paléolithique ». Dans les environs, es trouve le paredor national Gil-Bias, installe dens un paleis du dix-septième alècle, qui fut te demeure de le famille Sarede Brecho. Transformé en résidence, il e conesrvé son architecture et acquis les exigences

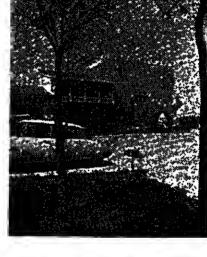
Une forteresse chargée d'histoire

Le paredor Marquis-de-Villena est eltuà dans la ville d'Alarçon, dans le châleau du même nom, é 82 kilomètres de Cuenca et é 157 kilomètres da Madrid. Ca chêtaau, conquis aur les Romaine par Alarico, dont il prit le nom d'Alaricon, est una forteresse chargée d'hielofre. Ca ful ausei une importante place l'orte Arabes, dépendante da Toleitola, Jusqu'à ce qu'ella colt reprise par les chrétiens, soue le commendemant de Fernan Martin de Cebelloe, an 1184, après trois mois de siège. Du treizième eu quinzième elàcie, ce château joue un rôle important dans les luttes de

Actuellement, reslauré par l'État et edepté eux nécessités de le via actuelle. Il permet eu voyagaur d'y côtoyer l'hisactuelles de commodité el de confort.

toire dans un site pittoresque et tran-

A 41 kilomètres de Pampeiune et é 185 kilomètres de Soria, sa dresse le châtesu d'Olite, où la Cheina netionela d'hébergements touristiques e établi le parador Principe-de-Viane, Le château y fut construit entre 1403 et 1413 sur le vestiges d'une ancisnna torterasse. Au milleu du quinzième elècie, il fut le témoin des luttes entre les pertisana du prince de Viana et ceux du roi Jean II d'Aragon. C'est un âdifice eux tormes irrégulières dont l'ensembls est feit de complexité. Les angles des façadas sont multiples, eux erêtes inégales, et toua les murs sont couronnés de créneeux et de măchicoulis. Les tours y sont nombreuses. Accolée é l'église, qui



possède un beau portali roman, s'élève une tour heute de 54 mètres.

Un lacteur important que ne pouvait négliger le Réseau national d'établissements hôteliers est celul de la gastronomie qui, à tout momant, a été le préoccupation constante de ses dirigeants, conscients de l'attention qua le touriste accorde à l'art culineire. La culaine espegnole est variée, et chaque région, ou contrée, possède ses spécia-lités dans l'art de le table. Le particulerisme de chaque zone donne leurs caractàrisliques eux plats et è leur préparation. La cuisine est le plus richa et le plus veriéa que l'on puiese rencontrer en un saul pays. Cette cuisine typique et traditionnelle est celle que l'on s'efforce de mettre en valeur. Elle est dégustée evec un appréciable succès par les nombreux visiteurs qui n'omettent pas de l'eccompagner de la qualité et de la variété des vins du pays.

Le Réseau netionel d'établissements hôtellers de l'Etat classa ees gitse. seion laurs caractéristiques propres, en peradores, ralais routiers hôtelleries, peradores, ralais routiers hâtelleries, refuges et hôtels. Ces dénominations obélesent exclusivement à le fonction que remplit chaqua établissement el ne supposent aucun ganre de classement hôteller. L'appelletion résulte de la durée du séjour, de l'emplecement et des services rendus.

La quelité particulièrement solgnée des services dans les établissements touris-tiques de l'Étal correspond è la caté-gorie à laquelle lla apparliennant. Ce réseau est en voie d'agrandissament sulvant un plan important. De nouvelles améliorations sont prévues et de nou-velles constructione seront prochaine-

المستعادين والمناسرة

ma oil un c

An certain éta

Elen-

TEL.

Passo de

PC Box 5307 4

400 Park / 650 California **S**

Friedensstra

A. Da. Fra



r héritago

Supplément Espagne =

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères

Un marché ou un ami?

(Suite de la page 13)

Ils auraient aimé que beaucoup de voix s'élèvent en France dans le même sens que celle du tri-bunal de Bayonne lorsqu'il a relaxé des marins espagnols des poursuites pour exercice illégal de la pêche. On peut lire, en effet, dans les attendus du juge-ment : «Le respect de la traesset, dans les attendus du jugement : «Le respect de la tradition, le souci des bonnes relations avec un Biat voisin et l'estime que mérite le labeur souvent ingrat et peu rémunérateur de toute une population côtière constituent des valeurs indiscutables»; «Si Pautorité du droit communautaire est grande, celle d'un traité international ne l'est pas moins»; «Si le règlement communautaire du 30 septembre 1977 est considéré comme un traité, on se trouve en présence d'un consité entre deux truités concurrents, le plus ancien étant l'accord bilatéral France-Espagne».

Il est sans doute aisé de trou-

District France-Espagnes.

Il est sans doute alsé de trouver une explication à chacune de ces questions. Tout le monde sait que les déclarations des politiciens français étaient faites en une période électorale où les voix des paysans comptaient beaucoup. Les mesures restrictives des importations prises par la France visaient des secteurs en crise qu'il fallait protéger. Le problème de la pêche n'a uss

Un certain état d'esprit

P EU importe de savoir qui a raison dans ce genre de débat. Probablement personne. Mais il prouve qu'un certain état d'esprit existe et que, malgré l'amitié proclamée dans les dél'amitié proclamée dans les dé-clarations officielles, on a peut-être besoin de changer l'appro-che des relations franco-espa-gnoles pour que tous alent conscience de la nécessité de considérer l'interlocuteur comme un partenaire véritable.

un partenaire véritable.

Depuis des années, de nombreux ministres français déploient des efforts, aussi méritoires qu'infructueux, pour faire adopter par l'Espagne le procédé SECAM, alors que d'innombrables ménages espagnola possèdent déjà un téléviseur PAL. Plutôt que de donner l'impression que l'on veut à tout prix que l'Espagne achète une deuxième technigne achete une deutente terminque pour faire de la télévision en couleur, ne vaudrait-il pas mieux négocier des contrats d'association qui auraient pour conséquence qu'à l'avenir le choix de l'Espagne se porterait tout naturellement vers des produits francais?

Dans un très vieux registre de procès-verbaux de la chambre officielle de commerce d'Espa-gne à Paris, il est consigné que,

eté créé par Paris, mais par Bruxelles.

Mais, et c'est là qu'intervient la susceptibilité espagnole, d'autres interprétations sont souvent retenues par l'opinion publique de ce pays. Celle-ci se rappelle qu'on iui avait dit pendant des années que l'Espagne n'entrerait pas dans la C.E.E. pour des raisons politiques, et elle croit que, une fois ces raisons heureusement disparues, on trouve d'autres prétextes pour ne pas vouloir d'elle. On souligne aussi que, parce que la balance commerciale devient favorable à l'Espagne, et même si les exportations françaises vers l'Espagne ont augmenté en 1977 de 27.2 % par rapport à 1976 (alors que les importations espagnoles de la C.E.E. n'ont augmenté que de 21.9 % et le total des importations espagnoles de la c.E.E. n'ont augmenté que de 21.9 % et le total des importations espagnoles de 17.10 %), les responsables français parient de détérioration des échanges, comme si l'Espagne avait la vocation d'être perpétuellement déficitaire. On prétend enfin que l'aspect humain n'intéresse nullement les autorités françaises, pas plus dans la pêche qu'ailleurs, et on en trouve la preuve dans le fait que, jusqu'en mai, les émigrants espagnols n'ont pas pu bénéficier du même régime que les émigrants portugais pour faire venir leur famille en France.

été créé par Paris, mais par Bruxelles.

le 15 mai 1909, le conseil d'administration s'est prononcé favorablement sur la candidature comme membre de la compagnie de « Monsieur Louis Renault, constructeur d'automobiles ». On ne peut s'empêcher alors de penser que le succès de la Régie en Espagne est du à ces liems étroits, tissés depuis presque soixante-dix ans, qui lui ont permis de voir en ce pays, non pas seulement un marché à conquérir mais un partenaire.

L'Espagne évolue à une vitesse

L'Espagne évolue à une vitesse vertigineuse; ses relations extérieures doivent suivre le rythme de ce changement. Les observations précédentes ne doivent pas être prises comme une critique négative. C'est un cri d'alarme d'un Espagnol — profondément attaché à la France pour des raisons familiales, sentimentales et professionnelles, et pour des impératifs de la prési-dence à laquelle il a été étu— qui craint que, dans cette période du traite, des maladresses regret-tables n'interdisent aux relations franco-espagnoles de comaitre tout le développement qu'on serait en droit d'attendre.

DINOTHA HAUL CREMADES SANZ-PASTOR.

(Suite de la page 13) - Pour la première fois, un souversin espagnol s'est rendu en Chine. Quels sont les résultats de ce voyage?

résultats de ce voyage?

— La République populaire de Chine occupe chaque four un rôle plus important sur la scène mondiale. La France l'a reconsu en étant un des premiers pays à se rendre compte de ce nouveau facteur de l'équilibre mondial. Le voyage du roi à Pêkin a été l'aboutissement d'un processus qui avait commencé û y a cinq ans crec l'établissement de relations diplomatiques entre Madrid et Pêkin. Ce voyage nous a permis de misur connaître nos réalités réciproques, de procéder à l'analyse de la situation internationale et d'approfondir l'harmonisation de nos points de vue, communs dans de nombreux domaines. Nous pensons que le voyage en Chiné du roi est un aspect très important de la diplomatie espagnole. Il nous a semblé que la technologie espagnole à l'exécution du nouvecu programme économique mésenté devant l'éssemblés navecu programme économique présenté devant l'Assemblée na-tionale populaire de Pétin par le président Hua Kuo-jeng.

- Les relations entre l'Espagne franquiste et le Vatican ont connu des moments très difficiles dans les dernières années du régime. Il semble que l'Espagne démocratique maintienne cependant certains des privilèges de l'Eglise

catholique?

Nos relations avec le Saint-Siège sont parfaitement définites dans le préambule de l'accord du 28 juillet 1978. Les projondes transformations de la société espagnole au cours des dernières années y étaient expliquées en même temps que les principes jondamentaux du conclie Vati-can II. Liberté religieuse comme un droit inaliénable de la personne, indépendance des deux parties et collaboration. C'est sur ces bases que nous cherchons à définir un nouveau type de relations entre l'Eglise et l'Etat afin de remplacer le concordat dépassé de 1953. Il s'agit par conséquent de normaliser des conséquent de normaliser des relations qui avaient connu de très fortes tensions dans les der-niers temps du régime franquiste.

» L'Etat espagnol a renoncé au privilège de « présentation » et l'Eglise a renoncé, de son côté, à ses privilèges. Cela nous conduira à de nouveaux accords au para estratt de nouveaux accords

qui permettront de nouvelles relations. Je ne suis pas membre de la commission constitution-

et je n'al pas apparient au groupe qui a rédigé le paragraphe 3 de l'article 15 du projet de Constitution. Ja pense cependant que et la liberté religieuse est un droit fondamental de la personne, l'Etat doit la reconnaire et, en outre, la protéger. Dans l'avant-projet, il est dit que l'Etat devra tenir compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintenir les relations de coopération avec l'Egise catholique et les autres conjessions.

omjessions.

Il me semble que cela n'implique par un privilège ou un régime spécial pour l'Eglise catholique. On parle simplement de conjessions religieuses en général et l'on parlera, comme c'est tout naturel, de l'Eglise catholique, qui est une de ces conjessions. Toutes les confessions auront le même traitement juridique mais elles n'auront par toutes la même importance car leur poids dans la réalité sociale espagnole n'est par le même. Nous aurons des accords particuliers avec l'Eglise catholique mais les relations ne s'er on t jamais privilégiées.

- Les droits de l'homine et la sécurité internationale?

la sécurité internationale?

- Nous pensons que les principes de base sont interdependants. Il n'y a pas de droits de l'homme sans développement économique et social des peuples. Il ne peut pas y avoir de pair ou de sécurité internationale sans respect des droits de l'homme. Nous pensons que les organisations internationales, qui sont un cadre où les Etats peuvent coexister avec le plus grand nombre d'affinités furidiques et culturelles, doivent être chargées par la Communauté internationale de veiller au respect de tous ces principes. Si la sécurité, les droits de l'homme et le développement doivent être les buts des Ktats, le désarmement doit être le moyen d'y parvenir. Le désarmement général et complet sous contrôle international est la condition nécessaire à une vertable sécurité. Ce désarmement a canastion necessaire à une vertiable sécurité. Ce désarmement libérerait d'énormes ressources pour le développement et faculterait la protection des droits de l'homme, souvent violés par des intérêts militaires. Nous avons présenté au x Nations avons présenté aux Nations unles une proposition pour étucier le problème des armements et éviter qu'ils ne soient utilises comme moyens de pression politique. Le désarmement n'est pas seulement une affaire de technique réservée aux spécialistes mais il nous intéresse tous. Aussi étudions-nous avec beaucoup d'attention les propositions constructives du président Giscard d'Estaing.

ils des pressions en faveur d'une intégration rapide de l'Espagne à l'OTAN ?

Cest un des grands thèmes que nous devons affronter. Comme c'est un problème d'Etat, il ne doit pas se décider sur

- Les Etats-Unis exercent

unt base étroite de partis poli-tiques, mais la décision doit être dégagée à l'issue d'un ample débat national et parlementaire. La question de l'accession éven-tuelle de l'Espagne au traité de l'Atlantique nord se situe dans le contexte plus vaste des options possibles pour la défense et la sécurité du pays. C'est seule-ment après un examen à jond que nous pourrons prendre uns décision. Nos amis américains n'ont pas eaché leur sympathie pour une éventuelle intégration pour une éventuelle intégration de l'Espagne à l'alliance. Mais ils ont affirmé en même temps qu'il s'agissait d'un problème uniquement espagnol et que la décision devait être prise sans aucune pression extérieure. »

POLITIQUE

Propos recuellis par MARCEL NIEDERGANG.

La Société Générale est en Espagne. Pour vous.

Depuis plus de 50 ans, le groupe de la Société Générale est présent en Espagne. En France, un réseau de 2600 agences de la Société Générale est à votre disposition pour vous aider et vous conseiller En Espagne, la Société Générale de Banque en Espagne vous accueille à : Madrid, Barcelone, Alicante, Carcagente, Jerez de la Frontera, La Corogne, Saragosse, Séville, Tarragone, Valence, Vigo. Enfin, par son réseau international, implanté dans plus de 50 pays, le groupe de la Société Générale peut vous aider dans vos affaires, partout où c'est important pour vous.



SCEIETE GENERALE DE BANQUE EN ESPAGNE

SOCIETE GENERALE

Banque française et internationale.

Banco de Vizcaya

SIÈGE SOCIAL: GRAN VIA, 1 - BILBAO-1 CAPITAL SOCIAL: 11.271.043.000 PESETAS **RÉSERVES: 12,494,090,415 PESETAS** 669 Bureaux en Espagne

SUCCURSALE PARIS

15, AVENUE MATIGNON - 75008 PARIS TEL. (1) 359 55 09 - ADRESSE TELEG: BANCAYA TELEX 641423 ET 641425

DIVISION INTERNATIONALE

Paseo de la Castellana, 114 - Madrid-6 Tel. 411 20 62 - Telex 22571 - 42382

RESEAU INTERNATIONAL SUCCURSALE LONDRES

75-79 Coleman Street London EC2R 6BH

Tel. (01) 628 45 66/9 - Telex 885245/6

Offshore Banking Unit P.O. Box 5307 - Manema - Etet de Bahrain Tel. 5 32 61 - 5 33 40 - Telex 9060 BANCAY . AGENCE NEW YORK

400, Park Avenue - New York, N.Y. 10022 - Tel. (212) 826-1540 - Telex 86199

AGENCE SAN FRANCISCO

650. California Street, San Francisco. California 94108 Tel. (415) 392 25 30 - Telex 67534 **BUREAUX DE REPRESENTATION** MEXIQUE

Avda, Juárez, 4 - México, 1 D.F. Tel. 585 00 30 - Telex 1777460

ALLEMAGNE (REP. FED.)

Friedensstrasse, 11 - 6000 Frankfurt/Main 1 - Tel. (611) 23 32 91 - Telex 413215

.Tel. 33 43 53 - 33 25 08 - Telex 23532

Avda, Francisco Miranda - Edificio Torre Europa Oficinas 7 y 8 - Ceracas

Paseo de Ahumada, 254 - Oficina 301 - Santiago de Chile

CHAMBRE OFFICIELLE DE COMMERCE D'ESPAGNE A PARIS

Depuis bientôt cent ans elle offre à ses membres français et espagnols son intervention pour développer les échanges entre les deux pays

32, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS Tél.: 073-47-90 - Télex: 212259 F



POLITIQUE

Le P.C.E. troisième force politique

Par FERNANDO CLAUDIN *-

Principale ferce d'opposition clandestine au régime franquiste pendant quatre décennies, le parti communiste d'Espa-gne (P.C.E.), légalisé à la veille des élections générales du 15 juin 1877, est aujourd'hul la troisième force politique de la nouvelle Espagne démocratique. Cette évolution s'est faite sans à-coups et n'est pas l'un des moindres symboles de la surprenante transition espaguole.

ES dernières élections partielles pour le Sénat dans les Asturies et à Alicante ont confirmé la tendance qui se reflétait dans les élections syndicales au début de l'année : le P.C.E. est en train de s'affirmer comme la troisième force politique de pays.

P.C.E. est en train de s'arnimer comme la troisième force politique do pays.

Les élections du 15 juin 1977 ne lui avaient pas été très favorables. Le P.C.E. avait alors obtenu un peu plus de 9 % des suffrages: 1 221 093 voix en face des 5 282 580 voix obtenues par le P.S.O.E. (parti so clalist e ouvrier espagnol). Sur ce chiffre, 510 708 suffrages correspondaient au P.S.U.C. (le parti communiste catalan). Ce qui veut dire que, dans le reste de l'Espagne, il avait seulement obteno 700 000 voix concentrées à Madrid, dans quelques villes d'Andalousie et du Levant et dans le bassin minier des Asturies. Mais la victoire des commissions ouvrières aux élections syndicales a montré que l'importance politique du P.C.E. ne se mesurait pas seulement à sa base électorale. En

outre, cette base augmente. Aux élections partielles d'avril, il fut le seul parti épargné par la vague d'abstention. Ses progrès ont été importants dans les Asturles pas-sant de 10 à 23 % et appréciables à Alicante, de 9 à 16 %. Le P.C.E. est en train de s'in-sérer solidement dans la nou-

Le P.C.E. est en train de s'insérer solidement dans la nouvelle Espagne an bout d'une
longue marche qui u'a pas été
un chemin de roses. Né en 19201921 de la scission au sein du
P.S.O.R. entre partisans et adversaires de l'intégration à l'internationale communiste, il a
sonffert quarante-trois années
de clandestinité et de dures
de clandestinité et de dures
parsécutions (sept années sous
la dictature de Primo de Rivera
et trente-six sous celle de Franco),
plus trois années de guerre
civile. Jusqu'au virage que l'In-

ternationale communiste a pris en 1934-1935 en faveur d'une politique d'unité antifasciste, le P.C.E. fut un petit groupe sans grande influence. Pendant la guerre civile, il est devenn une force de premier ordre grâce surtout à deux facteurs : l'aide militaire de l'Union soviétique à la République espagnole et la capacité manifestée par le parti pour la tâche prioritaire du moment, à savoir l'organisation de l'armée populaire. Les caractéristiques paramilitaires propres aux partis formés dans le cadre de l'Internationale communiste ont produit tous leurs effets pendant la guerre civile. Mais, d'autre part, la politique modérée do P.C.E. l'a conduit à affronter les secteurs majoritaires de la classe ouvrière : celui de l'anarcho-syndicalisme et celui qui se regroupait à gauche du P.S.O.E. et de l'U.G.T. Aussi n'a-t-il pas réussi à augmenter sa base ouvrière de manière substantielle. Ces caractéristiques expliquent que le P.C.E. après la déroute de 1939 ait pu devenir la force d'opposition au franquisme la mieux organisée.

Une grande base syndicale

De l'exil, l'état-major du parti organise un corps de mili-tants professionnels pour l'action clandestine. Ce système a un

inconvénient, il n'est pas enra-ciné dans la réalité du pays. D'antres facteurs ont cependant contribué à développer la force

du parti pendant la longue nuit franquiste : sa politique de réconciliation nationale, commencée dans les années 50, qui lui a permis de se lier à d'autres secteurs sociaux et politiques; d'autre part, sa tactique d'utilisation des « possibilités légales » dans les luttes ouvrières, c'est-à-dire les propres structures des syndicats verticaux. Cette tactique a permis d'organiser les commissions on vrières qui avaient d'abord surgi spontanément. Ainsi se sont créées les bases de l'actuelle hégémonie des commissions ouvrières. Pour la première fois dans son histoire. du parti pendant la longue nuit première fois dans son histoire, le P.C.E. a réussi à disposer d'une grande base syndicale.

le P.C.E. a réussi à disposer d'une grande base syndicale.

Mais des éléments uégatifs expliquent la relative faiblesse du P.C.E. à la mort de Franco. En premier lieu, son identification, jusqu'à l'invasion de la Tchécoslovaquie, avec les dictatures staliniennes de l'Est. Le décrochage progressif dn P.C.R. à l'égard de Moscou n'a pas réussi à dissiper cette image aux yeux de l'immense majorité do peuple espagnol. Le franquisme l'a exploitée, m a is la propre évolution du P.C.E. a été contradictoire et ambigué. Deinxième point négatif : la conception métaphysique que le parti a de lui-même comme unique parti authentiquement révolutionnaire et marxiste appelé à diriger la lutte pour le socialisme. Ce qui rend difficiles ses relations avec le parti socialiste. Troisièmement, les analyses subjectives du P.C.E. qui l'ont amené à considérer de manième permanente que le régime franquiste étalt sur le point de s'effondrer ont eu des conséquences néfastes sur la tactique din parti. Des dizaines de milliers de milliers de liberté de discussion et de critique dans ses rangs.

Les analyses du parti sont démanties per la manière dont le

Les analyses du parti sont dé-mentiles par la manière dont le changement de régime s'est effectué. Il n'y a pas en de « rupture révolutionnaire », il n'y a pas eu chute de la dictature provoquée par la « grève natio-nale » préconisée sans cesse par le P.C.R. Après la mort de Franco, un processus réformiste a été mis en route par les mêmes

Ancien membre du bureau exécutif du P.G.E. exclu du parti en 1964, auteur de Eurocommunisme et socialisme, paru en 1977 ches Mas-recentation.

classes dirigeantes, par le roi et par l'armée, dans le cadre de la légalité franquiste. Un processus dont la probabilité avait été nice par le P.C.E. jusqu'au dernier

noment.

La pression des masses a été, certes, un facteur, mais non pas le facteur décisif de la légalisation du parti qui intervinu na après la mort de Franco. Cette légalisation est imposée par la nature même du processus

réformiste, par la solidarité des autres forces démocratiques, en particulier celle du P.S.O.E., et facilitée par la politique de compromis tacite avec le cher du gouvernement adoptée par Santiago Carrillo. Pour le partigouvernemental, le grand rival commence à être le P.S.O.E., et l'entrée en scène d'une formation qui peut être le grand adversaire des socialistes lui convient.

Compromis de transition

DANS toute sa campagne électorale, le P.C.E. a préconise une sorte de compromis historique à l'espagnole. Il veut avant tout jouer la carte de la modération et de la respectabilité. Il reconnaît, avant les autres forces de gauche, le drapeau de la monarchie comme drapeau national, et il écarte la discussion de la légitimité de la monarchie. Cette stratègie n'est pas très rentable électoralement, et l'aspiration au socialisme d'un grand secteur de l'èlectorat se polarise sur le P.S.O.E. La consécration de ce dernier comme grand parti de la gauche est un coup dur pour les espérances entretenues par le P.C.E. pendant les quarante années du franquisme. Après les élections de juin 1977, il a proposé un gouvernement de de semestration démocrail a proposé un gouvernement dit de « concentration démocra-

tique », insistant sur la necessité de tout subordonner à la consolidation du processus démocratique, mais ce type de gouvernement ne peut pas ue pas exacerber la résistance des grauds intérêts économiques et des pouvoirs de falt, en particulier de l'armée. Tout en affaiblissant l'audieuce du PS.O.E. cette solution risqualt de « brûler » la possibilité réelle à moyen terme d'une solution de rechange de gauche ou de centre-gauche. Aussi la formule a été rejetée. Le pacte de la Moncioa a seulement été un compromis de transition dans un moment d'équilibre difficile, mais le P.C.E. l'a présenté triomphasement comme un succès de sa meut comme un succès de sa stratégie. Les faits se chargeront sans doute bientôt de démentir cette interprétation.

Le congrès de l'«aggiornamento»

L E P.C.E. a accentué sou evolo-tion vers une ligne qualifiée d'eurocommuniste. Dans son li-vre l'Eurocommunisme et l'Etat, Santiago Carrillo va plus loin Santiago Carrillo va plus loin que les communistes français et italiens dans la critique du système soviétique, provoquant ainsi une violente campagne de Moscou contre ses positions. Dans tous les aspects de sa politique, le parti valorise la démocratie comme seul moyen possible d'arriver au socialisme. Mais, en même temps, le parti conserve à l'intérieur beaucoup des vieux mécanismes antidémocratiques. Cela jette un donfe sur sa crédibilité démocratique et suscite en même temps le mécontentement de secteurs de plus en plus nombreux du parti. Aussi un aggiornamento ét ait inévitable. Cela a été l'œuvre du table. Cella a été l'œuvre du neuvième congrès tenu en avril. A cette occasion, il y a eu un progrès réel dans la démocratisation interne, bien que

reflèté de manière insuffisante dans la rénovation do groupe dirigeant. Il est probable que la lutte de rénovation des forces do parti va s'accentuer.

En résumé, le rôle du P.C.R. dans la consolidation de la nouvelle démocratie espagnols, encore fragile, tend à s'accroître: il a déjà plus de deux cent mille membres; il dirige la plus grande centrale syndicale du pays avec plus de deux millions d'adhérents; il participe aux gouvernements de pré-autonomie eo Catalogne et en Andalousie; il est présent dans les moovements de masse et il intervient activement an Parlement et dans vement an Parlement et dans l'élaboration de la nouvelle Constitution. Toute solution de rechange de gauche, ou de ceutre-gauche — et c'est la solution la plus probable lorsque la Constitution aura été adoptée, — devra compter avec le P.C.E. d'une manière ou d'une autre.



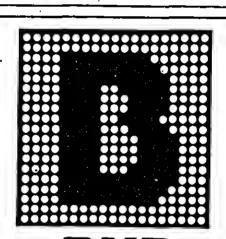
QUAND ON N'A PAS L'HABITUDE DE ROULER **EN FRANCE** IL VAUT MIEUX ROULER **EN VOLVO**

Nom Adresse		
/ille	Poys	
Date de l'arrivée en France		

16 rue d'Orléans, 92200 NEUILLY. Telex 610.994 ou téléphone : 747.50.05



VOLVO. VENTES DIRECTES EXPORTATION



LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS

AUX QUATRE COINS DU MONDE

En ESPAGNE

• BANQUE NATIONALE DE PARIS MADRID

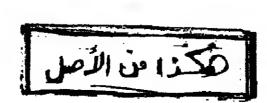
(Bureau de Représentation) Calle Cedaceros nº 10, tél. 221.80.59, télex 22124, Napar E

• Europea de Financiación Inversion y Promoción S.A. "EUROFIP" **MADRID**

.Calle Cedaceros nº 10, tél. 445.25.00, télex 27674, Erfip E

 Consejo España S.A. MADRID .Calle Cedaceros nº 10, tél. 231.82.98, télex 22124, Napar E BARCELONE BILBAO (Bureaux de Représentation)





42.

 $\mathsf{CO}^{\mathsf{W}_{\mathsf{L}^{\mathsf{V}} + \mathsf{L}^{\mathsf{T}}} \mathsf{IDEZ}}$ DIRECTEMENT TOUS NOT LIVES



de tran-// m

REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN

Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime

Par THIERRY-A. BRUN *

clergé d'âtre é l'écoute des problèmes

quotidiene des fidéles, ce qui a conduit essez naturellement à une évolution remar-

Il n'est pas de question idéologique ou

sociale actuelle qui n'alt été abondam-

ment discutée, commentée, défendue et contestée par les chafs religieux et leurs

disciplee. Chardin (5) et Gobinsau (6) ont

edmirablement décrit co goûl immodéré

des iraniens pour l'argumentation minu-tieuse des choses terrestres et divines.

Dans les « madressé » de théologie, les

docteure de la foi, les « avatoliahs », ebor-

dalant aussi bien les problèmes posés

par l'influence étrangére que la nécessaire modération (« tassaino! ») et tolérance (« tassamoh ») é l'égard des minorités religieuses, ou discutaient le notion de

propriété privée dens le Coran, ou encore

le légitimité du pouvoir impériel. De

queble du chilsme iranien.

P N un semestre, le teçade da atabilité et de prestige de l'empire d'iran e'est profondément légardée. L'impitoyable répression qui bâllionnait l'opposition des intellectuele e dû attronier un edversaire que l'on avait quelque peu oublié : la foule urbaine révoltée, Par leur ampleur et leur violence, les menllestations qui se sont succédé depuis le mole de janvier dépassent toutes celles qui ont mar-qué le règne du chah depuie quinze ans.

C'est dens le très religieuse ville sainte de Oom qu'eut lieu, le 9 janvier de cette année, le premier effrontement entre la police et des groupes qui protestalent contre le publication d'un article insuitant le plus respecté des chefs religieux. l'eyatolieh Khomeiny (1]. C'était en jenvier. Depuis, de querante jours en quarante jours, durée du deuil Islamique, les villes mentlestent, é l'eppel des chefs religleux, leur opposition eu régime et prolongent le deuli à l'égard des victimes : plus d'une centaine de morts à Qom en janvier, un nombre du même ordra à Tabriz le 17 février, puls de nouveau les 29 et 30 mars des affrontements sangiants à Yazd et dens de nombreuses villes d'iren.

La commémoration des incidents des 29 et 30 mars provoque le 11 mel de nouveaux effrontements aanglents à Qom, Tabriz, Kazeroun. Le centre de Téhéran esi occupà per l'armàe, les magasins de Meched el Babol sont en grève, A Ispahan, des cinémas, des bars et des voltures sont incendiés. Beeucoup plus grave : à Qom, le police poursuit deux prêtres chlites jusque dans la maison de l'ayatollah Shariat Madari (2) et les abet devani lul. Il est hospitalisé, victime d'un infarctus. Un autre dignitaira, également très respecié, l'ayatoliah Golpayegani, atteint eux yeux par les gaz (acrymogènes, es) égelement (ransporté à l'hôpital, tandis que l'eyetollah Nedjafi est évacué vera l'étrand'asile sacré, le best, dont joulssent les demeutes des chefe religieux, le police e franchi une étape de plus dans l'escalade de la violence.

Pourquoi le clergé est-il au centre de ces manifestations? L'appareil religieux recherche-t-il dans ces combate de rue eu papanisme matérialiste qu'imposeraient à l'Iran ses pertenaires occidentaux ? Du feut-il voir là l'expression d'une cries structurelle plus profonde qui porte à feur point de rupture les tensione sociales créées par le mode da dévaloppement

Le chah, pour sa part, attribue les désordres à une « subversion de le part d'éléments sans foi ni foi «, à des « esboteurs et terroristes isjamo-marxistes ». Son ministra de le cour, M. Amir Abbas Hoveyde, y voit l'expression d'une crise de croissanca : « Ce eoni, déclare-t-il en mal à Téhéran, les tares inévitables d'un développement économique eccélaré. Si nous avions pu raientir le rythme de notre expansion, ces bavures auraient été moine voyantes. Mais nous étions condamnés à eller de l'avant, vite, toujours plus vite. «

La presse ocoldentale n'e pas manquà de rapporter et de commenter de facon détaillée les événements sangiants qui ont eu lleu an Iran. Le clargé chille y est eouvent aommairement décrit comme conservateur, voira rétrograde et traditionnellement opposé eu gouvernement. A lire cette presse, on e parfole l'impression qu'il suffirait que le chah se déberrasse de cette réaction raligieuse, le réaction « noira », alliée à le réaction marxiste « rouge «, pour que l'iran poursuive sans entrave ca marche vers la « Grande Civilisation ». Rien ne paraît plus éloigné de le réalité irenienna (3).

La place du clergé chiite

I ES Occidentaux, lergement laïcisés, cous-estiment généralement l'influence profonde du Coran dans le monde de · l'islam. Le prolesseur Régis Blachère (4) parle très justement d'une « imprégnation » que subit l'entant « quels que soient son origine et son rang ». Le respect qu'il constate à l'égard du Coran ainsi que la déférence à l'endroit de ceux qui le savent ou l'enseignent constituent des traits essentiele de le formetion de l'adolescent Iranien. Les adultes, dens la grande majorité, connaissent par cœur des sourates et gardant des souvenirs de

Les catégories socieles illettrées, tels les paysans, ont pour tout ce qui est écriture sainle une véritable vénération, à jaquelle se mêle une crainle suparstitieuse pour ces versets coraniques qui ont des pouvoirs magiques contre le mauvals ceil. la meladie et la mort

Avant la création d'une administration moderne et de l'enseignement public par Reza chah, père du eouverain ectuel, le clergà assurait, comme au Moyen Age en Europe, l'éducelion, les cérémonie mariage et d'enterrement ainsi que l'exercice du cuite. A plus de 90 %, le population iranienne est non seulemant croyante mals extrêmement pretiquante. Il existalt pour tous les chefe de famille un système de double imposition : d'une pert, les impôts et taxes dus au gouvernement; d'eutra pert, les obligetions à l'égard de la mosquée de la localité. Cette Impoeltion religiouse comprenalt elle-mêm deux parties appelées knoms et zakat : le première, qui concerne surtout les commercanta doit être égale au cinquième des bénéfices, la seconde e'epolique à l'agriculture et eurtout é l'élevege. Dans cartaine cas, relativement rares, les commerçants dolvent verser une taxe supplémentaire appelàe redà mazaiem qui est un don purificateur pour purger l'ectivité merchende de son amoralité. Les prétres

chiltes, les mollahs, evalent leurs men-dataires qui recevalent cet argent des maine des chats de corporation. Chaque corpe de métier occupait dans le bazar une ou plusieurs galeries marchendes et choisissait celui qui serait chargé de recevoir lee khoms et zakst pour le ou les chofs religieux de le région, qui en consecratent une partie à le mosquée du lieu. Cheque bazar e sa «mosquée du vendred!»: masched-é-jum-é-, et un repport très étroit existail entre le prospérilé marchande et l'importance des édi-

C'est ainsi que le bazar finance directement le fonctionnement des mosquées et des écoles coraniques, ainsi que les œuvres de charité de la communauté raligieuse. Car le ciergé chitte a été depuie des temps immémodaux le défen-seur des pauvres. Il redistribue une partie de ses revenus sous lorme da dons eux lamilles les plus démunies.

Contrairament à le hiérarchie catholique dirigée par un chet suprême, le clergà chilte n'est pas tenu d'obéir à un cher déalgné, mele il choisit assez librement pour guide les docteurs de le foi, appelés ayatollehs, dont le prestige et la sagesse lui paraissent les plus élevés. Les fidéles eux-mêmes suivent l'enseignement des mollehs qu'ils prétèrant. ceux qui partagent leura préoccupetions et dont les conseils les aldent pour résoudra leurs problèmes quotidiens. Il est très fréquent d'aller consultor les - sages -, les mouditahids, pour arriver à un consensue (idima) par un procédé appelà istitta.

On conçoit, dans cas conditions, les liens très étroits oul sa sont tissés entre la masse musulmane Iranienne, son clergà et les marchands, et le nécessité pour les mollaha de répondre aux aspirations popu-teires, faute de quoi lle perdraient jeur eudience et leur légitimité.

Ni le capitalisme ni le communisme>

DANS un régime où la eurveillance et la répression sont eussi implitoyables, il était inévitable que les lieux d'exercice du culle deviennent des centres privilèglés de discussion et de réflexion eur les méfalta de l'occidentalisation forcée. Les milliere de mosquées disperaées dans tout le pays, les écoles de théologie des grends centres religieux tele que Com et

COMMANDEZ

DIRECTEMENT

TOUS VOS LIVRES

FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN

155, rue Saint-Honoré,

Sur simple demande.

envol gratuit de notre bulletin

« les Livres da mois ».

Meshed échappent encore à l'absolutieme et à l'arbitraire impérial. Le chan e, certes, réussi à imposer sux plus grandes fondetions religieuses, telles que le mau-solée de l'imam Reza é Mashed, l'eutorité d'un colonel de l'ermée. En revanche, le projet de oréstion d'une - ermée de le raligion », eembleble à l'« armée du eavoir » de la « révolution bianche », a échoué. Il e'agissait de piecer dans les villages un réseau d'euxillekes raligieux comparables eux instituteurs du service national actif Iranian.

ment des jeunes mollahs qui vont précher jusque dans les régions les plus reculées, les fidéles qui le peuvent font le chemin Inverse vers les lieux de pèlerinage. Par autobue, il arrive chaque année plus d'un million de pèlerine à Ghom, et un mil-lion et demi à Mashed (par comparaison : trola millione à Lourdes). Contrairement au pèlerinage à La Mecque, qui est l'une des obligations rituelles de l'Islam, ces pèlerinages appelé ziyârat cont particullere au chilsme duodécimain (qualificatif dù

Tandis que les écoles de théologie for-

eux douze imams vénérés par les frantens). Le brassage géographique et social Intense qui s'effectue aux abords des tombeaux des descendants d'Imams permet depuis de nombreuses années eu

mame que dans le chrédenté se sont développés divers courants de pensée sur l'evortement ou le justice sociale, dité-rantes écoles chiltes ont abordé de façon très progressiste les problèmes posés par l'Intégration de l'Iran dans l'économie

A le recherche d'une vole qui ne serait, selon l'ayatollah Sbariel Medarl, «n/ le capitalisme ni le communisme », certains chefe religieux ont donné des interprétations du Coran très progressistes. » Nous voulons, déclerent-ils, une eociata égali-taire où disparaisse l'exploitation de Thomme par Thomme > (7).

mondicie. En sont témoins les écrits de

l'aystoilah Taleghani el de M. Bazargan.

Le Coran, reppolons-le, effirme le res pect du droit de propriété, et le subordination réciproque des classes sous l'égide de chefs équitables et sages. Contrairement aux cunnites, qui se conte tent d'un réformisme modéré, les chefs refigieux chiltes ont proposé des réformes beaucoup plus progressistes. C'est pour-quol on ne peut réduire l'interprétation du soulèvement religieux, comme certains l'ont fait, à une réaction contre le peganisme et le corruption occidentale. Certes, une fraction des manifestanta e saccagé des cinémas qui présentaient des filme jugés pomographiques ou des débits de boissone ou des banques, mela ces actes ont été condamnés par les ayatoliahs, qui oni toujours prêché le tolérance.

Bi les revendications des religieux ont eu des répercussions aussi graves, c'est blen parce qu'elles correspondalent é un mécontentement très profond dans les milieux urbains de commerçanta et d'arti-sans en particulier. Vie raligieuse et vie sociale étant étroitement liées, c'est dans le dédale des petites rues, des échopoes et des etellers des bazars, à proximité des mosquées, que es sont propagés les

Le melaise des marchands et artisans a des recines enciennes. L'intensification des échanges commarciaux avec l'Europe, dès la fin du elècle demier, a progressi-vement réduit l'entisanet très flodssant qui existait en Iran, Au fil des années, les usines ont remplecé certaine atellers, les importations àtrangères ont anéanti les produits articanaux et les grande megasins ont drainé une partie croissante de l'ectivité économique hore des bazara. C'est ainsi que, dès les années 40, une vive opposition au programme économique du chah a'est développée dans la bezar da Téhéran où le Front national du docteur Mossedegh avalt trouvé see plus fidàles

Favorisée par le cour impériale, une nouvelle bourgeoisie marchande qui pros-

Chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM).

développée depuie cette époque. Les membres les plus proches de la tamille régnante parviennent même à introduire des marchandises étrangères en détaxe, et à concurrencer sévèrement les reven-deurs moins bien placés à la cour. Les tentatives gouvernementales de juguler l'inflation en contrôlem evévèrement les prix ne pouvalent qu'eviver l'amertume des

L'émergence de cette nouvelle classe de businessmen et de bureaucrates a expulsé du centre de la vie économique populaire touta une génération de com-merçants et d'artieane qui ne pouvaient se convertir eux transactione floriesantes de l'import-export.

L'évolution de l'agriculture iranienne sous le règne du chah est à cet égard exemplaire. Dans eucun autre secteur.

adoptée... L'Iran peut encora importer beeucoup de produits agricoles moins chers que e'ile étaient produits dans la pays...es importations peuven donc àtre utilisée, pour réduire les prix é le consommation (9). - Dangereuse politique de faci-tité qui renforcersit, el elle était appliquée, la capecité de chantage des granda exportateurs de céréales, concluail M. René Dumont commerçants de « seconde zone » sur lesquela e'abattaient avec plus de vigueur Contrastant étrangement avec les étatistiques officielles qui indiquent de apectates inspecteurs des prix et les milices du

culaires augmentations de le production entre 1974-1975 et 1976, de nombreux témolgnages tont état de le désorgentastion des nouvelles unités de orgaliza-de rendements médiocres, d'abandon de récoltes, d'insuffisance de main-d'œuvre pour la cuelliette des agrumes du Gullan ou le récolte de l'opium du pavot à Hamedan. Partout, l'exode rural prive le monde paysan de ses àléments les plus actifs et laisse des champs en friche. Les caneux d'irrigetion traditionnels, les qanats, se tarissent ou e'effondrent faute d'entretien

phréatiques causé per un motopompage non contrôlé.

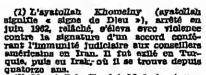
La réforme egraira n'e pes détruit seulement l'aristocretie latifundiaire, eujour-d'hui essociée dane ee majorité à le modamisation egdcole, mela égelement les formes ancestrales d'unité de travail coopératif paysannes qu'était le boneh. Au sein de celui-ci, chaque titulaira de nessagh avait des droits en terre et en eeu, einsi que des obligations à l'égerd de la collectivité. Cette organisation assurait autrefols une répartition ralativement équitable de la production et la prise en charga collective des services communs,

En ne reconnaissant pas cette organisation traditionnelle lors de le création des coopératives de production et en ne distribuant des terres qu'aux titulaires de nassagh, ta politique agricole exprime cialrement la négadon du pouvoir paysan.

L'extrême morcellement des parcelles Individuelles, leur dispersion, l'isolement du petit exploitant sane eccès eu crédit et endetté sont autant de facteurs qui favorisent l'entrée progressive des paysans dans des structures de production nou-

Blen que différentes dans les textes, les sociétés coopératives el les sociétés agricoles per actions fonctionnent de facon très cembleble evec la groupement des echats el des ventes et une gestion centralisée conflée à un directeur nommà et à quelques ingénieurs payés par l'Etat.

(Lire la suite page 18.)



quatorzo ans.

(2) L'ayatollah Shariat Madari est une
eutorité religieuse, oarmi les olus heutes
en Iran, qui e affronté ouvertement le eutorité religiouse, carmi les clus heutes en Iran, qui e affronté ouvertement le gouvernement après la cublication de l'article injurieux pour l'ayatollah Ehomeiny. (3) Voir à ce sujet nos ébudes récentre : Brun (T.A.), Geissler (C.) et Bel (F.), « le Balouchistan iranien : un réservoir de travailleurs sous-silmentés cour les émirats », revue Tiers-Monde, 13. 60, janvier-mars 1977 et Narsghi (Ehosraw) et Montasami (Behruz) : Analyse du processus de la réforme agraire (miméo) et Le « boneh » : possibilités d'organisations coopératises sur le mode du « boneh » (miméo).

(4) Blachère B., le Coran, 3 vol., G.-P. Maisonneuva, Paris, 1947-1931, et Introduction su Coran, édit. Besson et Chantemerié, Paris, 1959.

(5) Chardin Jaan, Voyages en Perse, L. Langeles, Paris, 1811.

(8) Gobineau, Religions et philosophies de l'Asis centrale.

(7) Libération, 12 mai 1978.

(8) Dumont (Remé) : Quelques remarques sur la situation agricole de l'Iran en 1976, miméo, avril-mai 1976.

(9) BIED, Etude de l'économie agricole de l'Iran, rédigés pour la Banque iranienne de développement agricole, 1974.

d'approvisionnement de l'étranger. Il manilestalt à ce propos son désaccord total avec la Banque mondiale, qui soulignatt dens un rapport que l'iran devrait importer de plus en plus : «L'Iran ne doit pes ee santir vraiment vuinerable eux approvisionnements et prix mondiaux, al une politique logique d'importation à long terme est

ditionnel au profit des importations n'est

Demain, en Provence, choisissez aujourd'hui.

La meilleure sélection de terrains à bâtir viabilisés, et de maisons, neuves ou à restaurer, en Provence, dans le Luberon, sous le soleil le plus convoité de France.

Documentation gratuite sur demande : LES MAS DE PROVENCE - 40, place Mirabeau, 84160 CADENET - Tél. (90) 68.06.59.

les mas de provence.

aussi nettement merquée.

Tout à leurs préoccupations urbaines et

industrielles, les économistes iraniens et leura conseillera eambleni ignorer le

dégradation rapide de ce secteur qui,

depuie la fin des années 60, ne couvre plue les besoins ailmentaires du pays,

devenu l'un des grands importateure de

produits egro-alimentaires du Proche-Drient Les importations de denrées all-

mentaires augmentent ectuellement de

14 % per an. A ce rythme, l'Iran Importe-

reit evant 1985 plue de le moldé de son

Dans un rapport edressé en mai 1977 à

M. Madjidl, mimletre du plan et du budget,

M. Renà Dumont soulignall que l'Indépen-

dance économique d'un pays exige un certain degré d'autonomie elimentaire qui,

aans vicer un totale autarcie, lui permette

de surmonter d'éventuelles difficultés

DU MICHOE

3.00

)E PAR ?

rsion '

(Suite de la name 17)

Les sociétée anonymes sgricoles (S.A.A.) sont constituées «en principe » après eccord des propriétaires dotés da terres par la réforme agraire ; mais ti sembla bien que ceux-ci n'alent guàre la possibilité de manifester leur désaccord. qui serait assez fréquent. Ces sociétés sont dirigées par un directeur, émanation de l'administration, et les paysans ont l'impression d'être dépossédés des terres. lle n'ont pratiquement pes voix au chapitre pour l'organisation de le production.

La loi concernant la création de cee S.A.A. Indique qu' « Il aerait souhaitable qua lae actions de chacun des ectionnaires ne soient pas inférieures à l'équivalent de 20 hactares de terre irriguée ou 40 hectares de terre non irriguée » La movenne des petites exploitations indi-2 hectares, il en résulte qua, dans toute la mesure du possibla, on incitere au départ les petits ectionnaires qui n'ont plus alors qu'à céder leurs actions à ceux qui restent et cherchar un emploi salarié (10;

Un eutre aspect de la politiqua agricola définie par la loi du 9 juin 1975 vise à créer des « pôles de développement ». Elle donne la priorité à vingt pôles couvrant une aire potentielle de 1,8 million d'hectares, tandia que tout coutien gouvernemental est délibérément refusé eux fermes dispersées et aux zones margineles. D'après M. Hushang Saedioo (11), t'ancian ministre de l'agriculture, M. Maneour Rowhani E. prévoyalt « un découragement positif hors des limites des pôles...

La banque egricole ne doit pes y accorder de crédits, le Société nationale des pétroles y vendre du fuel é bon marché, la miniatère de l'agriculture n'y doit pas assurer le protection des cultures, le vuiagricoles... Dn n'y doit point bâtir d'écolas rurales ni de dispensaires, ni tournir de routes ni de l'électricité. Ainai le migration des populations vivant en dehors des pôles

Les échecs de « l'agrobusiness »

A politiqua actualla consiste donc à abandonner des ressources neturelles preliquement gretultes qut, mêma eménagées pour éviter leur dégradetton, reviennant très bon marché. La remplacament actuellement en cours da l'élevaga ovin et caprin per des bovins importés à granda frais ne pourra a'appuyer que aur des importatione massives d'aliments concentrés à bese da eoje ou da déchets d'industries alimentaires. Or le commarca international des allments du bétail est dominé per qualques firmes multinationales.

L'exploitation familiete étant encore très largement dominante, l'implantation da grandes at moyennes entreprises, comme elle est pretiquée ectuellement, ne pourre assurer un volume de production globele comparable evant longtempe. Certes, dans una large proportion, le niveau techniqua de ces petites exploitations est faible : les ents du blé irriguà (da 15 à 18 quintaux à l'hectare) ou ceux de la betterave sucriére (de 20 à 25 tonnes à l'hectare) pourraient être doublée sans accroissement important des coûts de production. D'alleurs, dans certaines régions comme Ispahen, Yazd, Rezaleh ou Niehapour, des exploitants traditionnela atteignent déjà des rendements élevés grâce à da tes aménagements.

Parallélement, on enregistre sur les périmètres nouvallement mis en valeur ou dans les pôles agricoles qui bénéficient de toute l'aide de l'Etat des performances économiques médiocres, voire désastreuses, que les rapports officiels tentent da dissimular par une talsification aya-tématiqua des bilane d'exploitation.

Durant le demlére décennie, la province qui a fait l'objet du plus gros affort de développement a été celle du Khuzistan avec la construction du barraga da Dez, achevé en 1962, qui permettait de mettre an valeur 95 000 hectares ; en 1974. il n'y avait encore que 20 000 hectares irrigués, bien que l'on ait expulsé trente-huit mille familles paysannes de 57 000 hectares et confià la plus grande partia de l'exploitation des terres é quatre sociétés agricoles géantes du type « agrobusiness ». La Banque mondiala ne conclut-elle pas à ce eujet : « ... !! n'est pas clairement àteûti que les investissements importants effectués pour le développement agricole du Khuzistan soient un succès sur le plan

(10) Brun (T.A.) et Dimont (René):

c Des prétections impériales à la dépendance alimentaire », revue Peuples méditerranéens, n° 2. janvier-mars 1978.

[11) Saedico (Husbang), A critique of a policy for agricultural development at the poles of soil and water » (le rapport is M. Rowhani critiqué in était initiulé Développement économique des pôles de ressources en sois et en eau).

(12) Ct. René Dumont. op. ct.

(13) Ct. l'étude de la BIRD déjà citée.

(14) Cf. « le Balouchisten iranien... », article ctté.

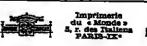
article cité. (15) Selon les travaux (non publiés) de l'économiste iranico Khosrow Naraghi.

COTE D'AZUR

Proche VAR - 1 km important village, ccotre international voi à voile et lac poissonneur. Beau domaine avec mas authentique restauré - vue panoram. - saion, a à manger, cuis., office, s. à manger o'été, grde terrasse ombragée, 3 grdes chambres 0e maître + grenier 120 = aménageable + petit mas indép. 3 p. - tt confort - 19 000 = to beau parc oliviers, chênes, pins - poss. Oétacher une partie du terrain. PRIX: 380 606 F.

Agence COURRIN 23, Jeu de Bollon, 06130 GRASSE Tél.: (93) 36-24-37

Edité par la S.A.R.I. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication.



Reproduction interdite de tous arti-

cles, sauf accord avec l'administration. et publications 1 nº 57 438

vers ceux-ci pourra être encouragée «.

De tele propos tent frémir : la dispersion de l'hebitat irenien correspond à celle des ressources en eau, et nombreuses même al elles sont modestes - aont celles situées hors de pôles. L'élimination des ones « hors pôtes «, qualifiées souvent da zones marginales, eugmantereit le ecus-emplot et le chômage, rédulrait la production agricole d'eu moine 30 % et conduirait à la désertification de vastes zones du pays (12).

A terme, l'ebandon délibéré des zones marginales at des petites exploitations familiales consiste à éliminer d'iran les bases même du systèma de production antérieur à le réforme egraire. Ainsi te parcours occupent une large fraction des terres non habitées et non cultivées, soit 80 % de l'étendue du territoire ; le chepte ovin et caprin y prélève annuellemen l'équivalent tourrage de e,5 millione de tonnes d'orge, soit en unités fourragares plus que la production céréallère totala Irantenne. La viande, te lait, la laine et les peaux produitas eur tes terrains de parcoure représentant une veleur ajoutée nette annuelle de 40 millions de riais, soit le quart de la valeur ajoutée nette du secteur primaire.

économiqua et social. L'accroissemant de le production agricole a été obtenu au prix d'investissements en capitaux d'un

montant colossal, de pertes tinancières de la part das sociétés d'agrobusiness, de manqua é gagner majaur du gouverna-ment, du feit das concessions en matière da loyer, de droits de douane, da prix de feau, de prêts à faible laux d'intérêts et autres formes da subventions à l'agrobusiness. Le fait que, dix ana après l'achèvement do barrage, un cinquième sewiement du périmètre dominé soit affectivemani mia en valeur (...), a dea implications lourdes de eignification pour le viabilité économique des investissements affectués dans ce barrage. Du point da vue sociel, le masse da la population rurala a peu bénéticià du développement agricola de le région = (13),

Le cas du barraga de Dez n'est probeblement pas unique. Blen qu'ile sient étà achevés respectivement en 1968 et en 1970, les berrages d'Aras et de Chah-Abbas ne sont pas encora pretiquement exploités. Melgré leur Importance vitale dans les régions andes en vois de dépeuplament accéléré (14), les aménagements hydreuliques sont souvent réalisés avec une lenteur et una absence d'organisetion

spectaculaires. Ainel, le petit barraga du Pishin, eu Sud-Balouchistan, est loujours eu stade de début de chantier au printemps 1977, solt sept ans après la lancement des études d'aménagament. L'almosphare du campement évoque une tour de Babel où les techniciens traniens, autrichiens, pekistanale et trancale es reisttent mutuallament le responsabilité des incohérences et da le pagaille indescriptible due en partie à la diversità des lenguas et des pretiques de travail.

De la part des egances iraniannes comme das sociétés étrangères, il semble que l'on alt donnà le plus souvent is priorité eux aménagements gigantesques comportant des echets de matériel coneidérables et l'intervention d'ingénieurs en tous genres. L'Iran achète te développement agricole comme un « kit « à l'échelle de ses ambitions : barrages, réseaux d'irrigation, engine de terrassemant, mechines egricoles, abattoirs, frigorifiques, laiteries, bovins sélectionnes... Importé par avion, rien n'est trop beau ni trop cher pour permettre à t'iran d'accèder eu rang des pays industrielisés. Et l'on trouve toujours des multinationales et des bureaux d'études pour encourager, par des plans d'aménagement très sophistiqués, cette débauche d'echsis comptuaires.

Dans l'agriculturs Iranianne, l'Etat est da loin le plus grand investisseur. Brutalement libéré des contraintes financières grâce eu quadruplament du prix du pétrole à la fin de l'année 1973, il s pu cholsir un modèle de développament à la mesure des ambitions impériales eans se soucier du coût. Des théoriciens Idéalistes aureient p'i Imaginer bien d'autres solutions tirant profit des expériences de l'Orient comme de celles de l'Occident, appliquant é l'Iran certaines expériences chinoises, africaines, lereéliennes ou américaines. Des axperts blen intentionnés n'ont d'ailleurs pas manque de prodiguer des conseile en ce sens, et certaine d'entre eux ont même été écoutés. Cependant, les « médecine eux pieds nus «, dans la région de Rezaleh, ont échoué ; les sociélés agricoles ont converti les peysans en salaries et le « participetion » prônée par la « révolution blancha «

M. Carter et les droits de l'homme

R IEN ne convient miaux pour décrire catta mascarada de développement qua la tarma d' a expansion mimétiqua = (15) ; fi e'agit de einger l'Occidant dans ses moindres détails en feisant table rase du passé, C'est dans ca contexte da mimétieme institutionnalisé qu'il feut replecer la vagua da mécontaniement qui e ebrenia en quelquas moia l'apperenta etabilité du régime. Dens la mesure où la dégradation des conditions da vie des_ classes populaires n'est pas nouvella et où l'insatisisction des eutorités religiauses et du bazar dure dapuis tongiemps, il convient aussi da s'interroger sur las fecteurs qui ont déclenché en 1978 une crise eussi violente, avec une participation populaire aussi vaste. Le calendrier

des faits politiques majeurs da l'année 1977 contient des éléments d'explication. Avant méma eon accession à la présidance des Etets-Unis, M. James Carter ouvre une campegne an feveur des droits de l'homme. Après son élection, il presse un cartain nombre de gouverneme dont calul de l'Iran - de libéraliser le via politique. Au aein de t'intalligentsia et des universités, ces prises de position du président das Etats-Unia suscitent un grand espoir. En mars 1977, l'un des écriveins Iraniens les plus connus, M. Helaeyed Dhevadi, public une première lettre ouverte au chah qui e un grand retentissement. Il n'est ni arrêtà ni inquiété. Quelques mois plus tard, c'est un collecbf d'écrivains de loutes tendances qui lui

es heurte encore à l'incompréhension le

Tout se passe comme ei rédification d'une nouvaile etructure de production ne pouvait reflèter autre chose que la collusion d'intérêts financiers, politiques, stratégiques propres à le situation iravant scandelieée de l'inafficacité, du nepotisma et de la corruption qui règnent à Téhéran. Ces irelis de caractère ne cont pourtant pes propres à la bourgaoiele at à l'edministration ireniennes, mame e'us atteignant ici des sommets.

Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect mineur du détournemant de le richesse nationale au profit d'une minorilé. Beeucoup plus grave est l'orientation massive donnée au- Investissements d'intérêt national. Appuyé per une armede da mercenaires en cols blancs — américains, britanniques, allemende et trençais, - l'eppereil au pouvoir englouht des sommes fabuleuses dans des projets ineppropriés et souvent contreires eux intérêts des masses rureles et urbeines. Dana un bourdonnement d'affairietes, de spéculateure et d'intermédiaires en tous genres a'opare, dans le stricte légalité et au plus heut niveau, le détournement des revenus pétrollers.

Le moi d'ordre est simple : créer en Iran une sociétà industrielle anelogue à calle des peys capitalistes. En rupture totale avec les anciens modes de production, on a importé les apperences extérieures du développement. En juxtaposant des anclaves modernes telles que les installationa de l' - agrobuainess -, las supermarchés ou tes complexee eldérurgiques, te gouvernement imegineit créer peu à peu tous les liens organiques qui tent la trame d'una vie économique de type industriel. Mete toutes cea encleves demeurent inarticulees entre elles, totalement tributaires de l'étrenger par leur conception, pour leur maintenance et leur approvisionnement. Elles ne constituent nullement des - pôles de dévetoppement - mais des gouffres financiers où t'Etat engloutti des sommes tebuleuses pour donner à ces grandes réalisations une apparence de visbilité économique

emboitent le pas. Rapidemant, se forment de nombreux comités et associations réctament le respect des libertés fondamantales.

TELLY DAGIT

1

UNION

Poneus Nacionals Service of Spulate (-a Nationale 27.72.5

Ban

à voca

Soucieux paut-être da ménager l'sillé dont il dépend, te chah hésite à museler ces intellectuals contestataires. Il ettend. Tout peut se négociar. Le sort da la libéralisation du réglme s'est-il noue à Washington, comme certains tont suggérs ? Quoi qu'il en eoit, à l'Issue des entretiens qu'eurent le chah at M. James Carter en novembre 1977, un marché esmble conclu entre les daux chefs d'Etat concernant l'achat d'ermement et de centrales nucléaires, ainsi que le position de l'Iran gur le « gel » du prix du pétrole. En echange, le président des Etals-Unis, en visite à Téhéran le 31 décambre 1977, affirme que le chah - partage see vues sur les droits de l'homma ». Fort de ce brevet de démocratie, le chah décide elors de trapper à la têta l'opposition religieusa en eutorisant, voire en suscitent, le publication dene le presse gouvernamentala d'un erticle injurieux contre 'ayatoltah Khomeiny, le plue haute autorità religiouaa chiite.

Or, à cette époque, le mévente du petrola en 1976 et le baisse relative des revenue pétrollers (19,5 milliards en 1977 contre 20,5 milliarde en 1976) avaient efizibli coneidérablement le fecteur essentiel da l' axpension mimétique », totalement dépendante de l'injection de dollars. La repression daveit alore conditionner l'adhé-ion (torcés) des masses à ce type de développement économique. On conçoit qu'une libérelisation pessagere, eu moment où l'apparell économique révétais ses insuffisances siructurelles, alt porté les tensione sociales à jeur point de rupturs : émeutes, répression brutale, nouvelles émeutes malées à nouvaeu dans le sang.

L'épreuve da force engagée par le chah e'est retournée contre lui. Pour ses perteneires occidentaux, son rôla essentiel était d'établir sur les rivages du Golte et eux frontières de l'Orient communiste una base eteble et prospère du cepitalisma internetional. Son projet de « Grande Civilleation - n'eyant pas trouve jusqu'à present une large adhésion populaire. comme en témoignent les eoulevements récents, il n'e d'autre choix que celui de la repression ermée. Dr l'ermée Imperiale d'Iren est, comme les autres créations modernes du chah, tributaire - par son organisation, son équipement et son orientation - de ts etructure militaro-Industrielle nord-américains. Elle est trop étroitement intégrée au réseau atratégique américain pour que des officiers puissent prendre des positions différentes de celles de leurs protecteurs d'outre-Atlantique. Il est donc probeble que le sort du régime se jouera en demier ressort non à Téhéran mels à Weshington, où, maigré la paravent des croisades pour la respect des droits de l'homme, on semble préférer encore les dictatures muselées aux monarchies constitutionnelles.

THIERRY-A. BRUN.

L'opposition interne face au chah à la domination étrangère

Par AHMAD FAROUGHY *

A succession des émeutes, des grèves et des manifestations au cours des derniers mois révèle à qui serait, toutefols, dépendante de l'armée.

grèves et des manifestations au cours des derniers mois révèle à l'opinion internationale la persistance d'une résistance populaire au régime du chah, malgré le formidable appareil policier qui sévit depuis vingt-cinq ans. De fait, depuis le conp d'Etat de 1953, ourdi avec l'aide de la C.I.A., contre le gouvernement de Mossadegh, une opposition multiforme et clandestine n'a jamais cessé d'exister.

Durant la première décennie qui suit la coup d'Etat, la résistance est essentiellement urbaine et tribale. Dans les grandes villes, les intellectuels et les étudiants politiaés — mossadeghistes ou communistes — sont à la pointe d'une opposition qui n'est pas, cependant, circonscrités aux seules universités. En 1957, dans une briqueterie de Téhéran, une grève des ouvriers n'est brisée que par une répression armée qui fait soirante-quinze morts parmi les grévistes.

An début des années ét, dans le sud du pays, la tribu des Qashqals — qui voit son indépendance séculaire menacée par la destruction systématique de son cheptel du fait du pouvoir central — déclenche une révolte armée contre le chah. Il faudra l'intervention massive de l'armée et des bombardements sériens intensits de la population pour casser définitivement l'insurrection en 1965.

Cette première opposition urbaine et tribale qui suit la chute de Mossadegh l'armée.

Ainsi, dès 1955, une police politique entièrement administrée par des officiers de l'armée est mise sur pied avec le concours de la CLA: la SAVAK (1). Créée officiellement par la loi du 20 mars 1957, elle a notamment pour fonction « l'acquisition et le rassemblement des informations nécessaires à la sauvegarde de la sécurité du pays; d'empêcher l'activité des groupements dont l'idéologie et la pratique sont contraires à la Constitution; d'empêcher les complots et les machinations contre la sécurité du pays, etc. » (art. 2). En fait, elle peut espionner, interdire et interroger qui bon lui semble. En outre, « les agents de la SAVAK sont considérés dans l'accomplissement de leurs fonctions

casser définitivement l'insurrection en 1963.

Cette première opposition urbaine et tribale qui suit la chute de Mossadegh traduit déjà la résistance populaire qui a'amorce face à l'emprise croissante de l'Etat sur les affaires de la nation.

En effet, dès que Mohammed Reza chah est rétabli sur le trône, l'administration Eisenhower le pousse à concentrer son pouvoir et à centraliser l'organisation du pays au moyen d'un appareil d'Etat géré par des militaires qui ne sont responsables que devant lui. L'omniprésence du pouvoir central et la militarisation de la vie iranienne correspondent aux objectifs politiques de Washington.

Une importante aide militaire est apportée an régime. Des conseillers militaires américains viennent sur place pour former des officiers, dont certains sont envoyés en atage aux Etats-Unis. De 1954 à 1962, la moitié de l'aide américaine prévue pour l'Iran, soit 500 millions de dollars, est attribuée à des fins militaires.

Cependant, le rôle assigné à l'armée

buée à des fins militaires.

Cependant, le rôle assigné à l'armée était essentiellement de mater une insurrection de grands envergure, de faire face à une éventuelle organisation militaire mise en place par l'opposition (une guérilla rurale par exemple), car l'appareil militaire n'était guère structuré pour infilter ou contrôter la société civile. De toute évidence, ces tâches devaient être remplies par une nouvelle organisation

comme des agents de la police judi-ciaire militaire, et le jugement de tous les crimes et délits qui sont cités par la présente loi sera de la compétence des tribunaux militaires permanents » (art. 3) (art. 3).

Sous le convert de la SAVAK, t'armée enquête, arrête, juge et condamne à elle seule, au mépris et containne a eue scule, au mepris et en violation flagrante du pouvoir judiciaire — seul compétent en la matière et dont l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif est garantie par les lois constitutionnelles de l'Etat iranien. Son pouvoir politique ainsi affermi, son pouvoir politique ainsi affermi, le chah amorce une seconde phase qui vise è étendre le contrôle de t'Etat sur les affaires économiques du pays : ce que le chah appelle sa « révolntion blanche » — en fait, une création de l'administration du president Kennedy.

Première tentative de libéralisation

pour régner.

EN esset, lorsque ce dernier arrive à la Maison Blanche en 1981, il esquiste une nouvelle politiqua à l'égard de l'Iran. Rompant avec celle qui était en vigueur durant le mandat d'Eisenhower — un appui inconditionnel an pouvoir monarchique absolu militarisé, à nne économie séodale, sous-dévelopée et structurellement inégalitaire. — le nouveau président pousse à une libéralisation de la vie politique iranienne. Toutesois, celle-ci doit aller de pair avec une réorganisation de l'économie nationale qui a pour but d'intégrer l'Iran au marché mondial. Mais, pour cela encore faliati-si que le chah jouât le jeu, qu'il acceptât de renoncer à une partie de son pouvoir.

washington oblige donc le monarque à soulever la chappe de plomb qui recouvre la vie politique iranienne. Le Front national — coalition des partis et des mouvements progressistes qui avaient porté Mossadegh au pouvoir en 1951 — sort de la clandestinité. Des émissaires du régime tentent de convaincre ses dirigeants de reconnaître l'autorité de Mohammed Rerachab, eprès quel le Front pourrait même, sous certaines réserves liées précisément à l'ascendant qu'aursit eu le monarque sur le pouvoir exécutif, accèder au gouvernement.

Alors que les négociations trainent en longueur, il devient clair que ni le Front national ni le chah n'ont l'intention de partager leur autorité avec qui que ce soit, et que les pour-parlers en cours ne sont, en fait, qu'un prétexte saisi par le monarque pour couper bon nombre des teaders du Front

de leur base — une tentative de divi-sion par le discrédit, selon une stra-tègie qui est restée rigoureusement la même aujourd'hui, à l'heure du pré-sident Carter. Le but est clair : diviser

pour régner. Le but est clair : diviser pour régner.

En effet, un des problèmes fondamentaux qui se pose à l'ensemble de l'opposition iranienne n'a guère changé depuis quinze ans. C'est celui de la légitimité. Légitimité de la dynastie Pahlevi en général, pulsqu'elle est née d'un coup d'Etat ourdi par les Anglais en 1921 ; légitimité de Mohammed-Reza chah en particulier, puisqu'il fut rétabil aur son trône par un coup d'Etat fomenté avec l'aide des Américains en 1983. Faut-il reconnaître ou ne pas reconnaître le chah de fure? Ce dilemme a engendré un clivage parmi ceux qui s'opposent au régime Pahlevi, le « front du refus » se trouvant — en majeure parite — constitué par le Front national et la majorité du mouvment islamique dont l'ayatollah Khomeiny assume la direction depuis qu'il a'est élevé, vollà quinze ans, contre le deuxième volet du projet Kennedy rebaptisé « révolution blanche ».

Le 27 janvier 1963, le peuple avait

Le 27 janvier 1963, le peuple avait approuvé par voie de référendum « à la quasi-totalité des voir » un programme de réformes, dont la plus importante est ta réforme agraire (2). Comprenant que cette dernière allait permettre au chah, par le blais de l'économie, d'étendre son contrôle politique à tout le pays, les milieux religieux chiites sonnent l'alarme : il faut

· Journaliste iranico résidant co France.

à tout prix éviter la mainmise du pouvoir impérial sur l'économie et la société nationale. Ainsi, sous l'impulsion de l'ayatollah Khomeiny — aujourd'hul exilé en Irak, — un soulèvement populaire dirigé contre le chah et son plan de réformes éctate le 5 juin 1963. Après trois jours d'émeutes qui font rage aux quatre coins di pays, l'armée reprend le contrôle de la stuation. Bilan : plus de cinq mille morts (3). morts (3).

Ce soulèvement sonne le glas de l' « ouverture politique » du règime. Désormais, ce n'est plus seulement par rapport à la légitimité du chah, mais aussi par rapport à sa « révolution blanche » que va se situer la ligne de demarcation entre opposants.

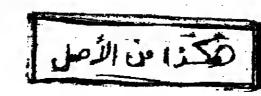
Forte de sa victoire sur l'insurrection populaire, l'armée renforce son contrôle sur l'appareil d'Etat, et, par sa « révolution blanche », le chah étend son pouvoir absolu dans tous les domaines de la vie publique. Aucune critique n'est plus tolèrée; toute expression, qu'elle soit politique, sociale ou culturelle, doit dorénavant passer par le filire de la censure impériale, et l'omniprésente SAVAK veille à ce que l'ordre Pahlevi soit rigoureusement respecté.

Une répression impitoyable e'abat sur le pays. De 1963 à l'arrivée de M. James Carter à la présidence des Etats-Unis en 1977, la police politique fait régner un climat de violence et de terreur. Les emprisonnements d'opposants ou de quiconque d'ésigné comme tel — ptus de vingt mille personnes en 1977, setou les estimations d'Amnesty International, — les déplorables conditions de détention, les tortures systématiques pratiquées sur les détenus, les tribunaux militaires qui condamnent en violation de la législation, les centaines d'exécutions auxquelles s'ajoute la longue liste de ceux qui sont tués « en combattant les forces de l'ortre », provoquent l'indignation unanime dea organisations humanitaires amenées à enquêter en Iran.

(1) Abréviation de Sarmané Amnigat va Récle até Keshpar (Organisation de sécu-rité et de renseignement de l'Etat). Sur le rôle que la C.J.A. Joua dans la créatico puis dans la gestion de la SAVAK voir. entre autres. l'enquête du jonnaliste américain Jack Anderson parue Oans le Washington Post des 28 octobre, 29 octo-bre et 4 novembre 1976.

(2) Cf. les Oeux ouvrages Oc A.K.S. Lambton: Landlord and Peasont in Per-sia, Oxford University Press, 1955 et Land Reform in Iran, Oxford University Press, 1969.

13) Paul Viellie et A.H. Banisadt, Pétrole et Violence, éd. Anthropos, Paris, 1974.



aiten: (e pur e

membraut ::- . areas

ತರಿ ನಬ್ಬಿಕ್ಕಾರಿ TRE Que e :-

ಸ**ಾ**ಹಾದಿ*13 ಕ ಕ. te geund **3**5, 2 0009 0 mit dependant TORTER : 200 Jewe Little FUTE Date : 1

ært kitiere. Tairet into the alt dieter bie. 45 fram(91.1). * 1

 $\operatorname{prop}_{\mathbb{Z}_p}(x_{i_1} + \dots +$ 18 47 %. Apr. 1012 12.10 Ten ... #re': "

e Aucun pays au monde ne détient un record aussi terrible concernant les droits de l'hommes, déciare M. Mar-tin Ennsis, secrétaire général d'Am-nesty International (4).

Toute possibilité d'expression leur étant refusée, les militants politiques se tournent vers des actions de gnérilla. Deux grandes organisations rivales se forment, les Fédál-yé Khalq (marriste) et les Modjáhédine-é-Khalq (islamique), dont le recrutement se fait principalement parmi les couches intellectuelles et les étudiants issus de milieux urbains. Cependant, combrairement aux espoirs des jeunes combattants, leur lutte armée ne déclenche pas l'insurrection populaire escomptée. tants, leur luite armée ne déclenche pas l'insurrection populaire escomptée. Même si les guérilières jouissent d'un large courant de sympathie parmi les masses, ils ne sont guère perçus par elles comme les pionniens d'une guerre populaire à venir. Pourquoi ? En mars 1978, la direction des Modjâhédine publie une autocritique dans laquelle elle avoue que, pendant de longues années, « la mentalité de la lutte armée coupée des masses a dominé notre idéologie et notre propagande ». Ainsi, maigré un combat continu qui oblige les forces de l'ordre à mobiliser d'importants effectifs spécialisés dans la contre-guérilla, la lutte armée reste un phénomène isolé.

L'arrivée de M. Carter à la Maison Blanche jette le trouble parmi les dirigeants du régime iranien, car, au cours de sa campagne électorale, le nouveau président avait fait état de la situation déplorable dans laquelle se trouvaient les droits de l'homme en Iran. Sans tarder, le chah se voit obligé de réduire les « ercès » de sa police politique. Immédiatement, une énorme vague de contestation déferie sur tout le pays. Durant toute l'armée 1977, des lettres ouvertes au chah ou à son gouvernement circulent sous le manteau. Emanant d'écrivains, de journalistes, de magistrats ou d'anciens dirigeants du Front national, elles s'élèvent en termes vigoureux contre la répression, la corruption, la censure, la suppression du pouvoir judiciaire, le parti unique, la SAVAK... En href, elles demandent au régime d'appliquer les lois constitutionnelles, se u l'es garantes des libertés publiques et individuelles (5).

individuelles (5).

Parallèlement à la diffusion de ces manifestes, des écrivains et des ariistes tiennent des réunions publiques pour réclamer la liberté d'expression et l'autorisation de créer des associations; des comités de défense des droits de l'homme et des prisonniers politiques s'établissent, tandis que, pour la première fois depuis quinze ans, le régime semble tolèrer une critique ouverte et une certaine contestation. Aucum des intellectuels ou des dirigeants du Front national — rebapties Union des forces du Front national (U.F.F.N.) — n'est sérieusement inquiété, malgré quelques hrutalités et intimidations sans grande conséquence, chose impensable dix-huit mois auparavant.

A première vue, il semble donc que

A première vue, il semble donc que le régime se soit libéralisé. Mais, au regard des événements de ces six der-niers mois, l'on s'apercoit que cette libéralisation est aussi relative que

En effet, le 7 janvier, la SAVAK fait paraître dans un quotidien de Téhéran un article injurieux à l'égard de l'ayatolish Khomeiny. Le lendemain, les oulémas (religieux chiites) de

(4) The Observer, 25 mai 1974.
(5) Voir le Monde du 16 novembre 1977.
(6) Paul Vieille et A.H. Banisadr, « l'Iran et les multinationales ». Esprit. novembre

1977.

(7) < U.S. Military Sales to Iran 2, Subcommittee on Foreign Assistance of the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, 2 and 1976.

(8) Déclaration de l'ayatollan Charist Madari à l'International Herald Tribuns des 20-21 mai 1978.

(9) Voir les déclarations de l'ayatollah Khomeiny au Monde du 6 mai 1978.

(10) < Les paritians du chan pensent que sa meilleure strutégie est d'essayer de diviser l'opposition en ouvrant des pourpariers avec son groupe le plus fort : les musul mans truditionalistes >, International Herald Tribuns des 20-21 mai 1978.

REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN

la ville sainte de Qom organisent une immense marche pacifique de protestation. La SAVAK ouvre le feu, et plus d'une centaine de personnes sont tuées. Désormais, tous les quarante jours, les villes iraniennes participent à une protestation répétée qui, parfois, dégénère en émeute. Le 7 mai, l'atmée doit intervenir dans la capitale pour rétablir fontre. Des banques sont systématiquement attaquées par les manifestants, ce qui indique que le système économique du régime est visé. Fin mai, le ehah annonce qu'il fustigera les fauteurs de trouble, mais que as politique de libéralisation sera maintenue. Deux poids, deux mesures?

En fait, le répartition des forces politiques en Iran aujourd'hui est rigoureusement la même qu'il y a quinze ans lorsque Kennedy obliges le chah à amorter une « ouverture politique » à l'égard de l'opposition. D'un côté, le clergé chitte et le Front national; de l'autre, le chah; et, an milien, les Américains. Si les règles du jeu sont les mêmes, le terrain sur lequel se déroule la confrontation a été totalement bouleversé.

En effet, depuis la chute de Mossa-degh, le budget de l'Etat est devenu devenu de plus en plus dépendant des seuls revenus pétroliers qui l'alimentent aujourd'hui à près de 95 %. Pétrole mis à part, la production interne est quasiment inexistante. L'Iran a été réduit à l'état de pays monoproduc-teur, et son appareil de production interne systématiquement détruit.

Dans les campagnes, les paysans quittent leurs terres, menacées maintenant par une désertification galopante. Ils affluent vers les villes, notamment à Téhéran, où la rente pétrolière, ne pouvant évidemment s'investir dans un appareil de production inexistant, crés une spéculation foncière effrénée. Les paysans sont rejetés dans les bidonvilles au sud de la capitale où règne un chômage endémique. Les plus for-

tunés se font embaucher dans la construction ou comme O.S. journaliers dans les usines de montage de produits importés.

importés.

La dépendance de l'industrie suit celle de l'agriculture, car le pays importe aujourd'hui la quesi-totsilité de ses biens d'équipement, plus de 70 % de la main-d'œuvre qualifiée. En fait, l'Iran est devenu une plaque tournante pour les firmes multinationales qui montent leurs produits à bes prix et tentent de les exporter vers des pays limitrophes (6).

La dépendance à l'égard des États-

La dépendance à l'égard des Etats-Unis s'applique également à l'armée. Non seujement les achais massifs d'armements américains dévorent plus de 30 % du budget actuel et font du chah, depuis 1975, le premier client des Etats-Unis pour les achais d'équi-pements militaires, mais encore le per-fectionnement des matériels livrés est tel que la mésence de « conseillers »

L'à deux grands problèmes : la mainmise des Etats-Unis aur le pouvoir exécutif et l'intégration de l'économie nationale au marché mondial. La première se traduit par la dictature du chah : la seconda, par la destruction de l'appareil de production intérieure, la dépendance de l'économie, influtaire des revenus pétroliers et des importations, devenues nécessaires pour assurer la survie de la population. L'opposition frantenne s'articule en fonction de ces données.

Les textes publiés par ses soins ces

Les textes publiés par ses soins ces derniers mois à l'intérieur du pays, indiquent clairement que, indépendam-ment des idéologies, l'opposition s'est organisée en fonction de deux straté-gies complémentaires : il y s, d'une

Deux stratégies complémentaires

pensable pendant une dizzine d'années pour assurer leur fonctionnement. Il y amait aujourd'hui pins de quarante mille Américains en Tran, et, selon un rapport publié par le Sénat américain en août 1976 (7), il en faudrait, d'ici deux ans, vingt mille de plus au bas mot pour former l'armée trantenne au maniement de ces armes sophistiquées. Une telle concentration de militaires américains a transformé l'Iran en une des plus importantes hases militaires des Etats-Unis en la l'aide des

des Etate-Unis en Asie.

Tout cels est payé à l'aide des revenus pétrollers mais, au rythme actuel d'extraction, le pétrole iranien sera épuisé d'ici quinze à vingt ans. L'orientation même de l'économise exclut qu'une autre branche puisse compenser, ne serait-ce qu'en partie, la rente pétrollère d'aujourd'hui. D'ailleura, rien n'est prévu à cet effet, comme le comfirme le sixième plan quinquemal qui prend effet cette année. Ainsi l'Iran court droit à la catastrophe.

part, ceux qui veulent combatire le chah uniquement sur le thème des libertés démocratiques et, d'autre part, ceux qui ont choisi de le combatire d'abord en tant que facteur détermi-nant de la dépendance nationale.

nant de la dépendance nationale.

Four les premiers, parmi lesquels, rappelons-le, se trouvent des religieux, des marxistes. l'ensemble de l'UFF.N. (ex-Front national) et d'autres mouvements que l'on peut qualifier de libéraux : application intégrale des lois constitutionnelles ; dissolution du Parlement et du Sénat et organisation d'élections libres, poursuite de tous ceux qui ont transgressé la Constitution. À l'égard de la monarchie, leur position peut se résumer ainsi : a Que le chan reste chef de l'Etat ou non

ne nous concerne pas » (8). Pas un mot sur la mainmise américaine sur l'Iran ni sur l'intégration de l'écono-mie au marché mondial.

mie au marché mondial.

En revanche, ceux qui ont choisi de combătire le régime en primité sur ceş deux derniers points demandent une guerre totale contre le chah, rejetant aussi bien la légitimité des Pahievi que le système monarchique, acceptant la loi constitutionnelle mais du bout des lèvres (9). Parmi ceux-ci se trouve en premier lieu l'ayatollah Khomeiny, mais aussi des marxistes révolutionnaires.

C'est précisément sur ces différences de mots d'ordre au sein de l'opposition que le chah tente de jouer en essayant de rompre l'unité d'action qui s'est faite contre lui. A cette fin, il applique exactement la même stratégie qu'à l'époque de Kennedy, alors que l'opposition s'était unanimement mobilisée contre la dictature.

contre la dictature.

Le chah laisse entendre que sa pollilque de « libéralisation » est réservée
à ceux qui ont choisi de le combattre
uniquement sur le terrain de la Constitution, tandis que la répression la plus
sévère est maintenue à l'égard de ceux
qui prònent l'anéantissement total du
régime. En divisant l'opposition en
« réformistes » et en « révolutionnaires », il espère ainsi dresser les uns
contre les autres (10). Toutefois, e'est
oublier que, au-delà des manœuvres
prudentes des uns et des tactiques
maximalistes des autres, aucune des
formations de l'opposition politique
iranienne aujourd'hui ne vise à se
substituer au régime; mais toutes
exigent que le pouvoir soit rendu au
peuple, que ce soit uniquement lui qui,
par un libre choix, détermine l'avenir
de la nation. Sur ce principe fondamental, l'opposition reste depuis vingtcinq ans indivisible, et, en fin de
compte, pour le peuple c'est bien là
l'essentiel.

AHMAD FAROUGHY.

AHMAD FAROUGHY.

Centenaire d'une insurrection -

La résistance des Canaques à la colonisation

douze ans. Reseiène Leenhardt, fille de l'ethnologue bien comm, découvre qu'en l'ethnologue bien comm, découvre qu'en l'ethnologue bien comm, découvre qu'en les aussi simples que « la bénévolence » de son père l'avait jusqu'alors laissé paraître ». Queiques-uns de ces Canaques, parmi lesquais elle vécut si intimement avec son père, ont été traînés jusqu'à Paris pour être exhibés comme « sauvages » à l'Exposition coloniale. Apprenant de surcreit qu'ils sont misérablement logés, Maurice Leenhardt enmème sa fille jusque dans la cave en ils sont parqués. Ils s'en font brutalement refouler par des gardiens. Roselène, révoltée, rendra espie blanche ce jour-là à la composition de grammaire, qu'elle avait pourtant si soigneusement préparée.

Ce livre (1) frémit encare de cette indi-

Ce livre (1) frémit encore de cette indi-gnation que suscite ches l'antour un mourtre culturel indéfiniment perpétré. En 1878, après une succession de révoltes, une insurrection éclate en Neuvelle-Calédonie qui, par son ampleur, sa violence et la terrible répression qui suivit, marque toujous, un siècle

plus tard et sans doute pour langtemps encore, l'histoire d'Ohse, la Grande Terre. Roselène Donnet-Leenhardt met an service de l'évidente passion qui l'anime et qui rend ai captivant son ouvrage, une érudition sans faille et un esprit d'analyse d'une grande finesse, pour rechercher les causes proches et lointaines de ce terrible événament ressonti par elle comme une déchirure entre deux cultures qu'elle aurait voulues fraternelles.

Elle constate et documente le comportement différent des Canaques selon la manière dont ils sont traités : « respectée, la société néo-calédonieume est putte à l'échange; hafouse, elle riposte ». Une comparaison en tre les contacts amicanx établis par l'Anglais Cook

et les rapports hostiles que suscite le Français d'Entrecasteaux avec les mêmes populations, à quelques amnées d'Intervalle, en fournit une fascinante démonstration. L'auteur montre aussi comment les bonnes intentions du capi-taine Cook, désireux d'accorder à ses amis de la Grande Turre quelques blenfaits en leur laissant un couple de chiens et une paire de cochons, confrontent les Canaques à d'im-possibles problèmes matériels et moraux sur

Par CLAUDE MEILLASSOUX

cette terre où ne vivait jusqu'alors aucun mammifère. La counaissance des mours et de la personnalité canaques intervient lei pour donner à l'événement sa dimension his-torique et exemplaire.

Fille et ex-éponse de pasteur, l'anteur n'en est pas moins sans complaisance envers l'in-trusion des religieux en Nouvelle-Calédonie. Par les faits, elle démontre l'inévitable collusion Par les faits, elle démentre l'inévitable collusion de l'apostolat et du sabre. Lorsque, lassés de voir sans cesse les vivres et les merveilles débarquées des navires français s'accumuler dans les magasins des mésisennaires sans que rien leur revienne en contrepartie des dens qu'ils n'ont pas comptés à leur endroit, en dépit, anssi, de ce que leurs enfants se soient fait haptiser — au risque de leur vie peut-être, —les Canaques décident d'attirer ce pactole vers eux par les procédés mêmes qu'emploient les honnes de Dieu. Ils so débarrassent des missionnaires, endossent leurs soutanes, s'exhibent sur les côtes un missel à la main à l'approche des navires, inventent avant toutes les autres populations du Pacifique le culte du cargo et reçoivent l'incompréhensible et injuste puni-tion de leur présomption.

T E missionnaire basens attire le militaire;
L le militaire plante le drapeau qui abritera l'administrateur; celui-ci installe les
colons et les hommes d'affaires. Colonisation
libre et pénitentiaire. La seconde devient un
Etat dans l'Etat. En promeuvant les condamnés au rang d'artisans, de fermiers, d'éleveurs,
elle réduit les Canaques à celui de main-d'œuvre
gratuite et sortée. Le bétail s'empare des terres, ravage les champs d'ignames précieux.
Des concessions — certaines immenaes — sont
accordées aux colons sans grand respect pour
les terres occupées par les Canaques (et considérées de toute manière comme appartenant
au domaine national). Ceux-ci sont refoulés
petit à petit, expropriés, dépossédes, recrutes,
exploités, blenôt acculés dans cette lie devenue
trop étroite pour eux et pour la colonisation trop étroite pour eux et peur la colonisation

blanche.

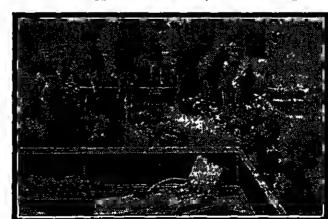
Un rapport inédit du général Trentinian, envoyé en 1879 par la métropole pour comprendre les causes de l'insurrection, ne cache pas les injustices, les négligences, les externions commises tant par l'administration que par les colous. Le témoignage du général, sanglant ennemi des communards pourtant, rejoint l'attentif récit de R. Leenhardt dont tant de metters tilles communares pour les dévises de les destina de communares pour les destina de les destina de communares pour les destinas de la destina de les destinas de la destina de la dest petites filles canaques sont les devine (ses homenymes nommées par amitié pour elle et pour son père). Sonhaitens que l'un et l'autre soient lus cette feis, car la Nouvelle-Calédonie reste à ce jour une colonie. Terre de repli de coloniaux nostalgiques et algris, on y practique emecre la discrimination et les brimades, on y mesure la liberté, on force les hommes à l'excil, on réprime la volonté d'indépendance. À lire cet euvrage, certains comprendrent que le sang d'Atal — le leader de la révoite — u'est pas encore sec et pourquoi les Canaques, encore patients, encore prêts à croire — peut-être ? — à l'amitié avec le visiteur étranger, sout obstinément résolus néanmoins à reconquerir leur terre natale.

(1) Rosalène Dousset-Leenhardt : Colonialisme et contrusiations (Repvelle-Calédonie, 1878-1978). Lee Carries de l'insurrection de 1878, L'Harmattan, Paris, 1978, 206 pages, 45 F. (Photos, Index, cartes.)





Un quartier élégant et animé : la Muette. Un grand jardin et pour profiter de son calme et de sa verdure, de profonds balcons prolongeantles séjours. Un petitimmeuble luxueux. Des appartements raffinés, du studio au 5 pièces.



51 RUE NICOLO, PARIS 16°

balima 69, rue de la Tour - 75016 Paris Tel. 504.41.00.

Un an de gouvernement de droite en Israël

LES TROIS ÉCHECS DE M. BEGIN

TEUF mois à peine après l'initiative de paix du président Sadate, personne en Israël ni en Egypte ne s'attend plus à des miracles. Des deux côtés, prises de position et manœuvres politiques sont principalement destinées, depuis des mois à convaincre les Américains que c'est l'adversaire qui est coupable de l'échec des pourparlers de paix.

Selon les responsables israéliens, le président Sadate n'aurait rien fait d'autre, en fin de compte, qu'un geste dépourvu de contenu réel. Pendant des années, on avait prétendu que le véri-

dépourvu de contenu réel. Pendant des années, on avait prétendu que le véritable obstacle à la paix était le refus arabe de reconnaître Israël. Propos vite oublié dès qu'il fallut, après la visite de Sadate, envisager de « payer en territoires » l'instauration d'une paix. Aujourd'hui, le président ègyptien est de nouveau taxé d'intransi-

esance.

En fait, le gouvernement Begin, tout comme les précédents gouvernements de Mme Golda Meir et de M. Rabin, cherche l'impossible : la reconnaissance et la paix tout en conservant une bonne partie des territoires occupés.

cherche l'impossible : la reconnaissance et la paix tout en conservant une bonne partie des territoires occupés.

On évoque désormais en Israël la possibilité d'une nouvelle guerre avec les pays arabes, et, cette fois, des avertissements non déguisés font intervenir l'arme du pétrole « Ce ne sont pas uniquement les Arabes qui peuvent arrêter l'écoulement du pétrole; nous unsist, nous pouvons le faire », déclarait récemment le général Sharon, l'un des membres les plus éminents du gouvernement Begin (1), tandis qu'un autre militaire, le général Beni Feled, qui, récemment encore, dirigeait l'aviation israélienne, relevait fièrement que « les Etats-Unis dépendent de nous, car nous aussi nous pouvons arrêter le flot du pétrole... » (2).

La moitié des Israéliens soutiennent toujours la politique du Likoud, qui s'oppose catégorlquement à toute restitution de territoire aux Arabes en Cisjordanie et à Gaza (31. Cependant, il existe un malaise dans l'opinion publique qui trouve son expression dans le mouvement populaire La paix maintenant, qui a réussi à semer le doute quant à la « sagesse » de la politique de Begin. Les chefs de ce mouvement se bornent à trois slogans : « Non au Grand-Israël », « Non à des faits accomplis qui font obstacle à la pair » et « Non à la domination israélienne » ur les Palestiniens », évitant de formuler un programme détaillé pour ne pas entrer dans des « discussions stériles » ; c'est ce qui fait en même temps la force et la faiblesse de ce mouvement qui pourrait servir de catalyseur pour radicaliser fait en même temps la force et la faiblesse de ce mouvement qui pourrait servir de catalyseur pour radicaliser les courants modérés du Masrakh travailliste (4). Mais, dans la phase actuelle, aucun changement ne pourra se produire en Israel sous la seule impulsion des groupes extra-parlementaires. Tant que le Maarakh ne se sera pas remis de son échec catastrophique aux èlections de mai 1977, ou qu'une nouvelle formation parlementaire n'aura pas vu le jour, le likoud continuera à gouverner le pays.

Pourtant, un an après l'arrivée de la droite au pouvoir, le sentiment' qui règne, même parmi une

ment qui règne, même parmi une fraction de ses partisans, est que le gouvernement Begin répète les erreurs du Masrakh en y ajoutant les siennes. « Jai pensé qu'uns ère nouvelle, qu' a Ja pense qu'une ere nouvelle, qui porterait le nom de Begin, était arri-vée: maintenant, j'en doute jort » dit un ministre du Likoud (5). Le déclin du mouvement Dash du général Yadin, partenaire de poids dans la coalition et qui fut présenté lors des élections comme une formation nouvelle et dynamique et derenn évident Bier dynamique, est devenu évident. Bien

des signes indiquent que, en cas de nouvelle consultation électorale, le Dash disparaîtrait de la scène politique (tout au plus recueillerait-il deux ou trois eléges, contre qu'inze aojour-d'hui). En particulier, un récent sondage auprès de mille deux cents personnes a montré que les cent quatre-vingts électeurs parmi elles qui avalent voté pour le Dash l'an dernier se réduirsient maintenant à deux s'il y avait une nouvelle élection.

dernier se réduiraient maintenant à deux s'il y avait une nouvelle élection...

Le gouvernement Begin a échoné dans trois domaines essentiels. La croyance, répandue en Israël (mais surtout en France. d'après l'exemple du général de Gaulle), que les extrémistes de l'opposition cèdent à la modération lorsqu'ils arrivent au pouvoir ne s'est pas réalisée avec M. Begin. Ancrè dans ses principes sacro-saints, eurtout en ce qui concerne la Cisjordanie et les Palestiniens, il a raté une chancé historique de faire la paix. Aujourd'hui, il y a crise de confiance envers le pouvoir — surtout parmi les jeunes. Des voix de plus en plus nombreuses a'élèvent contre le dogme faisant de l'occupation de la Cisjordanie un but national a Ne pronongons pas de paroles de mauvais augure, écrit M. Ben Porat, journaliste cèlèbre et assez proche du pouvoir, mois il faut la dire en toute clarté: à l'horizon se dessine une contestation de la légitimité de la prochaine guerre, lorsqu'elle nous sera imposés. Nous n'avons pas connu un aussi grand danger pendant toute l'histoire de notre pays. Celui qui tient aujourd'hut les rênes du pouvoir en Israël doit avoir le courage de faire un pas douloureux et décisif pour qu'il ne reste pas l'ombre d'un doute qus nous avons fait tout notre possible pour éviter la guerre » (8).

Pendant ce temps, la creation de nouveaux faits accomplis en Cisjor-

guerre » (8).

Pendant ce temps, la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie se poursuif sans répit, avec l'achat et la confiscation de terres arabes. En ce moment même, un grand effort est déployé en vue de la création de la ville de Kherès au cœur de la Cisjordanie. L'étape actuelle comporte la création de l'infrastructure et de cent unités d'habitation mais, d'après les plans, elle abritera finalement quatorze mille familles israéliennes. Les activités d'impiantation du Gouch Emounim (Bloc de la fol) en Cisjordanie se déroulent avec la bénédiction, tantôt tacite, tantôt onverte, du gouvernement. Jusqu'à maintenant, ce mouvement fanatique à caractère religieux-nationaliste a créé dix-neuf agglomérations en Cisjordanie, dont douze depuis l'arrivée du Likoud an pouvoir. Quelques implantations restent encore à l'intérieur des camps militaires en attendant que les preparatifs sur le terrain s'achèvent. Un nouveau dessein grandiose de ce mouvement concerne la création d'une cité juive à Naplouse « pour exclure, une fois pour toutes, les ontions en faveur de la à Naplouse a pour exclure, une fois pour toutes, les options en faveur de la restitution de la Cisjordanie ».

Deuxième déception : la détériora-tion (relative, bien sûr) des rapports privilégiés avec les États-Unis. Avant les élections de 1977, les divergences entre les travaillistes et le Likoud portaient essentiellement sur la ques-tion de savoir qui pourrait le mieux préserver les bons rapports avec l'administration américaine, car l'accord était à peu près unanime pour refuser de restituer une grande partie des territoires occupés, de permettre la creation d'un Etat palestinien et de discuter avec l'OLP. Au terme d'une année, il est manifeste que le manque de souplesse de M. Begin, face au pragmatisme travailliste, a nul aux relations israélo-américaines, ai vitales

Par AMNON KAPELIOUK

pour l'Etat hèbreu. Le vote du Sénat amér.cain sur la triple transaction mettant Israël sur un pied d'égalité svec l'Egypte et l'Arabie Saoudite pour les ventes d'avions a été ressenti en Israël comme une défaite politique énorme. Mi l'appel de M. Begin sux sentiments anticommunistes des Américains., d'une part, ni son interprétation contestable de la résolotion 242 du Conseil de sécurité qui, selon lui, exclut tont retrait de Cisjordanis (la sterre des ancêtres), d'autre part, n'ont convaincu le gouvernement des Etats-Unis ni même l'opinion publique américaine, qui, pour la première fois dans l'histoire de la crise du Proche-Orient, a montré an cours de récents

Le général Gour et les bombardements de civils

Le général Gour et les

Mais c'est dans le domaine économique que la déception causée par
le Likoud est la plus profonde. En
effet, les Israéllens n'avalent pas désavoué le Maarakh à cause de sa politique dans le conflit du Proche-Orient.
Les principaux griefs qui lui étaient
adressés étaient la corruption, la
dégradation de la sinuation économique
et l'inflation, etc. Mais il apparaît
maintenant qu'une année de libéralisme économique à la Milton Friedman
a encore approfondi la crise. M. Begin
avait promis que le taux de l'inflation ne dépasserait pas 15 % par an ;
pour le seul mois d'avril dernier, il
était de 55%, et on prévoit qu'il
atteindra 50% à la fin de 1978, hattant tous les records de l'époque travailliste en ce domaine. La crise du
logement s'est acceotiée de façon
dramatique; avec la hausse des prix,
la vaieur des appartements a augmenté en un an de 60 à 150 %. Et le
budget militaire risquant fort de rester
aussi élevé dans les années à venir,
il y a peu de chances que s'améllore une situation éco no mi q ne
dont les jeunes, les petits salariés et,
en général, les fruits orientaux sont les
premiers à faire les frais. Non sans
luedité, un observateur a fait ainsi
remarquer que « les frontières de la
pauvreté sont plus dangereuses pour
Israél que les frontières d'avant la
guerre de six jours», Est-ce au sein
de ces mêmes couches populaires qui
ont porté le Likoud au pouvoir que la
contestation prendra les dimensions
les plus alarmantes? C'est du moins
ce que laissait entendre ce délégué
(du Likoud) des travailleurs des entreprises de phosphate de la mer Morte
qui, dans une mise en garde solennelle au gouvernement, néclarait :
« Si le gouvernement ne se met pos à penser à nous [les travailleurs], nous
paralyserons le pays tout entier pour
vingi-quatre heures en signe d'avertissement. Si cela ne produit pas l'effet
roulu, nous trons jusqu'au bout » (8).

Mais le « libéralisme » en économie
n'a pas son pendant dans les rapports

Mais le « libéralisme » en économie n'a pas son pendant dans les rapports entre la religion et l'Etat. Jamais depuis trente ans les exigences des partis orthodoxes — partenaires indis-pensables de la coalition gouvernepensables de la coalition gouverne-mentale — n'avaient obtenu aussi rapidement satisfaction : la loi sur l'avortement a été annulée; ume loi qui restreint l'activité des missions chrétiennes a été approuvée; la règle-mentation du service militaire a été amendée de façon que toute jeune fille puisse se faire réformer en déclarant qu'elle est pratiquante — oe qui a permis à des milliers de femmes d'échanger au service militaire oblid'échapper au service militaire obli-gatoire; et, par-dessus tout, des subsondages sa préférence pour la politique dn président égyptien. Voilà que l'Afrique du Sud est maintenant le seul pays qui sontienne le gouvernement israélien dans sa politique à l'égard des Palestiniens et des territoires occupés (7). On notera, cependant, que même du temps des gonvernements travaillistes, des périodes de tension s'étaient déjà produites entre Washington et Jérusalem. En particulier après la guerre d'octobre, les Américains avalent interrompu pendant queiques mois leurs fournitures d'armes pour inclter le gouvernement Rabin à assouplir ses positions. C'est ainsi que des accords intérimaires avalent été conclus avec l'Egypte et la Syrie de préférence à un accord global, sur lequel Israéliens et Américains avaient des conceptions opposées.

ventions enormes ont été octroyées aux écoles rabbiniques et aux institu-tions religieuses. ventions enormes ont ete occavoses aux écoles rabbiniques et aux institutions religieuses.

La guerre au Snd-Liban a laissé, elle aussi, un malaise dans la population. Aucune autre opération militaire israélienne n'avait suscité tant de critiques et de contestations. a Un pays qui est capable de transformer un quart de million de Libanais paisibles et innocents en réjugiés, écrit le général Matityaheu Peled, ne pourra pas jacilement compaincre l'opinion mondiale que seules des considérations d'autodéfense dictent ses actes » (9). De son côté, le député travailliste Yossi Sarid, membre de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset, estime que les coups portés aux fedayin ont été minimes et que le bilan de cette opération est très contestable : a Aucune arme n'a été saisie ; l'infrastructure des fedayin n'a pas été anéantie. Par contre, des maisons ont été démolies. Pour justifier les bombardements, on nous a raconté qu'un soldat israélien acait été tué en entrant dans une maison sur laquelle flottait un drapeau blanc, mais on nc peut pas mettre sur le compte d'un seul soldat 150 000 à 180 000 réjugiés et la destruction du Sud-Liban... Pour que cette dévastation soit plus esthétique, des buildozers ont rasé les villages détruits : les maisons ont été es facées avec les biens qu'elles contenaient. Pinalement, cette opération a renjorcé la position d'Arafat ; il est devenu un partenaire pour les pourparlers, et l'ONU voit en lui un élément bien présent sur le terrain » (10).

Devant les remous suscliés par les bombardements des aggloméra-

Devant les remous suscités par les bombardements des agglomérations civiles et l'exode des réfugiés, le général Gour, chef de l'état-major qui dirigeait les opérations, s'est vu contraint de se justifier en déclarant carrèment, à la grande stupéfaction de l'opinion igraélienne, que des civils avaient déjà été frappés à plusieurs reprises dans le passe. Dans une interview qui a fait grand bruit dans le pays (11), il a apporté les précisions suivantes : suivantes :

Q. — Est-ce que nous avons réel-lement bombarde [des agglomérations] - Moi, je n'ai pas la mémoire - MOI, je n'ai pas la memosre selective. Je suis dans l'armée depuis trente ans. Est-ce que fignore ce que nous avons fait toutes ces années-là? Qu'est-ce que nous avons fait le long du canal de Suez? Un million et demi de répugiés! Vraiment, où vivezdemi de réfugiés! Vraiment, où vivez-uous?... Nous avons bombarde Ismailia, Suez, Port-Sald et Port-Fouad. Un million et demi de réfugiés... Depuis quand la population du Sud-Liban est-

elle devenue aussi sacrée? Ils savaient bien ce que les terroristes jaisaient Après le massacre d'Avinim, fai fait bombarder quatre villages du Sud-Liban sans autorisation:

— Sans distinction?

— Quelle distinction? Qu'avaient fait les habitants d'Irbid (au nord de ta Jordanie) pour mèriter d'être bombardés par nous?

— Mais les communiqués militaires ont toujours parlé de riposte à des tirs et de coups portés aux objectifs terroristes?

terroristes?

— Soyez sérieux... Vous ne savez pas que touta la vallée du Jourdain jut évacuée lors de la guerre d'usure?

— Vous prétendez que la population

dolt supporter la punition?

— Et comment, je n'ai jamais eu de - Et comment, je n'ai jamais eu de doute, pas mêma un seul instant. Lorsque j'at autorisé Yanouch [diminutif du nom de commandant du front nord] à utiliser l'aviation, l'artillerie et des chars, je savais parjaitement ce que je jaisais. Cela jait trente ans, depuis la guerre de l'indépendance jusqu'à nos jours, que nous lutions contre la population civile qui habite les villages et les villes, et chaque jois c'est la même question qui revient: frapper ou ne pas frapper les civils.

Sous les gouvernements précèdents,

les civils :

Sous les gouvernements précèdents, les propos du général Gour auraient probablement été censurés; mais pour les dirigeants de la droite nationaliste, les actes dont il parle n'ont sans doute rien de honteux et il n'est mil besoin de les cacher. Néanmoins, ces déclarations devaient plonger le pays dans le désarroi. Un chroniqueur militaire réputé, Zeev Schiff — du quotidien Haareiz, — en tira la conclusion suivante : « A partir d'aujourd'hui, je ne croirai aucun communiqué de Tsahal [l'armée israélienne] préestant une riposte à des tirs ennemis ou pré-Tsahal [l'armée israellenne] pretestant une riposte à des tirs ennemis ou prétendant que les ordres donnés sont la distinction entre objectifs militaires et civils. Celui qui était ches de l'état-major général il y a un mois encore nous dit qu'on nous a menti dans les communiqués; pourquoi devrais-je y crotre à l'avenir? » (12).

CO =: 40.0

275 6

72-35 - estado - o

<u>.</u>

122 - - 1 2 :- 1 - 1

315

2 %

- 4 \$554 2 Page 14

442.5 ≥ ...

4....

Chr. Tr.

7.0

ge:

٠.٠. الله الله

Car (Max

 $l_{\rm fre}$ p_{0grs} 22 a 30 \pm

4

10

Witter .

At the officer

arrani en la sua A

Nous

au L

nous

part the length that

(1) Maarie, 5 fuin 1978.

(2) Haaretz, 2 juin 1978. Ces déclarations rappellent celles des généraux Israéllens avant la guerre d'octobre. Le général Benl Peled voudrait inclure dans l'Etat d'Israél tous les territoires occupés ainsi que le Sud-Liban jusqu'au Litant: dans le Sinal, il est prêt à se cootenter seulement de la moitle d'in terrain. Il laisse entendra que ces territoires constituent l' « espace rital » de l'Etat d'Israél. A propos des Palestiniens, u déclara : « Les Palestiniens, ca n'existe pas. Les Arabes qui roudront nous résister, nous les chasserons au-deld des frontières, ou nous nous débarrasserons d'eux par d'autres moyens. »

(3) 49.6 % des personnes interrogées (1) Maarir, 5 fuin 1978.

(3) 49.6 % des personnes interrogées lors d'un sondage effectos pour la quotidien indépendant Huarets (14 mai 1978; s'opposent à tout retrait de Cisjordanie et de la bande de Gaza, même al cela est indispensable pour un régiement de paix global avec le monde arabe. (4) Cf. Amnon Kapellouk : « Une contestation qui a cessé d'être sporadique », le Monde, du 4 avril 1978.

(5) Yediot Aharonot, 19 mal 1978. (6) Told

(7) M. Beguin a récemment nommé comme responsable de l'information et de la propagande à destination de l'étranger un nouvel immigrant venn d'Afrique du Sud, M. Harry Horowitz, qui a été rédacteur en chef d'un journal de Johannesburg. (8) Maarto, 17 mai 1978.

19) Davar, 9 Juin 1978.

(10) Davar, 2 juin 1978. (11) Al-Bamishmar, 10 mai 1978. (12) Haaretz, 13 mai 1978.

Recherches universitaires

TROIS ANNÉES DANS L'HISTOIRE DE L'ÉGYPTE

EPTEMBRE 1970 : à la veille da la mort de Nassar, l'Egypta, al elle conlinue é jouir du - charisme - de son laader, soutire d'une évidanta absanca da projet politiqua. A l'intérieur, is torpeur bureeucratique du parti unique, le stagnation de l'elfort de transformation sociala st économiqua ; à l'extérieur, le surenchére des régimes intransigeants de Syrie at d'Irek at de cartaines tractions du mouvement palestinien, la montée en influence des monarchies arabes treditionnelles aux énormes disponibilités linancières, l'engage-ment croiasant das Deux Grands, qui ouvre la vola é un règlement égoclé, imposent eutant de limites é l'action du rais. Bian plus, an août, Nasser e eccepté le plen de paix américain, et cette brècha ouverta dans se diplomatie la contreint é rester passit lors des sanglants attrontements palestino-jordaniens - il pervient, il ast vral, é mettre un terms au différend lore du « sommet » du Ceire du 26 sep tembre 1970. Deux jours plus tard, le disparition brutale du leadar égyptien recouvre de mystère l'orientation qui se dessineit dans les ultimes semaines de l'ère nassérianne ; l'edhésion au clan Rogars fut-ella tectique ou atratégiqua ? Source de controverses inépuisables... Octobre 1973 : alors que les lorces égyotiennes s'apprêtent à tranchir le ligne Ber-Lev, ls morosité règne sur l'Egypte post-nassérianne, précipitent une situation de crise politique, économique et sociale qui met en péril un pouvoir sans granda assise populsire, crispé sur sa légitimité d' « héritier » da la révolution da juillat 1952. Pourtent, la grisalifa des temps da » ni guerra ni paix » masque d'importants changements sociaux, politiques, économiques qui e'éps noulront au lendemain da le guarre d'octobra. Libéralisation politique relative : les idéologues, écertés au protit des technocretas, le vie parlamentaira est » réectivée » tandis que s'accélère le dépérissemant du parti unique. Emergance da nouvellas classes socialaa — esten tialiemant la bourgeolsia rurala — généralament hostiles é l'orienta-tion socialista nassérienna : la planitication cantraliséa est ajournée, is système bancaire est diversitié, at l'appel eux capitaux étrangers, erabes et occidantaux préfigure la luture politique de l'ouverture économique (ou de l'e initihe »). Renonçant é son leadershio régional, le règime égyollen contirme son ellience evec les monerchies erabes et s'Imprègna de laur logique colitique; les Soviétiques assistent impuissante, à la montée des forces qui leur sont hostiles ; la jeu des gouvernants du Caire evec leur nouvesu perisnaire nord-américain

contribua é l'isolament international d'Israel : la quarra d'octobre

permettra da créer catta siluation - à chaud - à mèma de débloquer.

selon M. Henry Kissingar, las impasses proche-oriantales. Da ces trois premières ennées de l' - ère Sadeta -, qui manérent da la succession é le conquêts effective du pouvoir et à l'attirmation d'une stratégie, Marie-Christine Aulas trace un récit sobra, acrupulaux

Par CHARLES ZORGBIBE

et intelligent (1). Minutieuse chronique das événements, celte thèsa de troisième cycla est londée sur un recansement systématiqua des talts, sur una documentation ressemblée avac una petience artisangla. Les interprétations, toujours rigoureuses, le ton, souvent fort vii, le construction, qui éclaire les interactions entre les acènes nationale régionala al internationals, font de cette excellente étude — maigré certainas imperfections da forme — un » coint de casaage obligé pour la connaissance da ces trois années, décisives.

PERMANENCE et évolution du monde égyptien. Permanance du P comportament et des genres da vie — chez las musulmens comme chax les copies ou las latishs da la vellée du Nit at du Dalta, Meis aussi évolution, d'abord sous l'elguillon d'une Europe Interventionniste, puis grace à l'action de panseurs et d'hommae poliliques réformaleurs. La torce de cartaine traite permanente a permis de sauvegardar una identité millénaire, da tenir compte des contraintes imposées oar le natura géogrechiqua. L'axplosion démographique, l'industrialisation, la dillusion d'una idéclogia nouvalle, n'en ont pas moins opéré une transformation profonda des structures économiq et sociales al des systèmes da pensèe. Autour de cae daux aspects de l'Egypta d'eujourd'hut a'ordonne la livra collactif — ni guid de regypta d'aujoure nut a ordonne la livra collactir — in guive touristique superficiellament descriout, ni étude sevente réservée aux seuls initiés — que oublie la Centre national de la recharche scien-

tillqua, avec pour maitre d'œuvra M. Robart Mantran (2). Parmi las assais ainsi rassamblés, on retiendra particulièrement osiui d'Oliviar Carré sur Pouvoir et Idéologis dans l'Egypte de Nassar

insistanca vigoureuse sur l'ordra intérieur at l'indépendance natio-naie an 1952-1957 : un « Rassamblemant national » ast instauré é la place das partis ; la rélorme egraire dépossèda l'aristocratie toncière ; le nationelisetion du canal at le guerre de Suez piecent Naseer à le tête de le lutte srabe pour l'indépendence. Le mot d'ordre da l'arabisme culmina donc en 1958-1981 : l'union ayro-égyptisma s'accompagne de la créstion d'un vaale parti uniqua, l'Union nationala ; - nautralisme positit -, sntisoviétique st enticommuniste, suscite le formetion du mouvament des non-alignés, avec Nehru et Tito. A le eécession syrienne, Nasser réegit par le societisme arabe des années 1961-1967 qui tand au regroupsment de la nation arabe autour de la charle d'action nationale, el qui légitima le rapprochament evec l'Union soviétique. Après la eéisma politique de juin 1967, Nasser puis Sadste aa repliant sur l'Egypte at ses recines islamiques...

'EGYPTE de Sadate lait-eils ancore partie de l'ére nessérienne? Pour Olivier Carré, si M. Anouar El Sadata a réorienté l'organisation politiqua et économique du pays, le « Document d'octobre » qu'il a oroclamé n'antend être qua is commantaire de la « charte d'ection nationale - é isquelle avait progressivement abouti Nasser, modifiant sa oremière méditation, le Philosophis da la révolution. Document, Charte, Philosophia, pauvant être distingués mais non lis sont trole moments du jeu égyptian entre pouvoir et idéologia. Au demaurant, aalon l'euteur, le régime du Caire n'a pas ment mobiliaé un peuple innombrable et allamé : le paysan est rasté hors de toula décision. . Ainsi la pouvoir a mla au jour l'idéologie que portait, puis qu'a tolérée, sa base ecclaia. Il l'a populariate d'an haut pour prolégar sa révolution. Mala catte même idéologia muril par alle-méma an marga du pouvoir. A l'haure où il l'aura lrop visiblement trehie, elle pourra se retourner contre lui au nom mêma de l'ordre révolutionneire, du socialiama, de l'ialam, de l'arabisma et, ambressant la tout, da l'indépandenca nationale

(1) L'Evolution politique de l'Egypte (28 septembre 1970-6 octobre 1973), thèse de doctorat de troisième cycle (sociologia politique). Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris, 1978, 332 pages (2) L'Egypte d'aujourd'hui, permanence et changements, 1805-1878, éditions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-Prance, 75700 Paris, 332 pages 65 F.

BURUNDI An II de la Deuxième République



Le monde extérieur ignore peu pres toat de la Répa-lique da Burandi. Petit Etat enclavé az coeur du conti-cent coir, l'anciez royaume de la région des Grands Lacs de la région des Grands Laes se trouve à l'écurt des grands courants économiques. Seule la bratalité de quelques ma-tatiens intervenaes à Bu-jumbara au cours des deux dernières décennies a mo-mentanément attiré l'atten-tion de l'opinion internatio-nale sur ce territoire, qui est entré, il y a maintenant seize ans, dans le e en cert des nations.

Le patsch de novembre 1966, qui porta le président Michel Micombero an pou-voir, entrains la chute de la

voir, entraina la chute de la monarchie et la proclamatioa de la Répablique, contribua à faire connaître un pays
qui entrait dans le cercle, déjà étendu, des. Etats d'Afrique
placés sous régime militaire. Les sanglantes bagarres ethniques
entre Hutu et Tutsi qui, aa cours des années 1972 et 1973, firent
plusieurs dizzines de victimes, eurent un effet analogue. Ce fut
également le cas, de façon plus éphémère, pour le coup d'État
de la Toussaint 1976: unu équipe de jeunes officiers s'assura
alora de la personne du président Micombère, gestiennaire sans
envergure, usé par dix ans d'aatoritarisme, et ports le Beutenantcoloael Jean-Baptiste Ragaza à la tête de l'État.

En eet an II de la II^a République, le Burundi paraît traverser une période d'apaisement et de stabilité politiques. Les nouveaux dirigeants militaires, qui ont adroitement associé les civils à la conduite des affaires publiques, se sont efforces de mettre un terme aux réglements de compte de caractère tribal ea régional.

En matière éconumique, une tentative de développement planifié est actuellement en cours. Cependant, la bonne volonté du gouvernement de Bujumbura ne saurait suffire à assurer l'essor d'un pays que les organisations internationales classent

généralement parmi les vingt plus pagvres de la planète. Le lieutenant-colonel Bagazz det, en effet, à la fois pailler les conséquences d'une pression démographique excessive, celles du coût et de la précarité des communications avec l'extérieur étroitement dépendantes de la Tanzanie voisine) dus à l'enclavement du pays à l'intérieur des terres, celles de l'insdaptation de système d'encadrement et de fermation aux exigences du développement.

L'héritage laissé par les colonisateurs est, d'autre part, relativement pauvre. Administré par l'Allemagne jusqu'à la première guerre mondiale, le territoire fut confié par la Société des Nations au mandat de la Beigique. Après 1946, la puissance mandataire exerça sa tutelle sous la responsabilité de l'organisations des Nations unics. Pendant les quarante dernières années, le pays fut ainsi géré, en même temps que le Rwanda voisin, au sein de l'ensemble administratif da Ruanda-Urundi. Les Beiges considéraient alors le Burundi comme un simple appendice da Congu — l'actuel Zaire. Aussi en firent-ils essentiellement l'un des réservuirs de main-d'œuvre et « la grenier à vivres » de leur province minière da Katanga — l'actuel Shaba.

Ce n'est qu'en 1959 que le Ruanda-Urundi tut doté d'un véritable statut d'actonomie interne et réellement détaché de Congo. En 1959 et 1966, une vingtaine de partis politiques virent le jour et s'affrontérent au cours des premières consultations électorales de l'histoire du pays. Dès cette époque, le parti UPRONA — aujourd'hui parti unique — affirmait sa suprématie. Et il fallet attendre 1966 pour que prit fin l'autorité des bami, les souverains traditionnels. L'expérience des institutions répablicaires remograte deux seulement à douve aus. blicaines remogte done seulement à douze ans.

Economiquement, l'agriculture est la véritable richesse du pays. Le café et, dans une moindre mesure, le thé constituent les deux seules ressources d'exportation d'un pays et la récente découverte d'importants gisements de nickel suscité de gegreaux espoirs de développement.

Coopérant avec la Belgique, ancienne puissance tutrice, avec les pays de la Communanté économique européenne — au premier rang desquels la France. — les dirigeants du Burundi ne conçoivent la mise en valeur de leur pays que dans le cadre d'un ensemble territorial plus vaste. C'est la raison pour laquelle ils attachent un prix particulier à la Communanté économique des pays des Grands Laos (C.E.P.G.L.), dout ils sont membres avec le Rwanda et le Zaïre.

PHILIPPE DECRAENE.



Le Burundi couvre 27634 kilomètres carrès, toit sensible vingtième de la superficie de la France.

vingtième de la superficie de la France.

Le population compte caviron quatre millions d'habitants. Les villes principales sont Enjambura (cent mille habitants caviron), la capitale, et Gitega. Plus de 50 % des Burundais sont chrétiens, en majorité catholiques romains. Moins de 1 % de la population est de confessien musulmane.

La principale ressource économique da pays est le café. Ancienne colonie aliemande, textitoire sons mandat de la S.D.N., puis sous tutelle de l'ONU, alors administré par la Belgique au sein du Ranada-Urundi, le Burundi secéda à l'indépendance le 1° juillet 1962 et resta une monarchie jusqu'au 28 novembre 1966.

Le régime républicain a confirmé, en 1970, le système du parti unique, instauré par le décret royal eu favour du Parti de l'unité et du progrès social (UFRONA) dès le 24 novembre 1968.

«Nous appartenons, comme Cuba, au mouvement des non-alignés» nous déclare le lieutenant-colonel Bagaza

BUJUMBURA. - Au loin, la vue s'étend sur les eaux émeraude du lac Tanganyika, et les somptueuses chaines de montagnes du Zaire oriental ferment l'horizon. Sous les fenètres mêmes du bureau présideatiel, oa peut embrasser d'un même regard le haut campanile de la cathédrale romaine de Regina mundi, les ceupoles néo-byzantines de l'église greque ortho-doxe de la Dormition de la Vierge, et la silheuette anegyme du temple anglican. Le colenel Jean-Baptiste Bagaza, president de la République du Burundi depuis le 1° novembre 1976, indique ea souriant : « Toutes les religions sent représentées d Burumbura, non seulement les Eglises romaine, orthodoxe et anglicane — qui sont les trois principales, — mais aussi toutes principales, — mais dussi toutes les sectes protestantes, l'Eglise zairoise de Jésus-Christ sur la terre par le prophète Simon Kimbangu, et, bien entendu,

Le chef de l'Etat commence par faire le procès de la monar-chie renversée en 1966 par un premier coup d'Etat militaire : «Le Burundi n'était pas prêt d

Lire pages 22 à 30 -

- P. 22. Bujumbura et la Com-munanté des pays des Grands Lacs (Mathias Sluamenye).
- 23. Suite de l'entretien avec le président Bagaza. L'offi-cier le plus ancien dans le grade le plus élevé.
- P. 26. Une politique pour favoriser le renouveau des valeurs (Emaile Mworoha). Louis Rwagasore, figure de proue du nationalisme barun-
- e. 27. Le Kiruudi a vocation da laugua d'enseignement (Thomas Kamaazi). « Un pays eu le Saiut Esprit souffia eu tempète ». Michel Kayoya, chantre des valeurs traditionnelles et de l'engage-ment dans le monde moderne.
- P. 30. Les premiers voyageurs européens et l'exploration du les Tanganyiks (Pierre Verin). Mohamed ben Khaifan et la résistance à l'envahisseur auropéen. Sulta de l'article de Robert Carnevin.

accepter le système de monarchie constitutionnelle que les autorités coloniales belves avaient mis au point d son intention... A sa façon, la monarchie était, elle-même, une sorte de régime eolonial... Le dernier monarque (1) se révela d'assleurs incapable de jatre jace à ses responsabilités...»

Précisant ce qui distingue la Deuxième République de la Première, aux destinées de laquelle présida le général Michel Micombero, aujourd'hui en exil à Mogadiscio, le président Bagaza indique : «Les institutions de la Deuxième République diffèrent assez peu de celles de la Pre-mière, mais les méthodes de gouvernement ont été projondément modifiées. Le peuple est desormais etroitement associé à toutes les décisions politiques. Alors que, autrejois, tout partait du sommet, tout part aujourd'hus

Le chef de l'Etat écarte l'épithète de « militaire » applique au régime actuel. Il dit à ce sujet : « Ce que je viens de vous expliquer en témoigne. Je vous répète que tout procède de la base... bien sûr, c'est un müi-taire qui exerce la magistrature suprême. Mais les militaires sont minoritaires au sein du gouver-nement (2). C'est le parti unique nement (21 C est part ses orga-nismes spécialisés, qu'il s'agisse de la Jeunesse révolutionnaire rivagasore (J.R.R.), de l'Union des travailleurs du rund ats (U.T.B.) ou de l'Union des femmes burundaises (U.F.B.), qut dirigent effectivement le

Dressant un blan de ses dixhuit premiers mois d'exercice du pouvoir, le président ae verse pes dans le triomphalisme. Il insiste sur la nécessité de sensibiliser la population tout

(1) Le dernier Mwami, Mwam-butsa IV, est mort en 1977 à Genève, eû il vivait en exil depuis plusieurs années. (2) Sur dix-buit ministres, la cabinet burundais ne compte que cabinat burundais de compta quatre officiers.

(3) Systèmes de mise en servage d'un paysan qui, de père en fils, devenait l'ebligé d'un epatron».

(4) Pendant les mois d'avril et mai 1972, plusieurs centaines de Tutal, puis plusieurs millière de Hutt trouvérent la mort sa cours de sanglants affrontements tribsur.

entière aux questions politiques : Nous nous sommes surtout efforcés de sortir nos concitoyens de leur torpeur, de les inciter d s'intéresser au sor! du pays, de leur faire comprendre que nous ne pouvions pas indéfiniment compter sur la manne de l'aide extérieure et que l'exprit de mendicité qui

révolu... » Il ajonte : « Réalisant ce que le régime Micombero n'avait pas osé faire au cours des dix dernières années, nous avons aboli les systèmes traditionnels de tenure, l'ubugawire et l'ubergeruguo (3), tandis que nous amorçons un début de réforme agraire en distribuant prévalait sous la Première Répude premières terres aux blique et nous incitait d solli-DG1/8074-3

La tentation du recours au tribalisme

NOTRE interlocuteur n'esqui-ve pas l'épineuse question de la réconciliation entre les deux communautés hutu et tutsi Mais il tient d'abord à exprimer son point de vue sur ce que furent, dit-il, les rapports

entre les uns et les autres à travers l'histoire : « On a écrit en Europe beaucoup de choses erronées à ce sujet. Au Burundi, contrairement aux affirmations des colonisateurs qui ont racia-

lisé la vie locale, la tradition

citer une aide altmentaire était

qui provenaient indifféremment des deux ethnics. De même, le système de l'ubugatoire créait des rapports de serfs d maîtres. indistinctement entre Hutu et Tutsi. Sa y a eu, au cours des siècles passén, des guerres civiles dans cette région, elles n'avaient aucun caractere tribal » Pais revenant à la période actuelle : « Nous sommes unionistes avant tout. L'UPRONA n'est ni un parti hutu, ni un parti tutsi... Nous avons aa sein du gouver-nement quatre ministres hutu...»

En réponse à une question sur les événements sanglants de 1972, le président Bagaza indique : «Lorsqu'un dirigeant politique est confronté d de graves difficultés, il est souvent tenté de recourir au tribalisme.

jut le cas du dernier résident belge d la fin de la période coloniale et cela fui d l'origine de premiers désordres... Cela se reproduisit d la fin de la monarchie ei sous la Première République... C'est dans cette volonté de radicalisation que réside l'explication des événements tragiques de 1972...» (4). C'est pour éviter toute nou-velle tentative de racialiser les

rapports entre Burundais que, dit le chef de l'Etat, il restera fidèle à la fermule du parti unique, « car, c'est la méthode la plus apte à préserver l'unio-

Propos recueillis par PHILIPPE DECRAENE. (Lire la suite page 23.)

SEIZE ANS D'INDÉPENDANCE

Une histoire mouvementée

Par ROBERT CORNEVIN *-

Es conditions particulières de l'accessioz du Burundi à l'indépendance le font considérer comme la « Monarchie rouge » de l'Afrique neire. Mais si les Chinois forment et entrainant les Simba de Gaston Sourchiels out gent désignables le

nent les Simba de Gaston Soumislot, qui vont déclencher la
grande révoite de 1964 à l'est
du Zaire, la politique intérieure
du Burundi est singulièrement
plus complexe. Elle a considérahlement évolus au cours des
quatre années (1962-1966) d'une
monarchie agonisante.

L'assassinat de son fils Rwagasore avait ramené vers la personne de Mwambutsa un certain
nombre de personnalités sousieuses d'ordre et de légitimité. La
Constitution, proche de celle de
la Belgique, limitant ses pouvoirs,
Mwambutsa va jouer très vite
des rivalités locales pour affermir son autorité.

L'éclatante victoire du parti

L'éclatante victoire du parti UPRONA aux élections de 1961 portait en elle ses tensions en raison des origines diverses de

ses composantes. Dès septembre 1962, deux tendances se partagent le parti, correspondant aux divisions de l'Afrique d'alors : Casablanca (Afrique révolution-naire), Monrovia (Afrique progressiste). La sclasien de l'UPRONA permet au souverain d'utiliser les oppositions familiales ou scolaires (anciens séminaristes, et anciens séminaristes, et anciens élèves d'Astrida). Le premier ministre André Muhirwa, prince du cian Bataré rallié au roi, ne réussit pas à asseoir son autorité désavouée par l'Assemblée et il démissionne le 7 juin 1963.

Le Mwami rentre alers sur la la contract de la co Albin Nyamoya (un Tutsi) lui succède de mars à décembre 1964.

démissionne le 7 juin 1963.

Le Mwami rentre alers sur la scène politique. Il fait appel à Pierre Ngendamduwe, Hutu, soucieux d'unité nationale. Mais en même temps il se constitue un domaine rèservé en érigeant année et gendarmerie en secrétariat d'Etat.

• Secretaire perpetual de l'Acs-démie des sciences d'outre-mer, auteur d'une trentaine d'euvrages

succède de mars à décembre 1964, mais la crise demeure d'autant plus grave que le Congo volsin est en fiammes. Conscients de ces difficultés, les dirigeants de l'UPRONA décident de tenir une conférence à Gitega, sorte d'« examen de conscience » du parti qui aboutit à une dénonciation du tribalisme et à des projets de réformes.

La défaite à l'automne 1964 des Simba considéres comme les allés des Tutzi, puis les difficultés internes croissantes entrainent le rempiacement de Nyamoya par Pierre Ngendamduwe. Ce Hutu, remarquable à tous egards, semble pouvoir déneuer la crise. Malheureusement, il est assassiné le lendemain de la presentation du gouvernement par un réfugié tutsi du Rwanda. Ce qui donne un prétexte pour expulser l'ambassade de Chine. Son successeur, Joseph Bami-na, également hutu, se trouve

rapidemeat en difficulté devant un Mwami qui, le 4 mars 1965, dissout l'Assemblée élue en 1961. dissout l'Assemblée ètue en 1961.

Mwambutsa profite de l'occasion pour ajouter à ce qu'il
considère comme son domaine
réservé le plan et la justice, ce
qui lui permet de tanir en respect l'aile gauche des fonctionnaires et la fraction hutu. La nouvelle Assemblée, élue le

La nouvelle Assemblée, êine le 10 mai, compte trente-trois députés : deux indépendants, vingt et un UPRONA et dix membres du Parti du peuple. Les Hutu occupent vingt-trois sièges sur trente-trois. fluit députés sortants ont été réélus. En l'absence du Mwami retourné à Lausanne Gervais. Lausanne, Gervais Nyangoma présente un discours programme d'une très haute tenue. Mais, à la surprise générale, c'est Léopold Bha, hostile à l'UPRONA, qui est désigné et qui forme, en septembre, un gouvernement comprenant sept ministres hutu.

(Lire la suite page 30.)

Bujumbura et la Communauté des pays des Grands Lacs

Par MATHIAS SINAMENYE *-

A signature, le 20 septembre 1976 à Gisenyi au Rwanda, de la convention portant création de la Communauté économique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.) marque l'aboutissement d'un long processus dans la coopération entre le Burundi, le cooperation entre le Buttitui, le Rwanda et le Zalre. Ces trois pays, qui constituaient autrefois l'ancienne Afrique belge, ont formé, de 1929 à l'indépendance, une union administrative, douanière et économique, qui fut rom-pue à la suite des difficultés de sa décolonisation et de la mésentente qui ont dominé les rapports dans la région. Ce démembrement de l'Union dousnière et économique intervenu après les indépendances, et jalonné d'ailleurs de quelques mo-ments de tension, témoigne du climat de malaise qui a prevalu

Cependant, au fur et à mesure que des changements politiques

L'ACCORD sur le commerce frontalier vise, d'une part à exempter de la formalité de de-

exempter de la formalité de de-mande de licence d'importation les échanges frontaliers dont la valeur en douane ne dépasse pas 100 D.T.S. et, d'autre part, à lutter plus efficacement contre la fraude par la concertation et l'échange régulier d'informations. Sa portée économique paraît donc limitée, mais îl est complété par l'accord commercial signé en même temps et dui se dome

même temps et qui se dorme pour objectif l'intensification des échanges, notamment ceux qui figurent sur les listes respectives

s'opéraient à l'intérieur des pays (au Zaire en 1965 et au Burundi en 1966), l'idée et la nécessité d'une collaboration dépassant le simple bon voisinage s'imposaient progressivement. D'autant que chaque pays percevait clairement l'avantage qu'il pourrait tirer d'une entente et d'une coopération dans la région. Le premier accord intervenu à la fin d'août 1966 réglait les questions de sécurité et ouvrait la voie à d'autres arrangements dans des domaines très variés (social et culturel, politique et juridique_)

Le processus d'intégration économique visant à reconstituer l'ancien ensemble Zaire (Congo) — Burundi — Rwanda ne sera sérieusement entamé qu'en 1975 par la signature de l'accord commercial et de l'accord sur le com-

merce frontalier, puis renforcé par la création de la C.E.P.G.L. en septembre 1976. Un climat d'entente et de coopération

convenu, en outre, que le pale-ment de ces échanges se fers par clearing trimestriel entre les ban-

ques centrales, et que le solde sera réglé en devises convertibles.

Ces échanges demeurent néan-moins soumis au tarif douanier plein, mais l'accord prévoit que les parties contractantes « pour-ront s'accorder des avantages tarifaires sur les droits d'entrée et de sortis (...) subant des mo-dalités à convenir ». Soulignons toutefois que jusqu'à ce jour au-cune réduction tarifaire n'a été

concrètes »

Des échanges encore insignifiants

L'a politique en matière d'échanges paraît hésitante. Tout d'abord, l'application de l'accord commercial de 1975 s'est

heurtée à des difficultés techniques qui en ont limité singuité-

ni conclue ni négociée, mais que l'on s'oriente vers l'actualisation de l'accord commercial, à la lu-mière de récentes évolutions, principalement la création de la CEPGI.

CEPGI.

La mise sur pied de la C.E.P.G.L. illustre le climat d'entente et de coopération retrouvé dans la région. En plus des stipulations en matière de sécurité des Etats (premier but énoncé dans la convention), les objectifs de la convention en matière économique s'articulent autour de deux points principaux. Au niveau de la production, il est convenu de développer des activités d'intérêt commun et, en matière d'échanges, les parties contractantes s'engagent à intenmatière d'échanges, les parties contractantes s'engagent à intensifier le commerce et à faciliter la circulation des personnes. A cet énoncé de principes généraux, la convention ajoute l'engagement sciennel de « mettre en ceutre des solutions appropriées aux problèmes posés (...) à

Elle n'explicite pes cependant, même pas dans les grandes lignes, comment on entend concrétiser ces objectifs. En ce qui concerne le développement d'activités d'intérêt commun, elle charge simplement le secrétariat exècutif « d'élaborer des projets (...) de les soumetire aux Elais membres avec des propositions concrètes ».

Ce qui a été fait, puisque la conférence ordinaire des chefs d'Etat tenue au mois de septem-



Les présidents Juvenal Habyarimana (Ewanda), Mobutu Sese Seko (Bagaza se rencembrent périodiquement dans le cadre des activités de mique des pays des Grands Lacs (C.E.P.G.L.).

bre 1977 à Bujumbura, soit une année après la création de la Commandé, retient une série de projets régionaux que les partenaires se proposent de réaliser. Il s'agit, entre antres, des projets de développement de la plaine de la Rusizi, de l'exploitation du gas méthane du lac Kivu, du développement de la pêche dans le lac Tanganylka, de la création de circuits touristiques intégrés. Chacun de ces projets intéresse au moins deux pays, et, on peut affirmer que la coopération en ce domaine est bien orientée.

problèmes que posent l'enclave-ment et l'inégalité de développe-ment et de potentialité des mem-bres au départ. Si le Zaire possède un accès sur l'ocean Atpossède un accès sur l'ocean At-iantique, sa région orientale reste néanmoins enclavée comme le Burundi et le Rwanda eux-mêmes. Des négociations avec les pays de l'Afrique orientale, en particulier avec la Tanzanie, faciliteraient la recherche d'une

énergétique à la région. et la seconde à promouvoir le dévelop-pement économique et social des Etats membres par le finance-ment des projets à caractère ré-

La Communauté devra sur-monter plusieurs obstacles dont la solution conditionnera la réussite. On se limitera ici aux

solution globale pour ce pro-bième. Pour les deux petits pays de la Communauté, il faudrait y ajouter l'exiguité des territoires, la faiblesse de leurs pouvoirs d'achat et la dotation limitée en ressources, sur lesquelles pèse une population nombreuse et en ra-pide croissance.

Quant au Zaire, ses ressources Quant au Zaîre, ses ressources naturelles, sa dimension géographique et le niveau de développement atteint le placent dans une position privilégiée. Il fandra éviter que position privilégiée ne signifie domination, c'est-à-dire faire en sorte que les avantages de l'intégration soi en téquitablement répartis et que chaque pays trouve un intérêt dans la Communauté, contrepartite de sa contribution. tie de sa contribution.

Un pays de dimension modeste atué loin du littoral, avec des ressources limitées et peu diversifiées, sent pins qu'un autre la nécessité d'élargir les horizons au-delà des frontières. Il sent qu'il constitue un débouché trop étroit pour amorcer et soutenir un processits d'industrialisation, que la tranquillité, l'entente et la coopération avec ses voisins, ceux de la Communauté comme la Tanzanie, accroftrajent ses la Tanzanie, accrofiraient ses chances de développement.

C'est dans cet esprit que le Burundi s'est toujours efforcé, dans la mesure du possible, d'entretenir de bons rapports avec ses voisins et participe aujour-d'imi à la construction et à la consolidation de la CEP.G.L. A

ce titre, le Burundi peut consen-tir des sacrifices et l'on considère généralement que l'emplacement du siège de la CEP.G.L. à Gisenyi au lieu de Bujumbura constitue en soi une concessim importante du Burundi. Ce pays avait, en effet, un intérêt évi-dent à voir le siège de la Com-munauté s'installer à Bujummunauté s'installer à Bujumburs, ce qui aurait contribué à rendre à cette ville sa position centrale dans la région des Grands Lacs tant pour le commerce que pour les communica-

Doyen de la faculté des sciences économiques et administratives, université du Burundi.

2, BOULEVARD DE L'UPRONA - BUJUMBURA BOITE POSTALE 2460 - TÉLÉPHONE 3460

> Agent général d'Air France Air Rwanda Cameroon Arlines

assure la sous-traitance d'Air Madagascar et U.T.A. rement les résultats. Ensuite, la convention creant la CEPGL, tout en inscrivant l'intensification des échanges dans ses objectifs, ne prévoit explicitement au-

cun programme de desarmement tarifaire on un quelconque autre moyen destiné à stimuler le commerce entre les trois pays mem-bres. Or, en consultant les tarifs donaniers de ces pays, on cons-tate qu'ils sont très élevés et il y a lieu de se demander si leur réduction, on leur progressive suppression, relancerait à la longue les échanges dans la région.

Actuellement, ces échanges sont quasiment inexistants. En 1976, par exemple, les importations du Burundl en provenance du Zaire et du Rwanda représentalent respectivement 1,2 % et 0,035 % du total des importa-tions. La part des exportations à destination des mêmes pays s'élevait respectivement à 1,06 % et 0,064 %. Ajoutons que des propo-sitions similaires s'observent dans le commerce Zaire-Rwanda, Même en tenant compte du commerce frontalier souvent non enregistré et de la contrebande, il apparait clairement que les courants d'échanges sont encore à

Cette situation s'explique sans doute par la nature des produits que ces pays exportent (tous sont producteurs et exportateurs de produits primaires), par le carac-tère encore rudimentaire des secteurs de production, par la désorganisation de l'ancien en-semble Zaire-Rwanda-Burundi, enfin par l'inadéquation des moyens de transport. En libéra-lisant les échanges par la sup-pression ou la réduction des droits de douane, en limitant les fornalités administratives d'importation-exportation, peut - on espérer accroître substantiellement le volume du commerce à l'intérieur de la CEP.GL ? 11 est difficile de répondre clairement à cette question, mais avec des niveaux de départ aussi bas il serait erroné de penser que les mesures de libéralisation y suffiront à elles seules, même s'il faut souhaiter qu'elles solent progressivement prises. Elles ra-nimeraient pent-être les échanges du Burundi, du Rwanda et de l'est du Zaire, autrefois beaucoup plus importants.

Néanmoins, la voie de coopérarégionaux permettant, d'une part, de restructurer les économies de telle sorte qu'elles procèdent à des échanges ; d'autre part, d'éviter l'implantation d'entreprises similaires et sous-utili-

C'est dans le souci de faciliter le lancement de tels projets qu'ont été créées l'Association pour l'électrification des Grands Lacs (E.G.L.) et la Banque de développement des États des Grands Lacs (B.D.E.G.L.). La première vise à donner une infrastructure

LA CULTURE COTONNIÈRE AU BURUNDI

Elargir les horizons au-delà des frontières

Espèce cultivée ou Burundi : Cossypium Hirsutum. Variété: 1021/849 et Reba B 50 en introduction. Toille de 1021/849 =

Zone écologique: 775 mètres à 1 100 mètres d'altitude. Plaine de la Ruzizi et du lac Tanganyika. Plaviomètria annuelle moyenne: 900 à 1 100 millimètres. Plaviométrie darant le cycle végétatif: 500 à 600 millimètres. Superficie cultivée ennuellement: 7 000 à 9 000 hectares. Rendement moyen à l'hecture: 800 à 1 000 kilos. Cycle végétatif : fin décembre - mi juin : six mois,

Récoite et rossemblement : fin juin - début juillet à fin septembre début octobre (dès le début de la saison sèche). Egrenege : juin - juillet à début dècembre. Rendement à l'égrenage: 37 % pour la Q.1 et 37,5 % pour

Embarquement : dès le début ooût. Port : Dar-Es-Salaam. Technologie du coton du Burundi : 1021/849.

1° Longueur de la fibre = Q. 1. 1" 3/32 à 1" 1/8 (27,6 mm à 28,6 mm); Q. 2. 1" 1/32 (26,19 mm)

2º Micronnaire: 3,2 à 4,4. 3º Indice Pressley: 78 à 85.

4° Seed Index: 38,51.

du Rwanda-Barundi Tel.: 22-08-61-36 - B.P. 2571 BUJUMBURA

COGERCO R.B.

In entret.

the per nem ren de qui est posit

Pactuel gour

orthodal sugai

Street Williams to a dia consulated to the other men minute de la sun nistro del Marres

acoustre. 三面 数 от че Систипілисе terriaire

La B.N.D.E. a- strvice du deve at social du Burund

La Ennaue nationale pour nomique du Surundi (B.N.D.E. Birth and a Earque a p , Parekia II. in this éitheanti**c**u

0.0 . ಪ್ರತಿಕರ ಪ್ರದರ್ಭಕ Projets releade Prisons of tubbles. Big is a sparament par Pour le partir de l'Etar à la

Dement : 10-101 Entiétés du Pan to the past of Burund. Ele__ н - 10 каша. 12 saш

du Burund, la essende des terms of the society Pour en la présione friel (c.) Pour le developpement éconor Think Indian to the Property of the Property o

 $\langle B_{\rm trip} \rangle \sim 10^{-10}$ apresse (Banque Nationale

Pour le Développer BP 1852 BUJUMBURA BUT

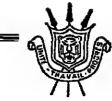


au-dela del montreres

Carretter 1

5*

'C '



Supplément Burundi≡

POLITIQUE

Un entretien avec le président Bagaza

(Suite de la page 21.)

C'est volontiers que le lieutenant-colonel Bagaza répond aux nombreuses questions concernant la politique étrangère de son pays. A propos de deux de ses voisins -- le Rwanda et le Zaîre — il affirme : «La solution de nos problèmes économiques nationaux réside dans l'intégration regionale. C'est la raison pour laquelle, pour notre part, nous jerons tout ce qui est en notre pouvoit pour établit des relations plus étroites ovec le

Rwanda et te Zaire dans le domaine du commerce extérieur. des transports, etc. La détérioration de la situation politique au Burundi, sous la première République, n'a pas permis à nos prédécesseurs d'agir dans ce sens. Régnait alors une atmosphère de suspicion réciproque qui hypothéquait les relations avec nos voisins. Actuellement. la confiance prévaut et la Communouté économique des pays des grands lacs (C.E.P.G.L.), qui nous lie au Zaîre et au Rwanda, est sur la bonne voie... »

Ne pas refuser ce qui est positif dans l'héritage colonial

E^N réalité, il semble blen que les Burundais, tout en m!sant sur la réussite de la Communanté des grands lacs, n'aient pas renoncé pour autant à préserver les relations privilegiées qu'ils entretiennent evec certains Etats d'Afrique orientale. C'est ce qu'indiquent clairement ces propos de notre hôte : qui est positif dans l'héritage colonial. Or, sous la colonisation ollemonde, noire pays a été

étroitement lié à l'actuelle Tanzanie. L'existence du chemin de fer Dar-Es-Salaam - Kigoma en témoigne. A l'époque coloniale belge, nous avons ensuite été associés au Zaire, sans abandonner pour autant certains tiens spécifiques antérieurs... En fait, comme en Europe la Bel-gique constitue un trait d'union entre la France et l'Allemagne, le Burundi peut jouer un rôle analogue entre le Zaire et la Tanzanie.» A l'évocation des

L'actuel gouvernement

Premier ministre, ministre de l'agriculture, de l'élevage et du développement rural : lieutenant-colonel Edouard Nzambimana : ministre de l'intérieur : lieutenant-colonel Gabriel Ndikumana; ministre de l'économie et des finan-ces : M. Dominique Shiramanga; ministre de la justice : M. Jean-Baptiste Manwangari; ministre de l'éducation nationale : commandant Pascal Ntameshimikiro; ministre des affaires étrangères et de la coopération ; M. Albert Muganga ; ministre des transports et de l'aéronautique ; M. Ladislas Barutwanayo ; ministre des travaux publics, de l'équipement et du logement : M. Isidore Nyaboya; ministre des postes et télécommunications : M. Rémy Nkengurutse : ministre de la santé publique : major Jean Bandusha; ministre des affaires sociales et do travail : M. Joseph Nzeyimane ; ministre de la fonction publique : M. Damien Barakamfitiye ; ministre de l'information : capi-Ruhwikira: ministre taine Than des sports : M. Ladislas Ndaye ; ministre du plan : M. Dona-tien Bihute ; ministre de la géologie, des mines et de l'industrie : M. Gaspard Eméry Karenzo ; secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé du développement rural : M. Jean Kabura ; secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture, chargé de la production alimentaire :

(Publicite)

La B.N.D.E.

ou service du développement économique et social du Burundi

Lo Bonque notionale pour le développement économique du Burundi (B.N.D.E.), dont le siège est établi à Bujumburo, est une société par actions à responsabilité limitée. La Banque a pour abjet de concourir au dévelappement écanamique et social du Burundi par l'octrai des prêts à caurt, moyen et lang terme en faveur des projets relevant du damoine agricole, artisanal et industriel.

Elle peut également participer directement ou pour le compte de l'État à la création ou au développement de toutes sociétés au entreprises.

Son capital actuel est de 160 700 000 froncs

Elle est, à ce jaur, la seule institution financière du Burundi qui occorde des prêts à long et moyen terme en faveur du secteur ogricole et industriel.

Pour taut projet d'investissement agricale, industriel et tauristique au Burundi, la Bonque notionale pour le développement économique est à votre disposition pour vous oider à le réaliser.

Notez bien san adresse:

Banque Nationale pour le Développement Economique

B.P. 1620, BUJUMBURA (Burundi). Téléphone: 28-88

différences d'idéologies politiques existant entre les deux Etats, il sourit et insiste : « Elles sont conjoncturelles. Sans compter qu'elles ne sont peutêtre pas si projondes qu'il parait

Cependant, à propos de la Tanzanie, dont le président Julius Nyerere devait effectuer, en mal, une visite officielle à Bujumbura, il admet : «Notre programme de gouvernement est plus proche du socialisme tanzanjen que ne l'était le programme du président Micom-bero. Etant plus proches du peuple, nous sommes nécessairement plus à gauche... Cependant, l'étiquette socialiste est difficile à accepter - ou à

A Bujumbura, comme dans de

nombreuses autres capitales africaines, un sérieux rapprochement a été esquissé avec les Etats arabes. Le lieutenant - colonel Bagaza l'explique ainsi, pour le Burundi : «Le monde entier compte désormais avec le poids économique et politique des pays arabes. De leur côté, ceux-ci s'ouvrent, à leur tour, au monde extérieur, et notamment à l'Afrique, depuis la conférence arabo-africaine du Caire de l'année dernière... Nous sommes intéressés à une coopération avec les Arabes porce que ceux-ci sont disposés à nous prêter un concours financier... En moins d'un an, je suis allé dons trois Etats arabes — la Libye, l'Arabie Saoudite et Bahrein. Ces pays ont adopté des régimes politiques différents, mais appartiennent tous à lo nation arabe... L'Arabie Saoudite et le Kowsit financent plusieurs projets de développement agricole au Bu-

pation dans plusieurs sociétés industriclles et commerciales burundaises. Une bonque burundo-libyenne cherche des capitaux libyens qui pourraient s'investir ici. J'ajoute que la coopération arabe accepte de travailler en étroite liaison avec les organismes bancaires internotionaux ou interafricains, et

A propos de l'Europe, le pré-sident Bagaza rend d'abord hommage à l'action de la Com-munauté économique européenne et du Ponds de développement e qui intervient efficacement dans le domaine du dévelonnement de la culture de thé, de la sante, de l'éducation nationale...». Il mentionne « la France, la Belgique, la République fédérale d'Allemagne qui envoient au Burundi professeurs et médecins, conseillers et experts », précisant : « Dons le domaine de l'assistance technique, la France se situe en deuxième position, immédiatement après la Belgi-

daises sont excellentes. Le prepoys est membre de l'Agence de coopération culturelle et techni-

<Si la coopération chinoise n'existait pas il faudrait l'inventer»

B IEN que la coopération de le République populaire de Chine solt e relativement peu importante en comparaison avec celle de la France ou de la Belgique », le lieutenant-colonel Bagaza insiste : « L'aide chinoise est tremplaçable parce qu'elle est discrète et parce que les

Chinois interviennent dans de nombreux domaines qui sont estimés peu rentables par les Occidentaux. St la coopération chinoise n'existait pas, a faudrait l'inventer... »

Avec Cuba, nouveau venu sur le continent africain, le Burundi entend nover le dislogue. Alors que les Zairois ont rompu l'année dernière leurs relations diplomatiques avec La Havane, lors de «la guerre de quatre-vingis jours » du Shaba, les Burundais ont autorisé, en avril dernier, l'auverture d'ane ambassade cubaine à Bujumbura. Le président Bagaza indique à ce sujet : « Nous opportenons comme Cuba, ou mouvement des non-alignés... Nous ne com prenons pas pourquoi les Occidentaux donnent de tels signes d'inquiétude s'agissant de Cuba... Les Cubains n'interviennent que là où on leur demande expressément d'intervenir... J'ajoute que cela relève de la souveraineté interne de chaque Elat d'entretenir des relations diplomatiques avec un pays tiers — ou de les rompre... Pour notre part, dans la mesure où les Cubains sont décidés à na s'ingérer ni dans nos affaires internes, ni dans celles de nos voisins, nous sommes disposés à entretentr des

Interrogé sur l'intervention cubaina en Angola et en Ethiopie, le chef de l'Etat du Burundi admet neanmoins : « Elle nous inquiète dans la mesure où elle peut entrainer des difficultés sur l'ensemble du continent africain... Mais, puisque vous

(5) L'Organisation commune afri-caine et mauricienne, qui regroupe une partie des anciennes colonies françaises.

ovec des pays européens... »

rundi et ont pris une partici-

Les relations franco - burunsident de la République, qu'une visite officielle à Bruxelles devait empêcher de participer à la cinquième conférence francoafricaine, dit : «Le premier ministre burundais assista à la conférence précédente, organisée en 1976 à Dakar, et le Burundi entend être représenté cette fois encore... Notre pays, certes, n'appartient pas à l'OCAM (5), pour des raisons qui tiennent à l'histoire et parce que nous estimons que cet organisme peut se trouver en concurrence avec l'O.U.A... D'autre part, notre

parlez d'intervention cubaine, a

est indispensable que vous ne

fassiez stience sur oucune des

interventions des grandes puis-

Propos recueillis par

PHILIPPE DECRAENE

sonces au sud du Sahara... »

Le Burundi

grands lacs de l'Afrique orien-tale. le Tour du monde 1860, tome L

Chrétien (J.-P.) : Le Burundi sous la colonisation alle Bujumbara, 1977. - « Le Bu-rundi ». Notes et études docu-mentaires, n° 2364. Paris, fé-vrier 1967.

Ruando-Urundi, Bruxelles 1927.

Cornevin (R.) : « Le Burundi » in Histoire de l'Afrique, tome III, Payot, Paris, 1974. Hertefelt, Trouwborst (A.-A.) et

Scherer (J.-H.) : Les Auciens royaumes de la zone interlo-custre méridionale : Rwanda, Burundt, Buha, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, Belgique, nº 6, 1962.

Heusch (Luc de) : Le Rwanda et les Civilisations interlacustres, Institut de sociologie U.L.B., Bruxelles, 1966.

Jeune Afrique, supplément sur le Burundi, Paris, octobre 1977. Kiraranganye (B.F.) ; La Vérité sur le Burundi, Ed. Naaman, Sherbrooke, Québec, avril 1977.

Lechat (M.) : Le Burundi poli-tique, Service de l'information, Bujumbura, 1961.

Lemarchand (R.) : Rounda and Burundi, Pall Mall Press, Lon-dres, 1970.

Lettow-Vorbeck: La Guerra de brousse dons l'Est africain, Payot, Paris, 1933. Mposigara (G.) : « La Répu-blique du Burundi », Encyclopédie politique et constitution-nelle, serie « Afrique », Berger-

Levreult, Paris, 1971. Mworoha (E.) : Peuples et rois de l'Ajrique des lacs, Nouvellan éditions africeines, Dakar, 1977.

Niyonzima (D.): Gitego, contri-bution à l'étude des relotions de la ville ovec sa région, Mémoire E.N.S., année acadé-miques 1976-1977.

Richer (X.): Burundi touris-tique, Ed. Delroisse, Boulogne. Rozier (R.) : Le Burunds, pays de la vache et du tambour, Presses du Palais-Royal, Paris, 1973.

Ruanda-Urundi : Office de l'in-formation et des relations publiques pour la Congo belge et le Raanda-Urundi, Bruxelles,

Van Bilsen (A.-A.) : Vers l'indé-pendance du Congo et du Ruanda-Urundi, Ed. A.-A. Van Bilsen, Kraainem, Belgique.

Vansina (J.) : « La Légende du passé, traditions arales du Burundi », nº 16 des Archives d'anthropologie, muséa de l'Afrique centrale, Tervueren, 1972.

Velpen (Cl. Van Der) : Géographie du Burundi, Ed. A. de Bock, Bruxelles, 1970.

L'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé

A VEC le présence du lieu-tenant - colonel Begaze é le tête da l'Etat depuis chie militaire esi sorupuleuse ment respectéa au Burundi. Le qui cumute égelement les fonc-tions de président du Conseil suprême révolutionnaire et calle de président du comité exécutil, est en effet l'officier le plus encien dans le grade le plus

En déplt de cette situation de fait, qui devrait constituer une garantle supplémentaire de stabilité du régime, certaine observateurs émettent un point da vua sensiblement différent. Pour eux, le Burundi est en réalilé gouverné, comme c'est le cas pour t'Emiopie ou le Mell per exemple, per une junte au sein de laquella le lieulanani-colonel Bagaza n'esi qu'un primus intar pares. Oès lors, tout eo sauvant les apparences le chet de l'Etat ne pourrait gouverner qu'evec l'eccord de l'ensemble du Conseil suprême révolutionnaire, toujours ausceptible de mattre en échec celle de ses décisions qui viendreit à déplaire. .

Né en eoût 1946 è Murembl. dane le pertie méridionale du pays, le liautenent-colonel Begaza est l'un des plus jeunes chefs d'Etat, La plupart des membres de l'équipe gouvernementale eppertiennent é la même géné-ration que lui. C'est le cas nt du lleutenent-colonal Edouerd Nzembina, qu'il e nommé premier ministre par décrei quelques jours après l'éviction du présidant Michel

Micombero de la scène poli-tiqua. Il est d'eutre part membre du - groupe de Buruf -, constitue par des originaires de la région qui porte ce nom, parlois comparé evec la « groupe de Binza », parce que le premier è Bujumbure exerce at le second è Kinehasa a exercé une influance importente sur la vie poli-

Comme la plupart des officiers burundeis, le tieutenant-colonel Bagaza n'a quère eu le tempe d'acquérir l'expérience du commandement dans un coros de troupe. Après avoir felt ses études eu collège du Seint-Esprit, où les ésuites ont formé le mejorité des élites du peys, il a suivi les cours de l'Ecole des cadres à Sruxelles. Puis II e élé admis dans la section interermes de l'Ecole militaire belge, où il e été èlève de 1966 é 1970, Après evolt oblenu une licenca en sciences eociales, Il a suivi un elaga d'un en au prytanéa belge d'Arlon, puie est rentré eu Burundi en septembre 1971. Cinq ane plus tard, il eccédell é la megistrature suprême. Affeble, equilent, mels résarvé.

le lieutenani-colonel Segaza est annemi de l'excès sous toutes ses formes. Soucieux de convelncre plutôt que d'imposer son point da vue, il a plus le réputation d'un homme de cebinat que cells d'un tribun ou d'un meneur de foules. Il bénéficia cependant de l'estima d'une granda pertie de ees concitoyens qui, las des violences, souhaltant evant tout que leur pays ne replonge pas

à travers les livres Burton (R.F.) : Voyage aux Coppens (P.) : Le Mandai belge

(Publicité.)

REGIDESO Règie de production d'eau et d'électricité B.P. 660. - Tél.: 2720/3412

BUJUMBURA

ACTIVITES :

- Production d'eau et d'électricité dans tautes les villes du BURUNDI;
- Neuf prajets d'odduction d'eau en milieu
- Dix projets d'électrification rurale par la construction de mini-centrales hydro-èlectriques (300 à 1500 kilowatts);
- Prajet d'assainissement de la ville de Bujumbura : évacuation et traitement des eaux usées, drainage des eaux pluviales;
- Ecloirage public.

Ces projets sont réolisés grâce aux prêts des pays amis et des institutions internationales de financement (R.F.A., IDA, BAD, BADEA, etc.) et, bien sur, avec une porticipotion de l'Etat du BURUNDI et de la REGIDESO.



RÉPUBLIQUE DU

Les objectifs fondamentaux du mouvement du 1^{et} novembre

E 1" novembre 1976, au Burundi, un changement intervient au niveou le plus élevé de l'Etat. Coup d'Etat militaire classique, diront les uns. Un régime tombé comme un fruit mûr, écriront les autres.

Le 20 du même mois, une déclaration sur les objectifs fondamentaux du mouvement du 1er novembre est proclamée. Annoncet-elle une orientation originale et un changement significatif? Est-ce une déclaration de « bonnes intentions » dont tous les régimes se parent comme pour se doter d'une légitimité à l'égard de leurs peuples?

En tout cas, une évidence s'impose. Le regard porté sur le Burundi est dépourou de toute complaisance. Le ton résolument franc et audacieux pour évoquer des problèmes jusqu'alors « tabous » annonce peut-être pour ce pays autre chose qu'une péripétie, une de plus, de son histoire récente.

La rapidité avec laquelle les nouveaux responsables proposent un programme daction prouve au moins qu'ils écartent l'improvisation dans la gestion des affaires de l'Etat.

Nous publions ci-dessous quelques passages concernant les domaines les plus importants de ce document.

TOUS héritons aujourd'hul d'un redressé, exigera la réunion d'un grand potentiel d'énergie, de courage, d'abnégation patriotique, de lucidité et de tact politique.

Comme tout le monde le sait, notre patrie connaît un grave problème de division ethnique qui constitue une entrave certaine mais non invincible à l'action révolutionnaire qui vient de naître. Les sombres années de 1965, 1969 et porticulièrement celle de 1972, ont engagé notre pays sur la voie de la Taut révalutionnaire, tout patriote murundi dait reconnaître ce fait et prendre conscience de cette constatation. Elle constitue une donnée fondamentale qui fait de la Révolution, en tant que changement radical des structures et des mentalités, une nécessité Impérieuse pour le bonheur de natre peuple.

Nous devons réprouver les erreurs du passé et reconnaître l'existence d'un falt ethnique dans notre pays afin d'en-gager un combat ferme contre ce fléau, combat qui dait être mené sur des bases claires et objectives.

A côté de la division ethnique, héritage du pouvoir monarchique et du régime précédent, le pays connoît le problème de la division bosée sur la provenance régionale.

Notre peuple doit prendre conscience que cette situation regrettable des divisions est l'œuvre d'une minorité, qui se disputait le pouvoir au sommet de l'appareil de l'État et traduisait ses ambitions en termes d'ethnies et de régions en vue de recruter une clientèle. Nous constatons heureusement qu'en-

tre le payson hutu et le payson tutsi, il n'existe pas d'antagonismes fondamenmentaux au irréversibles. La contradiction fondamentale se situe plutôt entre notre peuple et la minorité bourgeoise qui a été la source

Le processus révolutionnaire que nous venons d'entreprendre se propose d'en-gager une lutte lucide, ferme et coura-geuse en vue d'éradiquer le plus vite cultés de cette lutte et de ses exigences. Mais naus devons lever le défi et parvenir à remplacer les concepts et étiquettes d'ethnies et de régions par des

voleurs nouvelles, nées d'une analyse scientifique des structures sociales, de alliances naturelles, durables et dynamiques. Alliance des paysons, des auvriers et des Intellectuels révolution-

rénovée et autour d'une charte de développement économique et social, pour réaliser l'objectif fondamental qu'est la justice sociale.

recent to

40.04**

(e.g.)

E : 1.40

Projection of the Control of the Con

E. 1. C-27:

removed hypere

Fried Co.

 $\mathfrak{c}_{\mathfrak{A}_{1},\mathfrak{b}_{2},\cdots,\mathfrak{b}_{r}}$

. . . .

inter municipality

7-4-5-550003

4 41 1048 14 17 19 17

7772 02 magazo. 777 m 220 03

74721 5 28. 24 7 11 24 2 47 12 14 14 17 18

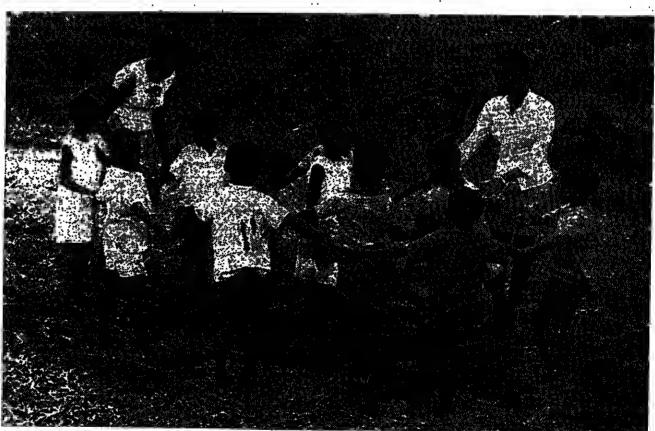
1 11111101 .--Mia laud augit s

8. | Gtms | ts | 11 ml. | Ga

11 v = = = = --

1 1 702, 87 e 11-11-12-13-1-2-

Trans- Proces



BONDE D'ENFANTS AVEC LEUR INSTITUTRICE.

(PUBLICITÉ)



TROUPEAU DE VACHES DANS LA PLAINE DE L'IMBO.

Notre programme économique reposero sur les principes fondamentoux que sont la Production et la Planification.

Le facteur production est la base même de taut développement. Nous de v on s produire beaucoup paur combattre la foim. Nous devons produire pour nous procurer les instruments qui nous alderont à enrayer la misère, l'Ignarance et la maladie. Le concept production » doit être bien compris. Nous l'entendons dans son sensiarge, qui embrasse taus les secteurs de la vie économique et sociale du pays.

Nous demandons donc à tout le monde de se mobiliser pour la production.

Mais la production passe par le trovail. Nous devons désormals rendre au travail la place qui lui revient dans notre société. Le travail, et seul le travail, déterminera l'issue de nos efforts, dans cette grande tàche de création d'une nauvelle société.

C'est pourqual le nouveau régime n'épargnera rien paur stigmatiser la foinéantise, l'esprit du moindre effort, qui ant marqué la vie de la nation ces dernières années.

Naus devans mettre fin à la paresse et au relàchement généralisé qui règnent dans l'administration publique. Nous devans résoudre le problème du chômage déguisé qui sévit en milieu rural, au des hammes, capables de contribuer à l'édification de la nation, prement plaisir à faire le tour des centres de négoce, des débits de boissons, des milleux les plus divers, et passent le temps à bavarder, à trancher des canfilts au à en créer; alars que seules les femmes peinent à la haue pour arracher une maigre maisson à une terre quelquefois

Nous devans parvenir à faire travailler ces nambreux jeunes qui, dans les centres urbains, flànent, victimes du désœuvrement et en praie à la délinquance.

Pour répondre à toutes ces exigences, nous devons chercher à innover, expérimenter pour trouver la formule la plus appropriée.

Nous devons parvenir à mobiliser le maximum d'énergies disponibles pour le travail et de préférence pour le travail collectif.

S'agissant de la planification, l'époque au elle était comprise comme un simple inventaire des besoins et des souhoits est dépassée. Nous ferons de la planification un Instrument rationnel de recherche du mieux-ètre pour tous. Ce sera un instrument qui définira des objectifs spécifiques en termes qualitatifs et quantitatifs. Cet instrument fera un inventaire des ressources disponibles et établira des chortes sectorielles pour que des objectifs prioritaires passent facilement dans la phose opératoire.

La répartition des responsabilités et

des tâches terminée, le système d'évoluation et de contrôle interviendra à tautes les étapes, que ce soit au niveau initial, au niveau d'exécution ou en fin de période, pour permettre aux responsables de rendre compte à la notion et de connoître si l'objectif de production ne reste pas uniquement sur le papler. En termes clairs, nous vous proposons une économie qui sero plonifiée et où la gestion sera outant que possible assurée par les travailleurs.

Plus concrétement nous oborderons les problèmes dans lo conception suivante :

L'agriculture et l'élevage

E serait une vérité banole de vous dire que le développement du Burundi dans tous les domaines est conditionné par le développement de notre agriculture. Des efforts au niveau du parti rénové, de l'éducotion rurale, du département de l'agriculture et des mass media seront déployés pour revoloriser la condition du payson.

Les responsables ferant des efforts pour élaborer une politique agricole rationnelle qui donnera priarité aux cultures vivrières. Ils attireront l'attention sur le problème d'encodrement et de vulgorisation. Naus pensans que l'inventaire de toutes les possibilités permettont d'orienter notre action devra être rapidement établi.

La spécialisation des cultures par région pour une complémentarité positive sera étudiée et, à ce sujet, la mobilisation des paysans sera nécessaire. Il ne suffira pas de demander beaucoup d'efforts aux poysans sans qu'en rétour leurs efforts soient récompensés.
Il faut donc une juste rémunération

de l'agriculteur.

Le gouvernement sera invité à étudier les problèmes des terres qui, ces
demiers temps, sont exploitées irrotionnellement ou tout simplement ne sont
pas mises en valeur. Il sera procédé à
un examen sérieux de la course effrénée
aux terres de la part de certaines catégories de personnes. Car la terre doit
appartenir à celui qui la travaille.

L'industrie

I'INDUSTRIALISATION tient ou cœur des nouveaux responsables, car le secteur de l'industrie devra contribuer au maximum à la création de nouveaux emplais. Notre souhait est de parvenir à creer des industries de transformation des produits locaux en priorité. Nos possibilités ainsi que nos ressources finoncières et énergétiques seront répertoriées. En matière d'énergle, nous croyons que ce domaine mérite une attention spéciale. Le gauvernement sera appelé à revoir la situation existante et à faire des propositions concrètes rapidement.

Nous croyons qu'il sera plus oppartun de parter en prianté notre choix sur les industries dont la technologie requiert une forte main-d'œuvre. Les responsables qui seront chargés de préparer la mise en exécution des souhaits du nauveau régime ne manqueront pas de veiller à la décentralisation de l'Industrialisation vers d'autres centres du pays pour un développement équilibre du terri-

talre national.

Nous tenons à rassurer les investisseurs étrangers sur nos intentions dans le domaine de l'industrialisation. Leurs efforts pour contribuer à l'édification notionale serant encouragés et garantis dans la mesure aù ils seront compatibles avec les intérêts de la notion.

Il est à noter por ailleurs que l'Etat est prêt à s'associer aux capitaux. L'opportunité de cette participation sera étudiée en profondeur, en canformité avec d'autres éléments nécessaires pour naus aider à résorber le chômage, en créant de nouveaux emplais.

Nous voudrions icl noter que nous souhaitons pour l'avenir une participation directe de la classe auvrière dans la aestion.

stion. (Lire la suite pages 28 et 29.)

Sélection des textes et des photos : Athanase GAHUNGU - KARAYENGA

Photos : Bureau de l'enseignement rural B.E.R.

Une politique pour favoriser le renouveau des valeurs

Par EMILE MWOROHA *

A periode precedant l'avenement de la deuxième République était caractérisée par une absence complète de politique culturelle. Ni le système colonial, qui e'intéres-sait uniquement à l'introduction des valeurs étrangères (concepts politiques et économiques de l'Occident, idéologie chrétienne), ni la monarchie, ni la première République ne se sont préoccupés de la culture burundaise.

a Trois ethnies, trois sociétés, firmations se limite trop souvent la réputation du Burundi en Afrique et dans le monde. Trois affirmations erronées héritées de la colonisation, de l'in-cohérence politique et culturelle des premières annèes de l'indé-

l'Etat, combattue au nom d'une fausse modernisation, menacee de mort par la négation et la condamnation de ses valeurs, la culture hurundaise, une, vivante, parlée et vécue an jour le jour par quatre millions de paysans, a survecu à la tourmente. Elle demeure vivace dans la société rurale véhiculée par une langue riche et raffinee, le kirundi, s'exprimant dans les nombreuses traditions populaires (danses folkloriques, poésie, contes, légendes...), des réalités historiques multi-seculaires, des échanges multiples au sein de la population, etc. Mais la « civilisation des collines » du Burundi était réellement méconnue, voire méprisée, non seulement par l'étranger, mais aussi par l'intelvaleurs de l'Occident.

Au 1ª novembre 1976, la prise de conscience des dangers que l'acculturation faisait courir au Burundi, du rôle fondamental que la culture pouvait jouer pour le renouveau du pays, a débouché sur un choix politique, décisif dans le domaine culturel. Ce choix est exprimé dans la déclaration des objectifs fonda-mentaux du Mouvement du 1ª novembre 1976 qui créa la deuxième République réhabilitation et la revalorisation de la culture ancestrale seront une des préoccupations du nouveau régime. Des recherches seront encouragées pour sauvegarder les énormes richesses de notre langue qui, depuis des siècles, a èté un élèment puissant de cohé-sion entre tous les Barundi et a fait de notre pays une des premières nations d'Afrique Noire. Nous encouragerons toutes sories de manifestations culturelles ainsi que la formation de groupes productifs au niveau de l'ar-

Cette déclaration de nouveau régime était l'expression d'un changement révolutionnaire décisif. Aussitôt, un ministère de la culture fut créé. Depuis lors, il a fallu concevoir entièrement une politique de la culture au Burundi, avec l'idée que la politique culturelle ne constitue pas, à elle seule, la vie culturelle ; batir une institution qui devrait permettre la réalisation de cette politique ; recruter des hommes ; trouver les moyens matériels et définir des programmes

ligentsia burundaise formée aux d'action. Trois domaines géné-valeurs de l'Occident. raux ont été choisis pour réaliser

1º Favoriser Panimation cultu-Telle.

Il s'agit de lancer un mouvement national de renaissance culturelle, mettre en valeur et réactiver un folklore national multiforme telles les danses populaires des différentes régions de gasimbo du Sud, le muyebe de l'Onest...), les exibibitions artistiques nationales comme les danses « Intore » et les tambourinaires : mettre à l'honneur la musique traditionnelle. Dans cette politique de redynamication de la culture populaire il y a aussi la réorganisation de l'artisanat d'art (travail sur bois, vannerie, fer, céramique...) où les anciens Barundi étalent passés maîtres et une l'introduction de produits manufacturés est venue concurrencer, voire mena-

2º Développer la recherche et la connaissance de la culture populaire.

L'objectif est de parvenir à une comnaissance approfondie de la civilisation burundaise véhiculée per la tradition orale. Le Burundl ue peut pas se complaire dans l'univers de l'oralité, mais dott faire une entrée véritable dans la civilisation de l'écrit. Nous voulons que la recherche touche l'ensemble des données historico - culturelles, sociales, echniques, politiques et philosophiques de la société burundaise et que cette connaissance permette à notre culture d'être

diffusée, d'évoluer et que le Kirundi puisse s'enrichir.

3º Conserver le patrimoine. Le Burundi possède un patrimoine culturel appréciable. On pent citer notamment l'ensemble des abjets de la technologie ancienne des Barundi, les monu-ments anciens comme les tombeaux des hami, les bois sacrés les altes historiques et archéolo-grques, etc. Toutes ces réalités doivent être protégées car elles sont menacées à la fois par la pression démographique, le manque de terres, la transformation dn monde rural et la disparition progressive des interdits qui protégesient ce patrimoine. Dans cette politique de conservation culturelle, il faut citer aussi l'or-

ganisation des archives nationales qui permettra la sauvegarde des documents d'Etat, rapports administratifs, ouvrages et autres écrits sur le Burundi. L'Etat du Burundi s'est donne des programmes réalistes. Il se veut surtout aide et appui, car la culture est propriété popu-laire. La réussite de ses programmes vise en réalité trois objectifs fondamentanx, dont le premier, le plus urgent, mais anest le moins spectaculaire, vise à sauver ce qui est menacé de disparition, c'est-à-dire une civi-lisation millénaire qui continuera

à inspirer le Burundi moderne. Le second est de rendre à la

Malgré des moyens limités en

hommes, en argent et en maté-

riel, les programmes du ministère

ont commencé à voir le jour.

L'animation culturelle s'est tra-

duite par la formation d'un bal-

let national qui combine des

expressions culturelles des diffé-

rentes régions du pays ainsi que

la formation d'ensembles instru-

mentaux modernes. Ces ensem-

bles artistiques vont jouer un

rôle d'encadreurs auprès des groupes spontanés dispersés à

travers le pays. Pour favoriser

l'expression artistique populaire

des concours de chansons ont été

organisés en 1977, des groupes d'animation provinciale sont

lancés et un important festival

national doit se dérouler au mois

de juillet 1978. Les troupes bu-

cembre 1976 au Festival de

en septembre 1977 une tournée

mols de janvier de cette année.

culture populaire ses droits sur l'ensemble de la société burundaise, le droit de guider l'action de l'Etat, de régier les relations sociales, de présider à l'éducation des enfants. Le troisième objectif de notre politique culturelle est de favoriser le dèveloppement intégral tel qu'on l'en-

tend aujourd'hui et d'assurer

l'unité de la nation burundaise Cette volonté de défendre et de diffuser les valeurs fondées sur la foi en cette nécessité vitale pour le pays d'éliminer les épouvantables crises qui l'ont déchiré depuis plus de vingt ans. La culture n'est pas un vain mot, la politique de la culture n'est pas une façade : elles sont, l'une une réalité, l'autre une nécessité existentielle.

Par aflieurs, il n'y a pas de danger de fermeture au Burundi, de repliement sur soi. Il n'est pas question de recréer une société disparue, celle de la période precoloniale. Il faut mettre au monde un Burundi modeme ouvert aux autres cultu-

La diversité des cultures est indispensable. Elle est pour le Burundi une donnée essentielle de sa politique. La coopération avec l'UNESCO est une voie privilègiée d'onverture aux autres cultures. Cette action trouve aussi ses prolongements dans les échanges culturels bilatéraux.

Communier dans une même civilisation

E'n cette deuxième année de la deuxième République qu'est-ce qui a déjà été réalisé sur le plan culturel ? les danseurs « Intore » out été invités en Tanzanie. · Mais le véritable succès réside

dans la naissance de multiples groupes communaux et surtout scolaires qu'on voit depuis quelques mois au Burundi. Chaque école secondaire veut avoir ses tambourinaires, ses danseurs, ses acteurs, sa troupe théatrale. Le plus grand succès est là : la fermentation culturelle, l'émulation ont réapparu dans le pays. On joue de la musique, on chante, on danse, ou sent la joie de vivre.

Beaucoup moins visibles sont les résultats du travail de fourmi qu'impose la sauvegarde du patrimoine, la recherche sur les traditions populaires et sur la langue. Dans ce domaine, le service des traditions orales créé au sein du ministère a déjà entamés les premiers travaux d'enquêtes dans le pays. Rappelons aussi que le Centre de civilisation burundaise (C.C.B.), qui s'occupe précisément de la pro-Lagos et elles ont effectué tection du patrimoine culturel, a réalisé à Bujumbura l'exposition Musèc vivant 1977, qui connut un succès rèel. Le Centre en Libye et, plus récemment, au

de civilisation burundaise vient de lancer aussi une revue, Culture et Societé, qui reflétera les travaux faits par le Centre de civilisation et qui sera on organe d'expression scientifique sur le Burundi. Il importe aussi de souligner que le gouvernement a créé un Fonds national d'encouragement à la recherche et à la culture, qui subventionne la recherche et la publication des travaux scientifiques réalisés sur le Burundi, que ce soit par des Burundais ou des étrangers. Antant de témoignages concrets de la volonté du nouveau régime de promouvoir la recherche dans les domaines scientifiques et cultu-

Mais le gouvernement sait aussi que le développement d'une politique culturelle passe par la mise sur pled d'infrastructures qui manquent cruellement au pays. C'est pour remédier à cette carence que le plan quinquennal (1978-1982) élaboré par le gouvernement du président Bagaza programmé la construction d'un Palais des arts et de la culture ainsi que la construction des maisons de la culture dans certains cheis-heux de province.

La réalisation de tous ces projets n'est possible que si nous disposons d'hommes formés et initiés aux techniques modernes de recherche et de production. Aussi l'envoi systématique dans des écoles et instituts spécialisés de candidats burundais constitue un autre axe de la politique de coopération de gouvernement. None voulons former des techniciens, des chercheurs, mais aussi des administrateurs compétents. Cette action est menée avec le concours précieux de l'UNESCO, qui nous a accordé des bourses de formation d'archivistes et pmentalistes burundais.

30°°

Par-delà, les contradictions et les divisions inhérentes à toute société, l'unité culturelle du Burundi c'est d'abord une langue, parlée par tous. Les Bahutu et les Batuisi parlent la même langue. Certaines variations régionales expriment la richesse, en aucun cas des différenciations ethniques. L'unité culturelle du Burundi, c'est aussi le goût de communier dans une civilisation, d'appartenir à une même communauté historique bâtie dn plus profond des âges, restée vivante dans la tourmente coloniale, et, qu'il faut défendre et revivifier sans cesse.

• Ministre de la jeunesse, des sports et de la culture, auteur de l'ouvrage Peuples et rois de l'Afrique des Grands Lues, Noovelles africaines, Dakar, 1978.

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

SUPOBU

Société Régionale de Développement

«USINES DE POISSONS DU BURUNDI»

institution para-étatique à vocation sociale, industrielle et commerciale créée per ordonnonce ministèrielle n° 710/127 du 2 octobre 1973,

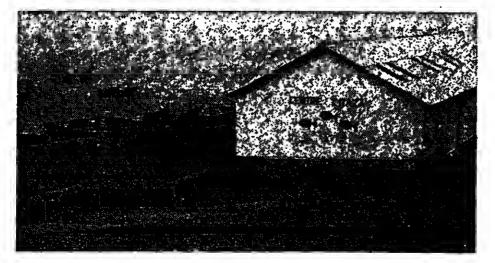
La SUPOBU o mission de :

- Développer, moderniser, rotionaliser la pêche et, par-là, augmenter les revenus
- Crèer des usines de poissons pour assurer oux pécheurs un morché pour feurs prises et oméliorer la présentation des produits :
- Commercioliser les produits de la pêche et contribuer à l'équilibre de la nutrition des populations rurales.

Objectifs jusqu'à fin 1981 :

 Réalisation d'un Important projet de dèveloppement de la pêche artisanale financé conjointement par l'Association Internationale de Développement (6 millions de dollors U.S.) et le Fonds d'Abu-Dhabi pour le Développement Economique Arabe (environ 1 million de dollors U.S.) Dans ce cadre, construction de trais usines de paissons et de stations de pêche,

octroi de crédits aux pêcheurs pour des unites de pêche, formation des pêcheurs et fourniture de matériels de pêche, etc. Lors de votre séjour au BURUNDI, ne manquez pos de goûter à nos paissons! Ils sont délicieux et uniques ou monde !



Notre adresse:

SUPOBU

B.P. 2320 - BUJUMBURA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Louis Rwagasore, figure de proue du nationalisme barundi

TE en 1932, assassiné le 13 octobre 1961 é le terrasse du resteurant Tenganyika, eitué à Bujumbura, sur les rives du lec du même nom, le prince Loule Rwagasore est considéré comme l'une des figures de proue du nationalisme barundi

Avec le Mwami Mwezi Gizabo (1852-1908), qui réelsta à l'occupant ellemend, premier colonisaleur du royaume du Burundi, Louis Rwagasore est sans doute le pius populeire des Barundi. Comme Petrice Lumumbe eu Zaīre. le prince Rwagssore Incame, eu Barundi, le lutte contre le colonielisme suropéen, le combet pour l'indépendance, le solidarité avec les pays progressistes et non alignés du tiers-

Pour les Barundi, ce sont les Beiges qui cont les auteurs de l'assassinat de Rwagasore. Bien que l'auteur de ce crime politique - un commarçant grec dénommé Kageorgis — elt été errêté, jugé pule fueillé après avoir été condemné é mort, on estime généralement é Bujumbure que Kageorgie ne lut que l'Instrument du colonat et de l'administration beiges. Furent mle en accusation é l'époque de cette mort tragique, plusieurs des leaders du Parti démocrate chrétien (P.D.C.), mouvement réputé liè é le Résidence générale belge.

Fils einé du demier souverain du Burundi - le Mwami Mwambutsa IV. décéde en 1977 dans

la banlieus genevolse, où li s'étail exilé. - Rwegasore s'entendelt mel evec son père. Acquis eux idées républicaines. ami dee leaders congolais Petrice Lumumba et tanzanlen Julius Nyerere, ouvert eux idées socielistes, II evalt, quelques années evant l'eccession de son pays é l'Indépendence, tenté de convaincre ses compatriotes des effets bénéfiques du système coopératil. Destiné é ne pas régner, à la fole é cause de ses convictione personnelles et du feit de sa situation de fils alné (1), il crée l'Union pour ie progrès national (UPRDNA), eujourd'hui seul parti ayant une existence légale au Burundi.

Les dimensions d'un mythe

DES le naissance de l'UPRO-NA, Rwegasore fit habitement référence é le lutte des Abadasigane (en kirund), - ceux qui evancent unis eu combat »), tormation politico-militaire de l'époque de Mwezi Gizabo, et donna, dans la langue netionale. ce nom d'Abedasigana eu parti. En effet, les militents de l'UPRO-NA se vouleient les héritiers directs des guerriers de Mwezi Gizabo, ertieans de l'unité netionels et défenseurs de la petrie contre l'envahisseur étrenger (2). Les jeunes du parti unique cont aulourd'hul regroupés au sein d'un organisme dénommé Mouvement de la jeunesse Rwage-BOTE (M.J.R.)

Dans tous les lleux publics du Burundl, y comprie dane lee ministères, le portrait de Louie Rwagasore figure eux côlés de celul du président Jean-Baptiete Bagaza, comme Il figurait aux cosseur, le président Michel Micombero. Patriote, netioneliste, champion d'une indépendance immédiate obtenue sans eucun compromis, tué dans des circonstances qui ajoutent é eon eure personnelle, Louis Rwagesore a pris les dimensione d'un

Sur les fience de le colline de Vuguzo, qui domine Bulumbura. es dressa un mausolée de bétor élevé à la mémoire de Louie Rwegasore. Une Immense croix de bronze, le portrait du prince. sur un bas-relief, un portique é trols erches, composent l'essentiel de ce mémorial sur lequal figurent les trois mots : ubumwe (unité), ibikowarme (travali), amejambere (progrès). Cet endroit isolè est un lieu de pèlerinage où viennent réculiérement se recuellir les Barundi Car, depuis oclobre 1961, ce soni toue sea compatriotes, quelle que soit leur appartenance ethnique, et quelle que soit leur origine sociale, qui se considérent comme orphelins.

(1) La tradition écartait du trône le fils ainé du Mwami. (2) Voir notamment Côme Mikaza, Louis Ruagazore et ses Abadasigana, dans supplément Jeune Afrique n° 877 du 28 octo-bre 1977.

150 Compliament character Resigurant La Trattoria Centre of Congress Sails

> Prin spéciaux po Commissions of





Supplément Burundi

SOCIÉTÉ

Le kirundi a vocation de langue d'enseignement

Par THOMAS KAMANZI -

ES langues officiolles du Burundi sont le kirundi ot lo français. Le swahili parlè dans les centres urbains à prèdominanco arabe on arabisée, n'est qu'un sabir qui s'écarte du véritable swahill de la côte de l'ocoan Indien, pur et littéraire.

Le kirundi est une langue bantouo qui, appartenant à l'ensembio culturei do la zono des grands lacs, est à considérer plutôt comme un dialecte d'uno langue non unifiée qui englobe les lan-gues du Rwanda et du Buha en Tanzanie. Il se situe donc dans lo groupe des savanes, ou plus exactement dans le sous-groupe qui comporte, entre autres zones, cello dite interlacustre, regrou-pant les langues qui se parlent à l'est dn Zaire (vira, fultru, shi, havu, etc.) et en Tanzanie (haya, ziba, jinja, etc.). D'une manière générale, ces langues se caractérisent par leur grande complexité ot leur régularité grammaticales ainsi que par la variabilité de leur vocabulaire, ot le kirundi est à ce sujet très représentatif.

A titre d'exemplo, le kirundi comporte cinq voyelles qui, si l'on tiont compte de l'opposition phonologique basée sur le degré do la quantité vocalique on redoublement des voyelles, en constitue en réalité dix (a, aa; o, ee, etc.) et trents si l'on tient compte de celle basée sur le degré do la tonalité ou hauteur musicale des voyelles (1, aa; â, âa, aâ, ââ, etc.).

Malheureusement, le kirundi ayant été transcrit pour la pre-mière fois à la fin du XIX° siècle par des missionnaires qui ignoraient la phonologie parce qu'elle n'était pas connue à cette épo-

que, l'orthographe actuelle dn kirundi accuse deux lacunes majeures en ne notant pas ces deux degrés. Malgré cette omission, en sol involontaire mais grave, ces mêmes missionnaires ont tout de même réussi à transcrire convenablement le kirundi, à quelques détails près, en employant l'alphabet latin.

En matière de grammaire, au contraire, l'échec était presque total. En effet, au lieu de se rendre compte que non seule-ment le système grammatical dn kirundi différalt beaucoup du français, mais aussi qu'il était

plus complexe, ces mêmes missionnaires se sont contentés de tentatives de description de la grammaire sur la base de la tradition européenne ; autrement dit, la grammaire du kirundi n'était qu'un simple calque de la grammaire française. A partir de 1959, de nouvelles bases scientifiques forent heureusement jetées par A.E. Meeussen, qui a abordé le système grammatical du kirundi à la lumière des techniques de la linguistique moderne. Depuis lors, la recherche linguistique sur le kirundi se développe lentement et favo-rablement.

Une précieuse unité linguistique

L A littérature orale tradition-nelle du kirundi est constituée par de nombreux genres, aussi blen en prose qu'en « poésie». Les deux principeux sont le guerrier et le pastoral. Si en général les sujets qu'ils traitent reflètent d'une manière assez monotone un passé révolu, et si lour vocabulaire contient encore certains archaismes, leur style cependant est caractérisé par un rythme libre et presque musical qui consiste en une répétition systématique de sons ou de groupes de sons, de mots ou de formules (assonances), etc. C'est cela qui, avec un vocabulaire spécialisé, confère à cette littérature orale ce cachet particulier qui en fait une vraie « poésie ».

Malheureusement, ses vrais dôtenteurs sont aujourd'hui menacés de disparition à cause de leur âge avancé, et la jeunesse contemporaine ne semble pas manifester beaucoup d'intérêt

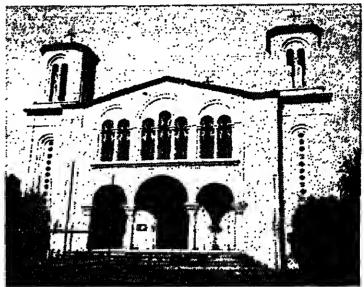
pour ce vaste patrimoine culturel qui est sans aucun doute l'une des vraies richesses du pays. Aussi serait-il souhaitable que le gouvernement du Burundi s'emploie au plus vite à le sauver par voie d'enregistrements magnétiques et par l'organisation de concours littéraires tant à l'école qu'en milieu rural.

L'unité linguistique du Buruno

est incontestable. En effet l'aire linguistique du kirund couvre entièrement le territoire national et le kirundi est ainsi parlé par tous les Barundi. Certes, quelques régionalismes existent sur le plan lexical et phonétique, mais ils ne sont pas de nature à gêner l'intercompré-hension entre Barundi. Cette situation privilégiée, avec deux ou trois autres exemples, constitue un fait exceptionnel en Afrique noire. Vollà pourquoi aujourd'hui le kirundi peut prétendre à sa vocation de languo

Le ministère de l'éducation nationale et de la culture a décidé, en 1973, de mettre en route une réforme générale du système éducatif avec un double objectif : a kirundisation » et ruralisation. Par «kirundisa-tion», il fant entendre la rénovation de l'enseignement pri-maire et, consécutivement, la formation d'un nouveau type d'instituteurs (instituteurs-animateurs) et, par rurelisation, la réalisation d'une école primaire de type communautaire an ser-vice des collectivités locales en milieu rual.

La « kirundisation » est deve-nue aujourd'hut une réalité dans l'enseignement primaire. En effet, toutes les matières sont enseignées uniquement en kirun-di depuis la première jusqu'en troisième année et le français n'intervient que comme matière enseignée à partir de la trolsième jusqu'en sixième année.



Le Burundi compte plus de 75% de catholiques romains parmi lesqueis uno minorité d'orthodoxes grecs. La plupart se retrouvent pour l'office dominical à la cathédrale de la Dormition de la Vierge à Bujumbura.

«Un pays où le Saint Esprit souffle en tempête»

E Burundi est sans doute le plus christianise des Etatis d'Afrique noire. En effet, il compte plus de 75 % de chrétiens (1), parmi lesqueis une écrasante majorité de catho-liques romains. Encouragés par le rythme spectaculaire des

conversions, notamment an cours de la décennie 1940-1950, certains missionnaires envisagèrent un moment la constitution d'un royaumo chrétien au cœur du continent noir. Ce projet n'était d'ailleurs en réalité que la reprise du rève caressé par le cardinal

Michel Kayoya chantre des valeurs traditionnelles et de l'engagement

E public familler avec le littérature négro-africaine d'expression E public teminer avec le interature negro-arricaine d'expression française connaît peu les premiers auteurs modernes du Burundi, du Rwande et du Zaïra. C'est que, comme l'écrit justement Makela Kadime Nzuji, « ...Si, dens les colonies françaises, les œuvres d'un Senghor, d'un Demas, d'un Césaire ou d'un Rabemanenjara ont été de bonne heure l'expression de le conscience du partie control dese le lette constant de lett conscience du peuple noir engagé dans le lutte pour se libération, il n'en lut pes de même dans l'Afrique belge... (1) •

dans le monde moderne

Antoine Bolemba, Severio Neigiziki et Michel Kayoya participent pleinement du contact des cultures, mais, en même temps qu'ils font part de leur désarrol, lle recherchent un humanisme qui les réconcille even l'Occident. Chez Kayoya, cette philosophie de rapprochement trouve son fondement dans son ongegement chrétien; né en 1934 à Kibumbu, eu cœur du Burundi, il fit ses pula fut ordonné prêtre en 1963. Ses œuvres principales sont deux essais, Sur leo treces de mon père (1968) et Entre deux mondes (1970) (2), dont les titres è eux eeuls expriment les préoccupations

Le passage de le civilisation traditionnelle à une culture ouverte sur le monde moderne est pour Kayoya possible, pulsque toutes les croyances et les valeurs burundaises traditionnelles sont déjà des plerres d'attente du christianisme.

La divinité imane est l'équetion de Yahvé, et les Barundi pratiquent l'Ubuntu (è la fols humanisme, sagesse et bonté), l'Ubutasoni (honnéteté et noblesse), l'Ubutungane (recherche de la justice) et l'Ubuvysyi (dignité de père et de mère qui inspire la conduite envers le prochein). C'est ce demier concept qui suggère à Kayoya un tableau émouvant de sa mère où le pensée procède par touches comme le fereit un pointre impressionniste, mais en faisant usage de vers libres non rimés qui reppetient le versel

Elle avait apprio de sa mère, me grand-mère, que

le vie est un don Un don que l'on reçoit

Un don qu'il fout omretenir

Un don qu'il laut communique Ella modifielt les circonstances de so vie

Ce n'était pas pour elle une passion Elle ozvalt par je ne sais quelle expérience que le vie

n'est pas une courso

Ello ne travalilait pas pour s'enrichir Elle travalilait pour vivre

Vivre pour effo, c'était marcher evec mon père Marcher de l'avant avec oes enfants et ess volsins Elle voulait rendre plenter to nœud de la vie dont elle se savait responsable entre les anciens et les nouveeux......

La connaissance des veleurs de sa civilisation n'empêche pas Kayoya do se sontir - ballotté par des sentiments de vengaance en tace des lecunes de so situation...». Aussi consent-il, comme le foisait Montaigna, à »...frorter et ilmer sa cerveite contre celle d'autrul... ».

... Toute rencontre de cultures constituo un frottement

La frottement uso L'usure est douloureuse

Le trottement polit La politesse embellit

La culture de mon père e été frottée à la culture occidentale

La culture occidentale est véhiculée par des Blancs Les Blancs se connaissent et s'ignorant

lie sont petits et grands lis sont telbies et torts

J'al perçu cela, leur force et leur laiblesse Leur petitesse et leur grandeur vrale

Quand j'ai oerçu en eux l'homme Des hommes finis nous ont abordés Des hommes grende et potits sont errivés chez moi

Alors qu'ils étalent petits lis oe croyalent grands... .

Malo l'Idée de la rencontre des civilisations n'est pas seulement orésente eu niveau des thèmes; ello est perceptible dans le style ui-même car l'euteur entrecroise le son de la litenie raligieuse qu'il a pratiquée au séminaire svec lo mèlopée des joueurs de harpo inango. Claudel y auralt senti - ... cette longue houle qui, même dans les poèmes, tient enlin à déterier et à se changer en voi d'oiseaux.... (lettre à H. Clouard, 1913).

(1) Approche de la littérature française au Zalre in « Afrique miemporaine », n° 31, mai-juin 1977, p. 12-18
(2) Parus aux Presses Lavigerie de Bujumbura.

Lavigerie (2), fondateur des Pères blancs, promoteurs de la lutto contre la traite des esclaves et évangélisateur de l'Afrique. Depuis plus d'un demi-siècle, il est conrant de qualifier le Bu-rundi de « pays où le Saint Esprit souffle en tempète ».

Esprit soufile en tempête 2.

Bien quo se dessine, depuis quelques années déjà, un regain d'intérêt pour la religion traditionnelle — fondée sur l'adoration d'un dion unique, Imans, — le Burundi échappe au courant général do déchristianisation que l'on constate un peu partout à travers le monde. Scule une partio des élites nationales, souvent formées dans les universités ouropéennes, sont tentées per l'agnosticisme. Ce courant est en partie lié à une interprétation du rôle du christianisme, agent direct de la colonisation.

D'autre part, l'Eglise du Bu-

direct de la colonisation.

D'autre part, l'Eglise du Burundi est souvent considérée comme une puissance temporelle, ayant le handicap de la richesse, Enfin, la plupart de ses dirigeants restent très fidèles aux traditions et l'africanisation des rites est de ce fait à peu près inexistante. Tous ces éléments constituent autant d'arguments utilisés par ceux qui sont indifférents à la religion et par ceux — beaucoup plus rares — qui témoignent d'un anticléricalisme militant.

Toute la hiérarchie catholique

Toute la hiérarchie catholique Toute la hiérarchie catholique du pays est d'origine barundi—
les cinq évêques et l'administrateur apostolique. Le grand
séminaire de Bujumbura compte
actuellement plus de soixantedix élèves, et cent cinquante
prêtres sont des nationaux.
Cependant, l'appel au clergé misstonnaire reste indispensable,
compte tenu du pourcentage très
èleve des chrétiens. C'est ainsi
que en 1977 un conventit encore èlevè des chrétiens. C'est ainsi que, en 1977, on comptait encore cent cinquante Pères blancs (3) répartis à travers lo Burundi, auxquels s'ajoutaient environ soixante-dix autres prêtres étrangers. Ces derniers, en application de l'encyclique « Fidei Donum » de Paul VI, sont envoyés en mission temporaire par leur discèse sion temporaire par leur diocèse. La majorité d'entre eux sont espagnols et italiens.

La fidélité des Barundi catho-liq s à la pratique religieuse a nècessité l'ouverture de plusieurs centaines de « succur-sales », destinées à compléter les Eglises. Dans ces lieux de culte, se sont de simples catéchistes qui donnent lecture des offices religieux et distribuent la comreligieux et distribuent la communion à partir de ce que l'on appelle la rèserve eucharistique. D'autre part, pour décentraliser les communantés chrétiennes, les évêques du Burundi ont décidé en janvier 1976, une « mise en synode ». Grâce à cette dernière, devrait être réalisée, en trois années, espère-t-on, une quadruple décentralisation en paroisses, succursales, grandes collines et petites collines (4).

Plus de la moitié des chrétiens Plus de la molifié des chrétiens suivent des retraites, participent à des activités caritatives, à des carrefours, sont inscrits dans des cercles d'études bibliques. Si l'on ajoute à cela le fait que le clergé contrôle 60 % des écoles primaires et 70 mesurera aisément l'étendue considérable de la tâche des prêtres, assistés par un lafcat encore trop peu nombreux. D'entant pius que chaque brens. D'autant pius que chaque paroisse compte, outre l'école, un dispensaire, un foyer social, un centre d'éducation de base et souvent une coopérative...

(1) 67 % selon certaines statis-(1) 57 % selon certaines statistiques.

(2) Archevêque d'Alger et de Carthage, administrateur du direise de Constantine, primat d'Afrique, le cardina! Lavigerie (1821-1892) était délègué apostolique pour le Sahara et le Soudan.

(3) En 1970, il y avait encore plus de daux cents Pères biancs en Burundi.

(4) An Burundi, où l'habitat est dispersé à l'extrême, l'unité n'est pas le village mais la colline.

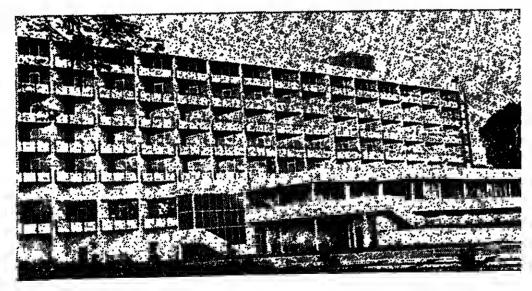


1" CLASSE INTERNATIONALE

150 CHAMBRES. 10 SUITES

Complètement climatisé, radio, téléphone dans toutes les chambres Restaurant « La Trattoria », Bar, Piscine, Night Club, Snack bar, Cinéma Centre de Congrès, Salles de 10 à 300 personnes, Traduction simultanée

Prix spéciaux pour groupes. Cartes de crédit acceptées. Commissions aux agences payées immédiatement.



AERHOTEL SOURCE DU NIL BUJUMBURA AERHOTEL EXECUTIVE MILANO - AERHOTEL FIERAMILANO MILANO - AERHOTEL BAGLIONI FIRENZE AERHOTEL SPLENDID VENEZIA

PROCHAINE OUVERTURE - NEXT OPENING AERHOTEL TRE FONTANE ROMA - AERHOTEL DAKAR DAKAR - AERHOTEL DE L'ESPADON GOREE - AERHOTEL SEBROKO ABIDJAN

(Suite de la page 25)

Les travailleurs des secteurs intéresces travalleurs des secteurs interes-és feront des suggestions et seront asso-ciés au finissage de la politique relative aux problèmes de l'industrie. La parti-cipation de l'auvrier aux bénéfices sera étudiée et l'on déterminera les rapports entre l'État, l'auvrier et le patronat.

Ressources naturelles

D ANS son souci d'inventorier pour mieux explaiter toutes les potentialités du pays, le gouvernement tialités du pays, le gouvernement veillera à ce que le patrimolne instianal du lac Tanganyika soit sauvegardé et profite avant tout aux intérêts du pays. L'exploitation de ce lac sera surveillée et rotionalisée afin de permettre un renouvellement continu de ses ressources. Le département des eaux et forêts veillera continuitée à la avec une attention particulière à la conservation de la nature, notamment la protection des forêts, de la faune et au renfarcement du reboisement des terres non destinées à l'agriculture et à l'élevoge.



CAPOQUIERS GEANTS.

Justice

L 'AMELIORATION de l'administra-tion de la justice constitue une grande préoccupation pour le nouveau régime révolutionnaire. En effet, sans une justice bien assurée, les popu-lations ne pourront pas croire et adhe-rer aux changements chez ceux qui daivent défendre les draits des Barundl dans leurs personnes et dans leurs biens. Nous demanderans d'eux plus d'inti-grité, de courage et d'abnégation. Les magistrats, ainsi que tous les auxillaires de justice, doivent être au service du peuple et être les meilleurs artisans du processus révolutionnaire en cours. Ils daivent allier les vertus d'intégrité et d'assiduité au travail à la compétence.

Compte tenu des abus que nous avoirs enregistres sous l'anclen régime, nous nous proposons de foire respecter le prin-cipe de l'indépendance des magistrats. pour les mettre en dehors de certaines pressions. Cette indépendance ne pourro toutefals pos s'exercer à l'encontre des options politiques fondamentales du

régime. Les regrettables situations, où le riche triomphe toujours du pauvre et même des lais établies, doivent être reléguées au rang des pratiques révolues.

Aux corrompus et aux tenonts de la honteuse pratique des pats-de-vin, nous promettons une répression ferme et sans complaisance.

complaisance.

Le respect des dispositions légales, la rapidité de l'Instruction en vue d'abréger la période de la détention préventive, la célérité dans l'aboutissement des jugements et dans leur exécution, autait, partire partir d'exigences qui doivent mettre notre justice ou service du peuple et non é-celul d'une coste de privilégiés.

En vue de répondre à l'attente de nos populations, un inventaire des problèmes qui se posent dans ce secteur devra être vite entrepris por les nouvelles outori-

Domaine

de

l'habitat

In programme visant à l'amélioration de l'habitat rural devra être élaboré. Evitant toute improvisation, il fera l'objet d'une préparation scientitique et technique nécessaire et tiendra compte des données spécifiques à chaque région du pays. Ce programme sera envisagé dans le cadre du regroupement de la population en villages.

de la population en villages. Naus devons ouvrir un large débat au sein du parti pour faire comprendre aux populations les avantages du regrauperment, qui facilite la distribution des soins de santé, des écoles, l'approvistonnement en e a u , l'électrification, l'amélioration des méthodes agricoles, l'alphabétisation, etc.



GROUPE D'ENFANTS EN PROMENADE DEVANT LEUR HABITAT.

l'enseigneme

THE STATE OF THE S . 1.1 - 2:11

ů.

Program ...

2004 7573 .

State of the

9.22

30-35:0

20 ...

Let produce

To be obtained to the control of the

dure. military can require ustice

TAME, I.e.

from a
granter

guardina
ns and

. . ---

1-12:32

* . *** ·

tés pour essayer de trouver une solu-

tian adéquote.

Il nous foudra procéder à la réforme
de la conception de la prisan, Celle-ci ne doit pas être un centre d'humiliation et de répression mécanique. Elle doit être un centre de production, de réeducotion car l'ancien régime o foit de lo prison une écale de la délinquance.

Par ailleurs, le problème du bandi-tisme et de la criminalité devra trouver une solution par la voie de la répression ferme et méthodique et de l'organi-sation de la préventive criminelle.

En conformité avec nos aptions foncontromite quec nos apriors ton-damentales ot notre détermination d'as-soinir le gestion financière de l'Etot, et de mettre de l'ordre dans le domoine économique, le ministère public et les autres argones compétents sont invités à être porticulièrement vigilonts et fermes dons la poursuite et la répres-sion des détournements et des infractions à la réglementation économique et

Et, enfin, les outorités du ministère de la justice devrant inspirer le plus rapi-dement possible une révision et une adaptation des légalisations désuètes, celles qui ne cadrent plus avec les réalités du pays. De même, elles pourront procéder o l'introduction de nouveaux textes pour complèter ceux qui existent ou pallier leurs lacunes.

L'enseignement



L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE EST CONSIDÈRE COMME UN ELEMENT ESSENTIEL POUR DONNER A TOUS LES ENFANTS LA MEME FORMATION DE BASE.

E système de l'enselgnement octuel est conçu de telle manière que n'est cense avoir une formation complète que celui qui termine ses études universitaires.

Ceux qui quittent l'école pendant l'enseignement primaire ne peuvent ser-vir pratiquement à rien. Ils sont, d'une part, déjà déracinés de leur milieu rural, d'autre part, ils sont trop jeunes et ne possèdent aucune quolification pour être intégrés ailleurs.

Ceux qui abandonnent ou cours de l'enseignement secondaire ne sont pos plus heureux. Eux non plus n'ant pas de qualification pratique. Ils sont abli-gés de s'intégrer tont bien que mai dans l'administration, pour y occuper des postes sons responsabilités, olors qu'ils viennent de passer entre dix et quinze ons sur les boncs de l'école.

Les priviléglés qui entreprennent leurs études supérleures ne sont pos toujours bien grientés, car une planification cloire en motière d'enseignement est inexisDes réformes sont donc urgentes.

Au niveau primaire, afin que les jeunes ne soient pas coupés de leur milieu, il sera necessaire d'assurer une formation polyvolente, touchont tous les aspects de la vie courante de la population. Pour réhabiliter le travoil monuel, un enseignement agricole opproprié sera dispensé.

Au niveau de l'enseignement secondolre, nous favoriserons la formation technique et professionnelle. L'arienta-tion de l'étudiant vers les domaines prioritaires de la vie réelle du pays devra être assurée à ce niveau.

La formation au niveau supérieur devra servir directement au développe-ment du pays.

Quel que soit le niveau considéré, il faut veiller à inculquer à nos jeunes un esprit de travail et un sens civique poussés. La conception du travail monuel comme étant une corvée doit être bannie. Une planification claire et sérieuse sero mise sur pied dons le secteur de

La culture nationale

A réhabilitation et la revalorisation de la culture ancestrale seront une des préoccupations du nouveau

Des recherches seront encouragées pour souvegarder les énormes richesses de notre longue qui, depuis des siècles, o été un élément puissant de cohésion entre tous les Borundi et a folt de notre pays une des premières notions d'Afrique Naire.

Nous encourageons toutes sortes de monifestations culturelles oinsi que lo formation de groupes productifs au niveau de l'artisanat.



POTIER EN TRAIN DE DECORER UNE JARRE SUR UN MARCHE EURAL.

Les premiers voyageurs européens et l'exploration du lac Tanganyika

Par PIERRE VERIN

N a coutume de faire remonter la découverte du Burundi à la première installation missionnaire à Ruinstallation missionnaire à Ru-monge (1881) ou à l'expédition d'Oskar Baumann dans l'inté-rieur du pays, en 1892. C'est oublier un peu trop vite les explorations des rivages du iac Tanganyika par Burton et Speke, en 1858, et par Stanley et Livingstone, en 1871, qui ren-coutrèrent les premiers Barundi sur leur sol

Speke, en 1858, et par Stanley et Livingstone, en 1871, qui rencoutrarent les premiers Barundi sur leur sol.

Ces explorateurs sont venus par Zanzhar et Ujij — en Tanzanie. Es sont commissionnés pour résoudre les énigmes des systèmes hydrographiques de l'Afrique orientale, et plus particulièrament le problème des sources du Nil et du Congo. Les traitants arabes ne tiennent pas alors à leur fournir des renseignements très précis. Burton et Speke entendent dire que la rivière Ruzizi se jette dans le Tanganyika, mais c'est Livingstone et Stanley qui pourront de leurs yeux constater qu'elle ne peut être un effluent du Tanganyika es séduit les premiers explorateurs. Burton, parvenn sur le haut de l'escarpement qui domine la vaste mer intérieure, se laisse prendre par la féerie du paysage : «Rien de plus saisissant que ce premier aspect du Tanganyika, mollement couché, au sein des montagnes et se chauffant au soleil des tropiques, A vos pieds, des gorges sauvages, où le sentier rampe et se déroule avec peine; au bas des précipices, une étroite ceinture d'un vert d'emeraude, qui ne se fiétrit jamais et s'incline vers un ruban de sable aux reflets d'or, frangé de toseaux que déchirent les vagues. » Par-delà cette l'ig n e ver-doyante, le lace étend, sur un espace de 30 à 35 milles, ses eaux bleues que le vent d'est argente de p et it e croissants d'écume. A l'horizon, une haute muraille d'un gris d'acter, coiffée

de vapeurs légères, détache sa crête déchiquetée sur un ciel projond et laisse voir, entre ses déchirures, marquées d'une teinte pius sombre, des collines arron-dies qui paraissent plonger dans la mer » (1). C'est ce littoral peuplé que Livingstone et Stanley vont côtoyer en remontant vers le nord. Stanley note depuis con

Livingstone et Stanley vont côtoyer en remontant vers le nord Stanley note depuis con canot : «Je n'avais rien ou de pareil depuis que fétais en Afrique, rien de semblable à ces hameaux de pécheurs enfouis dans des bosquets de palmiers, de bananiers, de figuiers du Bengale et de mimosas; bosquets entourés de jardins et de petites pièces de terre, dont les épis luxuriants regardaient l'e a u transparente où se reflétaient les cimes qui leur servaient d'abri contre la tempête.

"Evidemment, les pécheurs qui habitent ces parages trouvent leur situation bonne. Le poisson abonde; les pentes rapides, eultivées par les femmes, produisent du sorgho et du mais en quantité; les jardins sont rempite de manioc, d'arachides, de patates; les eleis procurent l'huile et le breuvage; les bonaniers, des masses de fruits délicieux, et dans les ravins sont de grands arbres dont on jait les piroques (2).

Longue Aesuits Utifi, les explo-

grands arbres dont on fatt les piroques » (2).

Lossque, depuis Ujiji, les explorateurs gagnent le pays d'Uvira—dans l'actuel Zaire, — à l'extérieur nord du lac, ils constatent que la frontière du Burundi commence, à peu près comme aujourd'hui, aux abords de la rivière Mushala, près de laquelle se trouve Vuafanya (actuellement Nyanza-Lac), « le seul port ouvert aux étrangers ». Vuafanya est un marché où l'on troque des peries, des bracelets et des cotonnades contre des vivres, dn bétail, de l'intile de palme, des pagales, des vêtements d'écorce battue du Burundi et du sel de l'Uvinza.

Alors que Burton et Speke Alors que Burton et Speke avaient du depuis Vuafanya, gagner la rive occidentale du

Zaire (par l'actuelle presqu'ile de Burton), Livingstone et Stan-ley remontent plus au nord la côte burundaise par Rumonge (Bikari) et Magara, jusqu'au-delà du Mugere. Un rocher, juge commémoratif de leur passage, se dresse là.

Au-delà de Mugere commence le pays d'Uzige (région de Bujumbura actuel et portion côtière nord du Burundi). En 1871, une situation confuse de guerre y prévaut. Le frère d'un des rois belligérants, Ruhings, établi près de la Ruxizi, précise à Livingstone que la fleuve qu'ils ont sous les yeux vient du lac Kivo (Kivu) et du Rwanda. Il cite même qualtorse affuents. Kivo (Kiva) et da Rwanda. Il cite même quatorae affluents. Ce chef ajoute que, en profondeur, le Burundi s'étend sur dix journées de marche vers le nord et plus d'un mois de marche dans la direction du nord-ouest, remarquant que ecette route d'un mois conduit à Murukuto, résidence de Muesi, chef suprême de tout FUrundia.

Burton mentionne lui aussi la résidence du Mouant Mwest, dont le règne fut d'une grande longévité. Mwezi protège alors des gens du Buha voisin, dont le pays a été dévasté par des

Barundi pour la défense de leur soi national se manifestera jusqu'à l'aube du XX siècle, et pas seulement en montagne. Burtou appuit de ses guides que, même dans l'Uzige, où « peu de personnes abodent, excepté les rivernies du loc ceur qui l'indipersonnes du lac, ceux qui l'habi-tent chauetrent, dit-on, les pre-miers Arabes qui voulurent explorer le pays et les poursui-virent avec une flotisse de

(1) Burton : Voyage aux grands lacs de l'Afrique orientale, trad.

(3) Henry Stanley : Comment

Mohamed ben Khalfan et la résistance à l'envahisseur européen

demes grâce su zèle de qual-

Auteur d'une thèse trop peu

connue sur l'Islam et les royau-

PASSIONNANT destin que ceiul de ce Mohamed ben Khalfan, condottiare arabe, esclavegiste dans le plus pure tradition de ses trères de race de Zanzibar, que ses activités aur les rives du lac Tanganyika plaça sur la route des merce-naires qui, eu aiècie darnier, louaient leurs services à Lécpold II. Rumelize — c'était son sumom stricain, — attiré dans le sud-ouest de l'actuelle Tanzanie et dans l'ouest de l'actuel Burundi par les ressources locales en ivolre et en bole d'ébène, se heurta aux soldats de fortune qui, encedrés par quelque e aventuriers blancs, tallizient une propriété personnelle au roi des Beiges en Afrique centrale. A maintes reprises, ceux qui allaient constituer la future Force publique de l'Etat indépendant du Congo, puis du Congo belge, eurent à affronter les wangwana de Rumaliza, bien pourvu d'armes mo-

mes Interlecustres de l'Afrique de l'Est au XIXº siècle, Jecques Marissal, chargé d'enseignement à l'université du Burundi, e récemment tracé un excellent portrait (1) d'un homme que les auteurs coloniaux belges ont figuant d'esclaves. Rumaliza travaille pendent de longues années pour Tippu Tip, commerçant actif, esprit cultivé auteur d'une autoblographle qui fait aujour-d'hui les délices des historiens, zenziberite dont la zone d'influence couvrait toute le partie orientale de l'actuel Zaire. Les deux hommes collaborèrent plus ou moins étroltement evec le sultan Seyyid Bargash, dont ils consolidèrent le domination

dans une pertie de le cuvette

congolaise, en même temps qu'ils œuvraient pour leur propre

d'un Important négoca. Jouant

Face aux colonisateurs belges et allemands

C OMPOSANT habilement avec les missionnaires catholi-ques qui, fidèles à l'esprit de Lavigeria, caressalent des réves de constitution d'un royaume héocratique dans cette région, Rumaliza sut endormir le méfiance des premiers Européens qui s'installèrent dans son fiet. sonnelle, son énergle, en Imposalent beaucoup à ses interlocateure venue d'outre-mer, et ceuc-ci ne disalmulalent pas leur admiration pour un homme qu'ile considéraient comme un véritable chef de guerre. Il sut mettre à profit ce prestige pour s'assurer du contrôle de le plaine de la Ruzizi et en faire le centre

des rivalités entre les divers Impérialismes européens, ee pocent en protecteur des RR PP. blanes que certains musulmans l'ami des pasteurs de le London Missionary Society, II faitht, grace à l'entremise de ces derniera, êtra nommé gouverneur de la région du lac Tanganyika par le consul britannique à

Cependant, l'obstination des dirigeants de l'Etat Indépendent du Congo et l'efficacité des obus des canons fabriqués par Krupp eurent raison de Mohamed ben Khaifan, qui, eu début de 1893, avait ebattu le pavillon avait elors proclamé son Inten-tion da faire la guerre aux l'occasion de pertes Importantes pour le noyau de la Force publique, la guerre belgo-arabe puissance zanzibarite incames

Après evoir vainement tenté de soutenir Mkwawa, chef des ehe, en révolte contre l'administration coloniele allema l'ancien esclavagiste, qui avait enseigné aux Africains la guerre de position et leur evalt apprie à bâtir des fortifications de plerre, e enfuit à Zanzibar en 1898. Il y vécut, semble-t-ll, en notable, pertageant son temps entre les effaires, la politique at la religion, mais nut ne peut dire evec précision comment il mourut, vraisembleblement à le veille de le première guerre

Bien qu'eyent un moment étroltement associé le développement de ses activités commerciales à l'expansion de l'islam, blen qu'ayant prie ainsi une part ective à l'extension de la traite erabe, Rumelizz occupe une place non négligeable dans le panthéon nationaliste africain. En effet, eyant compris le danger que l'intrusion des pulssances europeennes falsalt peser sur tout ce qui constitualt es raison de vivre, il prit la tête de la résistance ermée contre les envahlsseurs.

Ph. D.

(1) « Mohamed ben Khalfan, dis Rumalka, ou la fin de la puissance arabe sur la Tanganylka, cent douzièma biographie parue dans la tome XI de la série les Africoins, éditée par Jeune Afrique, 51, avenus des Ternes à Paris, sous la direction de Charles-André Julien.

Seize ans d'indépendance

(Suite de la page 21.)

Une mutinerie éclate alors les 18-19 octobre, qui contraint le Mwami à se réfugier au Congo voisin. Quelques jours après, il revient en force alors que le capitaine Micombero a déjà redressé la situation. Toutefois, dans la province de Muramvya, plusieurs centaines de Tutsi ont été massacrés, ce qui sert de prétexte à des millions d'arrestations arbitraires, à l'exécution de quatre-vingts personnalités, dont Gervais Nyangoma, et à l'assassinat de plusieurs centaines d'autres Hutu. Octobre 1965 marque un tournant dramatique pour la communauté hutu, qui se voit couper toute possibilité d'accèder au pouvoir. Ces exécutions provoquent une intense de metaure en l'autreur. eutions provoquent une intense émotion en Europe, uotamment dans les milieux sensibilisés par la présence d'étudiants du

Le Mwami ayant rétabli son autorité dans ces sangiantes conditions regague alors la Suisse, où il restera jusqu'à sa mort. C'est alors que le prince Charles Ndziye, ayant achevé ses études en Europe, arrive à la fin de février 1966 à Bujumbura. Il est triomphalement accueilli. Considéré comme l'héritier soirituel du prince Rwagaritier spirituel du prince Rwaga-sore, son frère, le prince Charles semble incarner une espérance semble incarner une espérance de renouveau tout en sauvegardant la tradition.

Le 8 juillet, le prince Charles
suspend la Constitution et dépose
son père. Il charge le capitaine
Michel Micombero de former le
nouveau gouvernement. Celui-ci,
le 13 juillet, comprend un nombre égal de Tubsi et de Hutu.
Les jeunes Burundais résidant
en Europe décident alors d'organiser, du 24 an 28 juillet, à
Présies, un congrès de toutes les
sections européennes de l'Union
nationale des étudiants barundi
(UNEBA) qui présente un certain nombre de propositions
constructives.

Le 3 septembre 1966, le prince

constructives.

Le 3 septembre 1966, le prince Charles est intronisé sous le nom de Ntare V. Mais le jeune roi envisage de reprendre — comme l'avait fait son père — le contrôle de certains ministères-clefs (justice, armée, gendarmerie, immigration et sûreté) en les transformant en secrètariats d'Etat rattachés au palais. Cette manœuvre échoue du

fait que l'armée et la gendar-merie prennent massivement le parti de Micombero.

Si bien que le 8 novembre, lorsque Ntare V, profitant de ce que Micombero est au «sommet » de l'O.U.A. d'Addis-Abeba, dis-sout le gouvernement et va faire une proclamation à Radio-Bujumbura, les militaires lui

La première République (1966-1976)

CETTE première République, qui va durer dix ans, est marquée par la personnalité de Micombero, promu colonei en décembre 1966 et général en 1971. Elle restera dans l'histoire comme la décemmle des règle-ments de comptes et celle du génocide d'avril 1972.

Lorsque Micombero proclame la République, il bénéficie du soutien de l'armée et de la jeunesse. Né en 1940 à Musenga, dans la province du Bururi, près de la mission catholique de Rutovu, il poursuit ses études militaires en Belgique. Ministre de la défense en 1963, il demeure à ce poste jusqu'à sa promotion de chef du gouvernement, en juillet 1966.

La plupart des observateurs ont vu dans l'action du chef de l'Etat une sorte de reflet d'un complexe de frustration des Hima-Tutsi de la province méridionale de Buruui, long-temps écrasés par le mépris de leurs frères du Centre et du Nord. Il faut se défier des analyses trop rapides et des géné-North il fatt se deller des ana-lyses trop rapides et des géué-ralisations abusives. C'est pour-quoi nous avons déjà souligné combien les mélanges ethniques plus accentués rendent les pro-bièmes burundais moins aché-natiquement tribalistes qu'au Rwanda.

Dass un premier temps, le président Micombero essale de restructurer l'UPRONA en lui donnant une charte, le 9 juin 1967. Le gouvernement qu'il forme, le 7 décembre, s'appuie sur la J.R.R. (Jeunesse révolutionnaire rwagasore), l'U.T.B. (Union des travailleurs barundi) et l'U.F.B. (Union des femmes barundi).

En août 1968, Gilles Bimazu-buté, collaborateur de Remarques africaines, revue progressiste de Bruxelles, est appelé au poste de secrétaire général de l'UPRONA

interdisent l'accès du bâtiment.
Dès lors, les jours de la monarchie sont comptés. Micombero profite de l'absence de Ntare V, invité aux fêtes marquant la premier anniversaire du coup d'Etat du général Mobutu à Kinshass, pour proclamer la République, le 28 novembre 1966.

et devient ministre de l'inté-Dans le domaine extérieur, la conférence de Goma, du 18 au 20 mars 1967 (Congo, Rwanda, Burundi), resserre les relations entre les trois États issus de l'ancienne Afrique belge. La visite du ministre français de la coopération, M. Yvon Bourges (1969), et celle du roi Baudouin (1970) témoignent des tendances pro-occidentales du Burundi.

douin (1970) témoignent des tendances pro-occidentales du Burundi

Les Hutu, vainqueurs au x élections de 1965, ont été éliminés de la plupart des postes de responsabilité. Ce qui explique leur part prépondérante dans la tentative de coup d'Etat du 17 au 18 septembre 1969. Des centaines d'arrestations, vingt-trois condamnations à mort, montrent l'ampieur d'une répressiou à la mesure de la peur éprouvée.

Cependant, une ucuvelle génération d'étudiants formée à Bujumbura, Bruselles et Paris donne une dimension nouvelle au problème. Un congrès d'étudiants appartenant à la Jeunesse rivagasore, tenu à Bujumbura en juillet 1971, dénonce la nouvelle féodalité politico-militaire, la concussion, le trihalisme.

Ce congrès se tient au moment même où le président Micombero décide une purge dans l'armée pour en éliminer les Tutsi qui u'appartiennent pas au can des Abanyaruguru. Arrêtés, torturés, certains sont condamnés à mort (plusieurs furent néancins sauvés sur intervention personnelle du général Micombero peut difficilement e la violence. Le retour du jeune roi Niare v et de son cousin Emmanuel Biha, en mars 1972, sert de prétexte pour « dénoncer un complot monarchiste ». pour « dénoncer un complot monarchiste ». Interné à Gitega, Ntare V est assassiné dans les premiers jours de mai.

Dans la nuit du 29 au 30 avril, une insurrection se décleuche dans le sud du Bu-rundi. Ces bandes armées de Ruin et d'anciens Simba, venus de la Tanzanie voisine, massaméridionales.

Une semaine plus tard, avec l'appui des forces salroises et des armées tanzanemes, la rébellion est malirisée. Il y avait effectivement complot puisque l'automobile dans laquelle Micombero devait prendre place pour se rendre à une réception tombs dans une embuscade et que ses ocupants furent tués. que ses occupants furent tués.

C'est alors que se déclemene
l'un des plus atroces génocides
que l'histoire de l'Afrique ait
connus. On évalne à quelque
cent mille victimes le nombre
de ces Hutu appartenant à la
jeune élite de la nation qui sont
massacrés sans procès. Cette
répression dure deux mois. Elle
creuse de façon tragique le fossé
entre les ethnics.

Le président Micombern pe se

entre les etimies.

Le président Micombero ne se sentant plus en sécurité à Bujumbura prend l'habitude de résider à Gitega sous la protection d'un régiment d'élite.
L'homme d'Etat eut-il conscience du choc effroyable provoqué dans l'opinion publique mondiale par le génocide de mai-jain 1972 ? Il ne semble pas, S'il fait appei, en juillet 1972, à Albin

Nyamoya, homme d'expérience soucieux d'apaisement, il ne modifie pas sensiblement son comportement, il y est d'ailleurs encouragé par des attaques de réfugiés huiu venus de Tanzanie mal sulvant.

amènent au gouvernement des éléments durs. La uouvelle Constitution, promulguée en puillet 1973, confirme un régime présidentiel fort où tous les pouvoirs sont entre les mains du rénéral Micombann qui est du général Micombero, qui est élu président pour un nouveau septennat en octobre 1974.

Marqué par le drame sanglant de 1972, le Burundi reste pauvre malgré la découverte d'un important gisement de nickel. En 1970, la production de café (20 700 tonnes), celle du coton graine (9 000 tonnes) et de thé (170 tonnes) ont permis une balance commerciale excédentaire (2 132 millions de F.B. à l'exportation et 1 950 millions à l'importation). Mais cette année exceptionnelle n's pas de suite, et le Burundi reste l'un des pays les plus assistés du continent africain.

La dixième année du règne

Le coup d'Etat de 1976

Le jour de la Toussaint 1976, le général Michel Moombero recoit d'un Conseil euprême révolutionnaire, composé de trente jeunes officiers. l'invitation pressante d'abandonner le pouvoir.

pouvoir.

Un communiqué publié le 2 novembre disait notainment : « Les forces armées ont subi patiemment es années d'inaction, de stagnation, de luttes stériles de gaspillage d'énergie et de dilapitation des deniers publics...» La destitution du président Micombero est annoncée ainsi que la révocation du gouvernement, du bureau politique, du comité central, des organes du parti, bref de tout l'appareil mis en place par Micombero.

Le 3 novembre, les Forces armées font connaître la compo-sition du Conseil suprême révo-lutionnaire présidé par le colonel Jean-Baptiste Bagase, en même temps chef d'état-major général, qui est désigné le 9 novembre comme président de la Répu-

comme président de la République.

Le 10 novembre, le lieutenantcolonel Edouard Naambimana est
nommé premier ministre et, le
13 uovembre, le gouvernement
est formé (quatorze ministres et
trois secrétaires d'Etat).

Le 21 novembre, le colonel
Bagaza définit les objectifs fondamentaux du nouveau régime
issu « de la volonié de tout un

Les remaniements de 1974

La dixième année du règne de Micombero va s'achever dans un climat de résignation morose, et c'est sans la moindre résignatione que celui-ci va céder le pouvoir à la première injonction d'un groupe de militaires.

peuple », le rôle du parti unique, l'OPRONA, du syndicat unique, l'Union des travalleurs du Burundi,

Sans prononcer le mot de socialisme, le uouveau président propose une « économie planifiés où la gestion sera, autant que possible, assurée par les travailleurs... >

Concrètement, le gouvernement reprend les terres appropriées illégalement, augmente le prix versé aux producteurs de caré et entreprend un vaste effort de rigueur financière.

L'impôt de capitation frappant « tout mâle adulte », hérité du système colonial, est supprime. Un système d'épargne obligatoire est mis an point.

est mis an point.

Un effort de modernisation de paysannat est entrepris, qui vise à regrouper l'habitat. Jusqu'alors dispersé, pour constituer des villages. Le système de l'Ubugererwa, convention de fermage-servage, est condamné par le président Bagaza. Certains domaines nationaux sont cédés aux cutitrateurs.

L'augmentation du prix du café (de 65 à 112 F.B.) etimule la production, cependant qu'un effort particulier est poursuivi pour diversifier les cultures (quinquina et soja notamment). L'augmentation des recettes douanières, la meslieure rentrée des impôts permettent de dégager

de nouveaux crédits d'investis-sement. Un plan quinquennal, susceptible d'être révisé en cours d'exercice, est mis au point, qui prévoit une enveloppe générale d'investissements de 187,5 mil-liants de france C.F. liards de francs C.F.A.

Le 21 janvier 1978, le premier ministre, le lleutenant-colonel Nzambimana, présentait, dans une conférence de presse, un programme de redressement national.

En même temps, les membres du bureau du parti unique, l'OPRONA, étaient déchargés de leurs fonctions. La lutte contre la concussion était énergiquement menée. Dès juin 1977, interdic-tion était faite aux Burundais de posséder des biens à l'étran-

Le mouvement de retour des Hutu, réfugiés à l'extérieur apris les tragiques événements de 1972.

es tragiques événements de 1972, était encourage.

Du 31 au 34 février 1973 s'est tenue une « table ronde » des aides extérieures, réunissant des représentants officiels et du secteur privé de douze pays (notamment une importante délégation belge) et des experts de vingt-cinq organismes internationaux. Cette « table ronde ». présidée par M. Bihute, secrétaire d'Etat du plan, a témoigné du sérieux des projets mis en œuvre par le nouveau gouvernement, qui euvisage de porter le taux de croissance à 8 % au cours du plan quinquennal 1978-1982.

Le 23 août 1977 avait vu la

plan quinquennal 1978-1982.

Le 23 soût 1977 avait vu la création de l'Organisation du fleuve Kagera, liant le Rwands, le Burundi et la Tanzanie. Le 8 septembre, se réunissait la première conférence des chefs d'Etat de la Communauté économique des pays des Grands Lacs.

D'excellentes relations existent avec la Tanzanie. Par afficurs,

D'excellentes relations existent avec la Tanzanie. Par ailleurs, un effort important a été entrepris sur le plan diplomatique pour obtenir des concours aussi bien dans les pays de l'Est (Roumanie, Tchécoelovaquie, Yougoslavie) que dans les Etais arabes (Libye, Kowelt, Arabie Saoudite). Une coopération privilégiée existe evec la Belgique, l'Allemagne fédérale et la Francs ainst qu'avec le Fonds européen de développement.

En seize ans d'indépendance.

de développement.

En seize ans d'indépendance, le Burundi a connu les épreuves les plus dramatiques qui peuvent marquer l'histoire d'une nation. Après l'éviction du président Micombero et la mise en place du gouvernement du lieutenant-colonel Bagaza, soucieux de ramener la paix dans les cosurs, on peut estimer que ce dernier a gagné la partie. Une gestion financière saine, une diplomatie ouverte, des réformes pratiquées avec soupesse et résolution, un réel soutien populaire donnent du plus jeune gouvernement du monde une image à la fois ouverte et dynamique.

ROBERT CORNEYIN.

15.00

tana and a de tana and a M tana and descrip-and and a

SOC

to the service as the

- vista expensional co

Ser in an necessare five

Doming to the Cheeren process held to the Engage gire of Street page to the man on he

tenes on the state of the state

MIRES ON DECLIN DE L'HOMME? -State of the state The second secon

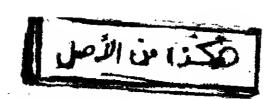
Comp. The Total And processing the second of the s

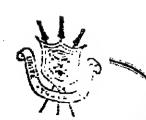
LE COLLEGE AL

A VILLARS-SUI

Many etc. A control of Control our February of the Control of Cont 7 / 6 0 7 7 6 5 5: Herene and the second second

Using the second of the second 1884 VILLARS-SUR-OLLON IS





alfan ce ropéen

2 10 + 2 2 avat a :-European "Grazz :pour e ~: bilgue, 5 3:50 ; prisson: 227 Pung A ** . 3 .

 $\{\frac{1}{2},\frac{1}{2}\}$

The second secon

1 A-4 - 14-2

\$ 3 4mm

111 4 944

11/25

 $2\frac{y_{1}y_{2}}{z_{12}}$

. .

13.00

11

- + 1

-1-4-52 4.4:554-----

.

11 12 12

2 1 -

. + 7 F131 711142

man :

1 2

- 12 (C) - 2 (C) - 70 (C)

TA.

~ :

- 25

. . .

. . .

14.14.12.14. 77 45

de solic Bahehe ministra il Tamble-COSC 27= 20 221 4 2000 133 50,00 % entre -£" : " C-15 AM 10 10 77:77:

5 (· ವರ್ಷ-೧೯೮ C C12.51 801.0 ± またこう か *** 1.27 -71.437.7 . .

A *..

istic to d (A)

194211 112.5 1.1.2

*

? * 611.5

÷: . . .

. .

, ş,r.: =

4.

May 100

TORGON OF A

#......





٠**٠**

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL BEAU-SOLEIL 1884 VILLARS-SUR-OLLON (Spisse). - Tél.; 19.41,25.321,54/55.

On a vite deviné quelle est la propo-sition, venant de l'anteur de ce traité d'écologie physique qu'est la Socialisa-tion de la nature. Mais cette fois, o'est

CETTE répudiation sans recours — qui ne cesse d'être reprise, développée, illustrée — s'accompagne d'une certaine sévérité à l'égard de l'ourocommunisme, « version appaivrie de la recherche gramsciemo » : d'autres dénoncent plus vivement son insuffisance et même sa « complicité ». Parmi eux, des membres des partis communistes italien et espaguol. La pensée claire et ferme de Rossana Rossanda apparait encore dans la mise à nu de la véritable nature des sociétés de l'Est, où « non seulement les anciens

rait encore nans la mise a nu de la vertable hature des sociétés de l'Est, où « non seulement les anciens conflits entre salariés et détenteurs des moyens de production continuent, mais où il en nait de noqueaux ». D'qù la nécessaire « reprise de la lutte des classes dans ces pays ». Une lutte des classes que Dominique Lecourt discerne précisément à l'Est dans la dissidence même. Encore que son livre, à lul, ait surtont pour objet la mise en acousation des dissidences occidentales, anti-révolutionnaires selon lui : celle des « nouveaux philosophes » ; qu la Biennale de Venise sur la dissidence, qui se tenait parallèlement à notre colloque (2).

PROGRES DU DECLIR DE L'HOMME? - Philippe de Saint-Marc.

SOCIÉTÉ

ment à notre colloque (2).

* Stock, coll. a Monde ouvert », Paris, 1978, 416 pages, 45 F.

On warrête pas le progrès. Non : d'autant qu'il u'y a rien à errêter. Le seul progrès qui vaille n'existe pas. Car il n'est pas dans ee que fait l'homme mais dans ce que l'homme est. Et si l'homo faber a fait l'homo sapiens, celui-ci, depuis un siècle, eat défait par celui-là. An point de détruire en lui toute sagease, toute raison, et jusqu'à l'instinct de conservation : bref, son humanité (et son animalité) même.

Ce lieu commun — rien de péjoratif : ce qui fait le lieu commun c'est la vérité — de la rupture inquiétante entre un progrès moral très faible et un pro-

T. F.

grès technologique vertigineux. l'auteur le remet à neuf. D'abord en explorant à fond son contenu : tous les aspects de la destruction physique et paychique. Aucune différence à cet égard entre le « modèle » capitaliste et le « modèle » capitaliste en renouvelant les points de vue sur les voies proposées, sinou ces voies elles-mêmes. C'est une sutre civilisation, radicalement autre, qu'il faut instaure.

DES ETUDES

A 1300 m. LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL **BEAU-SOLEIL**

A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE) Vue gérienne du collège Beau-Soleii - Garçons et filles de 5 à 18 ons -Programme officiel des lycées français - Cycles primaire et secondaire complets - Préparation qu baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif

réduit - Laboratoire de longues - Bulletins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de trois semaines. Tous les sports d'été et d'hiver, dans un parc de 15 000 mètres carrés : natation, tennis, patinage, ski, football, etc.

Internat réservé que jeunes filles à la Maison de la Harpe. Début de l'année scolaire 1978-1979 : lundi 18 septembre 1978. Pour l'envoi d'une documentation, écrire à :

ES paroles qui furent prononces cet hiver à Venise ne sont pas de celles qui s'envolent, mais il est tout de même ban que le livre les recueille encore chandes (1). Le colloque, dû à l'initiative de Il Manifesto sur le thème « Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolutionnaires », tranche sur tous ceux que la ganche — l'une on l'autre ganche — avait pu tenir. « Impensable » il y a encore peu de temps, il rassemble, non seulement en un même lieu mais sur l'essentiel — là est l'important, — des responsables politiques, des syndicalistes, des intellectuels représentant, pour les deux Europes (et nême Cuba), toutes les tendances de la ganche — l' « thètorique » et la nouvelle, — des membres ou dirigeants des partis ecumunistes côte à côte avec ceux-là qui en furent exchas on s'en séparèrent; enfin des opposants (martistes) des pays de l'Est, les dissidents, les perséntés, les exilés, les « fous ». A « sociétés post-révolutionnaires » est souvent préféré le terme plus coutret de « socialismes existants ». On s'aperçoti vite qu'il fant lire (am singulier) : « socialisme ineristant ». Fernando Claudin, ancien dirigeant du parti communiste espagnal, déclare sans ambages ectto unanimité ; « Ces sociétés sont-elles socialistes ou nou ? Ici, nous sommes tous d'accord pour affirmer qu'elles na le sont pas. » Ce qu'elles sont, le débat tâche de l'éclairer, notamment avec Charles Retteiheim, I. Mészàros, F. Cavazzuti, la question étant évidenment an centre du problème des rapports, un plutôt de la rupture brutale, entre le pouvoir d'une part, le marxisure et les marxistes d'autre part, dans les « socialismes inexistants ». Si deno F. Claudin pose les prémises du débat, un autre met le caractérise, en exprime lo fund, la traune, c'est ceini do Louis Aithusser : « Enfin, la crise du marrisme ! ». C'est un cri de soulagement, presque un salut à la terre promise. L'exposó hitroductif de Rossana Rossanda, ancien membre du comité central du P.O.L. trace avec clarté, franchise et courage les lignes de force du colloque Par YVES FLORENNE

LES ANNÉES TERRIBLES

Pour revenir à celui-ci, Rossana Rossanda, avant Althusser, évoque la « crise du marxisme » dont « les nouveaux philosophes sont la caricature ». Soit. Mais rien ne révèle et n' « accuse » comme une caricature. Esprit philosophique autant que généreux, Rossanda Rossanda exalte le marxisme comme une « grande force idéelle changeaut le monde ». Pourvu que les plus sourcilleux ne bronchent pas sur cet « idéelismo » si proche, pour l'orelle, de l'idéalisme abhorré.

que les pius sourcilleux no bronchent has sur cet
« idéélismo » si proche, pour l'orelle, de l'idéalisme
abhorré.

Ce réquisitoire — dirons-nous « idéel » ? — se
charge do passion — même au sens do souffrance —
et d'expérience trop vécue, avec la comparation des
témpins de l'Est. Pilouchtch dénence le « mensonge
généralisé », total, permanent, « réciproque et parfaitement connu » de tout le monde, dirigeants et
dirigés, sur quoi repose la société soviétique. On croit
réentendre, à quarante ans du distance, le père fondateur Souvarine dénonçant en 1938 « le pays du
mensonge absoin ». Un mensonge, notait-il, qui éclate
avec un humour noir jusquo dans le nom de ce
pays-là : ce n'est pas une union; ce qui n'est pas
uni (mais enchaîné) n'est en rien des républiques;
et l'ensemble n'est ui soviétique (depuis cinquante-neuf
ans) ni socialiste. Autre humour, cynique celui-là,
illustrant dans la manière du personnage le « réve
americain » à la sauce tartare : celui de Khrouchtchev
amonçant le « socialisme du goulash ».

Des mises en garde aussi : aux distidents exilés,
contre l'ébionissement de la liberté. On les renverra
au l'yre de F, et A. Demiénel et M. Piquemal, qui
cerne, en Occident, les domaines mal séparés du pouvoir et des libertés dites « bourgeoises » ; là l'imite
de cellescei, leur nart d'illusion, musi aussi ce oui.

cerne, en Occident, les domaines mal séparés du ponvoir et des libertés dites « hourgeoises »; la limite
de celles-ci, leur part d'illusion, mais aussi ce qui,
en elles, est sans prix; bref, ce qu'elles sont telles
qu'elles sont, et ce qu'elles pourraient être dans un
cadre lui-même libéré : étude à perspectivo nécessalrement politique, mais de fondement juridique (3).

Ce qui n'empêche nullement un Jiri Pellian de
mettre en garde à son tour, : centre une erreur trop
répandue, qui fut celle de Dubcek : « Les camarades
soviétiques finiront par comprendre que ce que nous
faisons, c'est pour le socialisme. » Ils ne comprement
que trop. Enfin, il arrive que ce n'est plus un intellectuel qui parle, mais un quvrier, tel cet animateur
des grandes grèves de Stettin ; alors, le langage prend
une verdeur pen académique : « Lorsque le, poisson
pue, c'est de la tête !... » Sans beauconp plus de
précautions, Carlos Franqui, dirigeant de la révolution
enhaine, expose comment une révolution libertaire,
joyeuse, sans répression, est tombée à la fois dans
le « modèle soviétique p et dans le c caudillisme ».

OSSANA ROSSANDA se défend de porvoir firer R la conclusion de débats si riches. Elle le fait pourtant, rien qu'en prononcant trois mots : « Soisante années terribles », Franco Fortini parle, iui, d'une « défaite historique aux dimensions gigantesques », de « l'ampieur de la catastrophe historique ». Feut-étre cette catastrophe — qui tient, aussi dans ce qu'on est parvenu à faire d'un peuple par nature généreux — se résume-t-elle en un petit môt simple, dérisoire et effrayant : Drofit. C'est celui-là, nous dit un vétéran de l'opposition et du Goulag, que les Russes prononcent dans leur perplexité devant les dissidents : « Quel profit lis en tirent ? »
Cependant que Louis Althusser fait ce constat tronblant : « La quasi-impossibilité de fournir une explication marxiste vraiment satisfaisante d'une histoire qui, pourtant, s'est faite au nom du marxisme »
La « crise » du marxisme no met-elle pas en évidence, blen au-delà d'une gigantesque, monstruense et persistante « bavure », des lacunes, des limites dans le marxisme lui-juème ? Nécessité d'un renqu-

et persistante « bavure », des lacunes, des limites dans le marxiame lui-même ? Nécessité d'un renqu-vellement critique : c'est par la que cette erise salu-taire, en éclatant « enfin », brise les blocages et

(1) Pouvoir et opposition dans les sociétés post-révolution-naires. Seuil, Paris, 1978, 304 pages, 57 F. (2) Dissidence ou révolution ? Maspero, Paris, 1978, 103 pages, 18 F. (3) Pouvoir et liberté. Editions sociales, Paris, 1978, 220 pa-

EUROPE

P.U.F., Paris, 1978, 272 pages, 75 F.

connotation comme on dit aujourd'hui, visille comme le siècle, et même besucoup plus : U y a dans le mot Balkens queique chose de dansant et d'éruptif. Paires que catte peninsule montagneme est la ligne de fracture, le foyer siamique entre l'Est et l'Onest, entre deux Europes. Le sous-titre du uvre donne su titre tout son sens. C'est bien, à la faveur de la guerre, de « la prise de pouroir » dans las Balkans qu'il s'agit : par l'Est-Est. Avec deux exceptions pius quo notables, dont une tentative et un échec : la Turquie et la Grèce. Plus, blentôt, deux dissidences : Yougoslavie et Albanie. Il ha reste que deux pouvoirs vraiment « pris » : Bulgarie et Roumanie. Encore, seul le premier s'est identifié à son libérateur et modèle. Ce sont ces six pays at diffrirents que l'auteur considère un à un pour les premières années de son étude. Puis il les reprend dans la décennie suivante, période de la c stabilisation » et du « développement ». Enfin, une troisième fois, sous un nouvel angle; dans sa condimion.

Ce qui marque cette longue prise de vue, c'est la mise en lumière du carac-tère original de ce Sud-Est européen qu'on a trop tendance à assimiler soit à

qu'on a trop tennance a assimiler soit à l'Est, soit à l'Ouest. Secondairement, c'est un certain effacement de l'attrait pour l'Europe occidentale an bénéfice de l'influence — ou de la pression — des Etats-Unis et de l'U.S.S.B. Beste l'inti-

façable (sans onblier l'flot de culture et d'ethnie occidentales qu'est la Roums-

nie): la mère de nobre divilisation, la Grèce, cour de cas Balkans ou il faudratt nommer de leur nom autique : Aimos.

Y, P.

LES BALKANS. — Dimitri T. Analis. . .

AFRIQUE

THE ZASBAWA FROM AN ECOLOGICAL PERS-**PECTIVE.** — Marie-José Tubiana et Joseph

* AA Balkema, Rotterdam, 1977. Cot onvrage publié en angiais et à Rotterdam est bien l'œuvre d'anteurs français, chercheurs au C.N.B.S., qui y out ressemblé divers articles remant compte de leur recherche menée depuis une vingtains d'années auprès d'un peuple d'Afrique orientale.

une vingtains d'années auprès d'un preprie d'Afrique orientale.

Ceux que les Arabes appellent les Zaghawa (mais qui se nomment eux-mêmes les Berl) vivent au nombre de 300 000 environ dans un région au alimat très difficile. Le massif de l'Ennedi, aux confins du Soudan et du Tchad, as situe de 300 à 1 000 mètres d'altitude; à ueuf mois de sécheresse totale sucede une petite saison irrégulièrement pluvieuse (150 à 300 mm) de juin à soit.

De quot vivent les Zaghawa? « Ils pratiquent en permanence un élevage transleument irès désersifié : naches, chameaux, moutons, chêvrès, chevaux, dues, » Le récolte de céréales sauvages, un pen de culture de mil très aléatoire leur fournissent la sorte de polénts dont ils font leur sliment de base que vient compéter l'usage du lait. Les Zaghawa exploitent traditionnellement le sai gemme et le netron, qu'ils échangent, comme une part du produit de leur troupeau, pour se procurer ce qu'ils ne tronvent pas sur place.

Vivant dans un milieu fragile, les

vivant dans un milieu fragile, les zaghawa sont monacés par tont ce qui pent modifier un équilibre séculaire : sécherèsses répétées, comme en 1969-1970, développement trop fort des troupeaux et, surtout, contact avec le monde « moderne », que caractérise d'une façon générale son incompréheusion et son mépris pour de telles formes de vie, D'ores et déjà, certains politiques ne préconisent-lis pas de « supprimer la transhumance » chez les Zaghawa ? Courci ne serait-lis pas, en d'autres termes, de ces populations marginales candidates à l'ethnocide qui se multiplient de par la monde tandis que progresse l'uniformisme culturel de l'Occident ?

Les propositions des suteurs pour amé-

mismo culturel de l'Occident?

Les propositions des euteurs pour améliorer le sort des Berl, ressortant de
longues conversations avec sur, vont au
ecutraire dans le sens d'une évolution
lente, « suracinés dans les connaissemes
expériques et scientifiques que les
hommes ont de leur propre mûleu »;
cultiver et lieu de seulement récolter
les céréales sayvages, améliorer les pâtureges par clôture et rotation, stocker du
foin en caison aèche, protéger l'arbre,
utiliser pour l'este des machines simples,
puits à poulle en à balancier.

Il resta à se demandée qui oeut mettre

puits à poulie au à balancier.

Il reste à se demander qui peut mettre en œuvre un tel programme dans un contexte national et international si défavorable sur minorités peu productives. Le Soudan, fruir « grenier du monde arabe », abra-t-il souci de ce peut peuple ? Le F.A.O. va-t-elle, comme le auggreent les auteurs, ouvrir une école expérimentale, alors que sa pratique actuelle dans oc domaine sat si peu imaginative ? Souhaitons donc que les auteurs puissent (à l'occasion d'une édition françales par exemple) entichir leur texte de nouvelles interrogations.

F. de R. PAPA-COMMANDANT A JETE UN GRAND FILET

DEYANT NOUS. — Amidu Magasa.

A Maspero, Paris, 1978, 176 pages, 32 F.

Le travall force n'a été aboit dans les colonies trançaises qu'en 1946 sous la pression de Rassemblement démocratique atricain. Grâce à une longus enquête au Mail où il a rencontré nombre d'anciens travailleurs. A. Magase retrace ici Thistoire de l'Office du Niger chargé entre les deux guerres de rentabiliser l'exploitation de la colonie du Soudan en y développant l'agriculture d'exportation. « En mattère de littérature orde, le monopole ne doit plus être réservé aux griots. » L'intérit de cet currage tient sans donte à cette volonté d'écouter d'abord les plus modestes de œux qui ont ven l'oppression coloniale : travailleurs réquisitionnés: pour la construction du chemin de fer, puis « colons » africains transplantés sur les terres ainsi ouvertes à l'exploitation. L'entreprise de l'Office du Niger s'est finalement soldée par un échec économique, non sans aveir permis à plusieurs emiroprises métropolitaines d'obtenir d'evantageux contrats et de substantiels béuéfices : le prix de cette aventure, sous le connaissent les paysans malions qui l'ont payé « de sucur et de ceurg » et le racontent ici. A: Maspero, Paris, 1978, 176 pages, 32 F.

LETTRES A LA GUINEE-BISSAU SUR L'ALPHA-**BETISATION.** — Paulo Freire.

BETISATION. — Paulo Freire.

** Maspero, Paris, 1978, 180 pages, 37 F.

Initiateur an Brésh, puis au Chill, d'une
méthode « conscientisante » d'alphabétisation des admites, Paulo Praire ielate
iel la campagne à laquelle il a parsicipé,
à la demande du gouvennement, en
Guinée-Bissau indépendante. Témoignage
de première main sur une action toujours
en cours, ce luvre présente l'expériance
d'une équipe militante confrontée à la
tâche concrète de l'alphabétisation et
révèle la démarche originale des Guinéens
dans la construction d'une société socialiste.

Confrontés à la nécessité de transformer
radicalement le système d'enseignement
hérité du colonialisme et nantis de l'expérience acquise dans les sones libérées, les
dirigeants guinéens ont choisi de promouvoir l'école aux champs, intégrée à
la vie productive des villages et autosuftisante : ils out recours à une alphabétisation « active-critique » dont Paulo
Freire expose longuement les méthodes et
qui poursit s'inspirer de ce not de Mao
The-tours, qu'il cite : «Nous devons
enseigner aux masses uvec précision cs
guinéens débouche sur une forme de
coopération avant tout respectueuse des
réalités du paya et fondée sur « l'hermonte établie entre l'humûtié véritable
qui permet d'accepter une contribution
étrungère adaptée aux intérêts du paya
et le sentiment profond d'une autonomis
qui ne doit pas être menacée ». Ne seraitce que par là, ces lettres offrent un
exemple et une leçon.

LIBERATION MATIONALE ET CONSTRUCTION

LIBERATION NATIONALE ET CONSTRUCTION DU SOCIALISME EN AFRIQUE - Bonnie

K. Compbell.

** Ed. Nonvelle Optique, Montréal, 1977, 165 pages, diffusé en France par Savelli. A partir de l'analyse des modalités du colonialisme attardé » du Portugal, cette étude s'attache à démontrer le caractère original des nouvelles républiques de Guinée-Bissau, Mozambique et Angola. Les impératifs de la lutte armée out about dans les trois pays à transformer fondamentalement le contenu idéologique de l'indépendance nationale et à lui donner une dimension révolutionnaire qui se traduit dans les structures nouvelles mises em place. S'appuyant surtout sur les documents des mouvements de libération, est ouvrage en retrace l'historique et insiste sur leur évolution du nationalisme traditionnel à une volonté de transformation socialiste tenant compte des réalités atricaines, il offre une première tentative de synthèse de ce nouveau socialisme africain, bien différent à beaucoup d'égards des expériences délà menées sur le continent par N'Krumah ou Nyerere.

ASIE

COMMUNISME ET NATIONALISME VIETNA-MIEN. - Pierre Rousset.

* Editions Galilée, Paris, 1978, 254 pages, 48 F. Auteur d'une histoire du parti communiste vietnamien, Pletre Rousset aborde
evec son dernier livre, dans une perspective historique, la question du netionalume en Vietnam et em Indochine. Cette
étude prend toute son importance dans
le contexte du récent soufilt khmésovietnamien qui montre, e'il en était
besoin, que le nationalisme a la vie dure,
plus dure sans doute que l'idéologie
marxiste. Ce virus, différenment exprimé
de part et d'autre. n'en est pas moins
un facteur déterminant dans la politique
de Hanol comme de Phnom-Penh.
Comment concilier nationale et luite
de classes, vôire maxismes d'obédience
et d'origine différentes? Longtemps, on
a cru qu'en ne soulevant pas le problème
on l'empéoherait d'epparaître eu grand
jour. Grande était l'erreur.
L'ouvrage de Pierre Rousset montre la
quest-absence d'informations et de documents sur l'activité du F.C. Indochinois
su Lass et au Cambodge, ainsi que la
difficulté de recrutement des Lactiens
avant la soconde guerre mondiale. Ainsi,
jusqu'en bout, le P.C.I aura été presque
essentiellement une organisation vistuamienne; en dépit d'efforts de ses dirigeants, Il demeurers par la force des
choses une organisation « vietnamocentrique ».

P. de B. Auteur d'une histoire du parti commu-

P. de B.

Le roman du pouvoir

A PRES avoir parcouru le monde, le Derviche et la Mort, du romancier A yougoslave Mesa Selimovic, est enfin devenn accessible en traduction française (1). Il s'agit d'un ouvrage qui compte parmi les plus représen-tatifs du « dégel » des lettres yougoslaves (ot peut-être slaves en général) de l'après-guerre, car, dès sa parution (en 1966), il a suscité, notamment dans les pays de l'Est, un intérêt aussi vif que durable.

dans les pays de l'Est, un intérêt aussi vif que durable.

Le rapport de l'individu et du pouvoir — du pouvoir en tant que tel, socialiste ou non — y est présenté sous forme de dilemmes apres, apparamment relégués dans le passé, à peine déguisés sous des costumes et des outunnes surannés. Sou style grave nous transporte dans la Bosnie d'autrefois, lieu de rencontre — et champ de conflits très anciens, militaires, religieux et idéologiques — entre l'Orient et l'Occident, dont un Ivo Andritch (prix Nobel de littérature en 1961), disparu il y a quelques années, s'était fait l'inoubliable chroniqueur.

Selimovic (né en 1910) s'est blen gardé de faire un roman historique, se souciant blen plutôt, tout comme Andritch, d'écrire un roman de l'histoire. Dans une région marginale de l'Empire ottoman, le derviche Ahmed Nurudia se voit soudain obligé de sortir de sa pleuse réclusion. Son rières Harun, qui a malencontreusement fait l'expérience de la pratique des aveux extorqués — procès-verbaux a rédigés avant que l'homme n'ait été interrogé », — est mis-en prison et condamné à mort. Pour être intervenu contre l'arbitraire, le derviche Ahmed, au moment où les représentants du pouvoir qui, à liquidé son frère seront hrutalement destitués, sera appelé à leur succéder. Maintenant détenteur de cette « ebose diabolique » qu'est le pouvoir, le derviche sera amené, par un nouveau concours de circonstances, à signer l'arrêt de mort de Hassan, son ami le plus sincère et son frère spirituel.

Cette intrigue s'approfondit progressivement par une sombre méditation

Cette intrigue s'approfondit progressivement par une sombre méditation sur un monde où tout est « constamment menacé ». Du roman de Mesa Selimovic, qui ne prétend nullement enseigner, se dégage malgré tout un double enseignement : « l'homme travaille à sa perte » et « il n'est point de miracles ».

Cette synthèse d'une sagesse orientale raffinée et d'un mode de penser européen bien désabusé donne à Mesa Selimovic (l'auteur de plusieurs romans dont il faut signaler au moins la Fortersse) une place assez exceptionnelle

PREDRAG MATVEJEVITCH.

(1) Messa Selimovic : le Dérpiche et la Mort, traduit par M. Begitch et S. Meuris, Gallimard, Paris, 1977, 400 pages, 55 F.

dans les lettres contemporaines.

CITE UNIVERSITAIRE

« PAVILLON DU LAC »

Ouvert tous les jours Terrasse en plein air 28, rue Gazan (Pare Montacuria)

488-38-52

LA BELGIQUE **EN VOIE** DE "PACIFICATION"?

La régionalisation pourrait offrir aux Flamands et aux Wallons l'occasion de résoudre leurs antagonismes culturels ...s'ils veulent enfin affronter ensemble les vrais problèmes de l'heure



REGARDEZ »: de la fenêtre de son bureau, au neuvième étage de la R.T.B., Henri Mordon, l'un des responsables de la radia, naus montre une volture qui s'arrête brusquement devant un parking, tourne à gauche, hésite, repart à draite et cherche, manifestement, la « banne » entrée. « Il a dû se tromper et s'introduire chez

Depuis quelques jours, le parking de l'immeuble de la radio-télévision belge, qu'occupent à la fais la R.T.B. (francophone) et la B.R.T. (néerlando-phone), a été divisé : une ligne joune, des panneaux impératifs indiquent à chocun sa place. Avertissement, contravention, fourrière, sanctionnent ou besoin ceux qui monquent d'esprit

communoutaire ».
C'est comme le mess, ajoute H. Mardan. Chaque ethnie prend ses repas séparément. Si l'ao tient à dejeuner chez le voisir, on paie 20 francs de plus (1). » La section syndicale (francophone) de la F.G.T.B. (2) a protesté contre ce qu'elle considère comme une mesure de discrimination : en valn. D'autant plus qu'un nouveau conflit vient de surgir : l'immeuble n'o qu'une chaufferie, impossible à couper en deux : à qui appartient-elle? On en discute. Courtoisement, mois fermement. « Nous n'avous plus qu'un seul service commun, dit un producteur, c'est celui des femmes de ménage — qui sont marocaiaes. »

« Nos collègoes dramotisent, répond un journaliste flamend. Il est cormal que des organismes différents aient leur propre infrastructure. A Paris, les Galeries Lufayette et le Priotemps n'ant-ils pus chocun leur porking, leur snock, lear comptabilité? » Sophismes, objectent les francophones : est-il normal qu'un même évènement, telle la visite du président Sadate en Isrgel, soit « couvert » par deux équipes qui, parties ovec leurs coméras, leurs techniclens, leurs journalistes, ant rapporté les mêmes lmages? < L'amour-propre y trouve peut-être son compte, mais l'efficacité? mais l'économie? » Et nos interlocuteurs de rappeler que, dans un même souci d'égalité, l'immeuble de la radio a été construit par neuf architectes : trais Bruxellais, trois Flamands, trois Wallans, choisis pannil les trois grands partis (social-chrétien, socialiste, libéral) et « coordonnés » par... un Yaugoslave.

Une tour de Babel

CHACUN son dú : c'est, dons la Belgique en vole de réglonolisation, la règle des règles. Une règle bien difficile à appliquer puisque, depuis la dernière révision de la Constitution, en 1970, le pays comprend trais régions géographiques (Bruxelles, Flondre, Wallonie), trais communautés culturelles l'francaphone, germanophone, néerlandophone), quatre régions linguistiques s'une de longue allemande, l'autre de langue flamande, la

traisième de lengue française, la quatrième — Bruxelles-copitale — bilingue). Sans parler des régions qui se chevauchent ou des régionoux qui chevauchent deux ou trois régions — tels les francophones qui résident dans une commune flamande de la périphérie de Bruxelles, les Flamands francophones (les « Frans-

quillons ») qui vivent en Flandre, les néeriondophones qui s'installent à Bruxelles, où l'on parle à 80 % le français, les francophones de Bruxelles ou de Wollonie que leurs obligations professionnelles appellent en Flandre, où, pour peu qu'ils aient des diplòmes délivrés par l'université de Liège ou de Louvain-la-Neuve, ils dalvent subir de nouveaux exemens. Sans parler enfin des sobcente-cinq mille germanophones, qui, sortis du territoire qu'ils occupent à l'est du pays, se heurtent à toutes les difficultés réunies des fron-cophones et des néerlandophones (3).

La situation est donc d'une grande complexité, mais, en même temps, elle présente une remarquoble permanence : excepté Bruxelles — outre-fais ville flamande, aù les vieux quartiers, près de la Grand-Place, ant conservé de pittoresques Inscriptions gravées en lettres d'or, tière linguistique n'a pas varié depuis le neu-vième siècle. Comme subsistent depuis 1840, quand les Flamands déposèrent leur première pétition pour l'emploi de leur langue dans les organismes officiels, les revendications d'une communauté aul continue de se percevoir opprimée. Mais, c'est une nouveauté qui est désormais perçue comme opprimente, voire « impérialiste », par l'autre moitié du pays.

Une enquête de MAURICE T. MASCHINO

Certes, les dernières dispositions constitutionnelles ont satisfait un certain nombre d'exigences : parité entre francophenes et néerlondophones au euvemement (le conseil des ministres recourt à la traduction simultanée), reconnaissance de l'autonomie aulturelle de chaque communauté (pourvue d'un conseil culturel dont les décrets, pour les matières qui le concernent — défense de la langue, enseignement, diplômes, subventions — ont force de lai), reconnaissance du fait régional, qui recevra dès l'année prochaine un début d'Institutionnalisation

S'ojoutont à bien d'autres mesures qui, depuis plus d'un siècle, s'efforcent de résoudre le problème linguistique (1886, mise en circulation de billets de banque bilingues; 1910, création d'écoles secondaires entièrement flamandisées en Flondre; lois de 1932 sur l'emploi des longues dons l'administration, la justice, l'armée ; lois de 1963 sur la fixation de la frantière linguis-tique ; dècret de 1973 sur la flamandisation des entreprises situées en Flondre : le Fomond y est la seule langue autorisée), tautes ces réformes ant contribue à désamarcer de nombreux conflits.

Mais sl, en Flandre, le problème linguistique ne se pose plus (sinon pour les deux cent mille fransquillons, obligés de s'adapter ou de partirl et si dons l'ensemble du pays il ne se manifeste plus qu'indirectement, ou en creux (cor c'est en reconnaître négativement l'existence, de part et d'autre, que de se refuser à apprendre la langue de la moitié de ses compatriotes : à l'école, Wallans et. Flamands choisissent principalement l'anglois), à Bruxelles, les tensions sont lain d'être opoisées. Malgré la volonté constamment reeffirmée, ou niveau officiel, de respecter la parité.

Chez neus, dit le sénoteur Lod Claes, ex-président la Volksunie, porti nationalista flomand, on a l'obsession de le

à la base. Au gouvernement -- où certains ministères léducation, affaires régionales) ont été dedoubles comme dons les

administrations - où l'on s'affronta pour savoir sì le bilinguisme serait celul des services au des fonctionnaires, comme le réclomaient les néerlondophones, qui l'emportèrent. Dans les écoles — où parfois un mur o été construit dans lo cour de récréation pour éviter un ropprochement que les Flomands, dit un ministre, estiment « den-gereux pour laur identité culturelle » — comme dans les hopitoux, où, en attendant que chaque communauté ait ses établissements propres, les malades occupent des salles séparées. Syndicats, portis, organisation (Armesty International a ses

La même « parité » s'impose entre les régions - l'aggrandissement du port de Zeebrugge vout à la Wallonie des « compensations » : on y construit actuellement des barrages - et se retrouve en politique étrangère : « Les Flemands nous ont reproché de d'enveyer que des coopérants francophones dans les pays du tiers-monde, dit M. Lucien Outers, ministre de la coopération, Est-ce notre faute si leurs candidats n'ovalent

L'obsession de la parité

qu'une connaissance importaite du françois? Néanmoins, dens en souci d'apoisement, neus leur avons trouvé des débonchés dans des poys ed l'an parle hollandais nu neglais : ladonésie, Sari-

oem, Kenya... »
Apalsement? A vrai dire, la parité ne satisfait personne. Les Wallons protestent contre les barleur « impose » » ! les sites. Ils, sont mol-choisis : des paysons ont été expropriés ; surtout, les réserves d'eau ne serviront-elles pas à allmenter les centrales nucléaires que le gouvernement aura les meilleures raisons de construire dans leur région?

Les Bruxellais, eux aussi, s'estiment lésès : « Saus prétexte d'égalité, un brime les francophenes, déclare Mme Antoinette Spaak, présidente du F.D.F. (Front. démocratique des francophones). C'est ninsi que des milliers de fonctionnires, notamment des médecias, ont perdu leur poste nn out été mutés, de fuçen à libérer des places pour les Flamands, même mains diplômés; nux affaires étrangères, de véritables porges unt eu lieu il y a cinq ans et, là encore, des incompo-tants ant été promus. Est-il juste d'appliquer mécaniquement in règle 50-50, notamment à Bruxelles, où les néerlandephenes ne représentent que 20 % de la papalation ? »

Le sénateur Lod Class - qui refuse de faire de Bruxelles un cos porticulier : « C'est une ville flameede, son avenir est flamend » conteste lui aussi, mais pour des raisons diamétralement opposées, les rigueurs de l'arithmétique : « La parité, c'est l'inègelité. Paurquoi la Flandre, qui représente 62 % de la population, et qui constitue la régien la plus riche, serait-elle déso-vantagée ? Nous demandons la représentation

Dans l'immédiat, la parité l'emporte. Ou plutôt le souci de la parité. Un souci méticuleux,

e maniaque », disent certains qui, tel l'écrivain et journaliste Marc Rombaut, accusent les uns et les autres de « condaite névrotique » : « Faute d'avoir pu résoudre les questions de toad, os soigne le forme, un cultive les epparences.

Ainsi, dans le mètra, le conducteur annonce-t-il les stations dans les deux longues, même quand Schumon »); oinsi les panneoux de slanalisation sont-ils rédigés en français et en néerlandols : Louvein-Leuwen, Bruges-Brugge; parfois, quand le nom de la commune s'écrit de la même façon - à une lettre près - on l'imprime de telle sorte qu'il pulsse se lire en flamand ou en

français : Sch rbeek (an remarquera que les

voyelles e et a sont à égale distance des autres signes).

Néglige-t-on ce scrupuleux équilibre, l'incident donne lieu à une interpellation poriementaire : paurquol les nauveaux billets de 100 francs, demande un élu francophone de Bruxeiles, ne comportent-ils qu'au recto — rèdigé en flamond la signature du trésorier général? Et de brandir les anciens billets, qui comportaient le même signature au versa.

N'est-il pas scandaleux, s'étonne un élu néerlandophone, qu'à la Maison communale d'Overijse --- une commune flamande au sud-est de Bruxelles - un fonctionnaire se sait adresse en français à l'un de ses administrés? Mais dans la même

(1) 10 F.B. = 1,50 F.F.
(2) Pédératina générale des travellleurs beigns, majoritaire en Wallonie.
(3) Reconnus dans leur spécificité oulturalle, les germanaphones sont, pour le reste (structures administratives, développement économique), rattachés à la Wallonie.

école du MONTCEL

jouy-en-josas (yvelines)

internat : jeunes gens WEEK-END ASSURÉ demi-pension: mixte parc de 20 hectares à 15 km de Paris

enseignement : de la 6º aux classes terminales (A.B.C.D.)

études dirigées, contrôle continu, préparation au baccalauréat

éducation sportive : vie de plein air, sports d'équipe, athlétisme, tennis, piscine cours de vacances d'été: révisions intensives et sports

Tous renseignements et documentation écrire à : ÉCOLE DU MONTCEL, 78350 Jouy-en-josas, 7él.: 956-40-30+

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Foadsteur : Hubert BEUVR-MERY Directeur de is publication : Jacques PAUVET Rédacteur : a ceet . Claude JULIEN Redactrice en chel adjointe . Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en trancs) VOIE NORMALE

Prance, DOM, TOM. Centralrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie, République maigache, Mail, Niger, Sénégal, Tchad, Haute-Volta, Cameroun, Togo, Guinée, Tuniste, Poste militaire, Poste navale, Autres pays

PAR AVION lab.

Burope. Turquis d'Asse, Ceypre.

Açores, Cansries, Maddre, Aigèrie, Marce, Tuniste

POM, Cameroun, Ceutrafrique,
Congo, Côte-d'Tvoire, Dahomey,
Gabon, Guinée, Mail, Mauritanie,
Niger, Sánégal, Tebad, Togo,
Eante-Volta, Territoires français
des Afars et des Issas

TOM (sauf T.P.A.I.), République
malgache, Etat comuries

Lièye, Egypte. Aradie Saoudite,

[Chèque postel]

(Chèque postal : Paris nº 4207-23)

PAR AVION labonnement et taxes) : ement ef faxes):

itan, frak, İsrači, Jordanie, Liban, Syrie

Birmanie, Brunel, Chine, Corée,
Hongkong, Indonésie, Japin,
Macao, Malaisie, Mongolle, Fnilippines, Si o ge p o ur. Tatwan,
Thallande, Vietnam, Australle,
Nouvelle-Grünée, Fidji, NouvelleZelsznée, Lesce, Cambodge

Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Rud,
aritres pays C'Afrique, d'Amérique et d'Asie

2813 nº 4207-221

Redacting et administration. 5, rus des Italiens. 75427 PARIS CEDEX 09 Tél Abonnements : 820-63-03 Tél. Rédaction : 246-72-21 adr. télégraphique : Jourmonde Paris Télex : Le Monde 650-572 Paris

FIRESCELES AND Station inter: in a first terminal t or areaunu data.√-SAIN

> STATION D'HI à 100 m du télé LES V

MMOSILIÈRE MASSE

commune, dressont procès-verbal à un automobiliste, un gendarme note dans son rapport :
« Va que le confrevenant ne peut au ne veut comprendre la nocriaudais... » Nouvelle interpellation à la Chombre : « Les gendarmes, interroge un député, sont-ils habilités à vérifier si un contrevenant est capable aa nan lou pire, yout ou ne veut pas) comprendre une langue déter-minée ? » « Ces questions, répond le ministre des communications, foat l'objet d'ua exomen gai n'est pos encore termine > (4).

Si ces « questions » ne prennent plus, comme dans les années 60, une forme vialente (au pire, des extrêmistes barbouillent parfois des groffit) : « Franstolige verhuis I » (Francophones dehors!), pouvait-on lire récemment sur les murs de quelques maisons de Dilbeek, près de Bruxeiles (5), elles se posent encore très fré-

A la poste de Bruges, un employé refuse — le prenant paur un francophone — de répondre en français à un Irlandais (qui, à son tour, refusera de lui parler en anglais) ; choqué qu'une cliente lul demande une course en français, un chauffeur de taxi flamend fait mine de ne pas comprendre; de tax nomena tair mine de ne pas comprenore; il est minuit, les rues de Strombeek — dans la laintoine banlleue de Bruxelles — sont désertes; l'homme s'obstina; par chance, la jeune femme est accompagnée d'un ami français, qui s'entremet: « C'est biea pour veus que j'accepte », dit la chauffeur. Avertie pourtont de patre dit le chouffeur. Avertie pourtant de notre qualité, la secrétaire de la bourgmestre de Rhode-Saint-Genèse nous explique en néerlandais que Mme le maire est en voyage, puis - d'elle-même - répète la même explication en français.

Question de dianité

« C'EST une question de dignité », commente Mme Märyke van Hemeldonck. Flamande, hout fonctionnaire délégué eux Natiens unies, notre interlocutrice attribue en partie à l'histoire — et aux souvenirs douloureux qu'elle a leisses dans de nombreuses mémoires — l'hostilité qui, telle une étincelle, jaillit si fréquemment entre

les deux communautés. Langue afficielle du royaume à sa création, en 1830, le français a été en même temps celle des maîtres — patrons, banquiers, juges, mili-taires, administrateurs. Si le flamand a canquis peu à peu droit de cité, ce ne fut jamais sans lutie : les lois linguistiques ont été constamment mel appliquées. En sorte qu'il a fellu régulièrement en promulguer de nouvelles : en 1898, le Namend devient deuxième langue officielle, mais vingt-cinq ens plus tard, en 1923, un errêté

royal ardanne da nouveau la traduction de tous les textes législatifs. En valn : la version flomande de la Constitution ne sera publiée qu'en 1963. Jadis langue des riches, langue de l'humiliation

quotidienne — a Dess l'entreprise de mes grands-parents, raconte un ami, un gras clea aveit été planté dans le mur des w.-c. de façon que les ouvriers, qui fraveilleient quiaze heares par jour, ne pussent s'adosser ni s'assoupir », — langue de la justice sommaire — à la fin du siècle dernier, deux monœuvres, dant on reconnut plus tard l'innocence, furent condomnés à mort et exécutés sans comprendre pourquoi, — la français reste, dens l'imagination de nombreux Flamands, un instrument d'oppression. Ou, à tout le moins, d'agression symbolique.

« Ce ne sent pas que des fontesmes, estime Mme van Hemeldonck. Si à l'ONU je parle indifféremment françois au anglois, ici, je me sena abligée de parler en néerlaudais. C'est-à-dire de

» A la poste, dans un magazin, chez le boulanger, l'utilise systèmatiquement me laugue. Ce qui me vaut souvent des rebuffades : il arrive la vendeuse - même flamande - ne me voie pas, oa qu'alla prétende ne rien comprendre à mes propos; dernièrement, ca sorteat d'une opicerie, j'ai entendu la commorçuate — qui avait ficalement consenti à me servir — s'excuser auprès de sa clientèle : « Il faut de tout pour faire un mende. >

Mais il suffit qu'à l'inverse natm înterlocutrice utilise le françois pour que, assimilée à une francophane, elle entende des remarques désobligeantes à l'égard des Flamonds. La bibliothécoire d'un argonisme international, qui se plaint de la lenteur de ses nauveaux collaborateurs, lui glisse à mi-voix : « Evidemment, ce sont des lapins » (terme injurieux qu'emplaient certains francophenes pour désigner les Flamands, qu'ils jugent trop pralifiques).

Ralliant le souci qu'ont ses compatriates du Nord d'affirmer leur culture, un directeur de cabinet remarque en notre présence : « Evidemment, si ça les amusa de constituer que réserve d'Indiens... » Et la petite fille d'une omie, à qui sa mère vient d'apporter une jolie rabe, la repousse en criant : « Ah I naa, maman, c'est una rabe pour les flamands i »

Tracasseries en tout genre

A NICROCHES et escarmouches, comparées oux tracasseries administratives que subissent et parfois provoquent — les hobitants franco-phones des six communes à facilités de la périphérie de Bruxelles. Communes flomondes, qui reconnaissent à leur minorité un certain nombre de draits, notamment celui d'être domicilié dans la copitale (ca qui facilite les démarches : déclaration d'impôts, actes d'état civil).

Mais, dans quatre de ces communes, la popunous, cars quatre de ces communes, la population francophone est devenue majoritaire; elle exige donc davantage de facilités, que les néerlandophones, par crainte de ce qu'ils appellent la « tache d'huile », lui refusent : à Rhode Saint-Genèse — 16 500 habitants, 49 % de francophones — la municipalité envisage de contrôler l'identité, c'est-à-dire l'appartenance controler i den acheteurs de terrains; certains se plaignent délà d'avoir été récusés. « Nons risquens d'êtra submergés, dit M. Lod Cloes. Les « êtrangers » qui acquièrent des lots construiront des villas, des magasins, des complexes spartifs, ils réclamerant d'autres écoles, les aêtres deviendant d'autres écoles contra ellemême. dront migaritaires : c'est notre culture elle-même qui sero en donger. »

« Mesquiaeries », répand un éditorialiste du Soir. « Pourquai un pas étendre les discriminations, par exemple, eux eutorisations d'établir un commerce ou une industrie, eu même, car les vexations peuvent oller lein evec un peu de zèle et d'imagination, aux autorisations d'installer un ascenseur ou an chouffaga central, de madifier un châssis de fenètre, de développer la paissance des meteurs? > 16).

Les mêmes conflits surgissent dans les communes francophones où vit une minarité néerlandophone : le bourgmestre de Scheerbeek, M. Nois, a recomment intendit la construction d'une école flomende. « A quai bea? explique-t-il. L'encienne n'avoit que vingt élèves; en fait, c'était une « école de combat ». Un instrument de reflamendisation de la commune. Et son coût - 40 millions gerait été excessif. Quand an sait que le déficit budgétaire du pays est déjà de 80 milliords... >

Mais le ministre de l'intérieur, flemend, a cassé l'arrêté du bourgmestre, et les traveux ont repris. « Par centre, souligne M. Nals, le même ministre u'a pas annelé la décisien de la munici-palité Ramaede de Wemmel, qui o bloque la construction de cinquaate appartements sociaux destinés à des personnes âgées en majarité fran-

Bruxelles-capitale, communes de la périphérie, Flandre (« Résidout à Gand, dit Luc Beyer de Ryke, producteur à la R.T.B., ja na peux anvoyer mes entouts dans uce école française ; à maios que je se déménage, ils serent donc Remen-disés »), Wallonie (« Pourquei epprendrais-je le néerlaedais? s'insurge un médecin de Liège. Qe'ai-je à faire de ce potois? ») : ici et là, la question linguistique continue de diviser les

Ouvertement - là où les deux communautés sont en contact, - ou en creux - là où chacune tend à s'enfermer dans sa spécificité, ignore l'autre, le brocarde de quelibets — bien des Wallons reprennent, en les flamandisant, les « histoires belges » de l'Hexagone et les retourentre leurs compatriotes du Nord, en y ejoutant au besoin quelques « histoires juives ». Clichés, préjugés, stéréotypes sont largement répandus : « Les Flamands sont lourds », déclare une étudiante en médecine, qui se vante de n'en pas connaître. « Si la marée amire était déversée à Zeebruge, ajoute-t-ella, mes camarades et mai y serions-neus ellés ? »

« Personne ne se comprend, dit M. Maurice-Pierre Herremans, vice-président du C.R.I.S.P. (7). Et personne ne camprend que personne es comprenne pas. Chacun fantosme l'autre. Les Flamends s'imagineat que les fraucophones consti-tuent da groupe uni, prêt à les agresses. Les francophones au cessent de dénoncer l' « impé-rialisme » flemend. Chacun pe vait que les torts de l'outre, qu'au demeurant il grossit. »

Tout se passe danc comme si les innombrables dispositions légales qui reconnaissent les droits de chaque communauté — et de chaque langue — n'avaient résolu aucune difficulté. Ou plutôt, camma si chaque compromis, depuis plus d'un siècle, avait soulevé de nouveaux problémes. Comme si le propre d'une la était mains de supprimer un abstacle que d'en créer. Tant de zèle législatif, un résultat toujours remis en question: n'est-ce pas l'Indice d'un diagnostic mal

Taut suggiare, en effet, que le mal se situe ailleurs que la où l'en applique le remède, que la question principale n'est pas dans la statut juridique de la langua, mais dans la situation existentielle (sociale, économique, palitique) de ceux qui la parlent. Et que la langue n'est que le lieu de fixation — ou d'expression symbolique de conflits qui germent dans d'outres secteurs de la réalité.

(Live la suite page 34.)

(4) Le Soir, 7 janvier 1978.
(5) Ibid., 21 avril 1978.
(6) Ibid., 19 janvier 1978.
(7) Centre de recherche et d'information sociopalitiques, 33, rue du Congrès, 1000 Bruxelles. Nous de saurions trop recommander les « Dosriers », ainsi que les Courrier hebdomadaire » que publie le CRISP ; ils sont indispensables à qui veut comprendre les réalités belges.

PANORAMA IMMOBILIER PROVINCE-ETRANGER

aux restangues sur mer

préparez-vous des matins grandioses

Votra apparlement. Il serait situé entre Nice et Monaco. Entre chel et mer. Face à l'une des plus belles rades du monde ; cellus de VILLETRANCHE, sor MER. De votra la sera persone comporter. VILLETTANUAL CONTROL OF YOUR BY, YOUR DEVINES CONTROL OF THE PROPERTY OF THE CAPPERRAL CONTROL O

. .

2w 771 .

17'59.

kru-: "

1 12.41

Dans cet appartement, il ferait bon vivre. Et bon recevoir, La vie y sorait d'allieurs facilitée à l'extrême par un confort absolu. AUX RESTANQUES-SUT-MER, VOUS seriez eo fait en vacances touts

l'année. Avec une vaste terrasse

pour les petits déjamens intimes ou sniell ou l'apéritif amical des solrées

la misma. Avec la piscine en contrabas de l'appartement, privilège que vous de partagerlez qui avec les

Phomedole. Avec la vigitation adarante et vivace qui reste l'un des charanes de la Côte d'Azar.... Les Restauques existent Venez visitar l'appartement décoré.

LES BOD **RESTANQUES** Renselgmentants of ventes sur place:

30, bd do Hol Aftert 1* (Basse Carpiche) RN 559 - 06230 Villefranche-Moser Tél. (B3) 55.39.49 Realisation SETFEL

*l*almore La copropriété Dans parc exetique avec piscio APPARTEMENTS, du STUDIO est T3 Dans villa rénoyée: Villa EDEN ROC conventionnée Tarentaise/Savoie/1400 m River - Eté Aucune charge à payer,

Achetez un appartement en bénéficiant d'un revenu net. à votre disposition 4 eemaines en hiver

Renseignements: et 3 zemainee en été Alpes Réservations et toute l'inter saison 58, rue Maurice Ripoche (il eera loué le reste 75014 Parie.T61.539.22.37 du temps).

RESIDENCE LES ANGES - Montgenèvre - Hautes-Alpes Station internationale ETE - HIVER pilos - 2 pièces - Livrables de suite - Rendement locatif intéres Cablust 05 - Tél. : (92) 21-91-24 Exits: COPRA - 20, come Francish-Rosswelt - 69005 LYON Tel. 52.16.90

SAINT-GERVAIS STATION D'HIVER - STATION D'ÉTÉ

à 100 m du téléphérique du Mont-d'Arbols LES WARENS

Studios, 2 pièces et 3 pièces à partir de 4,400 F la m2 nt témoin ouvert de 11 h à 12 h et de 15 h 30 à 19 h. IMMOBILIÈRE MASSENET 34, rue Vital - 75018 PARIS

Tél.: 504.38.02 CHAMPEX - LAC (1500 m d'Altitude)

CANNES - Vue mer exceptionnelle Rens., EDEN ROC, av. Edinb-Joseph, 06220 Yallauris, Tel. (93) 63,72.59.



 VOTRE RESIDENCE IDEALE EN VILLAS DE HAUT STANDING. entre Beautieu et Monaco dans un parc tuxuriant sur la mer, avec piscine tennis. ation et vue exceptionnelles - 20 minutes de l'aéroport de

Nice - autoroule - train.

Pour toute information écrire à la S.C.I.

LA PETITE RESERVE AV. DE PROVENCE - EZE S. MER
05360 FRANCE - TEL. (93) 01.58.14. - 01.56.41



Votre villa à

Dans un environnement protégé, un premoteur SUISSE construit pour vous des villes traditionnelles (et met à votre disposition un service

ERIC de BELLAING S.A. 15, av. Pierre 1º de Serbie - 75118 PARIS

LOIRET 30 kms MONTARGIS N 7. LA BUSSIERE "VILLAGE DES PECHEURS" terrains à bâtir boisés entièrement viabilisés Au berd de 2 beaux étangs. Pêche et voile Renseignements TED - 52, Quai Lenoir à GIEN Tél.: (38) 67.16.63 - 31.80.95

A TOULON 4, rue V. Gensallen - Quartier du MOURILLON Face à la plage du LIDO

"RESIDENCE LA HUNIERE" 25 appartements de classa, du studio au 5 plàces, 5000 F la m2 environ Possibilité de linancement par prêt conventionné. Sur place Lundi, Mercredi, et Samedi de 15 h à 18 h.

S E R P R | M à PARIS - 5, rue de Chantily - 75009 - Tél.: 281.06.31 à TOULON - 25 av. Lazare Carnot - 83000 - Tél.: (94) 92.91.80



Vis. App. témoin et Rés, sur place :

50, rue Pierre Rameil (Face Gendamerie) SCI LA PALMERAIE - 83240 CAVALAIRE Tél. Bureau de Vente : 16/94.72.00.38

3 Programmes habitables Eté 1978

edistion société foncière et de construction - rueil-malmaison CAP &AGDE (34) - LES HELIADES

sur le port à proximité des plages (studio à 3 pièces). ion : Cabinet MORLOT.

Qual d'Asser - 343000 CAP D'AGDE - Tél (97) 94.75.50. PERPIGNAN (66) - Résidence HELVETIA

Plein centre - 10 km de la mer - (2 au 6 pièces).

don: INTER CATALAN L. SERBETO-1, place, Catalogue, 66000 PERPIGNAN - Tel. (68) 34.40.64 et 33.

Roger de MEGLIO. 100 de la Logo – 1, rue Salat-Jean, 6800 mt-Jem, 68000 PERPIGNAN - Td. (68) 5449.77.

ESCALE DAMOBILIER.

lalerie Marchande Auchan - 65000 PERPIGNAN - Tel. (68) 50.50.23. ARCACHON (55) - LES PECHERIES

Les pieds dans l'esu (studio au 4 pièces). Commercialisation : AGENCE DE LA GARE.

37, boulevard Général-Lecierc, 33120 ARCACHON - Tél. (56) 83,01.60.

Visitez et compariga nos villes individuales en résidence principale ou secondaire

"LES BERGES DU THAU"

Villes 74 et 15-Tout confort-vick sambaire-isolation phonique et thermique-garage jardin -charlesge central au gaz - couble closon en briquea.
Prix ferme, prêt connectionné donnant droit à IAPL.
Renseignements sur place dans nos viltas modèles tous les jours de 15 h à 16 h Catalogue sur demande - EUROPAFFAIRES - 15, rue Paul Valery 34200 SETÉ Tél.: 1571 74-19-57 AUTHENTIQUE MAS EN PIERRES DE PAYS

2 grandes selles voltées, cheminée monumentale, cuisine amériage, 4 chambres, w.c. 2 salles do bains, chanfiago contral
Dépendances - Terrain stonent 11.000 m² ariorités clos do munt en plorres sèches
PRIX: 700.000 F does 200.000 F conspinsi.
A.M.L: 3, sv. de la Libération, 53700 UZES - Tél.: (66) 22.11.25 - 22.16.69
Visites tous les jours même dimanche COLLIOURE



Les Résidences du Port d'Avall

ments 1, 2, 3 pièces, équipements humant, confort total électrique Dans ette privilégié : jardins, piscines, transis A 130 mètres de la piage, acrès direct.
Prix fermes et définités : 150,000 F à 50,000 F son : Quelques appartements immédiatement, les autres fin 1978 LES RESIDENCES DU PORT D'AVALL

S.P. 39 - 66190 Collioure - Tel. : (68) 38,26.66

Pour recevoir gracieusement plusieurs documentations, cochez st retuumez se coupon réponse à : in order 10 receive further tree information, check and return the attached coupon to : Um weitere Unterlayen kostenios zu bekommen, schneiden Sie bitte cliesen Antworstschein ab und schieken Ihn an ; اذا اردتم الحصول مجانا على عدة مراجع ، اشطبوا هذهالقسيمة وارسلوها الى : ----13, rue des Minimes, 75003 PARIS (France) MULTIMEDIA 10 18 17 17 11 1- 9 A Y 7 0 8 T T 1 - 2 - 3 - 4 - 5 - 6 - 7 - 8 - 9 - 10 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 -الأسم : آلعنوان : -البلد ۽ ـ Pays-Country-Land: Adresse - Address - Adlessa :__ الرمز البريدى Code postal - Zip code - Postieltzahl :___

NON RUX LETTRES DE LICENCIEMENT ÉCRITES EN FLAMAND.

Ce que confirme A l'arigine, le mau-

flomand, ou, plus exactement, mouvement qu Flandre à la fin du dix-neuvième siècle, était moins réglona-liste que social : né dons le nord du le premier pays, syndicat belge ne formula aucune revendication IInguistique; son pro-(mille cinq cents grèves de 1900 à 1910)

n'avaient d'autre objectif que l'amélioration des conditions de vie et de travail.

Mals, par les hasards de l'histoire et la valonté des grandes puissances (Angleterre, Hollande, Prusse) qui avaient créé la Belgique, les patrons parlalant français et les ouvriers néerlandais : dès lors, les conditions existaient - encore fallait-il les mettre à profit - pour qu'à un moment au à un outre la lutte contre la domination bourgeoise prit pour cible l'un des instruments de cette domination — le plus manifeste, sinan le plus important — la langue, précisément, que parlait la bourgeoisle.

Il est vrai qu'en Walkanie également d'autres trovailleurs étaient apprimés — et peut-être plus durement, dans une région que l'exploitation du charbon rendait prospère et où s'édificient de grandes unités sidérurgiques (81 % des entreprises de plus de cinq cents auvriers étaient localisées dans le Sud, contre 18 % dans le Nard).

Il est vroi aussi que les revendications sociales des travailleurs flomands auraient ou rencontres les luttes de leurs comarades wellons, et le conflit opposer à une bourgeoisle — qui à l'époque était unie — un prolétariat sans divergences : la fusion en 1879 du Viaemse Socialistische Partij et du parti socialiste brobançon n'appelait-elle pas à l'union tous les prolétaires du pays?

L'appel ne fut pas entendu. Pouvait-il l'être? Langue des patrons, le français était cussi celle du socialisme. Comme le néerlandais, langue des ouvriers, étuit oussi celle des curés. De ces prêtres de village, proches du peuple, qui partageaient sa misère et, partais, ses révoltes. Mais qui, en même temps, contribucient à les dévier. A leur donner une autre signification. Une autre direction. S'allier aux socialistes, aux « athéistes e, c'était pactiser avec le diable.

indifférents à l' e élite > - à ces intellectuels qui, eux oussi, revendiquaient le drait de s'exprimer en flomand --- ces arguments partaient sur un prolétariat profondément marqué par le christionisme et qui trouvait dans ses vicaires d'ardents défenseurs de la justice.

Les socialistes wallons, de leur côté, ne comprenaient guère les aspirations de leurs compatriates du Nard : « C'est peut-être la qua se situe la grande défaite da mo belge, estime Jean-Claude Garot, l'un des responsables de l'hebdomadaire Pour. Le parti socialiste n'a pas rupris à son compte les exégences fla-mandes : d'emblée, alles lei parurent suspectes n Internationaliste, athée, il les jugea e réactionnaires » — régionalistes « manœuvrées » par les curès — et les ignora.

La tactique de la bourgeoisie

PLUS avertie, la bourgeoisie flamande comprit très vite l'intérêt qu'elle pouvoit avoir à les soutenir: politiquement minoritaire, économiquement moins développée, elle se trouvait gênée dans son essor par la prédominance de la bourgeoisie francophone. En s'associont à ses propres objectifs les aspirations socio-culturelles du peuple, elle les désamorçait en partie : l'adversaire régional se substituait à l'ennemi de classe, l'exploiteur, c'était moins la patron que le

Ainsi, parlant à la fois le langage du populisme, du christianisme (« Tant pour la Flandre, la Flandre pour le Christ » fut son slogan) et du regionalisme (création dès 1924 du Viaems Economisch Verboad, Association économique fiamonde, qui réclamalt l'autonomia économique du Nard), elle sa fixa un programme et se donna des instruments qui lui rallièrent de larges couches de la population.

Comme l'écrit le socialogue Michel Quévit, e la problématique économique en Flandre est dane directement ramenée à une référence pape-liste dont l'effet positif est la création d'au consensus social vis-à-vis d'ua adversaire commun qui se situe à l'extérieur de la commaaguté et dant l'indicateur est la langue. L'adversaire da people flamend, co n'est pas la boargeoisie indus-

Erreur sur l'adversaire?

trielle flamaede, meis biea la bourgeoisie fren-cophone et taus caux qui indistinctement parlent sa langue... Pour la bourgeoisie flamande..., le conflit social fondamental est un conflit de commanauté à communeuté » (8).

Substituer un antogonisme à un autre, telle sera desarmais la tactique de la bourgeoisie belos. Ou plutôt, d'une bourgeoisie qui, selan les cir-constances et les enjeux, est flamande (ou wallonne) quand elle s'oppose à sa rivale, belge quand la colère populaire dresse contre elle l'ensemble des travailleurs (1960), cosmopolite quand elle abandanne aux multinationales l'avenir économique du pays.

« Chaque fois que ses intérêts sont en jeu, dit Mme van Hemeldonck, la bourgeoisie brauille les eartes : un autre problème surgit, qui divise le mouvement euvrier et paralyse les syndicats. Ce qui n'est pas difficile à obtenir dens ce pays où echabitent des commanautés qui a'ant pas le même langua, qua l'idéologie sépare (la Flancke reste très cothelique: « Un cure vout vingt gendarmes », dit-on) et qui vivent dons des régions d'idégal développement. Il y a toujears quelque facteur de mécontentement à exploiter. n

Etrange parallélisme, en effet, qui, depuis un siècle, associe régulièrement à une situation de crise (économique ou sociale) des revendications qui, d'une foçon ou d'une autre, recoupent, en réactivant, l'apposition linguistique. Des luttes de classes qui se pensent et se parlent en termes de luttes de « races », des antagonismes bour-geois/prolétaires qui s'explicitent (s'idéologisent) en conflits Flamands/Wallons : c'est une constante

Ainsi, en 1880, la montée du mouvement syndical s'accompagne d'un essor des revendi-cations culturelles flamandes. En 1930, la crise mondiale désorganise l'économie belge - l'agriculture, l'industrie textile, qui prédominent en Flandre, sont particulièrement touchées, - mais c'est la querelle linguistique qui mobilise la population (lais de 1932) : « Simple ceïncidence ? », demande Mme van Hemeldonck. En 1945, le capitalisme belge reconstruit activement son appareil de production, les syndicats protestent contre la penibilité des conditions de travail, mois c'est la question royale qui appose Flamands et

En 1950, les grandes banques - Société générale, groupe Launoit — commencent à se désintéresser des enfreprises sidérurgiques wollannes et investissent dans les assurances, l'immobillier, le tourisme : c'est alors qu'éclate la querelle scolaire (1954-1958).

CHERT

STATE OF THE STATE

175 A

1 4 A

1.1

100 mg

Control Control

Tra-

Passion's

modelités de l'ambientique et d'ambientique et de l'ambientique et d'ambientique et

12 - 12 12 - 12 - 12 S

Light on the series

. Z. . 4

20.0000

lte

1.00000

12-1-12-

V sems

7- ------

1000000

1.00

. . - :- : !/ ! -

MB540 Links

1121.36 Te

.

Arteins. J.

Mistages.

- ಗಾರವೇ -

10000

. - - - - - -

A peine s'est-elle apaisée que le conflit linguistique rebondit (il se conclura, provisolrement, por les lais de 1963); mais c'est oussi l'épaque où la crise s'aggrave dans les charbonnages de Wallonie, au le châmage augmente, au la politique d'austenté du gauvernement frappe de plein fauet la population (grève générale de 1960), où l'indépendance du Congo ramène en Belgique des milliers de « coloniaux » aigris et sans travail.

D'autres querelles (portage de l'université de Lauvain en 1968), d'autros débots lrévision de la Constitution en 1970), accapareront l'attention des citoyens. Sans que jamais on ne mette ces questions en relation avec une problematique beaucoup plus vaste, à la fois économique, sociole et politique.

Comme si un problème culturel n'était rien d'autre qu'un problème culturel. Quand son autonomie n'est jamais que relative. Quand c'est ailleurs que se nouent les conflits qui le pravoquent et qui, traités en surface (au seul niveau des institutions), n'en finissent pas de l'entretenir, Même s'ils se posent en d'autres termes, comme c'est le cas depuis quelques années.

Quand un conflit en cache un autre...

Langtemps mattresse du jeu, la bourgeoisie francophone dut peu à s'accommoder peu de l'essor d'une bourgeoisie filamande qui, dynamique et soutenue par l'ensemble de population, réussit te décollage économique de la région. Un prolétariat assez p e u revendicătif, dur à la tâche, une

situation géographique fovorable - un port, Anvers, en pleine exponsion, — des terrains libres pour occueillir des installations modernes autant de facteurs qui ne laissèrent pas indifférentes les sociétés multinationales.

Ainsi, de 1959 à 1969, 80 % des investissements étrangers en Belgique se fixèrent en Flandre; sur mille quatre-vingt dix-neuf usines construites, six cent huit le furent dans le nord du pays (actuellement, un Flomand sur quatre travaille pour une société étrongère). Inférieur de 13 % à celui de la Wallanie avant 1950, le produit régional brut le dépasse maintenant de 13 %, et le niveau de vie s'est élevé : la main-d'œuvre flomande, dont les solaires sont supérieurs de 15 % à ceux de l'Allemagne de l'Ouest, est aujourd'hui la plus chère d'Europe (9).

Une économie en crise

UNE économie prospère, un Etat peu à peu « Investi » et conquis (« l'Etat C.V.P. », dit-on, du nom du premier parti flomand, social-chretien), une autonomie culturelle reconnue -- la bourgeoisie flomande n'est-elle pas porvenue à ses fins? Et ne faut-Il pas chercher désormois du côté de la bourgeoisie francophone les raisons demières (au premières) des tensions aul opposent constamment les deux communautés?

La réalité est plus complexe. Il n'est d'abord pos certain que le devenir économique de la Flandre soit aussi assuré que les chefs d'entre-prise le croyaient II y a une dizaine d'années. La nouvelle division du travail à l'échelle internationale incite les firmes multinationales à investir dans d'autres régions du monde. Déjà des usines, des bureaux d'études américales et ouest-allemands fermant leurs portes : près de quatre cents entreprises, représentant cinquante mille emplois, sont actuellement en difficulté (10). Ce n'est pas le déclin, mais ce n'est plus l'expansion : les contradictions entre les intérêts des grands groupes financiers ne peuvent que

D'autant plus que, contrairement à une apinion répandue, la bourgeaisie francophone n'a pas perdu sa suprématie financière : la proportion de la population régionale qui dispose de revenus supérieurs à la moyenne nationale est plus élevée en Wallonie (57,3 %) qu'en Flandre (55,8 %) et à Bruxelles (72 %) que dans le reste du pays (11). C'est dans la capitale, où résident 37,4 % de la classe dirigeanta, que se trouve près de la moitté (44,7 %) de la fortune mobilière de cette classe (27,3 % en Wallanie, 27,8 % en

A cette première source de conflit — un conflit qui fait « tache d'huile », lui aussi, et se réper-cute, Indirectement, sur les plans culturel, Iln-

guistique, institutionnel, comme dans les relations quotidiennes entre les communautés — s'en ajoute une autre : le déclin économique de la Wallanie.

Des 1957, des charbonnages ferment - en vingt ans, la production balsse des deux tiers, l'emplai des trois quarts, — puis c'est la sidé-rurgie qui est atteinte, la métallurgie, le textile. A Charleroi, Liège, Namur, des usines périclitent, des entreprises déposent leur bilan : chaque année, le nombre de chômeurs s'accroit de vingt mille personnes dans le secteur industriel. Au total, plus de cent mille travailleurs ont perdu leur emploi. Et la région, qui connaît une forte dénatalité (A. Sauvy le signalait déjà en 1962), voit sa population émigrer.

L'histoire na se répète peut-être pas, mais les mêmes causes produisent les mêmes effets : ici et là - dans les milieux patronaux et syndicoux - l'idée prend corps d'une nécessaire autonomie régionale. S'oppuyant sur le mécontentement populaire — qui occuse la Flandre de s'être enrichie aux dépens de la Wallanie, — des hommes d'affaires créant des la fin de la seconde guerre mondiale un Conseil économique wallon (C.E.W.) : a 75 % de (ses) membres, précise M. Quévit, sont des industriels; la création du C.E.W établit l'alliance entre une fraction de la boorgeoisie industrielle qui possède des ieterêts en Wallanie et les forces socio-politiques de la région > (12).

L'aggravation de la situation économique et la persistance des conflits culturels contribuèrent au mûrissement du projet « communautaire e. Le pacte d'Egmont (1977), les accords de Stuyvenberg (janvier 1978), en ont fixé les principes et les modalités d'application. Non sons pelne, puisque des désaccords na cessent de surgir, que les porte-parole du gouvernement attribuent à des erreurs de traduction (13)... Le roi lul-même, dans un avertissement solennel, a mis en garde les partis contre les dangers d'une «régionalisation confuse e (14).

Malgré tout, la e pacification », comme on dit en Belgique, n'a-t-elle pas quelque chance d'aboutir? A première vue les prochaines institutions devralent satisfaire les uns et les autres : pourvue d'une Assemblée législative (le Consell régional) et d'un exécutif (le Conseil ministériel des affaires régionales), chaque région se valt confier un certain nombre de compétences dans les domaines qui la concernent directement : aménagement du territoire, urbanisme, logement, santé, politique industrielle et énergétique.

Un enchevêtrement d'institutions

M AIS de nombreux problèmes restent en suspens : quel sera le pouvoir réel d'une région dont les ressources financières proviendront essentiellement des « datations » gouver-nementales? Selon quels critères déterminera-t-on le caractère régianal ou national d'une mesure économique? Des conflits de compétence ne vont-ils pas surgir entre les instances nationales, régionales, sous-régionales? Beaucoup le craignent, quelques-uns en sont convolncus : « Nous allons vers eacora plus de barcaueratie, estime le sénateur Lod Claes; les citoyens s'y retrouverunt encore moins, leur mécoatentement grandira ».

La régionalisation, une manœuvre de diver-sion? « Sans doute, répond Jacques de Decker, chroniqueur ou Soir. Les vrais meîtres du jeu jouent les Ponce Pilate : ils s'abriteet derrière aa encheverrement d'institutions à l'intérieur desquelles chacua se perdra, Persoane ne sagra plus qui est responsable de quoi ».

D'autres voient mains dans la régionalisation un alibi qu'un instrument politique au service des puissances d'argent : « La crise économique (la Belgique a le taax de châmage le plus élevé d'Europe : 10 %) et le restructuration en cours du capitalisme oxigent un pouvair central fort, dit J.-C. Garot (15); mais les mouvements fédéralistes qui agitent le pays depais des décennies rendant cetta tâche difficile. D'eû le compromis actuel : en décentralisent les questions cultu-relles, en crèant one multitude d'institutions, l'Etat satisfait à la fais les revendications des citayens en matière de statut personnel (enseignement, santé) et l'appêtir de pouvoir des portis : chacon - Is P.S.B. en Wallonie, le C.V.P. en Flandre sero moître chez lui ».

Mais, dans la mesure aù le pouvoir central sero lui-même partagé entre socialistes et sociauxchrétiens, la région, selon notre interlocuteur, n'aura d'autre fonction que d'appliquer à l'échelle iocoie les décisions du sommet. Si bien qu'an ne régionaliserait pas : an démultiplierait et l'on créerdit une pyromide : « Les pouvoirs régioaux se contenterent de gérer la crise d'una façon

il est certain que le patronat, qui possède des intérêts dans toutes les régions du pays, n'est nullement partison d'une ventable décentralisation — celle qui, en assurant une plus large démocratie, donneralt aux citoyens une plus grande maîtrise de leur destin. Il est certain aussi que le parti socialiste, qui est déjà prépondérant en Wallonie, n'envisage pas de remettre sérieusement en cause le pouvoir du capital : « Il y a laagtemps que nous au pretendons plus que la propriété, e'est le vol, dit en souriont M. A. Cools, coprésident du P.S.B. Nous sommes réalistes : notre objectif est de supprimer les excès du capitalisme. La décentralisation aaus permettra de dévelapper le secteur public (crédit, politique éaergétique), d'encourager les petites et moyennes entreprises, d'assainir les sites industriels. L'essentiel est de redoneer aux Wallons le gaût du risque ».

Opposé à tout « aventurisme », le parti socia-liste, « qui n'a pas de CERES, mais simplement deux aa trois contradictears aigris », se sent « assez proche de la social-democratie alle-

La régionalisation se contentera-t-elle de déplacer les vroies questions au lieu de contribuer è les résoudre ? Sans doute est-il excessif de prétendre, comme M. L. Outers, que « la Baigique tearne en rund depuis cinquante ans »; mais il est clair que, aujourd'hul comme hier, les partis palitiques évitent d'abarder les grands problèmes de l'heure qui, par delà les clivages linguistiques, religieux ou géographiques, concernent l'ensemble du peuple beloe.

Qu'à Bruxelles, par exemple, vingt-cinq mille emplais industriels cient été supprimés en deux ans, que cent trente mille hobitants, chossés par la spéculation foncière, gient été controlnts. depuis cinq ans, de se replier dans la périphérie. que la ville — encombrée de tours et de parkins, traversée de tunnels et de souterrains — ait été « adaptée à l'autamobile a ou détriment de la vie de ses habitants (16), cela ne paroit pas preoccuper autre mesure les représentants de la communauté francophone — si prompts, par contre, à mobiliser l'opinion contre l'auverture de quelques guichets supplémentaires dans une maison communale, au le nombre « excessif » d'huissiers néerlandophanes dans un ministère.

« Au lieu de sa regrouper névrotiquement dans stigge et de se déchirer avec « ceux d'en face », observe un enseignant, ne feroit-on pas mieux de créer un front uni des Bruxellois? e

Que des centaines d'entreprises, en Flandre comme en Wallonie, saient menacées de liquidation n'incite pas les syndicalistes à surmonter leurs divergences. Il arrive souvent que, faute de s'entendre, les sections (francophane, néerlan-dophane) d'une même usine se réunissent dans des salles séparées ou que les fédérations régionales d'un même syndicat adoptent des propositions controires :

« Lors d'un récent conflit, dit Jean Doyen, l'un des responsables de la centrale chrétienne C.S.C., nos comarades de Gand et d'Aavers ant accepte les propositions patronales, alors que ceux de Charleroi et de Herstal les rujetaient. Quand la elasse auvrièra n'est pas unie... »

Loin de « pacifier » les esprits, la régionalisation, en cristallisant les différences, ne risquet-elle pas d'accraitre les divisions des Belges? « A peige gyons-nous roussi à démolir an mar, dit Pierre Mertens, romoncier et journaliste, sous naus dépêchons d'en reconstruire un autre. Comme si quelque malediction neas condamnait à nous enfermer dans des ghettos. On à aous inventer de petits drames provinciaex. Nous vivons en pleine Absurdie I «

Pessimisme excessif? Ici et là, par-delà leurs différences, au plutôt les assumant pleinement, sons différends, des groupes se forment; de Jeunes Belges se retrouvent dans des luttes communes : contre la répression policière et patronale, contre l'injustice sociale, pour la libération des femmes. « Les elivages d'arigine linguistique ne (les) affectent guère, constate le socialogue Claude Javeau. Chaeua parle sa langue, sans complexe, et il existe de plus en plas de gens qui, s'ils éprouvent des difficultés à se parler, en errivent cependant à se comprendre de mieux en mieux > 117).

Leur contestation « des ardres, des enfermements, des climatisations conchemardesques > a-t-elle des chances de se développer ? Dans un pays où S6 % de la population, d'après de récents sondages, déclare na pas s'intéresser à la « palitique », la question reste posée.

(Copyright Maurice T. Maschino at le Monde diplomatique). (Dessins de Plantu.)

(8) M. Quévit, les Couses du déclin wallon, éditions vie ouvrière, 305, avenue Van-Volxem, 1190 Bruxelles, 3/1 pages, 1978. (e) Cf. le supplément du Monde sur la Fiandre, 20-21 février 1977, ogtamment l'erticle de Michel

20-21 leviser 1911, desaminent l'erticle de misse.

[10] Ibid.

[11] P. Duvirier, la Répartition de la fortune mobilière en Belgique, CRISP, 1972, 23 pages. Du même auteur, Revenus et impôts. CRISP, 1976.

28 naces.

25 pages.

(12) P. Duviver, la Répartition... (voir nate 11).

(13) Le Soir, 7 janvier 1978.

(14) Le Monde, 24 décembre 1977.

(15) Cf. P. Ge Vos, « Le 1" mai le plus maussade de l'après-guerre », le Monde, 2-3 mai 1978.

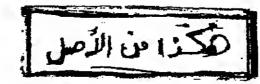
(16) Cf. la supplément du Monde déplomatique sur Bruxelles, numéro de février 1978.

(17) « Uns autre Belgique », les Nouvelles littéraires, actobre 1976.

RECTIFICATIF: crédit populaire d'algérie ÉTABLISSEMENT NATIONAL DE BANQUE AU CAPITAL DE 85 MILLIONS DE DINARS Créé par ordonnace a° 66366 du 29 décembre 1966

DIRECTION GÉNÉRALE : Boulevard Colonel AMIROUCHE - ALGER Tél : 63.28.55 à 58 - 63.84.10 à 12 et 61.13.34 Direction Relations Extérieures : CREPOREX . A . 52-283 - CREPOREX . B . 52-284 Une inversion s'est glissée dans la publicité parue dans le supplément consacré à l'Algèrie, dans « le Monde diplo-matique » du mois de luin.

Il fallait lire : Télex CREPOPAL 52-512.



04 5711 250 1511

 $Q(t) = g + t_{t+1/2}$

11 135 -11 155 17 14. 110 110 100 400

est-s o est 1

4 1 % . · · · · · ·

The second ₹- ±_ 0.a as an al.

44110 VI

12--

- : . . . -

272

& 7. L. -

10 01111

7-11-1-1

.

 $\mathbf{e}_{\mathrm{ext}} = 0.5$

19 g

mercani appartment of

eur et ...

400 2000

sta dramin to

rpries

ent to get and the

The second secon

Ingar Police Age 2001 -

College at 440 of College of State

un cettre

e i y a company plus qui is i i i in the

#2 semmer his house the

ace has parent to the terminal from the mouth parent to the terminal to the te

dit, paintigu

et masen a contract

proche di la companya.

trais exercis in the same of

The Control of the Control

12.21

Sociologaes de communicatiga et expérimeatataurs sociaux yenus d'horizons divers se sout récemment réunis à Cambrils (Espa-

gne) pour réflé-

mass media (1).

chir en commua aux « initiatives » papulaires da résistance aux

Avec force details, certains participants evoquèrent à cette occasion l'imoglaction dant font preuve les classes populaires pour discourir cantre un pouvoir autoritaire (les cas du Portugal, da Brestl, de l'Espagne et des pays de l'Est furent notammeet rappelés). D'autres conferenciers décrivirent l'habiteté et l'inspiration de quelques « migorités opprimées » (prisonniers, homosexuels), pour constituer des reseaux d'information, de renseignement, de contact. Plusieurs congressistes, enfie, s'interrogèneet (cf. ci-dessous les propos d'Alfred Willener) sur l'efficacité das médins dits « de rochange » (vidéo-radios libres, cinéma militant...), qui, por l'allé-gement technique qu'ils impliquent et à cause de leur faible coût d'utilisation, semblent souvent raleux apres à favoriser, à intensifier

Il apparet copeadant que de numbreux participants concevaient les médias comme des sortes de conducteurs neutres pouvent supporter des messages « alternatifs n (comme on le dirait d'un courant), et que leur revendication appositionnelle se résumait en somme au désir de s'emparer des médias pour leur imposer un lage Identique gacique de contena controlre. Certains eurent du mal à admettre que tout « contraire n passède la structure du « même », qua tout « contra-pouvoir n est encore pouvoir, et que toute solution à la criso de la communication qui relèverait d'ana « pensée symétrique n se condamnerait à rester enfermée dans les labyrinthes élémentaires de la tautologie. Le c message prolétarien n appasé au « message bourgeois » ne constitue guère, an le soit, que perspective ; comma l'avoit déjà compris le théori-cien de l'art (melheureusement peu conac) Serguei Tretjakov, qui, dès les anaces 20, longuit cet avertissement à l'adresse de ses ce m a ra de s bolcheviques : « Méfiez-vous des automa-tismes de pensée : il y avalt un Etat bourgeois, il est devenu

prolétarien; il y avait une industrie bourgeoise, il existe une industrie prolétarienne; il y avait un ort bourgeois, il y a, paroit-il, un art prelétarien; il y avait un Tolstoï bourgeois, on réclame aujour-d'hui un Tolstoï pralétarien; poursuivez ce raisonnement symétrique jusqu'à l'absurde et vous abtiendrez des Eglises pralétoriennes, et même... des tsars prolétariens ».

L'obsurde donc, l'excès porfois desille ; c'est ce que Paolo Fabbri

proposa d'abtenir aa moyen de la « guerilla sematique » (dant il expose ci-dessous la fonctiannement) tandis qua Jean Baudrillard exprimait son scepticisme a l'égard de quelque tactique que ce soit. Cette position extrême (probablement la plus lacida) serait la seule possible paisque, selon Baudrillard, à l'époque da simulacre générolisé qu'est la nôtre, toute communication se neutralize (la seus se pord) et se disperse dans cette substance spongieuse que sont les masses fosse sombre et silencieuse où viennent enfin mourir le politique et

(1) Organisée par le Comité international de recherches en communications de mauses, et précidée par le professeur espagnol José Vidal-Beneyto, la conférence internationale sur les « Alternatives populaires aux moyens de communication de masse » s'est tenue à Cambrils (Espagne), du 25 au 30 mai dernier.

Ite massa est...

OUS sommes dans une société de la communication, c'est vrai, mels il faut savoir qu'il existe des sociéles où il n'y a pas de communication; celle-ci ne commence d'exister que dans les sociétés où quelque chose est radica-lement perdu. Une généalogie de le communication nous apprendralt qu'elle commence à evair lieu (et à poser un probléme crucial pour loute la socialité) é pertir du moment où les conditions du sociel sont dégradées, où il y a une dissolution des aiructures symboliques, etc. Pour imaginer un eu-delà de la communicalion, il convient de eavoir qu'il existe un en deça ; des sociélés ont fonctionné sans se poaer du tout le problème de la communication; et elles fonctionnalent bien mieux que la nôtre.

Nous vivons également convainces que la communication, l'information, produisent du sons, et que c'est eur ce sonsla socialité, l'échange... On sous-entend, blen sûr, que ce sens est menipulé per les classes dominantes, qu'on n'arrive pas à le contrôler, mais qu'il existe un « carrectlf » possible qui serait, disons, la resssisie de ce sens par le « proiétariat -. Il y aurait donc une moralité du sens; et certains imaginent qu'on pourra moraliser la communication en choisissant entre ce que Paolo Febbri appelle, ironiquement, « le diable et le Bon Dieu ». Personnellement, le considèra que l'information, dans sa forme la plus achevée (qui est celle qui nous est falte eujourd'hui), ne produit pes de sens; au contraire, elle détruit le sens, elle le dissout Cer nous sommes dans une situation d'immoralile lotale où nous ne pouvons plus distinguer le « bon » sens du « mauvais - sens (comme le suppose encore Altred Willener, et comme le croyali Marx), on ne peut même plus distinguer celui qui émet de celui qui reçoit, et cette indistinction, entrelenue par l'Irruption des médias, constitue une des caractéristiques essentielles du système. On vit donc dans un monde où il y a de plus en plus de communication et. paradoxalement. de

moins en moins de sens. Aujourd'hul, entre le réel et le signe, entre le réalité et les médies, li n'y a atrictement plus de ditiérence; nous sommes dans ce qu'on peut appaier un univers de le simulation.

Notre culture a tonctionné, depuis le Reneissance, sur le principe de réalité, une aorté de configuration mentala qui fait que les choses ont valeur d'objectivité, qu'il est possible de parier de vérité des choses, qu'on peut dire « la vérité est quelque part et en cherchant blen on le trouvera ». Ce principe-lé est efficace puisqu'il eutorise des comportements et des pratiques qui ont élé « neturellement » les nôtres durant longtemps; mels ce n'est qu'un modéie (mis en place eu moment où l'espace perspectif e'imposait comme règle absolue de le représentation) et, eujourd'hul, le système lui-même y met fin en nous entramant dans une simulation tous azimuts. Nous passons du principe de réalité, qui était le dispositif dispositif général : celui de la simulation. Et toutes les réponses (objectives. en termes de contradictions, de juttes sociales, elc) qui répondelent é le stratégie du principe de réalité cessent d'être valables sur le nouveeu terrain (celui de la almulation) où le système lui-même s'est plecé et nous e plecés. Là, il faut des réponses originales; on ne peut essaver de ramener la simulation eur le terrain politique car ce serait une solution

DANS cet univers de le elmulation, ce qui échappe tout de même ou système, ce sont les masses (1). Un des la sociologie de la communication repose sur l'idée que les masses sont ellénées, manipulées, mystifiées et mystifiables à merci, qu'elles l'ont loujours été, maia que peut-êtra, grace aux ecclologues de gauche, elles ne le seront plus, elles - prendront conscience » et Iront vere des tendemains qui chantent. C'est lé un atéréctype très dangereux. L'hypothèse de la

qui se posent en communication ; je considére, eu contraire, qu'il y a dans cette existence aveugle des masses, non pas du tout une abjection, ou une allenation, mais un refus de sens; c'est ainsi que les masses (qui aont produites par l'information) réalistant aux médias : elles ne répondant pas. Le drame du pouvoir en place, son problème crucial, c'est que les masses ne répondent plus ; et il faudreit analyser ce ellence comme un défl, car si le pouvoir est production de sens, siors les masses, par leur mutisms, y résistent et, par là méme, mettent en échec, radicalement, le pouvoir. Et il ne taut pas espérer en l'inconscient des masses (c'est encore un stéréotype que celul de croire que el les masses n'ont pas de price de conscience, elles ont un « inconscient » qui es révélers peut-être « révolutionnaire » el on e d'eutres moyens de le brancher, ou de ae brancher deseus), non, les masses ne constituent pas un pôle de branchement, ettes constituent un pôle d'absorption, de neutralisation : au travers des médias sont neutralisés; qu'ils solent révolutionnaires, réaction-naires, eubversifs, capitalistes, etc., eucune espèce de différence pulsque ce qui est neutralisé, o'est la formation même du

Les masses constituent aujourd'hul ce qui met fin à la représentation, au prin-cipe de réalité et é tous les systèmes qui prétendent parler en leur nom. Aveuglément, per leur eilence, les masses sont déjà, d'une certaine façon, dans le trans-politique; elles périment ainel tout pro-jet politique qui voudrait les prendre en

> JEAN BAUDRILLARD, sociologue, université de Paris-X. (Propos recueillis par I. R.)

(1) «Masses» u'est pas ici un concept sociologique; il ne s'agit pas de tel ou tel groupe sociel; o'est uous tous, c'est tout le monds; on fait masse dans la mesure précisément ou on échappe au référentiel du sens pour venir se situer dans une indistinction qui caractérise l'univers de la simulation.

Images antidotes

N rencontre de plus en plus de caméras de contrôle qui transmettent leurs images sur des moniteurs de surveillance, dans les magasins, les garages, les lieux publics. La vidéo sert donc, anssi, à surveiller : on est loin de l'idyllique adage qui en faisait une fenètre ouverte sur le monde. Mais ce double aspect de la vidéo (surveillance/tenètre) n'est pas forcèment contradictoire, neutralisant : bien compris. il peut être mis à profit

forcement contradictoire, neutralisant; bien compris, il peut être mis à profit par des utilisateurs perspicaces.

Imaginons, par exemple, les membres d'un groupe de base (parti, syndicat.) faisant leur propre film (par opposition aux films produits par leurs dirigeants ou aux émissions de la télévision d'Etat). Deux possibilités se précaptant à eur : 1) Eurogistrer une présentent à eux : 1) Enregistrer une bande vidéo pour aller plus loin, pour clarifier et développer leurs positions propres ; 2) Agir hors enregistrement, dans l'action militante, encouragés par dans l'action militante, encouragés par l'émission qu'ils viennent de voir ; on agir avec enregistrement, en passant à l'autosurveillance par le critique de ce qui a été réalisé, en comparaison avec les activités d'antrui.

Ce désir d'expression audiovisuelle peut donner lieu au meilleur comme ou pire. Le meilleur, c'est la possibilité d'une praris qui permet non seulement l'éclosion (la créativité), mais un développement (se transformer) inconce-

l'éclosion (la creativae), mais un deve-loppement (se transformer) inconce-vable sans ce tiers qu'est le médium. Le pire, c'est la mise-en-abime pour elle-même; c'est la pente classique du « prendre le moyen pour le but » et l'enfermement dans l'activisme à un niveau trop imaginaire, dans un ebetto.

Sans une image d'un monde autre, le groupe de base ne peut prendre conscience de tout ce qui lui manque, ni de tout ce qu'il pourrait faire pour parvenir à ses fins, une fois celles-ci concres. Je soulisme cette possibilité conçues. Je souligne cette possibilité stratégique apportée par le médium : la vidéo est un appareil à images qui stimule la formulation et donc la formation d'images sociales de rechange. Telle sera, du moins, le praxis dans des conditions de diminution de l'aliénation. On peut alors envisager le contraire du cercle vicieux de l'aliénation (plus je produis en situation d'aliénation, et plus le feedback des objets aliénés va m'aliéner encore), comme une sorte de spirale ascendante.

Traus ceux qui se voient et s'enten-dent pour la première fois sur un enregistrement sont terrorisés. D'abord 2u moment où ils sont confrontés avec au moment où ils sont confrontés avec la caméra (généralement un peu moins avec le micro), ensuite, et surtont, à la vue du résultat. Ils se sentent dépouillés de leur défense, ils se voient tout d'un coup de l'extérieur et se jugent avec les mêmes yeux qu'ils jettent habituellement eur autrui («Quelle horreur! J'ai tel déjaut que je constate et condamne souvent sur Uniel. ») De l'image que l'on voit de soi, on passe à l'image de soi qu'on voudrait avoir. Du fait de sa virulence, de sa variabilité, l'image-vidéo est donc active parmi nous lelle restitue, certes passivement, un enregistrement de vie ; cela nous regarde, aux deux sens du terme, et donc nous transforme.

vie; cela nous regarde, aux deux sens du terme, et donc nous transforme.

De nombreuses études ne cessent d'indiquer à quel point la télévision produit des phénomènes d'identification (aux vedettes, eux personnages, aux présentateurs, etc.), mais peut-être est-il temps d'envisager le phénomène d'ultérification : cette transformation de soi, et des autres, grâce au processus de production (ou simplement de réception) et de discussion d'images de réception) et de discussion d'images eudiovisuelles. Se voir comme on voit eudiovisuelles. Se voir comme on voit les autres, se confronter avec une image projetée sur un écran de type télévision (mais qui n'est pas, justement, de télévision). Produire une émission soi-même, alors que nous sommes si fréquemment alimentés comme des oiseaux dans un nid, voilà qui est différent. On ne peut entrer dans un cycle nouveau que dans la mesure où on e la volonté de sortir du cycle précédent; d'où la nécessité, l'ingence des images antidotes : la vidéo (Vidéo-Tape = V.T.) constitue une anti-télévision (V.T. contre T.V.). On combat un phénomène par un phénomène de même nature mais qui inverse le précédent.

Là est dejà une part d'action, une phase de désintoxication (y compris antidoctrinale) dont l'importance varie, évidemment, selon les pays et le degré d'intoxication des milieux concernés

ALFRED WILLENER,

professeur à l'Institut de sociologie des communications de masse, université de Lausanne. (Propos recueillis par I.R.)

N s'en prend souvent aux moss medio avec des paléa-glotiques; des mots très anciens servent à analyser des phênomenes qui nous dépassent très franche-ment, quand il faudroit forger des cancepts nauveaux pour approcher plus intelligemment l'affet dévastant des médios.

Naus, sémioticiens du langage, nous sommes radicalement opposés au modèle économique de la théorie de la communicotion; à des termes comme « production » de sens par exemple, car le sens ne fonctianne pas sur le modèle de l'éconamie. Dans le seus nous trouvons cecl : provocation, défi, sublimation, folsifica-tion, parodie, foscination, etc.; oucune de ces cotégories n'est économique. Il foudroit, d'outre part, imoginer différemment lo relotian au sigae. Longtemps, on a considéré que les signes étaient des « systèmes de représentation > ; on se fandoit pour soutenir cela sur une vieille idée de linguistique ; mais la linguistique, Dieu mercl, n'en est plus là.

Aujourd'hui, naus considérons le langage comme un ensemble d'actions, de possions, de tactiques et de stratégies de pouvoir ; c'est un ensemble de molités (concemant notamment les Idées de sovair, devoir, vauloir, crolre, être, poroître, vêrité, foux, secret...). C'est, en tout cas, un système aù il n'y o pas de signes qui renvaient à un monda réci qualconque; ce système opère à partir des positions d'un énonclateur qui évaçue le problème de la subjec-tivité et de l'intentiannalité grâce, justement, ou fonctionnement du langage.

Nous proposons donc de chonger lo théorie de la cammunication en adoptant un système où, seuls, serolent pris en chorge les octes du langage et les modolités de l'énoaciation; celo nous indiqueroit à quel niveau on doit comprendre ce qui est dit. Ainsi, et seulement oinsi, pourront être lus les gaillemets, la paradie et la simulation; ces expressions dominantes du monde d'oulourd'hui.

Après réflexion sur ces questions, nous ovons constitué ovec des étudiants de l'université de Bologne et des collaborateurs de Radio-Alice un séminoire de trovail sur la Falsification. On s'est intéressé, très sérieusement à ces signes porticuliers de la communication que sont les passeports, les billets de banque, les cartes de crédit, les reçus de téléphone, etc. Nous avons lu ces éléments avec les concepts de la nouvelle sémiotique; nous avons tenu compte non des signes mois des modalités d'énonciation de ceux-cl; oinsi, pour nous, un billet de banque n'est pas seulement un signe, mois surtout le résultat d'une gaerre entre les faussaires et l'Etat qui transforme chaque billet en une véritoble forteresse sémantiqua truffée de codes complexes de protection contre

A la merci de la technique

A propos de billets de bonques, préci-sément, nous avons consulté tous les travaux d'Interpol sur la falsification de la monnaie et sur les techniques de protection mises ou point. Nous ovons oppris de la sorte, dans un rapport d'Interpol, que la système de reprcduction offset avait enarmement fovorisé la folsification. Cela se comprend; cor, aujourd'hui, les « coupons-valeurs » sont très nombreux puisque les billets de bonque (qui ont chassé le référentétalon : l'ar) sont de plus en plus chassés par de nouveaux papiers-valeurs (cortes de crédit, chèques-restouront, a bons > de toutes sortes...) qui ne possèdent pas les signes de sécurité incorporés aux billets bancaires; une petite entreprise qui êmet des « bons » ne peut, pour des raisons de coût, les

munir des dispositifs non folsifiobles de lo monnoie. Cette entreprise est donc à fa merci d'un médium offset.

Mais on est délà loin, et d'outres médias plus perfectionnes existent actuellement; lors d'une réunion confidentielle tenue en 1976, Interpol a demandé aux industriels de ne pas introduire dons le marché les photocopieuses en couleur et en relief (qui sont prêtes) parce que l'argonisation ne sourgit comment lutter contre les districtions que cela provoqueroit. Ainsi l'ovancement des techniques est en train de détruire sous nos yeux des référents qui poraissalent incontournobles. Les signes mêmes qui nous diffé-rencient en tant que personne, en tant qu'individu : les passeports por exemple, qui établissent et garantissent qui nous sommes, ne sont plus du taut protégés dans leur unicité. Un passeoprt, aujourd'hui, c'est n'importe quel posseport. Les tampons qui garantissent l'authenticité des documents, ces tampons qui sont parfols l'Etat lui-même, nous savons les reproduire en quelques minutes au moyen d'un matériel bon marché, en plastique, vendu oux enfants : au lieu de projeter des images de Walt Disney vous projetez le tampon de la préfecture et vous le reproduisez très focilevoyagé régulièrement entre Bologne-Poris-Berlin avec de faux passeports et de faux tickets de train (car les tickets de train sont aussi très faciles à falsi-

Nous sovons également foisifier les clefs de voiture, les compteurs d'électricité, les factures, les tickets de cinéma, etc., oinsi, bien entendu, que les billets de banque, qui n'ont plus de secrets pour nous.

Pourquol avoir fait celo? Certains de nos étudiones croyalent noïvement qu'on était en train de mettre ou point un système généralisé de sabotoge contre l'Etat, qu'on allait abattre l'Etat avec ce procédé. En fait, nous étions simplement en troin de protiquer ce que j'appellerai une guérilla sémiotique. Devant un système où le référent o disparu et qui, comme le dit Boudrillord, est soisi d'une folie de simulation, nous avons été tenté de lui répondre, ironigaement, por excès. Nous ovons vaulu le pousser à l'extrême: por une pratique humoristique (et non pas une pratique de détournement). La folsification n'étalt pour nous qu'une petite parabola de la simulation généralisée dons laquelle nous vivons. Parabale d'un système qui se mord lo queue puisqu'il construit des mochines de plus en plus perfectionnées qui favarisent la dispersion des règles de sécurité imposées naguère pour garantir sa propre

existence. Nous avons poussé à bout la logique paradique du système oprès une

La théorie, la mise ou cloir de concepts nouveaux, o précédé notre pratique; et celo est Important, cor il ne faut pos rêver que d'une pratique quelconque sortent des concepts tout prêts, comme Minerve toute ormée de la tête de Jupiter. Non, Il faut commences par la théorie ; reprendre les livres de logique : réfléchir, dépoussièrer les vieux concepts qui nous empêchent de lire notre monde déjà nouveau. Et nos pratiques subversives seront changées.

> PAOLO FABBRI, sémioticien, université d'Urbino (Italie). (Propos recueillis par I. R.)



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité renouvelle le mandat des forces de l'ONU sur le Golan et à Chypre

P AR quatorze voix contre zéro, la Chine ne participant pas au vote, le Conseil de sécurité a prorogé le 31 mai pour une nouvelle période de six mois le mandat de la force des Nations unies chargée d'observer le dégagement dans le Golan. La résolution adoptée à ce sujet demande aux parties intéressées d'appliquer immédiatement la résolution 338 du Conseil et prie le secrétaire général de présenter à la fin des six mois un rapport sur l'évolution de la situation.

des six mois un rapport sur l'évolution de la situation.

D'autre part, le 16 juin, le Conseil a adopté une résolution renouveiant jusqu'au 15 décembre 1978 le mandat de la Force des Nations unles à Chypre. Le texte a été approuvé par quatorze voix, la Chine n'ayant pas participé au scrutin. Le Conseil prie le secrétaire général de poursuive sa mission de bons offices, de l'informer des progrès réalisés et de lui présenter un rapport sur l'application de la résolution d'ici au 30 novembre 1978.

M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, avait eu le 22 mai des entretiens avec le président Kyprianou de Chypre et M. Denktash, chef de la communaute turque, puis, les 3 et 6 juin, avec les premiers ministres turc et grec pour discuter des perspectives d'une reprise des négociations. Il n'avait pas êté possible de fizer les modalités d'une rencomtre à New-York entre les parties intéressées.

Les activités de la Force des Nations unies au Liban

Nations unies au Liban

Selon le sixième rapport intérimaire sur la Force des Nations unies au Liban (FINUL), que le secrétaire général a adressé au Conseil de sécurité le 13 juin, la quatrième et dernière phase du retrait des forces israéliennes s'est achevée comme prévu le 13 juin. Le document fait état des entretiens qui avaient en lieu entre M. Roberto E. Guyer, secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales, et les parties en cause au sujet de l'application des résolutions 425 et 426 du Conseil de sécurité. Il fait état, en particulier, des accords conclus entre l'OL.P. et le président Sarkis d'une part, et entre l'OL.P. et le président Sarkis d'une part, et entre l'OL.P. et la FINUL d'autre part. Ce dernier accord prévoyait le transit de fournitures non militaires à des groupuscules pales-inièms se trouvant encore dans la zone d'opérations de la FINUL.

rations de la FINUL.

Dans une note adressée au secrétaire général le 13 juin, Israël l'a informé du retrait de ses dernières troupes du Sud-Liban tout en mettant la FINUL en cause. Le secrétaire général a rejeté les « allégations » israéliennes en déclarant que la tâche de la FINUL « na certaine-ment pas été facilitée » par la décision du gouvernement israélien de ne pas lui transmettre le commandement dans le reste de la zone

NOTIFICATIONS GOUVERNEMENTALES. — Le déléqué permanent adjoint du Zaire aux Nations unies a adressé le 18 mai une lettre au sécrétaire général écousant l'Angola de compiletté dans les événements du Shaba. — Le délégué permanent d'israél, de son côté, a jait parvenir au président du Conseil de sécurité le 8 juin une lettre de protestation contre l'attaque menée contre un autébus é Jérusulem le 2 juin. — Le 6 juin également, le Vietnam a adressé un scrétaire général une déalaration du ministre des affaires étrangères sur la question de la population hoa (chinoise) au Vietnam. Le 7 juin, Hanoi lui a adressé une nouvelle note au sujet éu différent avec le Kampuchea démocratique.

DEOITS DES PALESTINIENS. — Devant le comité

DECOTTS DES PALESTINIENS. — Devant le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien. Le réprésentant de l'O.L.P. a acrusé, le mois dernier, les l'anciliens d'avoir « intensité su cours des demières semaines leurs actes de brutalité contre les habitants de la trise occidentale et de Gasa. Le commémoration d'une journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien.

de solidarité avec le peuple palestinien.

APARTHEID, — Le comité spécial contre l'apartheid a organisé le 30 mai un séminaire consacré à l'accroissement de l'arsenal militaire sud-africain et aux projets nucléaires de l'Afrique du Sud. Il a d'autre pert, approuvé le 13 fuin les dispositions en vue de la fournée internationale de solidarité avec la population en lutte d'Afrique du Sud qu'il a cusuité été ediébrés le 16 juin d New-York. Le comité a aussi pris connaissance d'un rapport d'écoute de la radio des Nations unies à destination de l'Afrique du Sud dont les programmes ont été récemment inaugurés, il a approuvé un rapport sur l'apartheid dans le sport, et fait le point de l'Année internationale contre l'apartheid qui a débuté le 21 mars.

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Namibie a décidé, le 7 juin, de procéder à un recensement de la population de Namibie, estimant que le chiffre publié par l'Afrique du Sud n'était pas e vorrect ». Le Conseil a ausé décidé d'envoyer une mission auprès de la Banque mondiale et du Fonds monétairs pour leur demander de participer au programme d'édification de la nation namibienne.

DECOLONISATION. — Le cous-comité des petits territoires du comité de la décolonisation a poursuire ses travaux ces dernières semaines en étudient la situation à Sainte-Hêine, dans l'île de Guam, dans les lles Gübert et les Nouvelles-Héipides. Il a adopté son rapport sur les lles Salomon, Tuvalu, les Bermudes, Montserrat at les Samons améri-



caines. A propos du sort de l'ile de Guam, les Elats-Unis ont précisé que le référendum constitu-tionnel aurait lieu le 7 novembre prochain dans l'ile. Selon le délégué américain, Guam fait partie intégrante des Etats-Unis et la Constitution n'a pas envisagé de changements d ce statut.

intégrante des Stats-Unis et la Constitution n'a pas envisagé de changements de es statut.

CONSEIL DE TUTELLE. — Le Conseil de tutelle, qui most ouvert sa quarante-cinquième session le 15 mai, a consocré ses travaux à l'examen de la situation dans le territeires des lies du Paclique. ou Micronésie, le seul qui soit encors sous tutelle (sous l'administration des Elais-Unis). Un rélétentum doit avoir lieu le 12 juillet aux lles Marshall et Caroline, pour permettre aux populations de se prononces sur le projet de Constitution des Etais jédérés de la Micronésie. La jin de l'accord de tutelle est prévue pour 1981 par l'autorité administrante. Le délégué américain a jait valoir qu'il appartient aux Micronésieus cur-mêmes de décider de l'unité politique du territoire. Déjd, le 9 janvier, le gouvernement des Mariannes du Nord s'est séparé administrativement du territoire sous tratelle at a demandé au Conseil de tutelle de mettre lin d'accord de tutells; selon le président du Sénat des Mariannes du Nord, la population du territoire souhaite devenir partie intégranté des Etais-Unis. D'autra part, le président de la commission pour le statut jutur de la Micronésia a accusé les Etais-Unis des lles Marshall. La Conseil de tutelle a décidé d'envoyer une mission pour surveiller le référendum en Micronésia.

MAINTIEN DE LA PAIX. — Le comité spécial des opérations de maintien de la paix attend toujours les réponses des Etats membres au questionnaire du secrétaire général sur les aspects des opérations de mointien de le paix, quoique l'Assembles générale est fins au 30 avril 1978 la dats limits pour l'envoi des réponses. Réuni au début de juin, le comité a décide que son groupa de travail siègnait en juillet et août pour etaminer les commentaires des Etats membres.

SESSION EXTRAORDINABLE DE L'ASSEMBLES GENERALE SUR LE DESARMEMENT. — Ouverte la 23 mai à New-York, le dizième session de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, a terminé ses travaux le 28 juin. On en trouvera un brej résumé dans le prochain numéro,

CONFERENCE SUR LA COOPERATION TECH-NIQUE.— La comité préparatoire de la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre pays en vois de développement (qui doit avoir lieu à Euenos-Aires du 30 soût ou 12 sep-tembre) a tenu sa troisième session du 17 au 19 mai. Il a décidé de rementer le projet de plan d'action pour tenir compte de certaines suggestions.

DROIT INTERNATIONAL. — La commission du droit international a entrepris le 8 mai une session de trois mote au cours de laquelle elle doit terminer la seconde lecture des projets d'articles relatifs aux clauses de la nation la plus favorisée. aux claures de la nation la plus favorisée.

DROIT COMMERCIAI, INTERNATIONAL. — La commission du droit commercial international a décidé le 6 juin d'élaborer un document unique d'aide des dans projets de convention sur la vente internationale d'objets mobiliers corporels et sur la procédure de formation des contrats relatifs d la vente. La commission doit aussi examiner une proposition visant de créer un proupe des travals chargé d'étudier les conséquences juridiques du nottrel ordre économique mondial.

SOCIETES TRANSNATIONALES. — Le commission des sociétés transnationales — chargés d'eider à la contribution des transnationales au développement du tiers-monde et à en diminer les effets négatifs — a ouvert sa quatrième session le 16 mai à Vienne.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Au cours de se pingt-cir-DEVELOPPEMENT. — Au cours de sa virut-cinquième session qui a débuté le 12 juin à Genève, le Programme des Nations unies pour le développement était expelé à sa prononcer sur une proposition d'uide se montant à 122,5 millions de dollars en /aveur de douze pays en voie de développement. — Une conférence de trois jours destinée à définir les modalités de l'aide à quelque quarante-deux pays africains pour développer leur aviation civile au cours des cinq prochaînes années a pris fin le 2 juin à Genève. Le PNUD accordant 34 millions de dollars à ce programme réalisé avec le concours de l'O.A.C.I.

concours de l'U.A.C.I.

CONEELL MONDIAL DE L'ALIMENTATION. —
Le conseil mondial de l'alimentation a tenu sa
quatrième session le mois dernier d Mexico. Groupant trente-siz Etats membres, le conseil a examiné
l'application d'un vatte programme d'action confre
le faim et le mainutrition dans le monde.

PREVENTION DU CRIME. — La comité sur la prévention du crime et le traitement des délinquants s'est réuni le mois dernier pour sa cinquême session. Il a fait le point des efforts déployés dans les domaines de sa compétence et a examiné notaument la question de la peine espitale. Un rapport présenté au cemité indique, d'autre part, que de 1970 à 1975 le nombre des meurires a augmenté de 20 %, celut des cambriologes de 46 % et célui des cas de toxicomanie de 114 %.

COMITE ADMINISTRATIF DE COORDINATION.

— Siègeant le 20 mai à Genàve, le comité administratif de coordination, composé des che/s des organitations du système des Nations Unies, est convenu des principes directeurs et mesures initiales à prendre en vue de donner effet d la résolution de l'Assemblés générale sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nortemes unies.

• FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENPANCE. — Le conseil d'administration du Fonds des
Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE)
à tenu sa session de 1978 et mai dernier. Son ordre
du jour s'est comentré sur les problèmes de
l'enjance dans les bidonvilles.

— Organisée conjointement par le FISE et
FOMS., la conjérence sustantionale sur les soins
de santé primaires se tienéra à Alma-Ata
(Kazakhstan) du 6 au 13 septembre prochain.

(Kazakhstan) du 6 au 13 septembre prochain.

e HAUT COMMISSARIAT POUR LES REPUGIES.

— Le haut cammissaire des Nations unies pour les réjugiés a lancé un appel le 30 mai en vue d'obtentr 15 568 000 dollars pour jinancer un programme d'assistance humanitaire aux réjugiés récemment arrivés de Birmonte au Bangladesh.

— Une aide d'urgence, comprenant des vétements, des tentes et des médicaments, d'une vuleur de 150 000 dollars, est arrivés en Angola le 25 mai, destinés aux réjugiés nambiens en Angola.

— Bour nominations ont été ennonuées le 2 juin et ont pris effet le 1er juillet : celles de M. Daie S. de Haan (Stats-Unis) au poste de hout commissaire adjoint et de M. Abdou Cius (Sénégal) comme directeur de l'assistance.

COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'EUROPE. — La Commission économique des Nations unies pour l'Europe venit de publier le volume III, toms III de son Bulletin annuel du commerce des produits chimiques pour l'annei 1976 (frois langues : anglais, français et russe), Nations unies, New-York, Is dollars ou équimient.

UNESCO

Cent quatrième session du conseil exécutif

R EUNI à Paris depuis le 24 avril (voir le numéro de juin du Monde diplomatique), le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a clos sa cent quatrième session le 9 juin.

Le conseil a notamment examiné le programme d'activité de l'Organisation pour les deux années à venir ; devant être soumis à la conférence générale de l'UNESCO en octobre prochain, ce programme propose un ensemble d'objectifs à long terme définis en fonction des problèmes mondiant et se rapportant aux questions qui relèvent de la compétence de l'Organisation. Le conseil a adopté par consensus une résolution sur les institutions éducatives et culturelles dans les territoires arabes occupés (renvoyant le débat à la conférence générale de l'automne prochain), ainsi qu'un texte définissant les nouvelles procédures visant à rendre plus efficace l'action de l'UNESCO dans l'examen des plaintes qui lui sont adressées en matière de droits de l'homme (aux termes des nouvelles dispositions, l'UNESCO pourra examiner aussi bien des cas individels que des violations a massives, systématiques ou flagrantes à des droits de l'homme).

Parmi les autres questions à l'ordre du jour du conseil : la protection des droits de l'homme au Chill (le directeur général est invité à poursuivre son action en faveur des personnes disparues dans ce pays); les méthodes de travail de l'UNESCO et l'harmonisation de son programme et de son budget avec ceux des autres organisations du système des Nations unies;

de l'UNESCO et l'harmonisation de son pro-gramme et de son budget avec ceux des autres organisations du système des Nations unies; la contribution de l'UNESCO à la conférence des Nations unies sur la science et la technologie qui doit se tenir en 1979. Au cours de cette session, le directeur général de l'Organisation a lancé un appel pour le retour des biens culturels de la la proper d'origine. Il a invité les goudans leur pays d'origine; il a invité les gou-vernements à conclure des accords bilatéraux prévoyant le retour des biens culturels et à promouvoir prêts à long terme, dépôts, ventes et donations en vue de favoriser un échange international plus juste de ces biens.

SPORT. — Le comité intergouvernemental inté-rimaire pour l'éducation physique et le sport de l'UNESCO, réuni du 23 au 30 mai d'Paris, a approuvé un projet de charte internationale de l'éducation et du sport, qui sera présenté à le conférence générale.

ENFANCE. — Plus de trente personnalités mondiales ont participé, du 13 au 15 juin d'Paris, à une stable ronde » sur le thème ; « De quel monde vont hériter nos aniants ? ». Cette reneoutre constituait la grander contribution de FUNESCO à l'Année internationale de l'enfant prévue pour 1070

NOMINATION. — Le directeur général de l'UNESCO e nommé, le 9 juin, M. Federico Mayor (Lepagne) au poste de directeur général adjoint de l'Organisation.

Santé

La trente et unième assemblée mondiale

L'Assemblée, qui s'est tenne à Genève du 8 au 24 mai, a approuvé un budget de 182,73 millions de dollars pour les activités de l'Organisation moudiale de la santé (O.M.S.) en 1979 (en augmentation de 6.48 % par rapport à 1978). L'assemblée, qui a adopté cinquante-huit résolutions, a donné une nouvelle orientation aux L'assemblée, qui a adopté cinquante-nuit résolutions, a donné une nouvelle orientation aux
travaux de l'organisation afin d'attendre
l'objectif de « la santé pour tous en l'an 2000 ».

Les principales résolutions portent sur : 1) le
rôle de l'O.M.S.: l'assemblée a confirmé la
nécessité de renforcer l'autoresponsabilité nationale en matière de santé, notamment par une
coopération étroite entre l'organisation et les
pays, pour la planification, l'exécution et
l'évaluation de leurs programmes de santé;
2) la participation communautaire : le directeur
général est invité à solliciter des fonds extrabudgétaires pour l'institution et le développement de l'éducation pour la santé, y compris des
cours populaires d'éducation pour la santé;
3) l'eau : l'assemblée appelle à une mobilisation
de toutes les ressources possibles dans le cadre
de la décennie internationale de l'eau potable
et de l'assainissement commençant en 1981;
4) les personnels de santé dans les pays en
voie de développement a été approuvé; 5) les
territoires arabes occupés : l'assemblée a exprimé
sa « profonde préoccupation » devant la situation sanitaire et psychologique précaire des
habitants des territoires arabes occupés; 6) les
médicaments essentiels : l'assemblée a prié le
directeur général de poursuivre le dialogue avec
les industries pharmaceutiques afin d'assurer
leur collaboration pour satisfaire les besoins
sanitaires de la population mondiale; 7) l'Afrique
australe : Tassemblée a prié l'O.M.S. de donner
tout le soutien nécessaire dans le domaine de
la santé aux mouvements de libération nationale
recomnus par l'O.U.A. et a demandé que soit
mis sur pied un programme spécial d'aide au
Lesotho.

Au cours de cette session, l'O.M.S. a célébré
le trentième anniversaire de sa création.

Au cours de cette session, l'O.M.S. a célébré le trentième suniversaire de sa création. CONSEIL EXECUTIF. — Le professeur J.J.A. Reid (Rayaume-Uni) a été étu d la présidence du conseil exécutif de l'O.H.S. ou cours de la soizante-deuxième session de est organe, qui s'est tenue d Genève les 25 et 26 mai. Au cours de sa session, le conseil a discuté les rapports de quatre comitée d'experts sur les additifs alimentaires, les préparations pharmaceutiques, la pharmaco-dépendance et les pesticides.

les perticides.

MISSION EN CHINE. — Six personnalités a/ricaines — ministres de la santé et responsables de
la planification santtaire de la Somalie, du Rusanda,
du Sierra Leone, du Botswana, du Nigéria et de la
Zamble — se sont renduces en République populaire
de Chine, du 10 au 36 fuin. Organisée pur l'OMS.
et le gouvernement chinois, cette visite a permis
un échange d'expériences concernant le rôle de
l'ensemble des services de santé intégrés dans le
cadre du développement économique et social.

F.A.O.

Graves pénuries dans dix-sept pays africains

africains

S ELON le dernier rapport du système mondial
d'information et d'alerte rapide de la F.A.O.
(Organisation des Nations unles pour l'alimentation et l'agriculture), dix-sept pays d'Afrique
doivent affronter actuellement de graves pénnries alimentaires à la suite de sécheresses, de
guerres et d'inondations. La situation est particullèrement critique en Ethiopie, dans trois
pays de la zone sahélienne et au Ghana. Des
pénuries alimentaires sont également signalées
en Angola et au Zafre, causées surtout par le
grand nombre de réfugiés. La situation alimentaire au Mozambique s'est aggravée du fait de
récentes inondations, et plus de deux cent mille

personnes devront compter sur l'aide alimentaire jusqu'à la prochaine récolte fin 1978.

A la commission européenne d'agriculture

d'agriculture

La commission européenne d'agriculture, qui s'est réunie à Rome du 19 au 23 juin, s'est félicitée du développement des réseaux coopératils européens de recherche appliquée qui groopent à présent cent trente-cinq instituts dans quarante-quatre pays, soit presque tous les pays d'Europe et un nombre croissant de pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient d'Afrique et d'Amérique latine. Un nouveau réseau sur l'élevage ovin sera encore créé cette année, portant à dix la nombre de ces moyens de coopération entre agronomes.

La commission a noté les changements importants qui ont lieu en Europe dans le domaine de la censommation alimentaire et qui ont entraîné des modifications dans la structure des activités de transformation et de distribution. La nouvelle forme de la commercialisation en Europe, à laquelle les producteurs agricoles devraient être associés, sera étudiée plus à fond, et on a proposé la création d'un réseau de recherche dans ce domaine. Les délégués ont tous jugé que le problème des jeunes agriculteurs était capital et que les solutions qui in seront apportées « commanderont largement l'nventr du secteur agricole »; la F.A.O. dera donc étudier tout particulièrement la question.

CRIQUETS PELERINS. — Selon la F.A.O., une veste zone du globe qui, au cours des siècles, a toujours été exposée aux invasions de criqueis (zone qui embrasse cinquante pays depuis la côte atlantique jusqu'à l'Himalaya) est aujourd'hui, de nouveau, très sérieusement menacie, d moins que l'on ne parrienze à blaquer immédiatement les concentrations de criqueis pèlerins signalées en Ethiopie et en Semalle.

PECHES. — Soixante-quaterae pays ent participé au comité des pêches de la F.A.D. qui a tenu issimi pendant una semaine d Rome le mais dernier. Le comité s'est surtout occupé des canséquences tris importantes de l'extension à 200 milles des eaux territeriales de la plupart des nations côtières, en particulier dens les régions en voie de développement.

ment.

BOIS. — Devont le comité F.A.O. des forêts, qui a tenu sa quatrième session la mois dernier, la F.A.O. a estimé que vers 1994 les déséquillores mondiaux dens la production et la consommation du bois se manifesteront par une, augmentation des pénuries de bois sur le plan répional, même si le potentiel ferestier mondial présente un excédent. Le Japon et l'Europe occidentale, notamment, connaîtront des pénuries de plus en plus fréquentes et devront importer de plus en plus de bois et de produits forestiers.

bots et de produits sorestiers.

PATE ET PAPIER. — Le comité consultatif F.A.O. d'experts de la pâte et du papier a tenu sa disneuvième session de Rome du 31 mai au 2 juin. Trente-quaire représentants de l'industrie, d'associations commerciales et d'organisations internationales y ont participé.

Le comité a constaté que la reprise de la production industrielle, après les bas niveaux de 175, se poursuit, et que les perspectives pour le reste de l'année 1978 laissent encore prévoir une légère amélioration. Bleu que les taux d'augmentation de la capacité de production prévue jusqu'en 1982 soient généralement inférieurs de seux de la dernière décennie, on s'attend entre 1977 et 1932 à une expansion mondiale de 21 millions de tonnes de papier et de papier et de 23 millions de tonnes de papier et de papier-carton, selon une enquête de la F.A.O. sur les capacités mondiales de la pâte et du papier 1971-1982 qui vient d'eire publiée.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — La

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — La F.A.O. a décidé de lournir au Sahel einquante camions et une aide en espèces de 2,5 millions de dollars pour permettre d'austurer plus rapidement le trausport de vipres destinées aux populations. Des aides alimentaires d'argènes ont également été décidées en laveur de l'Ethiopie, du Mocambique et du Vietnam.

 AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE
ATOMIQUE. — L'Agence internationale de l'éner-ATOMIQUE. — L'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) et l'Organisation des Nations unies pour l'éducatien, la exience et la culture (UNESCO) ont organisé du 19 au 23 juin à Munich un colloque international sur l'hydrolegie isoto-vioue.

pique.

M. Johannes J. Gruemm (Autriche) a sité nommé le 8 juin au poste de directeur jesseral adjoint chargé du département des garanties.

edjoint chargé du département des garanties.

• ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITME.

— Les 18 mai, l'île Maurice est devenue le cest stateme membre de l'Organisation interposperamentale consultative de la navigation maritime (O.M.C.L.).

— Les mesures proposées par la France pour que ne se reproduisent pas des calastrophes comme celle de l'âmoco-Cadiz ont été approuvées par le conseil de l'O.M.C.L. d. Londres, à la fin du mois de mai. Un comité ad hoc sera chargé détudier est propositions qui portent sur ces peints : részanca du système d'indemnités payables en eas de polistion; renforcement du contrôle des pavillons de compleisance pour la sécurité en mer ; notification ebligatoire et immédiale par lout navire en difficulté.

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE. — Le comité exécutif de l'Organisation
météorologique mondiale (O.M.M.), réuni pour sa
trentième session du 6 au 15 juin à Genàve, a
passé en revue les activités déployées par l'organieation dans le cadre de ses grands programmes
(veille météorolegique mendiale, recherche et développement, applications météorologiques et anironnement, hydrolegie et mise en releur des
ressources en eau, coopération technique, enseignement et formation professiennelle, programmes
régionaux). Dens le domaine de la ecopération technique, le comité a juit le point de l'assistance
journie au titre du Programme des Nations vaies
pour le développement et au titre de ses propres
pour le développement et au titre de ses propres
programmes, il a cussi examiné un certain nambre
de questions relatives d la préparation du prochaîn
comprès météorologique mondial, prévu en avril et
mai 1979. Le programme et le budget de l'O.M.M.
pour 1979 ont été approuvès

mai 1979. Le programme et le budget de l'OMM.

pour 1979 ont été approuvés

• TRAVAIL. — La soisante-quatrième conférence
internationale du travail qui s'était ouverte à
Genève le 7 juin a terminé sez travaux le 28 juil.
On trouvera un bre! résumé de la seision dans le
prochain numéro.

— Seien le rapport annuel sur la situation en
Afrique du Sud en matière de travail, les caractéristiques fondamentales du système d'apartiell
appliqué dans le domaine du travail demeurent et
se sont même accentuées dans certain cas, mais à
mesure que les témoignéges accabiant ce système
s'accumulent dans le monde, le mouvement de
réprobation s'étend en Afrique du Sud commé à
l'étranger et les changements propesés afteignent
des dimensions nouvelles.

— Pour la première fois, une commission d'expert
de l'Orgenisation internationale da travail (O.T.)
chargée de contrôler l'application des normes internationales du travail a rédigé un repport (publié
le 25 mai) sur les progrès accomplis dans la mise
en œuve des elauses sociales d'un pacte des Nations
unies relatif aux droits de l'homme: le pacte
international relatif aux droits de l'homme: le pacte
international relatif aux droits de l'homme: le pacte
international relatif jusqu'à présent pur cinquante et un paye.

— La mission spéciale du BIT qui s'était rendue
en Israèl et dons les territoires arabes occupés du
11 au 20 aoril a publié son rapport du la fin du
mois de mai. Selon ce document, les quelque
deux cent mille travailleurs arabes de ces territoires
(dont un tiers travaillent pour l'économie israélienne!
éprouvent un sentiment d'inépalité per rapport eux
travailleurs israéliens. En ce qui concerne la situation économique et sociale, le rapport estime que
e l'évolution géaèrale au cour des dix dernières
années est caractérisée dans ses grandes lignes par
un teux élevé de crolisance globale ». La mission
a sussi constaté un progrès de la qualification pro-

GANIS

fonds monetaire internation

Goupe de la Banque moni

tennicularity.

70 (10) 10

N-50-11 Let

 $\lim_{t\to 0} \frac{\Pi_t}{t} = \min_{t\to 0} \frac{\pi_t\Pi_t}{2\pi t}$

1 9. 53-

.

Marian Marian

Strong-

is just of the product of the produc

Description Carages

des Ge

doliz-

German (Processing to 1975)

la com

French.

rephens up-en u bie

d'Europ

Figure 1. et d'A-tiller.... et al.

mation entities mission A der mit. Her do in

Partie (

ನ ಪ್ರವರ್ಷ. ಆರ್. ಮಾಡುಗು POST A

Era Paris

rate at a

医肾 化水油

427.00

40 F 10 3R 4 1

...

. . - -

nomiques avec Israll. Mais elle note une certaine stagnation de l'emploi dans les territoires occupés, pour lesquels elle préconise une politique active d'investissemente.

e ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la République jédérale d'Allemagne ont signé le 22 mai à Vienne (Autriche) un accord relatif à la création d'un bureau de promotium des investiesemente à Cologne chargé de promouvair la coopération industrielle entre la R.F.A. et les pays en rote de développement et d'aider et d'encourager les entreprises allemandes à participer aux projets d'investissemente.

— Sous le titre Financial Resources for Industrial Projects in Developing Countries, PONUDI à publié le 25 mai un nouveau répertoire des ressources financières pour le développement où l'igurent les institute de financement de plus de cent pays.

• UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMU-NICATIONS. — Le conseil d'administration de l'Union internationale des télécommunications (U.J.T.) a tenu sa trente-troisième session d'Gondos du 15 mai au 1° juin. Il a examiné les activités de l'Union en 1977 ainsi que ses activités futures

et il a approudd le budget pour 1979 (77 millions de france suieses). Le conseil a notemment décidé c'instituer un pris du centeniere de l'U.I.T. pour récompenser l'action d'une du de plusieure personnes en faveur du développement des télécommunications internationales, et pris note de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies instaurant une décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1987) ainsi gu'une communications en Afrique (1978-1987) ainsi gu'une cande des communications. Le conseil a recommunication dus pays membres de l'Union d'appuyer la proposition de proclemer 1983 e Année mondials des communications s.

— A le suits de le démission de M. Alexandre N. Gromos, le conseil d'administration a diu M. Piotr Sergeisotch. Eurokoo (Union scoiétique) membre du comité international d'enregitrement des fréquences (I.P.E.B.).

— Le quatoraisme assemblée plénière du comité consultatif international des radiocommunications (C.O.I.E.), l'un des quatre organismes permanents de l'U.I.T. s'est tenue à Rysto (Japon) du 7 au 23 juin.

— Du 5 au 23 juin s'est tenue à Genère une série de réunions de la commission d'études ZI du Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.O.I.T.T.) ét de ses groupes de travail.

à 911.35 millions d'u.c. L'augmentation du capital entraînera un élargissement des interventions de la BEL jusqu'à présent limitées, puisque l'encours des prêts et des garanties ne peut excèder 250 % du montant du capital souscrit. Le capital souscrit s'élevant depuis la dernière augmentation (75 %) en juillet 1975 à 3543,75 millions d'u.c., l'encours des prêts et garanties de la Banque pouvait atteindre un montant maximum de 8559,375 millions; à la fin de l'exércice 1977 l'encours se situait à 7 milliards d'u.c. (environ 200 %). Le doublement du capital souscrit de la Banque permet de porter la limite statutaire à 17 718,75 millions d'u.c.

Les autres décisions prises par les membres du conseil ont porté sur le renouveilement du conseil d'administration pour. la prochaîne période statutaire de cinq ana, la nomination de M Claud Richard Ross (Royaume-Uni) en qualité de vice-président et de membre du comité de direction, en remplacement de Sir Rayaund Bell, ainsi que sur l'approbation di rapport annuel de la B.E.I. et de son bilan pour 1977.

Ce douvent souligne l'accroissement substanà 911,25 millions d'u.c. L'augmentation du capital

ce document souligne l'accroissement substantiel des opérations de financement de la Banque, qui pendant l'exarcice 1977 e sont élevées à 1571,6 millions d'u.c., soit une progression de 22,5 % par rapport aux 1273,3 millions d'u.c. prêtés en 1976. Les prèts en faveur de projets situés dans la C.E.E. ou d'intérêt direct pour les pays membres se sout chiffrés à 1401,3 millions d'u.c. soit une augmentation de 29 % (22 % en pouvoir d'achat réel) comparativement aux 1086 millions d'u.c. prêtés en 1976). Le reliquat, soit 170,2 millions d'u.c., a servi à financer des investissements dans des pays hors de la C.E.E. (en Afriqua, aux Caraïbes, an Portugal et en Yougoslavie) dans le cadre de l'aide au développement accordée en application des différentes dispositions arrêtées entre ces Etats ou groupes d'Etats et la Communauté.

PRETS AU DANEMARE. A L'ITALLE. A LA

rentes dispositions stratées entre ces Etats ou groupes d'Etats et la Communauté.

PRETS AU DANEMARK. A L'ITALIE. A LA CHANDE-BRETAGNE ET EN PAVEUR D'UN PROJET ENERGETIQUE. — La Banqua curopéanne a résemment approuvé quaire prêts:

— Un prêt d'une contre-saleur de 15,5 millions d'uc., de couronnes danoises (environ 2,2 millions d'uc., pour quinza ens, d 2 %) le 31 mai en javeur du Danemark pour la réalisation des trasaux d'aménagement et d'extension du terminal de car-ferries du port de Ronne, dans l'Ue de Boraholm;

— Un prêt d'une contre-valeur de 2 millions de lives (1,3 million d'uc., pour huit ans à 7,2 %) le 2 juin à la société itulienne écciateria e Tubificio di Brassia, qui financera le construction de nouvelles installations de mécanique lourde dans l'usine de la société pour la production d'équipements destinés aux aentrales naudéalres;

— Un prêt d'uns contre-valeur de 5 millions de livres (7,4 millions d'uc., pour dix ans à 10,25 %) le 8 juin d la Grande-Bretagne pour le jenancement d'un projet de modernisation de l'usine BlCC Métals de Presoc dans le nord de ce pags;

— D'autre part, le 8 juin, un prêt en plunieur devises d'une contre-valeur de 110 milions de deutschemarks (environ 43,2 millions d'u.c.) a été assordé pour la construction d'un passatus (réseau MEGAL) qui trasersera l'Allemagne, de la frontière tehèque et autrichienne à la France, pour le trassport du gas sociétéus et misse, est d'une contrevaleur de 110 milions de deutschemarks (environ 43,2 millions d'u.c.) a été assordé pour la innerament de ce projet et dont le construction, Cayman, Cayman, Cayman Jilands, société spécialement créée pour le financement de ce projet et dont le contre et diéenu par Ruhryas-Eusen (50 %). Cas de Prance-Paris (43 %) et O.M.V. A.G.-Vienns (5 %).

OPERATION DE FINANCEMENT AU LIBAN.

OPERATION DE FINANCEMENT AU LIBAN.

La E.L. a réalisé sa première opération eu Liban
par un concours financier dont le montant total
pourrait atteindre 25 millions d'u.c., soit environ
le tiers du codé de Fadjonction de trois groupes de
70 mégawaits d'la centrale thermique de Jich près
de Bayrouth. Le concours de le banque comporte
un prèt de 20 millions d'u.c., soit le montant total
de l' « side exceptionnelle » accordés au Liban
sous forms de prêts d'investissement d'long terme
et dehalomnés sur la période de réalisation du projet
(jusqu'en 1981). Il sera versé au Conseil au déreloppement-et de la reconstruction du Liban. qui
au réprocédera le produit à Electricité du Liban.
Le premier contrat de prêt d'un montant de
3 millions d'u.c. (pour dix aus au taux de 49 %)
d été conclu le 15 juin d'Luxembourg.

. (1) 1 n.c. = 5,76 124 france.

Banque interaméricaine de développement

Quatre prêts

A Banque interaméricaine de développement a accordé une série de prêts en faveur des Days sulvents : Panama (18 mat): 4 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq aus au taux de 2 %), asserti d'un don d'assistance technique non remboursable d'un montant de 1 million de dollars pour le

financement d'un programme de pré-inv - Nicaragua (25 mai) : 32 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 % pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour la

premières années et à 2 % ensuite) pour la réalisation d'une route reliant les villes de Rio-Bianca à Siuna;

— Paraguay (25 mai) : 32,5 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque pour vingt-cinq ans au taux de 7,50 %) destinés à un programme d'électrification dans les zones rurales :

— Brésil (15 juin) : 95,5 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque, pour quinze ans et demi au taux de 7.50 %) pour financer un complexe pétroEMISSION D'OBLICATIONS EN RÉPUBLIQUE PEDERALE D'ALLEMAGNE. — Una émission d'obligations de le Banque interamérizaine de développement à été prise jerme le 9 juin dernier par la Deutsche Gérozentrale-Deutsche Kommunalbank. D'un montent de 70 millions de deutschemarks (environ 33,3 millions de dollars), oette émission sera rembourable de once à quinze ans uprès la date de la signature de l'accord. Son produit alimentera les ressources interrégionales de la banque.

Banque des règlements internationaux

Quarante-huitième assemblée générale

Quarante-huitième assemblée générale

L'ASSEMBLEE générale de la Banque des réglements internationaux, réunie à Bâle le 12 juin pour sa quarante-huitième session, a pris connaissance du rapport annuel qui lui était soumis. Ce document expose le point de vue des gouverneurs de la BRI sur l'évolution de la difficile conjoncture économique internationale. Selom lui, trois facteurs dépressifs ont contribué durant l'année écoulée à ralentir encore l'expansion du commerce et de la production dans le monde : déséquilibre pétroller global, déséquilibre des palements internationaux au sein du groupe des pays industrialisés et persistance des perturbations inflationnistes. Dans la conclusion, M. René Larre, directeur général de la Banque, formule des recommandations pour un effort concerté à l'échelle internationale.

Le rapport annuel traite aussi, dans son dernier chapitre, des activités de la BRI ainsi que du bilan et des résultats financiers que l'assemblée générale a approuvés au cours de sa session. À la fin de l'exercice 1977-1978, le total du bilan s'élevait à 59 334 066 542 francs or. Les comptes de l'exercice cos le 31 mars 1978 ont fait apparaître un excédent net d'exploitation de 204 477 506 francs or, contre 175 778 466 francs or pour l'exercice précédent. Après transfert de 427 372 francs or à la provision pour immeubles, le bénéfice net a été de 191 050 134 francs or, contre 187 920 055 francs or pour l'exercice précédent. Sur recommandation du conseil d'administration, l'assemblée générale ordinaire a décidé de distribuer un dividende de 110 francs suisses par action, payable le 1ºº juillet 1978 aux actionnaires inscrits sur les registres de la Banque à la date du 20 juin 1978. Comme il est indiqué au bilan, un montant de 71 050 134 francs or a été affecté à cet effet par prélèvement sur le bénéfice net. L'assemblée a également décidé de transférer 48 millions de francs or au fonds de réserve générale, et 2 millions de francs or au fonds de réserve libre.

Corporation andine de développement

Treixième réunion du conseil de direction

direction

A treixième réunion du conseil de direction de la Corporation andine de développement s'est tenue du 13 au 16 mai à Caracas. Une sèrie de décisions ont été prises, notamment l'augmentation des ressources de prêt grâce à une nouvelle émission de bons à long terme d'un montant de 70 000 000 de dollars, l'assouplissement des procédures appliquées aux opérations de prêt et la révision de la structure administrative de l'organisation. D'autre part, les membres du conseil out accordé une série de prêts d'un montant équivalant à 70 000 000 de dollars en faveur des secteurs publics et privés de l'économie des cinq pays membres.

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN APRIQUE. — La Burque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) a accordé, le 10 juin, un prêt de dix millions de dollars (pour onze ans, d 7 % l'an) au Cameroun pour le financement d'un projet de construction d'une usine de pâte d papier à Edea (près de Douale).

(près de Douala).

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.

La Bunque asiatique de développement a récemment accordé deux prête aux pays subunts :

Philippines (11 moi) : 23.5 millions de dollars (sur les ressources ordinaires de la banque, pour trênte ans, ou toux de 7,7%) pour le réalisation d'un projet d'irrigation dans l'ûle de Mindanao, dans les provinces de Cotabata et Rudanat;

Papouasie-Nouvelle-Guinés (1º fuin) / 7 millions de dollars (à l'aide du junds d'opérations spéciales, pour quarante ans en taux de 1 %) pour jinancer les opérations de prêts de la Banque de déseloppement de Papouasie-Nouvelle-Cuinés.

La Banque asiatique a annoncé sa cinquième émission d'obligations an yens. D'un montant de 15 milliards de yens d'99,75 % (l'équivalent d'environ 652 millions des dollars), ces obligations ont été affertes en publie le 29 mai dernier : d'une durés de quinze ans, clies portent intérêt d 6,30 % payable deux fois l'an et viendront d'échésnes le 9 juin 1931.

BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION

• Juin 1991.

• BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — La Bunque centruméricaine d'intégration économique (BCIR.) a annoncé l'octroi de deux prêts au Hondurus les 25 et 26 mai. Le premier (3400 000 dellars) contribuera on financement des travaux de construction de l'éshangeur régional da Tegualyaha ; le deuxième (1 100 000 dollars) aidera le Federacion Bondurena de Cooperativas de Vivienda Limitada d construire des habitations d'Inyer modéré dens les villes de Ladivinna et de Zapote-Norta.

Fonds monétaire international

Procédure des ventes d'or

Procédure des ventes d'or

T. ES administrateurs du Fonds monétaire
international (F.M.L.) ont récraminé en
mai les politiques et procédures appliquées pour
les ventes d'or effectuées au profit des pays en
voie de développement en tenant compte, d'une
part, des enseignements tirés des deux premières
années du programme de ventes d'or et, d'autre
part, de la modification des statuts. Ils sont
convenus des modalités des ventes par adjudication qui auront lieu au cours des douze
prochains mois. En outre, conformément aux
arrangements relatife aux ventes d'or adoptés
en mai 1976, le Fonds a aumoncé qu'il accueillerait favorablement les soumissions hors concours
émanant des autorités de pays en voie de
développement qui souhaitent acqueirt ainsi de
l'or. A la suite de cette proposition, trente-neuf
pays membres out indiqué qu'ils souhaitalent
bénéficier de cette possibilité; chacun pourra
présenter des soumissions hors concours pour la
fraction de 25 millions d'onces qui correspond
à sa part du total des quotes-parts du Fonds
au 31 août 1975.

A quelques exceptions près, les modalités des
ventes d'or par adjudication sur le marché privé
demeureront inchangées.

demeureront inchangées.

demeureront inchangées.

VENTE MENSUELLE D'OB. — Le F.M.I. a. le 7 juin., procédé à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en vois de développement. Un tatal de 470 000 onces d'or fin., c'est-à-dire la quantité mise en adjudication, a été attribué aux adjudicatoires entre 182,86 dollars l'ence et 183,92 dollars (soit una moyenne de 183,99 dollars l'once). Des sountssions ordinaires ont été reçues pour un total de 1072,400 onces. De plus, 925 200 onces d'or fin ant été attribuées aux pays membres qui unt présenté des sountishons hors concours. L'or a été consenté au prix moyen d'adjudication de 183,09 dollors l'once aux pays suivants : Inde, Kenya, Mexique, Népal et Tanzante. CREDITS «STAND-BY» AU GABON, AU PORTUGAL ET A PANAMA. — Trois accords de aréstis estand-by» ant été annoncés en juin en bénéfice des pays suivants : Gabon (1= juin), pour l'équivalent de 15 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S., et Panama (12 juin), pour l'équivalent de 57,35 millions de D.T.S.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire, le F.M.I. a autorisé le Jamaique, le 12 fuin, de effectuer, au cours des trois prochaines années, des tirages sur le l'onds jusqu'à concurre l'équivalent de 200 millions de D.T.S.

NOMINATION. — M. Werner Dunnemann (R.F.A.) a étà nomme. le 1st juin, directeur du bureau des statistiques du F.M.I. Il succède d M. Earl Hicks (Stats-Unix), décâde.

Groupe de la Banque mondiale

Prêts de la BIRD

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé des prêts aux pays suivants: — République de Corée (25 mai) : 110 millions — Republique de Corée (25 mai): 110 millions de dollars pour aider la Banque de développement de Corée à couvrir ses besoins en devises pendant les deux prochaines années:

— Côte-d'Ivoire (25 mai): 20 millions de dollars pour la réalisation d'une plantation de caoutchouc; le 26 mai ce pays a reçu un second prêt d'un montant de 33 millions de dollars pour l'extension du réseau de drainage et d'assainissement d'Abidjan;

— Honduras (25 mai): 10,5 millions de dollars pour un projet de développement régional;

— Indonésie (26 mai): 140 et 31 millions de dollars pour la réalisation des dixième et onzième projets d'irrigation dans ce pays: projets d'irrigation dans ce pays;
— Malaisie (26 mai): 13 millions de dollars
pour l'amélioration de l'infrastructure des ports
de Kota-Kinabalu, Sandakan et Tawau; d'antre part, le 8 juin, 28 millions de dollars ont été accordés pour le financement d'un projet d'améaccordes pour le infancement d'un projet d'anixnagement foncler;
— Botswana (1" juin) : 8 millions de dollars
destinés à un projet d'urbanisation;
— Colombie : octroi d'une série de prêts dont,
le 1" juin, deux prêts d'un montant de 176 millions de dollars pour le développement de
l'énergie électrique : 15 millions de dollars
(15 juin) destinés à la création d'une zone de
production industrielle pour l'exportation à
Cartagena ; 10 millions de dollars (19 juin) pour
le financement du septième projet de sociétés
financières de développement afin de fournir
des devises aux entreprises du secteur privé
des industries manufacturières, du tourisme, des
mines et de l'agro-industrie;
— Roumanie (1" juin) : 60 millions de dollars
pour la reconstruction des zones affectées par le pour la reconstruction des zones affectées par le tremblement de terre de mars 1977; — Paraguay (2 juin): prêt de 33 millions de dollars (d'une durée de dix-sept ans au taux de 7.45 %) pour la réalisation d'un projet routier;
— Bolivie (5 juin) : 25 millions de dollars
pour le financement d'un projet d'entretien des

pour le financement d'un projet n'entresen des routes;

— Turquie (5 juin) : 110 millions de dollars pour un projet d'élevage et de développement de la sylvicuiture;

— Brésil (8 juin) : 37 millions de dollars affectés à un programme de développement rural;

Grèce (6 juin) : 60 millions de dollars

anteres a un programme de development rural;

— Grèce (6 juin) : 60 millions de dollars pour le financement d'un projet d'accroissement de la production et l'amélioration de la commercialisation de légumes essentiellement destinés à l'exportation;

— Nigéria (8 juin) : 30 millions de dollars pour la plantation de palmiers et 60 millions de dollars (19 juin) pour le financement d'un programme de prêts dont bénéficieront environ vingt-cinq entreprises industrielles par l'intermédiaire de la Nigerian Industrial Development Bank :

— Inde (12 juin) : 120 millions de dollars pour un projet de télécommunications visant à moderniser et à étendre les installations télé-

moderniser et à étendre les installations telephoniques;
— Urugusy (15 juin) : 9,7 millions de dollars
pour un projet de formation professionnelle et
de développement industriel;
— Algérie (19 juin) : 90 millions de dollars
pour financer le quatrième projet éducatif
tendant à réduire la pénurie de techniciens et
d'artisans qualifiés;
— Costa-Rica (19 juin) : 15 millions de dollars
pour la fourniture de crédits à moyan et long
terme par le biais du Fonds de développement
industriel de la Banque centrale;
— Fidji (19 juin) : 15 millions de dollars
pour la construction d'un barrage et d'une
centrale de 40 mégawatts;
— Libéria (19 juin) : 10 millions de dollars
pour accroître la production d'énergie électrique.
CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

pour accroitre la production d'énergie électrique.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE
DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA), filele de la Hanque
mondiale, a annoncé de son coté l'octrot d'une série
de crédits au bénéfies des pays suivants;
—Inde (25 mai) : 85 millions de dollars pour
la programme d'irrigation de l'Etet de Gréaret;
d'autre part, le 1st juin, 255 millions de dollars pour
la programme d'irrigation de l'Etet de Gréaret;
d'autre part, le 1st juin, 255 millions de dellars
consentis pour la réalisation de deux projets :
17.5 millions de dollars financeront un programme
d'accroissement de la production de poisson et le
revenu des pénheurs dans l'Andhra-Pradesh et
18 millions de dollars acront affectés à l'aupmentation de la production de céréales viorières et
d'autres cultures par l'intermédiaire d'un projet
nationel de seunces. Estim, le 12 juin, 156 millions
de dollars ont été approunds en javeur d'un projet
national de développement des laiteries.
— Niger (25 mai) ; 5 millions de dollars rétrocédés à la Banque de développement pour le réalisation de ses opérations de prêts en javeur des
potites et moyennes entreprises d jorte internété de
main-d'auvre;
— Tchad (15 mei) ; 6.3 millions de dollars pour

potitas et movennes entreprises d jorte intensité de main-d'auver;
— Tched (15 mai) : 6.3 millions de dollars pour l'amélioration de l'éducation primaire dans les sones rurales;
— Togo (25 mai) : 5.8 millions de dollars pour le financement de la construction ainsi que l'availlo-rution de routes de dessarte;
— Gombie (25 mai) : 3 millions de dollars pour le financement de la construction de dollars pour aider les entrepreneurs ruraux et urbains ainsi que les artisans par le amal de le Bonque commerciale et de développement de Gambie;
— Népal (25 mai) : 30 millions de dollars pour le modernisation du canal de Charra;
— Pakstan (26 mai) : 12,5 millions de dollars pour le mise en place de services de vulgarisation egricole adaptés et de jermes expérimentales;
— Madagasser (5 fuin) : 33 millions de dollars pour le inancement d'un projet hydro-électrique;
— Sri Lanka (5 juin) : deux crédits d'un montant

pour le financement d'un projet hydro-diestrique;
— Sri Lanka (5 juin) : dour crédits d'un montant
de 25,5 millions de dollars, dont 21 millions destinés à l'amélioration de la qualité du thé et
4,5 millions au financement d'un programme nationel de remise en état des terres dégradées;
— Guyone (8 fuin) : 10 millions de dollars
pour le financement d'un projet d'irrigation;
— Melani (8 juin) : 10,7 millions de dollers pour
le développement de la vallée du fleure Shère
grâce à la mise en place de méthodes d'exploitation
eméliorées;

le développement de la saille du fisure Shire proce à la mise en place de méthodes d'exploitation emétiorées;
— Somalie (3 juin): deux crédits de 9 milions de dollars, contribuere à l'amélioration des réseaux d'adduction d'entre de d'emélioration des réseaux d'adduction d'entre de l'amélioration des dellars, financers un projet d'essistance technique visent à cider le pouvennement de ce pays à préparar et d'editers es programmes de dévoloppement économiques;
— Bangladesh (12 juin): 7 millions de dollars pour la création de petites industries villageoises (soit environ 80 % du secteur industriels a republication des récherches agricoles;
— Bénin (12 juin): 11 millions de dollars pour le financement de travaux d'amélioration des installations portuaires et de manutention du part de Cotonou;
— Indonésie (15 juin): 30 millions de dollars pour le jinancement de prêtes à long terme pour la production de poivre et de oulé, et en javeur de l'émergie descrique.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Deux nouvelles opérations de la Société financière de développement de l'habitat (ELDFC.), créés par la Société indienne d'inveniere internationale (SFI.) unt été opprouvées en mai :
— Le 19 mai : investissement en Inda dans la Société linancière de développement de l'habitat (ELDFC.), créés par la Société indienne d'inveniere intaliation de l'habitat en jouver de la Lesotho Guerre à des conditions commerci

en aepu as l'existence as gisements de acterite.
REUNIONS DE GROUPES D'AIDE AUX PAYS
EN VOIR DE DEVELOPPEMENT. — Les pouvernements et organismes concernés par l'aide au développement du Pakistan, du Bangladesh, de l'Indeet de l'Egypte se sont respectivement réunis à
paris, sous l'égide de le Bunque mondiale, les
les et 2 fuin, 5 et 6 juin, 8 et 9 juin et 14, 15,
16 juin.

Banque européenne d'investissement

Le conseil des gouverneurs décide un doublement du capital

un doublement du capital

EUNI pour sa séance annuelle le 18 juin à
Laxembourg, le conseil des gouverneurs de
la Banque européenne d'investissement (REL)
a pris la décision de doubler le capital de la
Banque, qui passe à 7087,5 millions d'u.c. (1).
Le montant de la contribution des Etats mambres qui devra être versé en huit tranches
semestrielles à partir du 30 avril 1980 a été
fixé à 354,375 millions d'u.c. (soit 10 %); ces
versements porteront le total du capital versé

or ingrand

Association européenne de libre-échange

Pour une relance concertée Pour une relance concertée

I E conseil de l'Association européenne de

L libre-échange (A.E.L.E.) et le conseil mixte

A.E.L.E. Piniande se sont réunis au nivean
ministériel les 25 et 26 mai à Genève. Les
ministres, considérant que « les taux de croissancs attendus dans nombre de pays sont insuffisants pour assurer la diministion du chômage »,
estiment que « tous les pays en mesure de le
joire, en particulier les économies fortes et
importantes, deuraient entreprendre une action
concertée pour assurer une prochaine relance
de l'activité économique internationale ». De
telles mesures ne doivent cependant pas créer
de nouvelles pressions inflationnistes, ont-ils
souligné.

de nouvelles pressions innationales, soulgné.

Le conseil s mis l'accent en outre sur le caractère particulier des relations C.E.E.-A.E.I.E., et sur la nécessité d'appliquer complètement les accords de libre-échange qui les lient.

L'invitation nouvégienne de tenir à Osio une confèrence tripartite (patronat, syndicats, gouvernament) des pays de l'Europe occidentale (A.E.L.E. et C.E.E.) sur l'emploi a été accueillie avec satisfaction, précise enfin le communiqué.

RELATIONS AVEC LA XOUGOSLAVIR. — Le groupe de travail mixte A.E.L.E.-Yougoslavie, réuni d Genève les 19 et 20 juin. a réafirmé la volonté des pays de l'Association et de la Yongoslavie de « rechercher les mellieurs moyens de développer (leur) coopération économique ». Pour intensiver ette coopération, les chafs des huit délégations ont décidé d'instituer un comité mixte A.E.L.E.-Yougoslavie, qui remplacera le groupe de travail.

Groupe andin

Scepticisme sur les résultats des négociations du GATT

négociations du GATT

Il groupe d'experts des problèmes relatifs aux négociations commerciales multilatérales du GATT a siégé à Lima du 15 au 17 mai pour sa troisième session. Le coordonnateur de l'organe technique de l'Accord de Cartagena a manifesté à cette occasion son sceptitisme sur les résultats des négociations, soulignant la nécessité, selon lui, d'opérer une révision des règles du GATT de façon à favoriser les intérêts commerciaux des pays en voie de développement.

COMITE CONSULTATIF ECONOMIQUE ET SOCIAL. — La comité consultatif économique et social (CAES.) du Groupe andin à tenu sa dirième session ordinaire à Lima les 18 et 19 mai. Les représentants du patronai et des tra-

vailleurs de cinq pays y ont participé. Le C.A.E.S. a examiné à cette occasion le plan évaction du Groupe andin pour le second semestre de l'année en cours. l'actualisation des programmes sectoriels de développement des industries de la machine-outit et de la pétrochimie, le proposition àu comité (la junta) sur le tarif extérieur commun, les actimités du groupe de travail chargé des problèmes relatits à l'industrie automobile et le rapport des organismes accrédités aurès du C.A.E.S. sur l'incidente des proprès de l'intégratiou sur la situation sociale et économique dans les pays de la sous-région.

PETROCHIMIE. — La cinquième session ordinaire du comité pétrochimique du Groupe andin s'est tenue dans la capitale péruvienne du 22 au 24 mai. renue aans la capitule péruvienne du 22 au 24 mai. PROMOTION DES EXPORTATIONS. — Les direc-teurs des offices nationaux de promotion des exportations des cinq pays ont tenu leur cinquième session d Lima du 29 au 31 mai. Elle a été essen-tiellement consacrée à l'examen des principes retenus par le comité pour la mise au point du plan anim de promotion des expartations qui doit être tancé en 1879.

O.C.D.E.

Au conseil ministériel : un programme de relance concertée

E conseil de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) s'est réuni au niveau ministèriel les 14 et 15 juin. Reconnaissant qu'il était indispensable « de faire en sorte que la croissance économique de l'ensemble de la zone O.C.D.E. dépasse le rythme enregistré au cours des dix-huit derniers mois afin de réduire le chômage », les ministres des vingt-quaire pays membres se sont mis d'accord sur un programme général d'action concertée au plan international à mettre en œuvre pour réaliser une croissance économique durable, et sur les responsabilités que les différents pays membres devaient respectivement assumer pour contribuer à une croissance plus rapide, à una plus grande stabilité des prix, à un meilleur équilibre des palements et à un renforcement des politiques énergétiques; le communiqué final indique que huit pays (la République fédérale d'Allemagne, la Belgique, le Canada, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse) devront prendre les mesures appropriées pour assurer une expansion de leur dernede intérieure plus forte qu'en mesures appropriées pour assurer une expansion de leur demande intérieure plus forte qu'en 1977 (le calendrier de cette action expansionniste devant être déterminé en fonction de la situation de chacun, mais une responsabilité stuation de chacun, mais une responsabilité particulière incombant aux pays ayant une forte position de leur balance de palements). Reconnaissant que le maintien d'un système ouvert d'économie de marché est un élément essentiel de ce programme, les ministres ont renouvelé la Déclaration du 30 mai 1974 (« déclaration commerciale ») et se sont mis d'accord sur les orientations générales devant permettre de mettre en œnvre des politiques propres à faciliter les adaptations structurelles nécessaires pour soutenir une croissance économique plus pour soutenir une croissance économique plus rapide.

BALANCES DE PAIEMENTS. - Le déficit de la balance des paiements courants pour les vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.Z. s'établirait d environ 15 milliards de dollars en 1973 [contre 32 milliards en 1977]. Cette présision ressort des travaux du groupe de travail n° 3 de l'Organisa-tion, qui s'est réuni d Paris au début de fuin.

LA DETTE DE LA TURQUIE. — Le consortium de l'O.C.D.E. pour la Turquie s'est réuni d' Paris tes 17 et 20 mai pour examiner la situation financière extérieure de la Turquie et une demande de ce pays pour obtenir l'allègement du service de la dette extérieure. Des représentants du fonds monétaire international, de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Commission des communautés européennes ont participé d la réunion.

Les représentants des pays participants ont récommandé à leurs gouvernements respectifs un allégement important de la dette extérieure turque. allégement important de la dette exterieure turque. CREDITS A L'EXPORTATION. — Les vingi-deux pays membres du groupe de l'O.C.D.E. sur tea crédits et les garanties de crédit à l'exportation ont donné teur accord au sujet de l'arrangement relatif d des tipnes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public, entré en vigueur le 1º avril 1973. Cet arrangement, négocié en début d'année au siège de l'O.C.D.E., remplace le consensus sur des politiques divergentes de crédit à l'exportation de juillet 1976 (appelé aussi e gentiemeo's agreement 3).

SECHERESSE AU BAREL. — M. Omodo Januara, président de la Gambie, s'est enfreienu le 9 juin avec M. Von Lenney, serétoire général de l'O.C.D.S., et M. Williams, président du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation, de la situation dans le Schet africain, de nouveau touché situation dans le Sahet africain, de nouseau touche par la écheresse.

En tant que président du Comsilé inter-Etals pour la tutte contre la sécheresse dans le Sahel (CJLSS.), dont jont partie les huit Elats du Sahel, M. Javara a évoqué les besoins d'aide ressentis par la région à la suite de la sécheresse de 1977 et discuté des projets d long terme pour le développement du Sahel.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENEROIE.

Les diz-neuf pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) ne parviendrant pas d'
respecter leur propre objectif de l'imitation des
importations périotières d 25 millions de berlls par
jour en 1985 s'ils n'accroissent pas sensiblement
leurs politiques d'économile d'énergie. Telle est ta
conclusion principale à un repport au début du
mois de juin par l'A.I.E. sur les programmes ênergétiques nationaux de ces pays. l'Agence estime que
les politiques énergétiques manquent d'un soutien
politique et législatif.

— Le 24 mai, trois pays membres de l'A.I.E.
l'Iriande, la Suède et les États-Unis, ont signé un
nouvet accord en vue d'établir un service d'information technique sur l'énergie de la biomasse.
Cet accord porte à trente-daux le total des projets
de recherche et de développement lancés depuix la
création de l'Agence en novembre 1974.

RECENTES PUBLICATIONS

Dans la série « Etudes économiques » : la Suisse (67 pages) et l'irigade (52 pages).

« Problèmes énergétiques et transports urbains et suburbains, 64 pages.

» Les politiques des revenus et de l'emploi liées à la croissance à moyen terme, 185 pages.

« Les politiques de l'emploi, les recenus et la croissance d'moyen terme, 207 pages.

» Les collectivités locales et l'informatique, 360 pages.

Les collectivités locales et l'informatique, 360 pages.
L'agriculture à temps partiel dens les pays de l'O.C.D.E. 78 pages.
La situation au régard de l'impôt et des transferts sociaux de certains groupes de resenue dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1973-1975, 144 pages.

e ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE COMMERCE, — La quinsième réunion des représentants des industries chimique et pharmaceutique s'est tenue d'Monievideo du 12 au 21 mai dans le cadre des réunions par secteurs d'industries. Consacrée essentiellement à l'examen de l'accord de complémentarité n° 15 sur ces daux secteurs d'activité, cetts réunion, organisée par le secritariat de l'Association latino-américains de libre-commerce (ALLALC.), a adopté une série de recommandations concernant notomment une nouvelle réduction du niveau des tarijs de cent cinquante-neul des quatre cent trente produits couverts par cet accord. Elle a décidé, en même temps, d'y inclure cinqui-quatre nouveaux produits, qui seront négosiés à la réunion annuelle de la conférence, en novembre prochain. Les participants ont, en outre, procédé d'un large échange de vues sur l'état actuel du marché et sur ses perspectives à mojen terme.

• COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'APRIQUE DE L'OUEST. — Les scize chejs d'état et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) se sont réunis d Legos (Nigéria) le 27 avril. Les pro-blèmés de compétence entre le secrétariat et le fonds de coopération, de compensation et de déve-

loppement de la Communauté ont notamment été évoqués.

loppement de la Communauté ont notamment été évaqués.

• COMMUNAUTE ECONOMIQUE OES PATS OES GRANDS LACS. — La commission technique spécalitée des travaux publics, des transports, des communications et de l'énergie de la Communauté économique des pags des Grands Lecs (C.E.P.G.L.), réunie pour sa première session d Gisengi, du 8 au 13 mai, a adopté sou réglement intérieur et pris des décisions ou joinnulé des recommandations dans les domaines eutrants : 1)- travaux publics : la commission a décidé d'uniformiser les normes tell-niques durs les cahiers des charges, de coopérer dans le domaine de la formation des agents des travaux publics : en vue de désenciaver la région, elle a décidé d'implantation d'un laboratoire des travaux publics ; en vue de désenciaver la région, elle a décidé l'apphaitage de plusieurs routes at étudié les problèmes de drainage et d'irrigation de la vallée de la Russia (Zafre); 2) trausports : la commission a décidé de mener des actions pour désenciaver la région entre Kalundu et Bugarama, notamment par des négociations avec les pays d'Arrique de FEst, et pour faciliter le transit vers les ports de l'océan Indien; 3) énergie : la commission a décidé de réclier l'interconnexion des réseaux flectriques des trois pays membres : le Burundi, le Rwanda et le Zafre.

conference des nations unies sur le commence et le commence et le developpement. — Un groupe de travail, réusi du 22 au 26 mei à Genère, sous les auspices de le Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), n'a pu, fauté de temps, achever la rédation du projet de statut d'un organisme intergouvernemental permanent du cutore. Le scertiaire général de la CNUCED, M. Gamani Corea, devait consulter les groupes régionaux et le président du comité intergouvernemental spécial du programms intégré, afin de déterminer la date éventuelle d'une nouvelle session du groupe de travail.

— Le consié intérmaire, composé de douve détégations, e tenu, du 5 au 22 juin d Londres (au siège du Conseil international du blé), une nouvelle série de réunions sous les auspices de la CNUCED, afin d'achever l'élaboration du projet de texte d'un arrangement international destiné è remplacer l'accord international sur le blé de 1971.

— Un groupe de travail préparatoire sur le

iungstène s'est réunt du 5 au 9 fuin à Genère sous les auspices de la CNUCED pour continuer à emminer et évaluer des propositions tendant à la stabilisation du marché mondial du tungstène. Ce groupe de trayail apait été créé à la suite d'un compromis réalisé le 4 avril dernier au Conseil du commerce et du développement entre, d'une part, la majeure partie des pays producteurs et certains pays consommateurs qui sont partisans de convoquer une conférence de négociations en une de conclure un accord international de produtés et, d'autre part, cinq pays gros consommateurs qui préfèrent la création d'un organisme de producteurs et de consommateurs.

e CONSEIL INTERNATIONAL DO BLE. — Selon un rapport publié le 22 mai par le Conseil international du blé. la production mondiale de blé detrait être en 1977 de l'ordre de 384,8 millions de tonnes (contre 417,6 en 1976).

tonnes (contre 417,6 en 1976).

• MARCHE COMMUN CENTRAMERICAIN. — Les secrétaires d'Etat d'économie des pays du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont tenu une réunion extraordinaire à Guatemala les 1º et 2 juin, pour décider de l'attitude des représentants du M.C.C.A. dans la phase finale des négociations commerciales multilatèrales du GATT. Les participants ont notamment décidé de présenter une liste consolidée de produits d'intérêt régional. La décision sur l'adhésion éventuelle au GATT des pays centraméricains qui n'y ont pas encore adhéré a été rémise d une date ultérieure.

• OPCANISATION DES PAYS EXPORTATIONS

a été remiss d'une date ultérieure.

ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETIROLE. — La conférence ministèrelle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), réunte d'Genève du 17 au 19 juin, a décidé de proroger de six mois le « gel » des prix du pétrole décidé il y a dix-huit mois. Le prix du bard de pétrole brut restera d'12,70 dollars, vraisembla-blement jusqu'd la fin de l'année, comme le souheitaient l'Arabie Saoudite at l'Iran. La conférence a également décidé la création à un nouveau comité charpé d'examiner les moyens de metire les resenus des pays pétroliers à l'abri de la dépréciation du dollar et de l'inflation mondiale. Après cette conférence, une commission spéciale de six membres créée û y a un mois à Tail (Arabie Saoudite), l'est penchée sur la stratégie à moyen et à long terme de l'Organisation en matière de prix, de raffinage et de pétrochimie.

Marché commun

Les Neuf prêts à coordonner leurs mesures de relance

ES neuf pays du Marché commun sont prêts LES neuf pays du Marche commun sons presses de relance économique mais en tenant compte des situations particulières de chaque Etat membre. Telle est la conclusion de la réunion des ministres des finances des Neuf qui s'est tenue le 22 mai à Bruxelles.

L'Allemagne de l'Ouest, première puissance économique de la C.E.E., hésite cependant à a'engager sur un calendrier précis de mesures, car elle estime illusoire, à l'heure actuelle, de fixer comme objectif précis un taux de croissance de 4,5 % en juillet 1979 pour l'ensemble des pays du Marché commun.

des pays du Marché commun.

Les huit partenaires de Bonn ont toutefois obtenn de M. Hans Otto Schlecht, secrétaire d'Etat ouest-allemand de l'économie, l'engagement que son pays sontiendra un programme commun de relance qui devait être mis au point au cours du Conseil européen de Brême les 6 et 7 fuillet. Toutefois, la R.F.A. avait annoncé sans attendre qu'elle n'entreprendrait pas de nouvelles mesures de relance avant l'automne prochain.

Au conseil des ministres des

offaires étrangères

Le « cui » de la C.E.E. an Portugal et la discussion sur le renouvellement de la convention de Lome ont été les deux points forts du conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf le 6 juin à Luxembourg.

Les Neuf ont décidé d'ouvrir le plus rapidement possible, sans doute an mois d'octobre prochain, les négociations avec le Portugal, qui devraient durer plusieurs années. Le Marché commun paraît, en particulier, prêt à faciliter sur le plan économique le passage du Portugal dans la C.E.E.

Les ministres ont également préparé le mandat de négociation des Neuf en vue de l'ouverture de discussions avant la fin de l'année avec la cinquantaine de pays africains, des Caralbes

cinquantaine de pays africains, des Caralbes et du Pacifique (A.C.P.) sur le renouvellement de la convention de Lomb, qui arrive à expi-

de la convention de Loma, qui arrive à expi-ration à la fin de 1980.

Les Neuf ont également entendu une inter-vention du secrétaire d'Etat ouest-allemand de l'économie, M. Hans Otto Schiecht, fustigeant une nouvelle fois le protectionnisme sous toutes ses formes et demandant à la C.E.E. de ne pas autoriser l'octroi d'aides nationales destinées a maistante en via les contemporares destinées à maintenir en vie les entreprises non rentables. La commission de la C.E.E. et la plupart des autres délégations ont donné l'assurance qu'elles n'étalent pas favorables an protectionnisme et que les aides nationales dans le secteur indus-triel devalent être limitées au strict minimum.

L'Allemagne de l'Ouest prête à aider ses voisins à défendre la parité de leurs monnaies

L'Allemagne occidentale veut faire quelque chose et aller de l'avant pour assurer une plus grande stabilité monétaire dans l'Europe des Neuf : M. Hans Mathoffer, ministre ouest-allemand des finances, a renouvelé la 19 juin à la réunion des pays du « serpent » monétaire européen (pays dont les monnaies flottent de concert) l'engagement pris à Copenhague par M. Helmut Schmidt, chanceller fédéral, d'aider les antres pays européens à défendre des parités stables.

stables.
Sur les moyens nécessaires pour arriver à cette stabilité, le ministre ouest-aliemand a été discret — pour ne pas dire muet. Trois rapports à ce sujet sont sur la table : le premier émane du comité monétaire des Neuf, le second des gouverneurs de banques centrales, le troisième d'un comité de « trois sages » préside par M. Bernard Clapier, gouverneur de la Banque de France. Les moyens techniques sont connus :

sages » preside par M. Bernard Clapier, gouverneur de la Banque de France. Les moyens
techniques sont connus:

1) Ratischement au « serpent » monétaire
européen des monnales qui flottent séparément,
mals avec des marges de fluctuation plus larges que les devises du serpent (deutschemark,
franc beigo-luxembourgeois, florin néerlandais
et couronne dancise).

2) Maintien du « serpent » et fixation de « zonesobjectifs » pour les autres monnaies des neuf
zones fixées par référence à un panier de
monnales. M. Matthoffer a notamment évoqué
l'extension de l'utilisation de l'unité de compte
européenne (panier des monnaies des Neuf)
dans les règlements entre pays européens.

3) Enfin création d'un Fonds monétaire
européen comportant une mise en commun
progressive d'une partie des réserves des Etats
membres de la C.E.E. qui interviendrait pour
stabiliser les parités réspectives des devises
européennes.

Débat sur la viande ovine

La Grande-Bretagne et la France, qui fournissent respectivement 50 et 25 % de la pro-duction de viande ovine de la Communanté européenne, se sont opposées le 19 juin à Luxembourg sur le problème d'une éventuelle organisation de marché dans ce secteur. M. Pierre Méhaignerie, ministre français de

l'agriculture, a défendu l'organisation nationale de marché existant en France, caractérisée par des prix de marché élevés (supérieurs de 30 % environ aux prix britanniques) et par des contingents à l'importation très limités et des

contingents à l'importation très imites et des taxes à l'importation élevées variables en fonction des prix du marché.

De son côté, la Grande-Bretagne, qui absorbe les quatre cinquièmes des importations de viande ovine de la C.E.E., souhalte pouvoir continuer à béneficier des importations très bon marché de l'importations de Neurolle Métande. en provenance de Nouvelle-Zélande, frappés à l'heure actuelle d'un droit de douane limité

D'autre part les ministres de l'agriculture ont souligné la nécessité pour la Communanté d'avoir une « politique jerme » dans les négociations du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui se déroulent actuellement à Genève. La France a souligné en particulier que toutes les concessions faites par la Communanté detroit actuellement actuellement de la contraction de faites par la Communauté doivent avoir des contreparties et que ces concessions doivent être réparties de manière équilibrée entre les Etats de la C.E.E.

l'abaissement des montants compensatoires monétaires (mécanisme qui corrige les écarts de change pour les produits agricoles) pour le bacon.

En ce qui concerne la viande de porc, la délégation française a indiqué que les mesures qui viennent d'être prises par la Commission curopéenne (taxes supplémentaires sur les importations, augmentation des restitutions à l'exportation et aides au stockage privé) sont insuffisantes.

AIDE D'URGENCE AU ZAIRE. — Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E., réunis le 12 fuin à Copenhague, ont fait le point sur la struction au Zaire. Une aide d'urgence sera octroyée par les pays occidentaux au gouvernement Mobulu.

VILLE D'ART. DE TOURISME ET DE CONGRES

l'énergia sonrionte d'une jeune cité qui, deux un élan sons relâche, construit son nvenit. **ELLE VOUS OFFRE**



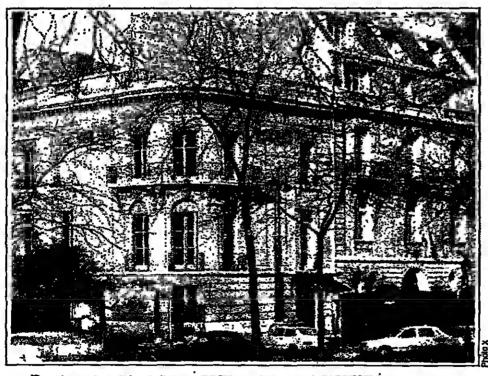
Ph. ATZINGERJ

- LE PALAIS DES PAPES; LE FONT SAINT-BENEZET, populatisé à traveir le monde par la légande et la chanson, ses nombreux éditices civils et religieux; LES TRESORS DE SES MUSEES; OE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE; SON FOLELORE (danses et vicilles tradi-tions):
- CB) :
 FESTIVAL DRAMATIQUE (15 fuillet SOUL) Théâtre chrorégraphique, cinéma.
- DISTRAL DEARATIQUE (15 funits 15 soit) The street chrose prophere, chams,
 musique;
 DES SALLES DE REUNION;
 OES SERVICES REGULIERS DE TRAINS

 E SUICE-CONCRETES ; SHEF et retour en départ
 de FARIS, ETAPLES (1.6 Touquet), BOULOGNE, LIEGE BROXELLES, AMSTERDAM,
 DUSSELDOEF, HAMBOURG KARLESUBE;
 SON IMPORTANT MARCHE QUOTTOUEN DE
 FRUITS ET PRIMEURS;
 DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES es
 des vins de grands et us (Châtesument-duPape, Cotes-ca-Rhôce, Gigondas, Tavel, etc.);
 LE PALAIS DES EXPOSITIONS evec con
 dequipement pour toutes les menicetations et
 congrès, ses grandes et luxueurse salles de
 conferences. de restauract, son immense
- Parking.

 Visitez AVIGNON . La Songege de joie!... Senseignements : Moison du Tourisme, cours Jean-Jaurés.

Six duplex dans la grande tradition de l'Avenue Foch



Dans la grande tradition de l'avenue FOCH et du bois de Boulogne, les six duplex de la Villa FOCH 49 bis av. F.-D. Roosevelt 7500 sont en cours d'achèvement. - Décor intimiste entre tous (ils sont six et le reste-

ront à jamais). Cadre privilégié. Ils se cachent derrière la façade en pierre de taille respectueusement conservée! Tout un art de vivre retrouvé!

Nous vous invitons à venir visiter l'appartement modèle. Tous les jours de la semaine (sauf mardi et mercredi) entre 10 h et 19 h - sur rendez-vous - nous vous attendons. Venez, jugez ce duplex comme il se doit, dans les moindres détails. Vous y trouverez les materiaux les plus nobles, har-

isement réunis aux éléments fonctionnels les mieux conçus.
VILLA FOCH : six duplex aux noms prestigieux : Trianon, Chenonceaux, Chambord, Versailles, Rambouillet, Chantilly VII.LA FOCH: un placement "pierre" à l'épreuve

49 bis av. F.-D. Roosevelt 75008 Paris. Tel: 225.98.33/34

🗖 en savoir plus sur les six duplex de la villa Foch □ visiter l'appartement-témoin



l- a 1

ordalis paga Colora delegana

The state of the s

IN TO LETTER

TO THE TO

n Bold in Africa An ear les pro

To reside plant

for Lead of the part

for the late of the part

for t

prévisible.

Il reste que quatre pays (la France, les Pays-Bas. la Belgique et le grand-duché de Luxembourg) sont d'accord pour unifier la période de l'heure d'été, comme cela a été le cas défà cette année : en 1979, elle sera appliquée du 14 avril au 16 octabre; en 1980, du 30 mars au 12 octobre, et en 1981, du 3 avril au 11 octobre. Le dossier de l'heure d'été a été renvoyé au comité des représentants permanents.

représentants permanents.

TRANSPORTS MARITIMES. — Les ministres des transports ne sont que laborieusement arrivés. le 19 juin d'Luxemboury, d'un accord sur les prix dumping pratiqués par les pays tiers dans les transports per voia navigable.

Une décision a été priss, instaurant un système d'information réapproque sur les activités des ilattes de pays tiers qui portent préjudéee à la compétitivité de la marine marchande des pays de la Communauté. La conseil se réserve d'arrêter utérieurement la liste des pays visés. La décision prévoit également une procédure da consultation entre les Neuj sur la base des informations recueillées.

D'autre part, le conseil a chargé le comité des

dans la répartition des prises supplémentaires.

NEGOCIATIONS AVEC LE COMECON. — Une évaluiton irréversible s'est engagés sur la vois de la narmalisation entre la C.E.E. et le COMECON, a indiqué le 31 mai M. Wilhelm Hajerkamp, commissaire européen charpé des relations extérieures, au cours d'une conjérence de presse à Bruxelles. Rendant compte des négodiations qui ont eu lieu à Moscou, M. Hajerkamp a confirmé que deux autres rencontres entre la C.E.E. et le COMECON auraient Heu au cours des prochains mois à Bruxelles ; une rencontre au niveau des experts en juillet et uns nouvelle remontre cu niveau politique au mois d'octobre. Selon M. Hajerkamp, les deux parties sont d'accord sur trois points:

M. Haferkamp, les deux parties sont d'accord sur trois points:

— la C.E.E. et le COMECON ont la volonté d'établir des relections entre les deux organisations;
— les deux parties attachent una grande importance à un échange d'informations, de statistiques, de nouvelles sur la standardisation et l'environnement avec comme abjectif de propresser sur la voie d'un avec d'.

— la C.E.E. et le COMECON respectent les pratiques commerciales et règles institutionnelles de l'autre partie.

l'autre partie.

ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LA CHINE. — L'accord commercial cigné en avril dernier entre la C.E.E. et la Chine est entré en vigueur le 1st juin. D'une durée de cinq aux, cet accord doit permettre de développer les échanges entre un Marché commune européen de 270 millions Chabétants et un murché chinois qui en comprend 900 millions. Il peut, selon les termes de la Commission européenne, ouvrir une ère nouvelle entre les deux parties, compta tenu des possibilités non encore exploitées dans les échanges entre la Chine et la Communauté européenne.

européenne. Pour développer les échanges avec la Chine, qui Pour développer les échanges avec la Chine, qui restent cucore modestes avec un volume annuel de l'ordre de deux miliards de dollers. la C.E.E. a accordé à Pékth deux clauses commerciales très importantes : la clause de la nation la plus favorisée, qui étend automatiquement à la Chine les concessions douvnières fattes aux autres partenaires commerciaux du Marché commun, et une seronde clause, unique en son genre, celle de la prise en considération favorables, qui privilégie en quelque sorte la Chine sur la marché européen tandis que, de son côté, Pékin s'engaga d'anner pour ses achats la priorité d'Europe des Neui. Selon les caperts communautaires, es gesto de la part d'un pays à commerce d'Etat peut avoir des effets bénéfiques pour les exportations européennes sur la marché chinois.

CECA

« Dernière tentative » pour sauver le plan anti-crise de l'acier

le plan anti-crise de l'acier

L'erise de l'acier, que nous avions laissé prévoir dans notre précédent numéro, a été décidé le 6 juin par la Commission de Bruxelles. a Dernière isntative pour assurer le fonctionnement de (ce) plan », avait déciaré peu auparavant M. Davignon, commissaire européen chargé des questions industrielles, qui « si elle échoue » rendra nécessaires « d'autres jornules » pour secourir la sidérurgie européenne, de plus en plus menacés par la reprise des baisses de prix sur l'acier.

Les représentants de la France, du Royaume-Uni et de la R.F.A. ont blen dit, le 6 juin, qu'il s'agiessait effectivement, à leurs yeux, de la « dernière chance » pour sauver ce plan. Quant à la Commission européenne, elle s'est résignée à ce durcissement pane que la majorité des forges de la CECA « ne respectent pas les règles » en vigueur sur les prix (imposés ou conseillés).

Le dispositif renforcé comprend quatre volets :

és ou conseillés). Le dispositif renforce comprend quatre volets :

Le dispositif renforcé comprend quatre voies:

• Procédure de flagrant détit. — Si les douaniers des Neuf constatent des possibilités d'irrègularités dans la certification des livraisons d'acier des Neuf ou avec les pays tiems, ils pourront bloquer la marchandise jusqu'au versement d'un cautionnement égal à 25 % du prix minimum de la marchandise. La Commission européenne, immédiatement informée de ce hlocage (qui ne sera levé qu'une fois la caution versée), prendra sa décision — par exemple une amende — dans les sept jours.

une amende — dans les sept jours.

Paiement anticipé de l'amende. — Si le douanier estime que l'infraction est probable, il devra retenir la marchandise et ne la laisser circuler qu'une fois réglé le prix de l'amende. La présomption d'infraction sera établie en cas d'absence de certificat de conformité accompagnant la marchandise, de non-conformité des prix déclarés dans le certificat avec les prix factures, de non-correspondance des poids déclarés dans les certificat et factures avec les poids réels, enfin d'une irrégularité des certificats par rapport aux dispositions légales. Dans tous ces cas, la caution pourra être exigée avant même que soit prévenue la Commission européenne.

Comptoir de vente chez les « Bresciani ».

prévenue la Commission européenne.

Comptoir de vente chez les « Bresciani ».

Les sidérurgistes italiens de la région de Brescia, qui vendent habituellement au-dessous des prix minimum imposés (ronds à béton, laminés marchands, cous) ou conseillés par Bruxelles, seront obligés de centraliser leurs livraisons dans le cadre d'un comptoir qui délivrera des « certificats de conformité », sous le contrôle d'un représentant de la Commission européenne.

Enjin les amendes seront accrues et déci-dées plus rapidement (dans les quinze jours).

Ralentir la production

A ces quatre décisions, la Commission euro-péenne va ajouter deux mesures. Une immé-diate : la recommandation aux sidérurgistes de ralentir leur production, pour éviter qu'un écart trop grand entre celle-ci et la demande effective n'entraîne une chure supplémentaire des cours de l'acter sons que le 2 inilist écart trop grand entre celle-ci et la demande effective n'entraîne une chuie supplémentaire des cours de l'acier, alors que le 2 juillet une hausse de 5 % de ces tarifs devait au contraîre intervenir. La Commission européenne souhaite qu'il ne soit pas coule par les Neuf plus de 29 millions de tonnes de métal de juillet à septembre, combre probablemant 38 d'avril à juin; soit un raientissement de quelque 19 % d'un trimestre à l'autre.

La seconda mesure jouera plus à terme : la Commission constate que la crise a multiplié les licenciements : soixante-trois mille emplois ont été supprimés depuis le début des difficultés dans la sidérurgle européenne; en dix-sept mois, cinquante-sept mille (7,2 %) ont disparu, essentiellement dans quaire pays : la France (— 12 500, soit 6 %), le Royaume-Uni (— 9 400, soit 5 %) et la Beigique (— 7800, soit 14 %). Devant la persistance de la crise, et connaissant les plans de restructuration en cours d'application ou prévus dans la Communauté, les experts européens estiment qu'il y aura encore soixante-dix mille à cent mille licenciements supplémentaires d'ici à 1980. Cette perspective, juge-t-on à Bruxelles, nécessite que des infilatives soient prises pour en atténuer les conséquences sociales. Les Neur vont done être invités par la Commission européenne à approuver un volet social du plan anti-crise qui consisterait à utiliser toutes les possibilités qu'offrent les traités européens pour organiser financièrement la création d'emplois de rempla-cement, la conversion professionnelle des ouvriers licencies de la sidérurgie et leur indemnisation en attendant le réemploi.

READAPTATION DE SIDERURGISTES. — Trois séries d'aides de réadaptation ont été décidées par la Commission européenne, en faveur de salariés de la siderurgie touchés par la fermeture d'installations; elles s'élèvent d 4,8 millions de francs pour les salariés français, 1,6 millions de livres stering pour les métallos britanniques et 25,5 millions de francs belgés pour les salariés d'outre-Quiévrain. france beiges pour les salaries d'outre-Quiévrain.

ACOCED DE COOPERATION ENTRE COCSERTILL
ET ESTEL. — Le groupe beige Cockeriil a confirmé
son repprochement soen la société germanonéerlandaise Estel. Jondée en 1972 par Rosch
(E.P.A.) et Hoogonens (Pays-Bea). Estel prendra
une participation limitée eu capital de la société
que Oocheriil compts constituer dès qu'autont été
décidées la reprise de l'investissement du train d
19 du Val-Saint-Lambert et la Journiture de
lingotières (moules pour couler l'auter) eux
installations de Cackeriil d'Liège. Cette association
— qu'on déclare simplement « techniques pour
l'instant — est la réponse de la sidérurgle liégecies
au reprochement en cours entre les forges àu
etriangle » de Charleroi (Thy-Marcinelle, Hainautbourgeois Arbed (qui esploite une aciérie d Gend
(Sidmer) et a pris le contrôle des aciéries serroises).
Cockeriil a produit en 1977 5 millions de tonnes
à'auter et Estel 9,4 millions de tonnes, ce qui la
situe au deuxième rang mondial.

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE. — La

AIDE A LA CONSTRUCTION SOCIALE. — La Commission de Bruselles a accordé quairs aides d la construction pour les travalleurs de l'acter et du charbon en Grande-Bretagne (1577 livres), Italia (14,4 milliards de lires), Allamagne (1572 millions de D.M.) et France (228 426 francs). FRET A SACILOR. — 70 millions de france supplémentaires ont été prêtés par Brussiles d Saglor pour financer son programme de moder-nitation. Au total, les prêts européens rélèvent d 325 millions de france. ration et la concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe dans le domaine des techniques de pointe (pour demander notamment la création d'un comité de haut niveau pour encourager cette coopération), sur la sécurité en Méditer-rance et le désarmement, la politique européenne d'armements, etc.

e ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — Les ministres des assaisses étrangères des tinq pays membres de l'Asie association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) (Indonésie, Mulatie, Philippines, Singapour et Thellande), se sont réunis à Pattaya (Thellande), du 14 au 17 fuin. La polique commerciale du Japon dans la région a particulièrement retenu leur attention.

particulièrement retenu leur attention.

• COMMESSION DU PAGIFIQUE SUD. — Le comité de planification et d'examen de la Commission du Pasifique sud (C.P.S.) s'est réuni à Nouvelle-Calédonie), du 22 cu 26 mai, pour dresser la blan des activités de la C.P.S. en 1977 et formuler des recommandations sur le programme de travail des trois prochaines années. Ces recommandations portent noicement sur le développement rural, les services communautaires et la jeunesse, les ressources marines et la jornation.

jeunesse, les ressources marines et la jormation.

e CROIX-ROUGER. — Une mission du Comité international de la Croix-Rouge (CLCR.) s'est rendue en République socialiste du Vietnam du 17 au 29 mei pour étudier, ance les autorités de la Croix-Rouge nationales, les besoins humanitaires des personnes déplacées en raison des événements des personnes deplacées en raison des événements de la frontière du Vietnam et du Rampuchée, et pour commencer les visites aux militaires at aux civils kampuchéens capturés dans les sones de combat. Au terme de sa mission, la délégation du CLCR. a préparé avec la Croix-Rouge du Vietnam un plan d'assistance d'urgence pour une période de six mois, en javeur de sept cent vingt-cinq mille personnes.

personnes.

— Le O.I.C.R. a entrepris le 19 mai une action humanitaira dans la province zaïroise du Shaba, d la suite des évenements qui s'y sont déroulés.

— A la fin du mois de mai, le O.I.C.R. a lancé un appel d la communauté internationale en faveur de son action humanitaire sur l'ensemble du continent africain. Le total nécessaira pour siz mois d'activités (fr mal-si octobre 1978) est évalué à plus de 20 millions de france suisses, répartis de la façon suisonte : Afrique australe, 12,1 millions; Ethiopte, Somalie, Erythrée, 4,2 millions; Tchad, 3,4 millions; Sahara occidental, 520 000 france.

— Les expéditions organisées en faveur des prisonniers de guerre aux mains du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad) se sont pour-suivies aux mois de mai et de fuin dans le nord du Tchad. Les visites des délégués du O.I.C.R. intéressaient alors environ deux mille prisonniers réparts dans une dicaine de oamps.

© ORGANISATION EUROPRENNE POUR LA

e ORGANISATION EUROPEENNE POUB LA RECHERCIBE NUCLEARER. — L'école de physique organisée chaque année par l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), pour permettre d de jeunes physiciens expérimentaleurs de se jamiliariset uvoi les aspects les plus récents de la physique des particules élémentaires, s'est déroulée cette année du 4 au 17 juin près d'Utrecht (Pays-Ras).

(Pays-Bas).

• ORGANISATION INTERNATIONALE DE PROTECTION CIVILE. — La huttième conférence mondiale de l'Organisation internationale de protection
civile (O.I.P.C.) s'est déroulée du 18 au 21 mai à
Tunis, en présence de déléqués de plus de quarante
pays at de représentants de plusieurs organisations
internationales (dont les Nations unies, le Haut
Commissariat pour les réjugiés et le Comité internetional de la Croix-Rouge).

netional de la Croix-Rouge).

e ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE. —
Le comité de libération de l'Organisation de l'unité
africaine (O.U.A.) a siégé le mois dernier à DarEs-Salaam. En particulier, il a demandé à nouveau
la décolonisation de la Réunion et des Canaries, qui
e appartiennent à l'Afrique ». Le débat sur le projet
de création d'une force interafricaine a suscité des
oppositions, notamment celle du Nigéria ; la conférence des chels d'État et de gouvernement qui doit
se réunir à Khartoum ce mois-ci reprendra l'examen
de la question.

VALVINAS - OPECER VIGENS (OPECE) SE OPECE - OPECE (OPECE) SE OPECE (OPECE)

Conseil de l'Europe

Conférence des ministres de la justice

Justice

Les ministres de la justice des vingt Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Finlande se sont réunis à Copenhague les 21 et 22 juin pour leur onzième session. Les principaux points à l'ordre du jour de la conférence étaient : la situation des détenns étrangers dans les établissements pénitentiaires, les mesures destinées à faciliter l'accès à la justice, les besoins du citoyen face à l'administration modèrne, la peine de mort, le rapport du secrétariat général sur les activités juridiques du Conseil de l'Europe et l'évolution des rapports entre le Conseil et les Communautés européennes dans le domaine juridique. péennes dans le domaine juridique.

POUVOIRS LOCAUX. — Le tille et la responsa-bilité des pouvoirs loçaux et régionaux en matière culturelle ont été la thème principal de la trei-sième séssion de la conférence des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, qui s'est tenue à Stras-bourg du 20 au 22 fuin. Les débats ont porté sur la décentralisation de la culture, le renjancement de l'autonomie culturelle des régions, la sauvegante des traditions et des particularismes régionaux et la déjence contre la production culturelle de masse. CINEMA. — Le Conseil de l'Europe a organisé du 14 au 16 fuin, à Lisbonne, un colloque sur la cinéma et l'Etat en Europe.

DROTTS DE L'HOMME. — Le 8 juin, deux afaires ont été portées devant la Cour européenne des droits de l'homme par la commission européenne des droits de l'homme, l'ajiane Airey contre l'Irlands (qui concerns la violation du droit d'accès l'ifiande (qui concerne la violation du droit à deces aux tribunaux dans une demande en séparation de corps en raison des fruis prohibitifs de la procé-dure) et l'affaire Scheisser contre la Suisse (qui concerne le droit pour toute personne soupéonnée d'avoir commis une infraction d'être aussitôt tra-duite devent un juge ou un magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires).

La Cour européenne a tenu le 25 mai des audiences dans l'affaire Luedicke. Belkacem et Koc contre la République fédérale d'Allemagne concernant le droit de tout accusé de se faire assister pratitement d'un interprête s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience au cours d'un procès.

Organisation

des Etats américains

Au conseil permanent : un rapport sur le terrorisme

AU cours d'une session hebdomadaire, le Au mal, le conseil permanent de l'Organisation des fitats américains (O.E.A.) a pris connaissance d'un rapport sur le terrorisme établi par un groupe de travail formé des représentants de neuf pays (Argentine, Brésil, Colombie, Chili, Etats-Unia, Mexique, Pérou, République Dominicaine, Venezuela). Le rapport porte pius particulièrement sur certains aspects den terrorisme qui ne sont pas couverts par la convention de Washington signée en 1971 au sein de l'O.E.A. Les discussions du conseil permanent ont mis en lumière les difficultés de parvenir à une définition des actes de terrorisme en raison des différences de situations politiques dans la piupart des pays membres. Le représentant du Venezuela, pour qui il faut éviter une définition unilatérale du terrorisme, devait déclarer — en essayant de clarifier le débat — que celui-ci n'est pas seulement de gauehe mais aussi de droite, et que les disparitions de milliers de personnes ainsi que les détentions arbitraires dans un bon nombre des pays membres constituaient aussi des actes de terrorisme.

Le canseil a décidé de iransmettre le rapport à l'Assemblée générale de l'O.E.A.

LE DEVELOPPEMENT DES PATS MEMBRES DE LA REGION DES CARATBES. — Organisé par l'O.E.A. dans le cadre des nouvelles arientations de ses programmes régionaux de coopération pour le développement, un symposium consanté aux pays membres de la région des Caraîbes s'est tenu à Washington du 14 eu 21 mai. Les représentants de la Barbade, de Granade, de Réfit de la Jamaique, de la République Dominicaine, du Surinam et de Trintéé et Tobaga y ont purileipe.

TYRIE ET TODAY Y OUT PRESIDENTE. — La huttième ession ordinaire de l'Amemblés générale de l'O.E.A. s'est ouverte à Washington le 21 juin. On troupera un brej résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

OTAN

Au conseil des 30 et 31 mai : la situation en Afrique et la réduction des forces en Europe A plupart des chais d'Etat et de gouverne

L ment des quinze pays membres de l'Organi-sation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont participé aux travaux du conseil de l'Atlan-tique nord qui e'est réuni à Washington les

30 et 31 mai. La France, la Grèce et l'Islande étaient représentées au niveau des ministres des affaires étrangères.

Le communiqué final publié à l'issue du conseil traite des points suivants:

1) Les dirigeants alliés ont a pris note avec préoccupation des cas répétés dans lesquels l'Union coviétique et certains de ses alliés ont exploité des situations d'instabilité et de conflit régional dans le tiers-monde. Le fuit de ne pas respecter le caractère indivisible de la détente ne peut que compromettre l'amélioration ultérieure des relations Kst-Ouest ». Ils ont souligné que « ces situations ne doivent pas toutefois être considérées exclusivement dans le cadre des rupports Est-Ouest » et ont réaffirmé « l'importance qu'ils attachent à encourager le règlement pacifique de ces différends par des négociations metiant en jeu les pays et les organisations régionales intéressés »;

2) Les alliés ont « regretté que la réunion de Belgrade (sur la sécurité et la coopération en Europe) n'ait pas abouti à un résultat plus substantiel (...); ils ont estimé incompatible avec l'Acte final et avec la détente le fait que l'Union soviétique et certains autres pays d'Europe de l'Est se sont abstenus de reconnaître à leurs citoyens le droit d'agir conformément aux dispositions du document d'Aelsinki sans encourir de répression »;

3) Les alliés ont noté avec satisfaction la rencontre des premiers munistres de Grèce et de Turquie; ils ont exprimé l'espoir que ce dia-

rencontre des premiers ministres de Grèce et de Turquie; ils ont exprimé l'espoir que ce dia-logne sur les questions bilatérales contribuera à résoudre les différends entre les deux pays; 4) Les alliés ont attiré l'attention sur « l'importante initiative nouvelle > qu'ils ont prise le 19 avril dans le cadre des negociations sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe « et à laquelle ils comptent mainte-nant recevoir une réponse valable et constructive des pays participants du pacte de Varsovie »; ils proposeront une réunion au niveau des ministres des affaires étrangères; e 19 avril dans le cadre des ne

ministres des affaires étrangères;

5) Le second jour du conseil, les dirigeants des Etats qui perticipent à la structure de défense intégrée de l'alliance ont examiné un rapport sur le programme de défense à long terme établi par leurs ministres de la défense selon le mandat reçu à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement à Londres en mai 1977; ils ont déclaré apporter leur appul à ce programme, dans lequel ils voient « une étape importante d'importance majeure vers l'adaptation des jorces de FOTAN aux exigences nouvelles des années 80 ».

rolles des aunées 80 s.

AU COMITE DES FLANS DE DEFENSE. — Le comité des plans de défense de l'OTAN était réuni en session ministérielle de Bruxelles les 18 et 19 mai pour préparer la session du conseil des 30 et 31 mai. Il a approuvé un rapport sur le programme de défense d long terme, décidé à la réunion de Londres en mai 1977. Ca programme vise notamment à accroître la préparation des forces de l'OTAN, à assurer, en période de tension croissante ou de cries, le renforcement rupide (° l'ensemble de la zone du commandement allié en Europe, ainsi que de certaines autres zones fil est prévu d'affecter sux opérations de renforcement des moyene civils de transport (aérien, maritime et terrestre) et des respources nationales en mattère d'ul rastructure; d'ioi d 1982, les madiriels lourds de trois divisions supplémentaires des Etais-Unis seront mis en place dans la région centre du commandement allié en Europe. Permi les autres éléments du programme figurent la mobilisation des réserves, le potentiel navel, la défense aérienne, les télécommunications, le commandement et le contrôle, la yeure électronique, la logistique de la consommation, la rationalisation des matériels et la modernisation des forces nucléaires du théâtre d'opérations.

Union de l'Europe occidentale

L'Assemblée se préoccupe des relations avec la Chine et de la situation en Afrique

Les relations entre la Chine et l'Europe de l'Ouest en matière de défense ont été l'un des thèmes principaux de la session plénière de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale réunie à Paris du 19 au 22 juin.

reunie à Paris du 19 au 22 juin.

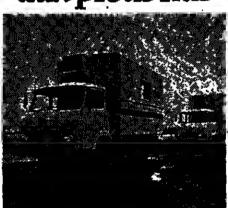
Dans une résolution, l'Assemblée constate que « la Chine constitue aujourd'hui un jacteur important pour le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde » et encourage « les gouvernements membres à développer leurs relations commerciales avec la Chine, sur le plan bilatéral, et à continuer de se concerter en particulier dans le cadre de la C.E.E. en vue de développer le commerce entre l'Europe et la Chine ». Elle les invite aussi à « considérer avec juveur les demandes accrues de la Chine en matière de technologie industrielle ».

Autre préoccupation d'intérêt immédiat les

en matière de technologie industrielle s.

Autre préoccupation d'intérêt immédiat, les problèmes africains envisagés sous l'angle de la sécurité européenne. L'Assemblée s'est félicitée à ce propos des efforts pour établir une force panafricaine (non désignée en tant que telle) et a invité les pays membres à les poursuivre. Des résolutions ont été aussi adoptées sur le terrorisme international (préconisant la ratification de la convention du Conseil de l'Europe sur la répression du terrorisme), sur la coopé-

Des	hôp	itaux	
«aux	pied	s nus	>>
THE RESERVE AND PERSONS IN	Distance of the Pro-	Control of the Control	



Les "Mobiles" sont des véhicules étudiés pour assurer des interventions médicales et sanitaires hors des installations hospitalières

Modèles de petite série ou équipés sur demande, ils donnent la possibilité de fournir à des populations isolées des soins ou une surveillance de haute qualité. Ils permettent aux équipes médicales de bénéficier des techniques modernes là où

il était impossible de les utiliser auparavant. De conception fort différente suivant le milieu d'intervention, les "Mobiles" peuvent être aménagés pour des usages multiples: dispensaire, centre de prélèvement, de petite chirurgie, cabinet demaire, d'obstétrique, laboratoire

d'analyse, de radiologie etc... Les spécialistes des différentes disciplines concernées ont été réunis par IFFA-CREDO, filiale spécialisée de l'Institut Mérieux pour répondre à toutes les exigences des instances nationales et internationales.

lis sont à votre disposition pour étudier avec vous tous les problèmes particuliers.

	Une documentation "Mobiles" est à votre disposi	tion.
ļ	Nom	
į	Etablissement ou organisme	
i	Adresse	_
ĺ	Paystél	_
İ	Désire recevoir une documentation "Mobile" Désire rencontrer un technicien "Mobile"	
Ī		



BP 109, 69210 St-Germain-sur-l'Arbresle, France tél, (74) 01.13.99, télex 330424 F

per beet .

PEEN

INTERROGATIONS

'Al sous les yeux une brochure.
Il y est expliqué comment on doit organiser des «visites». Comment accueillir divenses sortes d'invités; comment obtenir l'effet recherché et présenter une « bonne image». Tout y est : mettre en condition, attirer la sympathie, sélectionner soigneusement ce qu'on laisse voir... l'on laisse voir... Sûrement conçue et utilisée dans une de ces lointaines sociétés e totalitaires », comme on dit, où l'on veille à présenter au visiteur une image composée à l'avance, et où l'on promène de petites troupes d'invités à travers des villages à la Patenchime ?

Allons, ne cherchez pas à l'autre bout de la pianète. Cette brochure («Les visites d'entreprises») a été publiée en 1976 dans la collection « Comment informer» du C.N.F.F. Elle s'adresse essentiellement à des chefs d'entreprise, des responsables patronaux, des spécialistes des relations publiques.

Toutes les catégories possibles de visiteurs sont soigneusement analysées : journalistes, enseignants, hommes politiques, techniciens, tout venant. Les principes du filtrage, de l'encadrement, du déroulement de l'opération elle-même, sont décomposés. De spécialiste à spécialiste. Cette brochure est peu diffusée en dehors d'un public patronal « opérationnel » (assises du CNPF, etc.). Dommage l'Elle mériterait d'être largement connue. En 'voici un court extrait :

court extrait : con pourrait aire de la visite d'entre-prise ce qu'on dit de la télévision : c'est un spectacle, avant tout un spectacle... Ce serait méconnaître l'exceptionnelle portée de ce moyen d'information que de ne pas tirer pleinement partie de sa nature spectaculaire, au sens le plus littéral du terme. Car c'est de là que lui vient son

pouvoir...

» Qu'il s'agisse de bâtir un programme sur mesure ou d'imaginer des « routines » (comme on dit au music-hall...), L'existe quelques principes élémentaires qu'il ne faut pas perdre de vue.

» Premier principe : une visite d'entre-prise, cela se met en scène, du début à la fin...
» Deuxième principe : une visite d'en-treprise, cela se compose. Un speciacle ordonné, mesuré : ni trop long ni trop lent...»

DES images de la production, il en circule quelques mes. Les polychromies de la campagne Stoléru (a priorité aux trapailleurs manuels »). Les brochures de prestige des firmes : archi-tectures imposantes des grands ensembles lourds, usines nettes, salles de contrôle, machines étincelantes. Les images filmées de postes de travall isolés, de machines en mouvement. Les images de chaînes de montage de Renault 5 ou de Citros (18). montage de Renault 5 ou de Citroen CB: quelques mètres, quelques secondes. Images filmées à la télévision, spots de publicité ou d'actualité, photos dans les journaux, viaites d'usines même. Le monde de la production paraît visible. Ni massi-vement ouvert ni complètement caché. Quelques stéréotypes visuels qui garan-tissent vaguement qu'on peut voir. Du stéréotype visuel au stéréotype pensé: Du stereotype visuel au stereotype pensé: tout cela se modernise; ce ne sont plus les hommes qui travaillent, mais les machines; il y a de plus en plus de robots; le travail devient automatique; les vieur travaux de manœuvres, ce sont des survivances; même le travail à la chaîne, il y en a de moins en moins — et d'ailleurs ce n'est plus ce que c'était; les usines on les fait plus propues à la les usines, on les fait plus propres, à la campagne, avec des verrières, etc.

Si l'industrie peut être rendue specta-culaire, l'exploitation, elle, n'est pas spectaculaire. Elle est difficile à saisir d'un regard, à fixer dans une image. On peut la cacher (et on fait tout pour nous la cacher — sans doute est-ce même ce qu'une société cache le plus vigoureu-sement : son système de production). Prenez une chaîne de montage. Que voit-on ai l'on regarde quelques instants (au cours d'une visite ou sur une brève séquence filmée)? Des objets en cours de

fabrication — automobiles, réfrigérateurs, radios — avancent lentement, presque imperceptiblement parfois. Des ouvriers, des ouvrières, font quelques gestes — qui ne paraissent pas demander un effort physique extrême, — attendent quelques secondes, recommencent. Il n'y a ni précipitation ni mouvements speciaculaires. C'est pourquoi, d'ailleurs, vous pouvez traverser un atelier où des hommes travaillent à la chaîne sans rien percetoir de violent, de destructeur, d'épuisant. Pourtant, cette violence, cette destruction, cet épuisement. de desiructeur, d'épuisant. Pourtant, cette violence, cette destruction, cet épuisement, sont la réalité même de la vie de la chaîne, ce que vivent, de l'intérieur, en permanence, ces hommes et ces femmes devant lesquels vous pourrez passer presque indifférent. Mais, pour le percevoir, il faut percer le mur de l'image, pénétrer la chaîne comme système social, sentir ce

contraire. Un mort, on l'évacue par ambu-lance, c'est pas génant, de toute façon,

Les archipels du Capital

Par ROBERT LINHART * .

que signifie la décomposition taylorienne du travail, l'application de la méthode temps-mouvements (M.T.M.) et des standards, la réduction des gestes, la mort inscrite dans la répétition cyclique, l'angoisse de l'objet qui se présente quand on n'a pas fini le travall sur l'objet précé-

Prenez une salle de contrôle de raffi-nerie. On voit une vaste pièce, des tableaux, nerie. On voit une vaste pièce, des tableaux, des voyants immineux, des schémas au mur, des manettes et des cadrans. Trois ou quatre hommes assis, debout, en train de parier. Apparemment, ils ne font rien. Ils sont en blouse ou en combinaison, mains propres. Le travail « moderne » : surveillance, automatisation; parfois, on va appuyer sur une touche, ou on remplit un tablean de bord. C'est ce qu'on voit. Et l'augoisse, dans la longue muit silencieuse, quand on est trois ou quatre à conduire la raffinerie, de savoir que tout peut prendre feu et sauter? Comment la peut prendre leu et sauter? Comment la photographierez-vous, comment la filmerez-vous, comment la filmerez-vous, comment la tilmerez-vous, comment la filmerez-vous, comment la filmerez-vous, comment la filmerez-vous, contrant, c'est de cela aussi que sont faites les matières plastiques qui nous entourent. Et de hien d'autres choses.

AR. par-delà ce que l'on nous montre (et que déjà, blen souvent, nous ne pouvons voir vraiment), il y a tout ce que l'on ne nous montre pas. Derrière la machine, l'entretien de la machine. Derrière les cuves, le nettoyage des cuves. Derrière l'unité de contrôle du cracking, tout le site pétro-chimique avec son pullulement de travaux fractionnés, de régies, d'intérim, et les hommes qui font l'embellage la manuter. fractionnés, de régies, d'intérim, et les hommes qui font l'emballage, la manutention, le transport, l'entretien, les grosses réparations, les tranchées et le grattage des tuyaux. Derrière l'usine, les boîtes de sous-traitance. Derrière la grande entre-prise, le tissu des petites. Derrière les droits syndicaux concédés et le labyrinthe des commissions paritaires, l'armée des sans-droit, et la matraque, is milice privée, le tueur. Derrière la façade de Shell, les bidonvilles flottants immatriculés au Libéria et leurs matelots faméliques, embarqués à Hongkong ou à Singapour.

Revenons à la raffinerie, ou au cracking. Des hommes surveillent des cadrans dans une salle de contrôle. Dehora, la « structure », comme on dit : des armatures métalliques, des enchevêtrements de tuyaux, des masses de fonte, des cuves, des plates-formes, d'énormes vannes (qu'il faut parfois tourner des heures entières). Tout plates-formes, d'énormes vannes (qu'il faut parlois tourner des heures entières). Tout ceia, il faut y mettre la main : nettoyer, déplacer, remplacer, grimper, descendre, transporter. Tous ces travaux physiques sur la structure, pourtant, ne font pas partie des visites organisées. A quelques mètres de la salle de contrôle, on découvre (on on cache_) un autre monde qui n'a plus rien à voir avec les images d'Epinal de l'automation et de l'usine e propre ». Voici comment le décrit

il y en aura encore cent cinquante à deux cents qui entreront. C'est effroyable, à la limite... »

Sons prétexte d'un risque de vois, on a interdit l'accès des locarz du personnel de l'entreprise centrale aux ouviers immigrés des boites sous-traitantes. Pour venir boire l'eau d'un robinet, ils doivent demander nne autorisation.

nne autorisation.

L'apartheid sur les rives de l'étang de Berre? Alions donc!... Mais allez y voir, s'il vous plaft. Pas dans le cadre de la visite organisée, blen sûr! cels ne fait pas partie du programme. Il est vrai que l'on trouve, à la page 35 de la brochure du CNP.F. sur les visites d'entreprises : « Dans ce paysage industriel ou commercial aux aspects multiples que l'on donne à découvrir aux invités, il laut ne choisir que les « beaux points de vue », les « sites remarquables », les « étapes qui méritent un détour » — et négliger le reste. Car choisir, chacun le sait, c'est sacrifier. Une sélection sépère et même impitoyable s'impose avec rigueur. » avec riqueur. »

Ah i qu'en termes galants ces choses-là.

Un terme revient sans cesse: « sortir ». On « sort » l'entretien, l'ensachage, la manutention, les transports, la chaudronnerie, l'électricité, l'usinage de pièces, etc. Chez Dassault, les atelleus deviennent des centres de dispatching, où des cuvriers très qualifiés, des techniciens et des cadres, centralisent et distribuent toute une sous-traitance rejetée hors les mure.

La Motte-Picquet, à Paris, des ouvriers tra-vaillent dans une tranchée à poser des fils téléphoniques. Un bloc de béton s'effondre. Trois morts, tous trois portugais : Carlos dos Santos Ferreira, Jésus Ismaël, Josquim

Martins.

« Au secrétariat d'Etat aux P.T.T. on estime que l'accident est du ressort de l'entreprise sous-tratiante. Dans les milieux syndicaux des P.T.T. on jait observer que cet accident pose une jois de plus le problème de la sécurité sur les chantiers confiés à des sous-truttants. Environ 80 % des poses de câbles téléphoniques dans la région parisienne sont actuellement confiés à ces entreprises » (le Monde, 11 février 1978).

Dans les petites entreprises

Dans les petites entreprises qui se chargent de la pose des câbles pour le compte des P.T.T., il n'y a ni droits syndicaux ni pouvoir de négociation. Seule loi : la pression économique, les contrats. Pas de soutènement, faire vite...

Il y a quelques mois, dans une mine de charbon du Nord, ou ouvrier ture meurt écresé par un bloc de rochers sur le front

* Economiste, auteur de l'Etabli, éditions de Minuit, Paris, 1978, 192 pages, 22 P.

de taille. On apprend qu'il travaillait pour une petite entreprise : les Charbonnages sous-traitent l'abattage.

Combien d'hommes pour faire cent mille tonnes d'acter? de naphta? d'éthylène? Combien pour faire dix mille automobiles, dix milles robes? Combien pour le nylon, le ciment? On ne sait plus. A la cimenterie très moderne de Port-La-Nouvelle, usine pilote du groupe Lafarge, dont des visiteurs venus du monde entier peuvent admirer la salle de contrôle centrale, la moitié des heures transillées en 1977 ont été journies par du personnel extérieur à la société : C.P.C.T., Montalev, Buzzichell, Lavoye, Serrano et autres entre-prises. Quand les syndicats interrogent la direction sur tel ou tel aspect de ces travaux extérieurs, la réponse est invariable : tous ces gens n'ont pas de place dans l'organigramme de la société, nous ne voulons pas en entendre parler.

nigramme de la société, nous ne voulons pas en entendre parier.

Zones d'ombre, immenses. Tout un pro-létariat subalterne d'ouvriers français ou immigrés, de jeunes, de femmes, de cam-pagnards, disséminé entre des petites entreprises. On meurt beaucoup, dans ces zones d'ombre.

On tue aussi. Il y a beaucoup d'immigrés dans ces zones d'ombre, et le régime qu'on

On the aussi, Il y a beaucoup d'immigrés dans ces zones d'ombre, et le régime qu'on leur applique en France est de plus en plus spécial : quadrillage policier renforcé, campagnes racistes et menrires impunis. Depuis six ans, on a recensé officiellement plus de soixante-dix assassinats racistes de travalleurs algériens. Un par mois. La moyenne s'est soudain accrue, depuis l'assassinat de laid Sebal, veilleur de nuit à l'Amicale des Algériens, le 2 décembre 1977. Maintenant c'est un tous les dix jours. Les ouvriers Algeriens, le 2 décembre 1971. Maintenant c'est un tous les dix jours. Les ouvriers immigrés maghrébins essayent de ne plus sortir qu'en groupe, et de sortir le moins possible. Mais il faut bien aller travailler... Ce terrorisme-là ne fait ni la une des journaux ni l'unanimité indignée des belles journaux no gradure un gradure. journaux ni l'unanimité indignée des belles àmes. Terrorisme de routine, en quelque sorte. On ne trouve presque jamais les tueurs et quand, par hasard, il y a un procès, il se termine par un acquittement ou une peine minime. Elaïd Djermati, 36 ans, est tué de deux balles dans la tête dans la Creuse, le 11 décembre 1976. Mohammed Benabed est grièvement blessé. Tous deux sont ouvriers sur des chantiers de travanx publics. L'homme qui a tiré. de travaux publics. L'homme qui a tiré, habitué d'une boite de nuit, est acquitté le 24 janvier 1978 par la cour d'assises de la Creuse. Acquitté. Un de ses amis disait, avant le procès : « On ne va quand même pas prendre quinze ans pour un bougnoul » (le Monde, 28 janvier 1978 : « Des crimes

sans importance 1).

Milices privées, sussi, syndicats jaunes, sociétés de surveillance et de gardiennage, tabassages, chiens policiers. Tiens, cela n'est pas prévu dans les visites guidées que rest pas previ dans les visites guides que conseille le CNP.F. Il est vrai qu'il faut « savoir ne choisir que les beaux points de vue » (prochure du CNP.F., p. 35).

Pensez-y si l'on vous fait visiter une usine et qu'un jeune cadre fringant vous invite à admirer un grand local net, et vous factile de parformement technique. sacule de performances techniques et de réalisations « humaines ». Tout juste derréalisations « humaines ». Tout juste der-rière le « spectacle » commence un autre monde qu'on ne vous proposera pas de visiter. Ce que l'on feint de montrer sans le laisser voir. Et ce que, juste autour, on ne montre pas. Et tout ce qu'on ne montre pas bien plus loin, et qui pourtant est à la base même de la production. L'em-pire Sacilot, la Lorraine abandonnée, les hôpitaux vendus, les cités qui s'effritent, la ruée sur les zones portugires, les erronnopitaux vendus, les cites qui s'effritent, la ruée sur les zones portuaires, les expropriations, les spéculations foncières, le minerai lorrain écrémé, le rabotage des mineurs. Et, plus loin encore, le ratissage du tiers-monde, la sous-traitance à Singapour, à Hongtong, à Formose, au Maroc, en Tunisia les mine d'apprende la lafacture de la faction de la contraction de du hens-monde, la sous-traitance à Singapour, à Hongkong, à Formose, au Maroc, en
Tunisie, les mains-d'œuvre de la famine,
les populations minières parquées dans les
camps, les émeutes brisées par l'armée. Les
millions et les millions de sujets de l'empire
Rhône-Poulenc, de l'empire Pechiney, de
l'empire Renault, de l'empire Philips,
de l'empire General Motors. L'accumulation
par les multinationales de réserves foncières dans le monde entier, l'Amazonie
mise à sac, les vastes propriétés du Mato
Grosso, les petits « posseiros » (paysans
possesseurs du sol) du Brésil à qui l'armée
arrache leurs terres pour satisfaire la soif
d'achats fonciers des grandes entreprises
étrangères qui ne savent plus que faire de
leurs bénéfices accumulés. L'accumulation
primitive, l'industrialisation sauvage, c'est
tous les jours, sur les rives de l'étang de
Berre, dans les caves du treisième arrondissement de Paris, dans le nord-est du
Brésil. Cela ne fait pas partie de la
« visite ». « visite ». Les archipels du Capital...

Dans ce numéro:

PAGES 2 et 3:

L'ITALIE EN SUSPENS : suite de l'article de Ferdinando Scianna. — La crise structurelle et la politique du P.C.I., par Percy Allum. Histoires du P.C. américalu, par Schofield Coryell

M. Raymond Barre et les recettes du capitalisme, par Christian Goux. - La France et l'impératif mondial d'A. Cotta, par André-Clément Decoufié.

PAGES 5 à 9:

L'ENJEU AFRICAIN : L'ébauche d'une stratégie occidentale, par Barry Cohen. — Le projet da force interafricaine, par Christophe Batsch. — Ethnicité, régionalisme et nationalisme au Shaba, par Elikia M'Bokolo. — Les racines d'un drame national, par

Dans les revues.

Des élections arrachées par l'action des femmes, des syndicats et de l'Eglise en Bolivie, par Alain PAGE 11:

Shattered Peace > de Daniel Yergin, par Jean Laloy,

PAGE 12:

Suite de l'article de Samuel Bowles et Herbert Gintis : Les voies du capitalisme et de la démocratie vont-elles

PAGES 13 à 16: L'Espagne de la transition (supplément).

PAGES 17 à 19:

REGAIN D'AGITATION POPULAIRE EN IRAN : Les échecs du développement à l'occidentale accrois-sent les difficultés du régime, par Thierry-A. Brun. — L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère, par Ahmad Faroughy.

La résistance des Canaques à la colonisation, par Claude Meillassoux.

PAGE 20:

LES TROIS ECHECS DE M. BEGIN, par Amnon

Recherches universitaires : trois années dans l'histoire de l'Egypte, par Charles Zorghibe.

PAGES 27 à 30:

Burundi, An II de la deuxième République (supple-

PAGE 31:

Les livres du mois. PAGES 32 à 34:

LA BELGIQUE EN VOIE DE « PACIFICATION »? une enquête de Maurice T. Maschino.

PAGE 35:

CINEMA POLITIQUE : Masses et médias, par Ignac

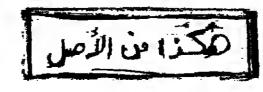
Ramonet. Jesu Baudrillard, Alfred Willenst et Paolo Fabbri.

PAGES 36 à 39:

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juin 1978 e été tiré à 113 000 exemplairea. Depuis le 9 mers, les publications du « Monde », y compris « le Monde diplomatique », ne sont pas distribuées en Tunisle.

Juillet 1978



er ou labor left s un, giter leutschen von Canger nitet tau an nargational innt af an

sents commercials

Delite to be to the even office a large of guine bine for i in this camme le total, but the restricted declare Printer in his tudes de produc Minterial major de la dic Automotives in godfele stock for tource you was not put the defended Manager and restricted the guarantees of harrie de les em englin to bent 'e Cament Participation of the C.E.E. 2 control of the C.E.E. 2 It. La common de la production

gur eine am trat is Econime me la tiere : : cose res de en p to the second at an power fourt some Significa

 $z + r_{i, \pm \cdots}$ 10 12 12. 10 12 12. 10 12. 10 12. 9=T.c-, - + - E

80. 21.1 Je sing s Ce (1 = 2.0 0 k 7.5

Unique acuvelle Les Arabas riches e

Les femmes dans le